

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

Séance du jeudi, le 30 avril 1885.

SOMMAIRE :— Sommaton de M. Joseph G. Gingras, à la barre de la Chambre.— Proposition de M. Nantel demandant la comparution de M. Gingras.—Objection de l'honorable M. Flynn : Décision de M. le président.—Proposition de M. Gagnon relative aux éléments de la dette de l'ancienne province du Canada assumée par le gouvernement du Canada : MM. Gagnon, Deschênes et Robertson.— Délibération sur un projet de loi ayant pour objet de modifier la loi concernant la pétition de droit : MM. Deschênes, Taillon, Blanchet, Gagnon, Mercier, Marion, Desjardins, Turcotte.—Objection de l'honorable M. Flynn : Décision de M. le président.—Observation incidente de l'honorable M. Mercier sur un télégramme de l'honorable F. X. A. Trudel à propos des troupes envoyées au Nord-Ouest.—Troisième délibération sur le projet de loi concernant les asiles d'aliénés. Amendement de M. Gagnon.—Deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier le code civil et le code de procédure civile : MM. Taillon, Mercier, Asselin, Gagnon, Nantel, Stephens, Picard et Flynn.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

LE NOUVELLISTE.

L'ordre du jour appelle la comparution de Joseph G. Gingras à la barre de la Chambre.

Le sergent d'armes fait le rapport suivant :

“ Je soussigné, Gédéon Larocque, sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec, certifie par les présentes et fais rapport à l'honorable Assemblée législative de la province de Québec, que, dans la cité de Québec, ce trentième jour d'avril courant, j'ai, en conformité de l'ordre de cette honorable Chambre, personnellement sommé et assigné Joseph G. Gingras, éditeur propriétaire du journal le *Nouvelliste*, à comparaître ce jour, à trois heures et demie de l'après-midi, parlant à une personne raisonnable de sa famille, à son domicile, dans la dite cité, en lui laissant un duplicata du présent mandat et de l'avis ci-joint, et je certifie et fais rapport de plus, que le dit Joseph G. Gingras a failli de comparaître.

A Québec, ce trente avril 1885.

GÉDÉON LAROCQUE,
Sergent d'Armes.

Lequel rapport est écrit au dos du mandat qui se lit comme suit :

CANADA,)
PROVINCE DE QUÉBEC,)

Québec, savoir :

Par l'autorité de l'Assemblée législative de la province de Québec.

A Gédéon Larocque, de la cité de Québec, écr., sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Attendu que le vingt neuvième jour d'avril, il a été représenté que M. Faucher de Saint-Maurice, député du district électoral de Bellechasse, a été accusé dans un journal appelé le *Nouvelliste*, publié dans la cité de Québec, et attendu que l'article dont on se plaint, sous le titre en langue française : " Le successeur de M. Dunn " a été lu par le greffier de la Chambre et qu'il a été alors ordonné, que Joseph G. Gingras, de la cité de Québec, l'éditeur et le propriétaire du dit journal le *Nouvelliste*, compareisse immédiatement à la barre de la Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi, et attendu que le sergent d'armes a fait rapport que le dit Joseph G. Gingras ne se trouvait pas dans l'enceinte de la Chambre, et attendu qu'en conséquence, il a été ordonné que M. le président émette son mandat, assignant le dit Joseph G. Gingras à comparaître devant la barre de la Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi de ce jour.

En conséquence nous vous commandons d'assigner le dit Joseph G. Gingras devant la barre de cette Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi de ce jour, pour être présent, jusqu'à ce qu'il soit mis en liberté.

Ce à quoi vous ne manquerez pas, et faites rapport de ce mandat.

Témoin, mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce trentième jour d'avril de l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Attesté, L. DELORME,

Greffier de l'Assemblée Législative.

(L.S.) J. WURTELE,
Président.

Au dit JOSEPH G. GINGRAS,

Editeur-propriétaire du journal " Le Nouvelliste."

Monsieur,

Vous êtes, par les présentes, notifié de vous conformer au mandat ci-joint, et de comparaître ce jour à la barre de la Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi.

A Québec, ce trentième jour d'avril, mil huit cent quatre-vingt-cinq.

G. LAROQUE,
Sergent d'Armes.

M. Nantel, propose, que vu que l'assignation faite à M. Jos. G. Gingras, n'a pas été faite personnellement, M. le président émette un nouveau mandat pour lui enjoindre de comparaître à la barre de cette Chambre, demain à trois heures et demie, P. M.

Et objection étant faite, par l'honorable M. Flynn, que cette proposition n'est pas dans l'ordre, et qu'il n'y a pas matière à procéder ;

M. le président décide comme suit :

M. le **Président**.—Hier, un honorable député se leva de son siège et déclara que l'honorable député pour le comté de Bellechasse a été diffamé dans un journal publié à Québec et intitulé : " le Nouvelliste," et par un ordre de la Chambre l'article en question a été lu par le greffier. Ordre fut ensuite donné que M. Gingras, l'éditeur-propriétaire du dit journal soit assigné à comparaître sans retard à la barre de la Chambre. Comme il ne put être trouvé dans l'enceinte du palais législatif, M. le président fut autorisé à émettre un mandat pour sommer M. Gingras de comparaître ce jour, et le sergent-d'armes a fait rapport qu'il a cité M. Gingras en laissant une copie du mandat et de l'avis le requérant de se conformer aux ordres reçus, à son domicile.

J'ai maintenant entre les mains une proposition pour autoriser l'émission d'un autre mandat pour faire comparaître M. Gingras demain, vu que la citation faite n'a pas été personnelle.

Objection est maintenant faite à la proposition comme étant irrégulière parce que les mots contenus dans l'article attaqué ne constituent pas un libelle contre le caractère ou la conduite de M. Faucher de St-Maurice en sa capacité de membre de cette Chambre.

Les questions relatives à la dignité et aux privilèges de la Chambre sont réglées par l'acte 33 Victoria, ch. 5. La section 4 de cet acte dé-

tend les libelles contre les membres de la Chambre, durant la session de la Législature et vingt jours avant et après la session, et déclare que tels libelles sont des violations de privilège. Par la section 9, la Chambre est autorisée à s'enquérir de toutes les infractions de privilèges et est revêtue judiciairement de tous les pouvoirs nécessaires pour juger et punir ces infractions, et la section 2 autorise la Chambre à commander et forcer la comparution des offenseurs.

Lorsqu'une plainte est portée pour une violation de privilège par libelle, la Chambre a en conséquence le droit de citer la personne accusée de l'offense à comparaître à la barre, mais elle doit lui donner l'avantage de se défendre avant de se prononcer sur la plainte. Dans ce cas, j'ai eu l'autorisation et il m'a été prescrit d'émettre mon mandat, mais on prétend que la Chambre pourrait avoir outrepassé ses pouvoirs et qu'en exécutant ses ordres je pourrais avoir encouru une responsabilité personnelle. Je ne crois pas qu'il en soit ainsi, et je saisis cette occasion pour déclarer que je considère de mon devoir, en toutes circonstances, comme le serviteur de la Chambre, d'obéir à ses ordres, même si j'exposais par là ma fortune et ma liberté personnelle.

Comme la partie accusée n'a pas été citée personnellement, il n'a pas été proposé à la Chambre de la mettre sous garde, mais d'ordonner de la citer de nouveau à comparaître à la barre.

L'objection faite n'est pas sur la forme de cette proposition, mais elle attaque le mérite de toute la question, à savoir si l'article dont on se plaint constitue un libelle qui soit du ressort de la Chambre, ou non. Il n'est pas de mon ressort de décider sur le mérite des questions qui sont soumises à la Chambre. Il appartient à la Chambre seule de prononcer un jugement dans ces cas. Je ne vois aucun point d'ordre dans l'objection soulevée, et il est de mon devoir de soumettre la question qui est actuellement entre mes mains ; et je laisse à la Chambre de décider de son mérite.

La proposition de M. Nantel est ensuite mise aux voix et adoptée.

LA DETTE DE L'ANCIENNE PROVINCE DU CANADA.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état détaillé des dettes de l'ancienne province du Canada qui forment la somme de \$73,006,088.84 assumée par la puissance du Canada, savoir \$62,500,000 par la section 112, de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, et \$10,506,088.84 par l'acte fédéral 36 Victoria chapitre 29.

M. le président, le but de ma proposition est de constater si dans cet état sont comprises les débetures émises pour le palais de justice de Kamouraska.

M. Deschênes *député d' Témiscouata*. J'ai parlé de cette question à l'auditeur de la province, et M. Drolet n'a pas pu me donner des raisons satisfaisantes relativement à ces débetures.

L'honorable **M. Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—M. le président, voici ce qui est arrivé. Les arbitres nommés pour régler cette question ont convenu de mettre de côté certaines dettes, entre autres les débetures du palais de justice d'Aylmer et celles du district de Kamouraska. Ces deux montants ne sont pas compris dans les 73 millions en question. Il y a quelques années, il fut convenu que rien ne serait ajouté à la dette de l'ancienne province du Canada, sans le consentement des provinces d'Ontario et Québec, parce qu'on devait payer cela.

M. Gagnon.—Je regrette qu'au département du trésor, on ne puisse avoir la liste des dettes de l'ancienne province du Canada.

Quand nous l'aurons, le trésorier pourra peut-être s'apercevoir qu'il faut inclure le montant de ces débetures pour former les 73 millions.

M. le Trésorier.—J'ai oublié de dire tout à l'heure qu'il fallait avoir une liste d'Ottawa afin de la comparer avec la nôtre.

En 1873, je voulais que le gouvernement vint à prendre le surplus de la dette, quel qu'il fût, mais on n'a pas voulu accéder à cette demande.

La proposition de M. Gagnon est adoptée.

LA PÉTITION DE DROIT.

L'ordre du jour appelle la 2e délibération sur le projet de loi pour modifier la loi concernant la pétition de droit.

M. Deschênes.—*député de Témiscouata*.—M. le président, le but de ce projet de loi est simplement de donner le droit aux citoyens de poursuivre le gouvernement sans le *fiat* du procureur général.

A mon avis le gouvernement ne devrait pas se retrancher derrière ses privilèges pour ne pas se faire poursuivre. Souvent il n'admet la pétition de droit que pour les causes qu'il lui plaît. Un homme devrait avoir le droit d'aller devant les tribunaux pour se faire rendre justice.

Il y a une clause dans le projet de loi qui pourroit à ce que le gouvernement ne soit pas obligé de payer les frais dans les cas où il serait poursuivi par des gens qui n'ont pas les moyens de payer les dépenses que ces procès pourraient occasionner.

Voici cette clause :

“ La section 7, du dit acte est abrogée et remplacée par la suivante :

“ 7. Le requérant doit, en produisant sa pétition au bureau du notaire, fournir les preuves par écrit qu'il a alléguées à l'appui de sa réclamation, ainsi qu'un inventaire de ses exhibits et y déposer aussi une somme de deux cents piastres si le montant réclamé n'excède pas cinq mille piastres ou une somme de quatre cents piastres si le montant excède cinq mille piastres.

“ La somme ainsi déposée est destinée à payer les frais de gouvernement si la cour lui en adjuge, sinon elle est remise au requérant.”

L'honorable M. **Taillon** *député de Montréal-est, procureur général*. M. le président, le gouvernement a cru devoir combattre la modification proposée.

La pétition de droit existe en Angleterre et aux Etats-Unis. Et partout on trouve les dispositions que nous avons dans la loi qui l'a établie dans notre province. Cette loi a pour elle l'expérience d'un long passé.

La pétition de droit ne doit être accordée que dans les cas où l'on fait une preuve prima facie. Si on constate l'absence de tout moyen raisonnable de régler la question ; on consent à la porter devant les tribunaux ordinaires.

Dans ces cas la position du gouvernement n'est pas la même que celle des particuliers. L'argent qu'il met au jeu n'est pas celui des ministres. Au reste pour contrôler l'action des ministres il y a toujours le parlement, tribunal devant lequel les membres du gouvernement doivent se justifier ou se voir renvoyés.

L'honorable député de Témiscouata a dit que le gouvernement accorde la demande d'une partie tandis qu'il refuse le même avantage à d'autres. Si on n'a pas de preuve que la pétition de droit doit être accordée, pourquoi la donner ? . . .

Si on permet ainsi de poursuivre le gouvernement, on n'aura pas assez d'un solliciteur général pour surveiller toutes les causes qui se produiront à la faveur de ce nouveau régime. Le dépôt d'une somme d'argent pour garantir les frais ne signifie rien. On sait que généralement ce sont

des causes importantes et pour un montant considérable. Dans ces circonstances \$200 n'est pas un montant suffisant. Ce projet, s'il était adopté, serait complètement en désaccord avec ce qui a été fait ailleurs. Sans être liés par ce qu'ont fait les autres législateurs, je puis dire qu'il y a là des leçons dont nous devons profiter.

J'espère que l'honorable député n'insistera pas pour faire adopter son projet de loi, et je dois ajouter que si malgré cela la Chambre partageait l'avis du promoteur, je considérerais que ce n'est pas de la saine législation.

M. **Gauthier**—*député de Charlevoix*.—On pourrait mettre un montant plus fort pour garantir les frais.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—M. le président, la Chambre se rappelle sans doute qu'en 1883, l'honorable M. Irvine, alors député de Mégantic, avait demandé la même disposition. Il avait demandé que dans le cas où le gouvernement repousserait la requête du réclamant, celui-ci pourrait se présenter devant un juge de la cour supérieure et là faire sa preuve *prima facie*, et que si ce juge la trouvait suffisante, il pourrait ordonner le renvoi de la cause à l'examen des tribunaux sans avoir la permission du gouvernement.

Le principe qui justifie le contrôle de la couronne c'est qu'elle ne peut faire des injustices. On doit aussi ne pas perdre de vue que la pétition de droit est une concession faite en faveur des sujets ; car c'est la permission octroyée aux sujets de la province devant les tribunaux ordinaires.

La plupart des questions qui font l'objet d'une demande de poursuite sont des actes administratifs, or si on donnait le pouvoir aux cours de juger toutes ces causes, le gouvernement deviendrait le sujet des tribunaux à qui il a délégué l'un de ses attributs souverains, l'administration de la justice. La couronne se trouverait donc privée de l'exercice d'un de ses droits les plus considérables au profit des tribunaux qui tiennent leur autorité de la couronne même devenue impuissante par le fait de cette délégation. Or ceci serait un contre-sens.

En l'absence d'aucune plainte accusant le gouvernement d'avoir refusé le *fiat* quand il y avait de bonnes raisons de l'accorder, je crois que la législation proposée est pour le moins prématurée.

Il ne faut pas se dissimuler que si on changeait la loi comme on le

demande, cela aurait pour effet de soumettre le gouvernement à une foule de poursuites plus ou moins justes.

Pour toutes ces raisons donc, je suis d'opinion qu'il vaut mieux ne pas changer la loi existante.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—Je ne connais pas, M. le président, de cas où le gouvernement ait refusé la permission d'être poursuivi.

En comparant ce projet de loi avec l'amendement proposé en 1883 par l'honorable chef de l'opposition, je ne vois qu'une seule différence, celle qui se rapporte au délai mentionné.

L'honorable secrétaire de la province a voulu justifier l'attitude du gouvernement à l'égard de ce projet de loi, en disant que la couronne ne peut faire des injustices à ses sujets.

La théorie exprimée dans la formule "The King can do no wrong" ne s'applique pas au gouvernement. C'est une hérésie qui, si elle était acceptée, détruirait le gouvernement responsable. Je suis en faveur de ce projet de loi parce que c'est une mesure libérale et un progrès de la démocratie sur les pouvoirs de la couronne.

L'honorable M. **Blanchet**.—Pourquoi ne pouvait-on pas pour suivre la couronne auparavant ?

M. Gagnon.—Parce que c'était un privilège que la couronne s'était accordé comme celui qui faisait que le peuple ne pouvait pas parler quand on le taxait. C'est la marche irrésistible du progrès qui a enlevé tous ces privilèges les uns après les autres. En voilà encore un qui s'en va comme tant d'autres avant lui.

L'honorable M. **Blanchet**.—C'est une concession de la couronne en faveur des particuliers.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—M. le président, l'honorable secrétaire de la province a émis une prétention qui est une hérésie constitutionnelle des plus caractérisées. Le lieutenant-gouverneur en conseil ne représente pas le souverain, mais c'est le lieutenant-gouverneur seul qui représente le roi. L'exécutif et le roi ou son représentant, ce n'est pas du tout la même chose. Dans la question qui nous occupe, c'est l'exécutif seul qui est en jeu. Et l'honorable secrétaire de la province ne peut soutenir la doctrine qu'il a émise.

L'honorable M. **Blanchet**.—J'ai dit que l'on devait partir du principe que la couronne ne peut se tromper.

L'honorable M. **Hereier**. — Ici il s'agit d'empêcher le gouvernement de commettre une injustice. Il ne peut donc pas y avoir d'objection sérieuse à ce changement dans la loi. C'est, à un certain aspect, une nouvelle conquête sur la couronne. Pour ma part, je suis en faveur de cette conquête, car il ne s'agit pas ici des hautes prérogatives de la couronne. Au fonds, il s'agit tout simplement de faire payer à l'un des membres du peuple ce qui lui est dû. .

Nous ne sommes plus, grâce à Dieu, au temps où la liste civile appartenait à la couronne. Ce temps là n'est plus. Et aujourd'hui nous n'avons à délibérer que sur le meilleur moyen de rendre une justice égale pour tous. Il s'agit tout bonnement pour le peuple de payer ce qui est dû à l'un de ses membres.

Lorsque le gouvernement refuse à un citoyen le droit de se faire payer ce qui lui est dû par le peuple, il agit dans un intérêt public, mais il peut se tromper dans son jugement, et c'est pour protéger le citoyen contre ces erreurs possibles que nous voulons modifier la loi. Je suis prêt à donner au gouvernement le pouvoir de se prononcer sur la permission qui doit être demandée, mais s'il refuse, le demandeur pourra avoir le droit d'appel de cette première décision à un juge de la cour supérieure. Voilà la procédure que nous désirons établir à l'avenir.

M. **Marion**—*député de l'Assomption*.—M. le président, je ne cache pas que j'ai voté la loi relative à la pétition de droit avec répugnance. L'expérience des deux années qui se sont écoulées depuis que cette loi est en vigueur prouve qu'il aurait été beaucoup mieux que cette concession ne fût jamais faite. Si on n'eût pas eu cette loi, on n'aurait pas vu un entrepreneur public demander d'aller devant les tribunaux à la suite d'un arbitrage dont il avait accepté d'avance la décision. Le gouvernement a cru devoir accorder son *fiat*, et nous avons un procès sur les bras qui pourra nous coûter fort cher.

Je me rappelle que ce qui avait contribué le plus à vaincre mes répugnances, c'était la clause qui réservait absolument au lieutenant gouverneur en conseil le droit de donner ou de refuser la permission de poursuivre la province. Par cette disposition, me disais-je, le gouvernement peut se protéger en refusant des demandes plus ou moins bien motivées. A mon point de vue, enlever cette garantie, ce serait ouvrir la porte trop large aux abus, et il s'en suivrait de lourdes dépenses pour le pays.

M. **Desjardins**—*député de Montmorency*.—M. le président, il

ne faut pas se méprendre sur le sens des mots “the king can do no wrong.” Il s’agit de la couronne, et je pense bien que l’honorable secrétaire provincial n’a pas voulu dire que cette maxime constitutionnelle s’appliquait aux conseillers de Sa Majesté ou de ses représentants dans les colonies. Il est de droit constitutionnel que le roi ne peut pas errer—“the king can do no wrong” parce qu’aucun de ses actes officiels ne saurait lui être imputé, précisément pour la raison que la couronne est dans tous les cas couverte par la responsabilité de ses conseillers au parlement et au pays. La couronne ne peut rien faire sans l’avis de ses conseillers responsables. C’est un principe si général qu’elle doit nécessairement trouver des ministres qui consentent même à assumer la responsabilité des actes qu’elle fait contre le gré de ses conseillers, tout comme s’ils l’avaient ainsi avisée.

L’honorable chef de l’opposition nous a dit que la législation au sujet de la pétition de droit était une conquête des privilèges du peuple sur les prérogatives de la couronne. Cela voudrait dire que les privilèges populaires et les prérogatives royales sont naturellement hostiles. C’était le cas au temps où la couronne était entourée de conseillers irresponsables au peuple. Mais il n’en est plus ainsi depuis que le principe de la responsabilité ministérielle a été reconnu comme la pierre angulaire de notre système de gouvernement constitutionnel. C’est aujourd’hui un principe cardinal de la constitution anglaise, telle qu’elle est après les grandes luttes des trois derniers siècles, que les prérogatives de la couronne ne s’exercent que sur l’avis de ses ministres et sous leur responsabilité. Les conflits entre les privilèges populaires et les prérogatives royales ne sont donc plus possibles, puisque c’est un des privilèges les plus sacrés du peuple de pouvoir désormais contrôler l’exercice de toutes les prérogatives de la couronne, au moyen des ministres qui l’avisent et qui en sont responsables aux Chambres et à la nation.

Quant au projet de loi de l’honorable député de Témiscouata, je ne puis pas me convaincre de son utilité. Aussi je m’opposerai à la proposition pour qu’il soit lu une seconde fois.

M. Gagnon.—Je n’ai pas dit que c’était une conquête sur les prérogatives royales, mais sur les prérogatives de la couronne. Que l’on consulte Todd sur ce sujet, et on verra par ce que cet auteur en dit que je suis dans le vrai.

M. Desjardins.—Mais si les ministres refusent, ils ne le feront qu’en mettant en jeu leur responsabilité vis-à-vis de cette Chambre.

L'honorable M. **Taillon**.—On me permettra de lire ce que dit Todd sur ce sujet :

“ It is a mistake to suppose that whenever a petition of right is presented the Sovereign should be advised to write upon it *soit droit* *fall*, whatever may be its prayer, leaving it to the courts to decide whether it contains any grounds for relief. By the law and constitution of England a suit cannot be maintained against the sovereign, without the express consent of the crown. That consent cannot properly be withheld when sufficient foundation or *prima facie* groundwork for the claim put forth has, in the statement of facts on behalf of the petitioner, been adduced ; but it ought to be withheld, by advice of the attorney-general, where it is clear that no relief can be afforded. The attorney general is answerable to Parliament for the advice he may give as to the granting or withholding of a petition of right, in like manner as he would be in respect to the granting of a writ of error, or a *nolle prosequi*.”

M. **Gagnon**.—Ce la n'empêche pas que c'est une conquête sur la couronne.

L'honorable M. **Taillon**.—Oui, mais il faut savoir si le droit est absolu. Or voici ce que Todd ajoute :

“ The foregoing case has established the point that the advice to be given to the crown by its responsible ministers, upon a petition of right is discretionary, and that ministers are responsible for the same to the sovereign and to Parliament, but not to the ordinary courts of law.”

C'est ainsi que la responsabilité ministérielle couvre, règle et contrôle l'application de cette loi. C'est une garantie qui s'ajoute à celle qui ressort de l'examen des ministres donnant ou refusant la permission.

Qu'on nous cite un principe de législation comme celui qu'on veut nous faire adopter et je dirai très bien.

Voici ce que dit Todd à propos de la maxime “ The King can do no wrong.”

“ It has always been a leading maxim of the British constitution that the “ king can do no wrong.” “ He is to be accounted as responsible to God alone for the righteous exercise of authority over the people of his realm. It is not meant by this doctrine that the king is above the laws, and that his acts are necessarily just and right. As an individual he is independant of, and not amenable to any earthly power or juris-

“ diction ; but all his acts are, nevertheless, controlled by the law ;
 “ and the body politic is reard upon the basis, that the law is above
 “ the head of the state, and not the head of the state above the law.
 “ The maxim that the king can do no wrong while it sounds like a
 “ moral paradox, is, in fact, but the form of expressing a great constitu-
 “ tional principle, that no mismanagement in gouvernement is impu-
 “ table to the sovereign personally ; whilst, on the other hand, it is
 “ equally true, that no wrong can be done to the people for which the
 “ constitution does not provide a remedy.

“ These seeming anomalies are reconciled by the important axiom
 “ that the king can perform no act of government of himself ; but
 “ that all acts of the crown must be presumed to have been done by
 “ some minister responsible to parliament.”

En effet nous sommes en face de cette responsabilité pour chaque acte de la couronne et le recours de la pétition de droit est exercé toujours en vue de la critique du parlement.

Déjà il y en a qui se sont vu refuser leur demandé d'usér de la pétition de droit. Pourquoi aller plaider pour le plaisir de la chose ?

Mais ceux même qui ont demandé et obtenu le bénéfice de la pétition de droit n'ont ils pas présenté leur requête à cette Chambre.

Il y en a un qui a demandé à l'honorable député de Kamouraska de présenter sa pétition pour avoir un comité spécial, pour examiner sa réclamation. Celui-là a eu pourtant le bénéfice de la pétition de droit, mais il semble aujourd'hui le regretter. Le fait qu'il n'y a pas eu un seul cas de plainte doit nous démontrer le danger de la modification. Défiez-vous d'aller trop loin sous le prétexte de faire une conquête sur la couronne.

Au reste on comprend qu'il y a dans ce projet de loi matière à un rappel au règlement.

M. Gagnon.—Le roi “ can do no wrong ” oui mais cela s'applique à la personnalité du souverain, Todd le dit.

L'honorable **M. Blanchet.**—Il n'y a pas d'hérésie dans ce que j'ai dit. Voici sur quoi je me suis basé pour exprimer cette pensée. Todd dit : “ The maxim that the king can do no wrong while it sounds
 “ like a moral paradox ; is, in fact, but the form of expressing a great
 “ constitutional principle, that no mismanagement in government is
 “ imputable to the sovereign personally ; whilst, on the other hand, it

“is equally true, that no wrong can be done to the people for which the constitution does not provide a remedy.”

Voilà ce que j'ai dit.

L'honorable M. **Taillon**.—Si la question d'ordre n'a pas été soulevée dès le début, c'est que j'étais bien aise d'avoir l'opinion des députés.

L'honorable M. **Turcotte**.—*député de Trois-Rivières*. M. le président, il s'agit de savoir si le projet de loi a du bon. S'il en a il doit être adopté, car nous en sommes à la phase où le principe seul doit nous occuper. Nous ne devons pas nous demander si le roi peut ou ne peut pas commettre des fautes même sur l'avis de ses ministres. Je simplifie davantage la question. Je la pose comme suit : Le demandeur ne va pas demander à son débiteur la permission de le poursuivre. C'est donc tout simplement une question d'affaire.

J'avoue que je trouve dans le projet tout ce qu'il faut pour la protection des intérêts de la couronne.

Dans l'état actuel des choses, quand le gouvernement refuse, il commet une injustice, c'est un acte qui ressent l'arbitraire. Avec le nouveau régime, s'il y a refus, le demandeur pourra demander à un juge de la cour supérieure de réviser la décision du procureur général, car c'est lui qui aura décidé. Est-ce que cela est contraire au bon sens ? Je dis non, M. le président.

On a dit qu'on pouvait toujours venir devant la Chambre se plaindre de la conduite des ministres. C'est une piètre garantie. Je suppose que le requérant soit conservateur et que la majorité soit libérale, on lui refusera sa demande, car le gouvernement ne manquerait pas d'en faire une question de vie ou de mort du cabinet. La même chose arrivera si le réclamant est libéral et la majorité conservatrice.

Je crois que le pays n'a rien à perdre dans un changement à la loi, puisqu'on exige le dépôt d'un montant suffisant pour couvrir les frais.

L'honorable M. **Flynn**.—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer*.—M. le président, il a été question du rappel au règlement, en effet il faut l'assentiment de la couronne. Cela suffit pour disposer de ce projet de loi. La règle est posée à la page 472 de Bourinot, et Todd, à la page 298, vol. II, est encore plus explicite.

L'honorable M. **Mercier**.—En supposant que la question d'ordre

serait bonne, cela ne ferait pas mourir le projet maintenant : Lisez Bourinot, à la page 472 :

“ A bill may be permitted to proceed to the very last stage without receiving the royal assent, but when it is not given before the motion for the final passage it must be dropped.”

L'honorable M. **Flynn**.—Mais j'attire l'attention de la Chambre sur ce qui suit : Bourinot, page 472 :

“ If the introducer of a bill finds from statements of a minister that the royal assent will be withheld, he has no other alternative open to him except to withdraw the measure.”

L'honorable M. **Mercier**.—Il peut néanmoins aller jusqu'à la dernière procédure.

Mais je vais plus loin et je dis que ce n'est pas une mesure qui doit nécessairement avoir le consentement de la couronne, et voici pourquoi ; Bourinot, à la page 470 dit que des résolutions peuvent être prises par la Chambre sans le consentement de la couronne, bien que ces résolutions puissent ultérieurement avoir pour conséquence la dépense de deniers publics. Et il cite deux cas comme suit :

“ In 1876, the papers relative to a claim of Mr. Ambrose Shea, in connection with the Intercolonial railway, were laid on the table, and subsequently, with the consent of the premier, sent to a committee which decided that he had a just claim for compensation.”

“ In 1876, a petition from Alexander Yuill, with respect to certain losses alleged to have been sustained by him in connection with a decision of the dominion arbitrators, was referred, with the consent of the government, to a select committee, which reported all the facts, and expressed the hope that redress would be granted to the petitioner.”

Il ne s'agit pas de la règle 54 de la constitution. Il ne pourrait être question de ce que dit Bourinot à la page 472. Il s'agit d'amender une loi qui a eu le consentement de la couronne et je soumets, M. le président, qu'on n'a pas besoin de ce consentement pour ce projet de loi.

M. **Gagnon**.—Le consentement de la couronne se manifeste de deux manières. Dans un cas, il doit précéder la mesure elle-même, c'est le principe posé dans notre article 54 de la constitution. Dans l'autre il peut être donné à toutes les phases de la procédure, même immédiatement avant que le président pose la question : “ ce projet de loi passera-

-il ? ” Il est clair que le projet ne peut sortir de la Chambre sans ce consentement, mais on ne dit pas quand ce consentement doit être signifié. Et ceci existe pour une bonne raison. En comité, on peut changer le projet de manière à ne pas affecter les prérogatives de la couronne.

Après la deuxième délibération, qu'est-ce qui empêchera l'honorable député de Témiscouata de changer la rédaction de façon à rendre ce consentement inutile.

J'en conclus que l'objection de l'honorable commissaire des chemins de fer est fondée en fait, mais qu'elle est prématurée.

L'honorable M. **Taillon**.—M. le président, il est admis que lorsqu'il ne s'agit que d'avoir le consentement de la couronne, cela peut se faire à la 3^e lecture, si c'est un ministre qui soumet le projet de loi et qu'il est certain d'avoir ce consentement. Il peut aussi dire qu'il a le consentement de la couronne, quand la demande lui en est faite.

Mais s'il s'agit d'un projet de loi entre les mains d'un député et qu'un ministre déclare que le consentement indispensable ne sera pas donné, doit-on permettre au projet de se rendre en comité et de dire ensuite : “ Maintenant c'est le temps de lui donner le coup de grâce. ” Est-ce raisonnable ? Je dis non.

L'honorable chef de l'opposition a paru faire une différence entre *assent* et *consent* de la couronne. Malheureusement il a lu trop de citations, et il s'est aperçu que c'était du consentement dont on parlait.

L'honorable député a dit que cette formalité n'est pas de rigueur vu qu'elle s'applique à un projet de loi pour modifier une loi qui a eu le consentement de la couronne. C'est vrai, mais cette proposition fait un nouvel accroch aux prérogatives de la couronne, et il faut, comme en 1883, le consentement exprès de la couronne.

Quelle est l'opinion de Bourinot sur ce sujet ? On a lu ce qu'il dit à la page 472. Inutile d'y revenir. Que s'est-il passé à Ottawa. C'était en 1879. Il s'agissait du paiement des frais dans les causes avec la couronne. Après la déclaration du ministre de la justice que la couronne ne pouvait y consentir, qu'est-ce qui est arrivé ? “ Order discharged and bill withdrawn. ” Le promoteur et toute la Chambre des communes comprirent que la mesure ne pouvait être considérée davantage.

M. **Gagnon**.—Le précédent cité a été accepté volontairement, mais cela ne change pas la règle. Je suppose que la Chambre vote une

adresse, peut-être le lieutenant-gouverneur déclarera-t-il en réponse qu'il donne son consentement.

M. Deschênes.— Comme le gouvernement s'oppose à ce projet de loi, je trouve qu'il ne serait prendre inutilement le temps de la Chambre que de poursuivre la délibération. Je demande donc la permission de retirer dès maintenant ce projet de loi.

M. le Président.— On a fait objection que la question pour la deuxième lecture du projet de loi ne peut pas être mise aux voix, parce que ce projet appartient à la catégorie des projets qui exigent le consentement de la couronne et que ce consentement n'a pas été signifié.

Il faut la recommandation de la couronne pour toutes les résolutions ou tous les projets comportant des octrois d'argent, au lieu qu'il faut le consentement de la couronne aux projets qui concernent ses droits, son patronage ou ses prérogatives.

La recommandation de la couronne est requise en vertu d'un précepte positif de notre constitution et se trouve dans la section 54 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord ; le consentement de la couronne découle d'une règle constitutionnelle comprise dans l'ensemble de la loi parlementaire et des usages constitutionnels de l'Empire. Il y a cette différence, que la recommandation, telle que prescrite par la section même que j'ai citée, doit précéder tous les octrois d'argent, au lieu que le consentement peut être donné en aucun temps durant les procédures qui se font à l'égard du projet de loi.

On a fortement insisté ce soir sur le fait qu'en présence de la déclaration faite par l'un des aviseurs de la couronne, que celle-ci ne donnera pas son consentement à ce projet de loi, on ne devrait pas permettre de procéder à sa deuxième lecture.

En consultant le *Mirror of Parliament*, je trouve qu'en 1833 le président a décidé qu'un projet requérant le consentement de la couronne peut subir sa deuxième lecture sans être précédé de la signification du consentement de la couronne (*Mirror of Parliament* 1883, page 1629). Je trouve aussi qu'en 1868, dans la Chambre des communes d'Angleterre, il fut déclaré par un des ministres qu'un projet peut aller jusqu'à la dernière phase des procédures, mais ne peut pas traverser cette phase sans le consentement de la couronne, et je vois que le président a concouru dans cette opinion et déclaré que c'est la pratique parlementaire. Dans ce dernier cas, celui du projet de loi de la pairie irlandaise, le ministre

en question déclara en sus, qu'il ne pouvait pas prendre la responsabilité d'aviser Sa Majesté de donner son consentement, et il demanda au promoteur de ne pas procéder, et la dessus le promoteur, avec la permission de la Chambre, retira son projet de loi, (191, Hansard anglais, page 1564). Si le promoteur n'avait pas consenti à retirer le projet, et si la Chambre n'avait pas accordé la permission de retirer la proposition demandant la deuxième lecture de ce projet de loi, la proposition demandant la deuxième lecture aurait été mise aux voix.

Il ne faut pas oublier que la Chambre pourrait demander à la couronne, au moyen d'une adresse, de faire disparaître cet obstacle à la législation, et que sur l'adoption de cette adresse la décision qui a été annoncée pourrait être reconsidérée et modifiée. (191, Hansard anglais, page 1445.)

Il faut aussi se rappeler que le consentement du souverain n'oblige pas ce dernier à donner en définitive sa sanction à un projet de loi, mais permet tout simplement à la Chambre de se prononcer sur la mesure à la dernière phase de la procédure.

Je suis d'opinion que le consentement de la couronne peut être donné en aucun temps avant la mise aux voix de la question finale, " Que le projet de loi passe " et qu'en l'absence de ce consentement cette question finale est la seule que la loi parlementaire et les usages constitutionnels défendent au président de proposer à la Chambre. Dans sa dernière édition, page 508, May pose ce principe dans les quelques mots qui suivent : " La recommandation est donnée au commencement même d'une procédure et doit précéder tous octrois d'argent, au lieu que le consentement de la couronne peut être donné en aucun temps, durant la procédure sur un projet de loi, et il a même été déclaré sur la question posée finalement *que ce projet de loi passe.* "

J'écarte donc l'objection et je procède à mettre aux voix la question de la deuxième lecture du projet de loi.

L'honorable M. **Mercier**.— Si la majorité est en faveur du projet de loi, elle pourra voter une adresse au lieutenant gouverneur qui peut-être accordera le consentement nécessaire.

L'honorable M. **Taillon**.— Si on croit que les ministres vont changer d'ici à demain, très bien, si non il est inutile de voter pour une loi qui est destinée à périr.

L'honorable M. **Mercier**.— Le projet de loi est la propriété de la Chambre, et j'ai autant d'intérêt que l'honorable député de Témiscouata

à le voir adopter. Je désire savoir si la majorité de la Chambre est en faveur de ce projet de loi, et si elle se prononce dans l'affirmative, il n'y a pas de doute que les ministres donneront avis à Son Honneur le lieutenant gouverneur de signifier son consentement.

M. Desjardins.—L'honorable chef de l'opposition a dit que si la majorité adopte ce projet de loi, les ministres iront demander le consentement de Son Honneur le lieutenant gouverneur. Je demanderai à mon honorable ami dans quelle position ce vote les aura placés? Ne seront-ils pas obligés ou de se contredire, de se déjuger, en demandant le consentement de la couronne pour une loi qu'ils considèrent comme contraire aux intérêts publics, ou bien de persister dans leur opinion, et alors ils devront donner leur démission, parce qu'ils ne posséderont plus la confiance de la Chambre. Il n'y a pas à sortir de là.

La proposition de M. Deschênes relative au projet de loi touchant la pétition de droit est mise aux voix :

Ont voté pour : MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Désaulniers, Deschênes, Faucher de Saint-Maurice, Gagnon, Lemieux, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Shehyn, Turcotte, Watts et Whyte. —16.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Beaubien, Beauchamp, Bergévin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Desjardins, Dorais, Duhamel, Flynn, Frégeau, Gauthier, Lapointe, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Owens, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Spencer, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—35.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Le projet est rejeté.

L'HONORABLE M. TRUDEL ET LES VOLONTAIRES DU NORD OUEST.

L'honorable M. **Mercier.**—Avant que la Chambre passe à l'article suivant de l'ordre du jour, je lui demanderai la permission de lui faire part d'un télégramme que j'ai reçu et qui a trait à l'un de nos débats.

A propos d'un de mes discours, certaines journalistes m'ont fait dire des paroles que je n'ai jamais prononcées. Ainsi on m'accuse d'avoir dit que l'*Etendard* a injurié les troupes envoyées au Nord-Ouest. Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que le *Nouvelliste* de Québec avait insulté les colo-

nels Ouimet et Amyot et que ce journal appartient à la même école que l'*Etendard*.

Voici, à ce propos, le télégramme que j'ai reçu :

Ottawa, le 30 avril 1885.

Si vous avez dit, comme le rapporte le télégraphe aux journaux, que l'*Etendard* a lancé des injures à l'adresse des vaillants colonels Ouimet et Amyot, et des jeunes gens qui les accompagnent, je vous inflige le plus formel démenti. Je vous mets au défi de justifier cette lâche calomnie et je vous somme de la rétracter.

F. X. A. TRUDEL,
Directeur de l'*Etendard*.

M. le président, bien qu'un adversaire ne soit pas poli, je crois devoir lui rendre la justice à laquelle il a droit.

LE PROJET DE LOI CONCERNANT LES ASILES D'ALIÉNÉS.

La Chambre procède, en comité général, à l'examen des articles du projet de loi concernant les asiles d'aliénés, rapport est fait et la troisième délibération est mise aux voix :

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—M. le président, nous devrions abandonner la taxe sur les municipalités pour l'entretien des aliénés. Nous n'avons reçu que \$1800 pour l'année dernière. Depuis que cette loi existe, il est dû \$49,000 et il n'y a eu que \$13,000 de payées en tout. Et pour l'exercice 1883-84, que \$1836.

Montréal n'a pas payé et elle doit \$14,000. Québec devait en 1882 \$4,904, et ce n'est pas payé.

Le fait est que la base de cette imposition est injuste et vexatoire. Si on trouve un aliéné dans la rue, on l'envoie à l'asile, et c'est la malheureuse municipalité où le hasard a voulu qu'il fût au moment de son admission dans la maison de santé, qui doit payer la moitié des frais de son entretien.

Je soumets donc la proposition suivante :

Attendu que la contribution des municipalités, à l'entretien des aliénés, n'est pas perçue avec avantage pour le public.

Attendu que cette contribution des municipalités n'a rapporté au trésor, pendant l'année fiscale 1883-84, que \$1,858.85.

Attendu que cette taxe indirecte repose sur une base injuste et vexatoire.

Qu'il soit résolu :

Que ce projet de loi ne soit pas lu une troisième fois maintenant, mais qu'il soit renvoyé de nouveau à un comité général de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant toutes les clauses qui imposent aux municipalités l'obligation de contribuer pour moitié à l'entretien des aliénés.

Cet amendement est mis aux voix :

Ont voté pour :—MM. Audet, Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Lemieux, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Stephens, Turcotte, Watts et Whyte.—14.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Gauthier, LeBlanc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Richard, St-Hilaire, Taillon, et Trudel —22.

La Chambre n'a pas adopté.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

INTERPELLATION ET RÉPONSE.

M. **Robidoux**—*député de Chateauguay*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'approprier aucune somme, à même les fonds destinés à la colonisation, au creusement de Norton Creek, dans le comté de Chateauguay, comme la chose a eu lieu pour la petite rivière de Montréal, dans le comté de Napierville ?

L'honorable M. **Taillon**.—Le gouvernement fera inspecter le Norton Creek, et sur le rapport qui lui sera fait, décidera s'il y a lieu ou non d'approprier une somme, à même les fonds destinés à la colonisation, pour le creusement de ce cours d'eau.

Les projets de lois suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour étendre certaines dispositions de l'acte 38 Vict., chap 15, concernant le cadastre.

Pour modifier l'article 494 du code de procédure civile du Bas-Canada.

PROJET DE LOI POUR MODIFIER LE CODE CIVIL ET DE PROCÉDURE
CIVILE EN CE QUI CONCERNE LES DÉBITEURS INSOLVABLES.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier le code civil et le code de procédure civile en ce qui concerne la cession des biens des insolvable.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général.* Comme on le sait, les modifications aux lois existantes contenues dans ce projet de loi sont réclamées par le haut commerce. C'est afin de rendre moins onéreuse la liquidation dans le cas d'insolvabilité. On se sert comme base des dispositions du code civil. Je propose l'adoption en deuxième délibération.

Je dois ajouter que c'est une tentative qui ne peut être préjudiciable à aucun des intérêts en jeu dans les cas d'insolvabilité.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe.*—J'espère que la proposition de l'honorable procureur général sera adoptée, car ce projet de loi est dans l'intérêt du commerce en général. Demain nous irons devant un comité spécial et là nous pourrons travailler ensemble à faire la meilleure loi possible.

M. **Asselin**—*député de Rimouski.*—Je regrette qu'on soit venu si tard avec une telle mesure, aussi j'espère que si on n'a pas le temps de l'examiner comme il faut, elle sera remise à la prochaine session.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska.*—Ce projet de loi est-il bien constitutionnel ? Au reste le serait-il que je ne verrais pas encore aucun à propos de nous mêler de cette affaire-là. Le parti libéral a perdu le pouvoir à Ottawa, parce qu'on le rendait responsable de la loi de faillite. Si le commerce veut avoir cette loi qu'il aille à Ottawa.

M. **Nantel**—*député de Terrebonne.*—J'entends prendre la même position. Maintenant, il est trop tard pour entrer dans le mérite de la question.

L'honorable M. **Taillon.**—Les messieurs représentant le commerce sont venus un peu tard, il est vrai, mais pas aussi tard qu'on pouvait le croire à prime abord. Je n'ai pas eu le temps moi-même d'y voir avant aujourd'hui.

Quant à la question constitutionnelle, je dois dire que j'ai eu mes doutes. D'abord on m'avait dit que les juges à Montréal étaient contre une telle législation, mais maintenant on m'assure que c'est le contraire qui est vrai.

Dans tous les cas, la Chambre est libre dans ses appréciations. Nous ferons de notre mieux pour protéger et sauvegarder tous les intérêts en jeu.

M. Nantel.—Il est bien tard pour examiner un tel projet de loi.

M. Stephens—*député de Montréal-centre.*—Ce projet de loi a été approuvé par les bureaux de commerce de Montréal et de Québec.

Si le projet est bon qu'on l'adopte, et s'il est mauvais qu'on le rejette, mais il ne peut être question de dire aux représentants du haut commerce : allez à Ottawa ; pour nous, nous ne voulons pas risquer notre popularité. C'e n'est pas agir en hommes d'affaires.

M. Picard—*député de Richmond et Wolfe.*—Il faudra voir si cette loi pourra satisfaire le commerce de gros comme celui de détail.

L'honorable **M. Flynn**—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer.*—Quant à moi je crois que la plus grande partie de ce projet de loi est inacceptable. J'avoue que je suis surpris que ce projet de loi ait été préparé tel quel par des avocats sérieux. Sans doute que je ne suis pas prêt à dire qu'ils ont tard et que j'ai raison, mais certainement il y a là des choses bien extraordinaires qu'il faudra dûment examiner avant de les adopter.

L'honorable **M. Mercier.**—Nous avons étudié la question avec beaucoup de soin, et je crois que je serai en position de donner à l'honorable commissaire des chemins de fer des renseignements complets sur le sujet, lorsque nous examinerons le projet de loi en comité.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération et renvoyé à un comité spécial composé des honorables messieurs Blanchet, Flynn, Lynch, Marchand, Mercier, Taillon, Turcotte, et de messieurs Asselin, Brousseau, Désaulniers, Gagnon, Garneau, LeBlanc, Marion, Nantel, Robidoux, Shehyn, Stephens, Trudel, Watts et Whyte.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du vendredi, le 1er mai 1885.

SOMMAIRE :—Affaire du *Nouvelliste* : MM. Nantel, Mercier, Taillon, Gagnon, Lynch, Marcotte, St-Hilaire, Marchand, Beaubien, Robertson, LeBlanc, Flynn, Stephens, Turcotte, Deschênes, Carneau et Gauthier.—Délibération sur des résolutions relatives à l'établissement d'un asile d'aliénés pour les protestants : MM. Robertson, Mercier, Beaubien, Lynch, Duhamel et Stephens.—Explication de l'honorable M. Beaubien sur les rapports qui ont eu lieu entre une fraction du parti conservateur et l'honorable M. Mercier et le parti libéral : MM. Beaubien, Mercier et Stephens —Délibération sur le projet de loi relatif aux notaires. MM. Deschênes, Lapointe, Boyer, Casavant, Beauchamp, Paradis, Demers, Gauthier, Taillon et Bergevin.—Question de privilège, et article du *Nouvelliste*, sur l'honorable M. Mercier : MM. Lemieux, Flynn, Marchand, Gagnon et Picard. — Délibération sur le budget : MM. Mercier, Taillon et Robertson.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. **Blanchet**.—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Répondre à un ordre de la Chambre du 22 avril 1885, demandant un état montrant les prix réalisés l'année dernière, par la vente des droits de pêche dans les rivières de la province, comparés aux mises à prix fixées par le gouvernement, et les noms de ceux qui les ont achetées.

Un état des prix obtenus, par le louage des droits de pêche, sur les lacs de la province et les noms des locataires, avec toutes les correspondances, papiers, etc., concernant cette affaire.

Réponse à une adresse de la Chambre, du 8 avril 1885, demandant copie du règlement fait entre le gouvernement et le conseil municipal de la paroisse de Ste. Hélène de Kamouraski, au sujet de la dette de cette municipalité au fonds d'emprunt municipal, avec copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le dit conseil, au sujet de cette question.

L'AFFAIRE DU "NOUVELLISTE."

L'ordre du jour appelant la comparution de M. Joseph G. Gingras, l'un des éditeurs-propriétaires du *Nouvelliste*, à la barre de la Chambre étant lu.

Le sergent-d'armes fait le rapport suivant :

“ Je soussigné, Gédéon Larocque, sergent d'armes de l'Assemblée

legislative de la province de Québec, certifie par les présentes et fais rapport à l'honorable Assemblée législative de la province de Québec, que, dans la cité de Québec, ce premier jour de mai courant, j'ai en conformité de l'ordre de cette honorable Chambre, personnellement sommé et assigné Joseph G. Gingras, éditeur-propriétaire du journal *Le Nouvelliste* à comparaître ce jour, à trois heures et demie de l'après-midi, parlant à Philippe Langevin, l'un des commis de l'établissement du dit journal *Le Nouvelliste* une personne raisonnable du bureau d'affaires du dit Joseph G. Gingras, dans la dite cité, n'ayant pu avoir accès à son domicile, en lui laissant un duplicata du présent mandat et de l'avis ci-joint ; et je certifie et fais rapport de plus, que le dit Joseph G. Gingras a failli de comparaître.

A Québec, ce premier jour de mai, mil huit cent quatre-vingt cinq.

G. LAROCQUE,
Sergent-d'armes.

Lequel rapport est écrit au dos du ³ ⁴ mandat qui se lit comme suit :

CANADA {
Province de Québec, }

Québec, à savoir :

Par l'autorité de l'Assemblée législative de la province de Québec.

A Gédéon Larocque, de la cité de Québec, Ecr., sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Attendu que le vingt-neuvième jour d'avril, il a été représenté que M. Faucher de Saint-Maurice, député du district électoral de Bellechasse, a été accusé, dans un journal appelé *Le Nouvelliste*, publié dans la cité de Québec, et attendu que l'article dont on se plaint, sous le titre, en langue française : " Le successeur de M. Dunn " a été lu par le greffier de la Chambre et qu'il a alors été ordonné que Joseph G. Gingras de la cité de Québec, l'éditeur et le propriétaire du dit journal *Le Nouvelliste*, comparaisse immédiatement à la barre de la Chambre, et attendu que le sergent d'armes a fait rapport, que le dit Joseph G. Gingras ne se trouvait pas dans l'enceinte de la Chambre, et attendu que, en conséquence, il a été ordonné que M. le président émette son mandat, assignant le dit Joseph G. Gingras à comparaître devant la barre de la Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi de ce jour.

Et attendu que le dit mandat fut en conséquence émis ce jour et adressé au dit Gédéon Larocque, sergent d'armes, et attendu que le dit Gédéon Larocque a, par son rapport, écrit au dos du dit mandat, fait rapport qu'il a assigné le dit Joseph G. Gingras à comparaître à la barre de cette Chambre cette après-midi, à trois heures et demie, en servant le dit mandat au dit Joseph G. Gingras, de la cité de Québec, en laissant à son domicile, en la dite cité de Québec à une personne raisonnable de sa famille un duplicata du dit mandat, avec un avis endossé, au dit Joseph G. Gingras, lui enjoignant d'obéir au dit mandat : et attendu que nonobstant le dit service, le dit Joseph G. Gingras a failli de comparaître, et attendu qu'il a été en conséquence ordonné au président d'émettre un autre mandat, enjoignant au dit Jos. G. Gingras, de comparaître à la barre de cette Chambre, à trois heures et demie demain après-midi, le premier jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-cinq, là et alors d'attendre le plaisir de cette Chambre.

En conséquence nous vous commandons d'assigner le dit Joseph G. Gingras, à être et comparaître devant la barre de cette Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi demain le premier jour de mai 1885, et pour être présent, jusqu'à ce qu'il soit mis en liberté.

Ce à quoi vous ne manquerez pas, et faites rapport de ce mandat.

Témoin, mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce trentième jour d'avril de l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Attesté, L. DELORME,

Greffier de l'Assemblée législative.

(L. S.) J. WURTELE,

Président de l'Assemblée législative.

Au dit JOSEPH G. GINGRAS,

Editeur-propriétaire du journal " Le Nouvelliste."

Monsieur,

Vous êtes par les présentes, notifié de vous conformer au mandat ci-joint, et de comparaître demain, le premier jour de mai mil huit cent quatre-vingt-cinq à la barre de la Chambre à trois heures et demie de l'après-midi.

A Québec, ce 30^e jour d'avril, 1885.

G. LAROCQUE,

Sergent d'armes.

M. Nautel—*député de Terrebonne*.—M. le président, il ne s'agit pas de persécuter un journaliste qui a rendu de grands services au parti conservateur. Je sais que ni M. Rouillard ni M. Landry n'a écrit l'article en question, mais j'ai raison de croire que celui qui l'a écrit est le même qui lance depuis quelques jours des injures aux principaux conservateurs.

Dans ces circonstances, pour la protection de la dignité de la Chambre je crois devoir proposer que M. le président, émette son mandat au sergent d'armes, lui enjoignant de prendre sous sa garde Joseph G. Gingras, l'un des propriétaires-éditeurs du journal le *Nouvelliste*, de la cité de Québec, qui a désobéi aux ordres de cette Chambre du vingt-neuf et du trente avril dernier.

L'honorable **M. Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Je voudrais savoir l'opinion du procureur général sur cette question. L'autre jour, l'honorable commissaire des chemins de fer a dit quelque chose qui indiquerait que l'opinion du gouvernement n'est pas exactement celle de la majorité de la Chambre.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général*. M. le président, je puis bien dire que l'article incriminé me fait de la peine parce qu'il s'adresse à un membre que j'estime beaucoup, mais en même temps je dois déclarer que cet écrit ne comporte pas ce que l'on appelle en langage parlementaire, un "breach of privilege." On juge sa vie privée mais comme citoyen seulement. Voilà mon opinion personnelle. Maintenant, mon rôle comme "leader" ne me fait pas un devoir d'intervenir dans les circonstances. Je crois que l'honorable député de Bellechasse a un passé qui le met à l'abri de telles attaques. C'est fort regrettable sans doute, mais dans ces circonstances nous avons la consolation de savoir que notre conscience est tranquille. Je connais ce que c'est que d'être attaqué par la presse. Cependant on ne m'a pas entendu plaindre à propos des dires des journaux, et dans l'ensemble, je crois que le mieux est de les laisser faire, tout en montrant de la modération.

Pour voir des injures virulentes que l'on se donne la peine de lire l'article que voici publié dans *l'Electeur* de Québec, le lendemain de la formation du gouvernement actuel. . .

L'honorable **M. Mercier**.—Je me lève pour soumettre une question d'ordre : si on peut lire ainsi une article publié il y a plus d'un an par un journal libéral, on pourra, de notre côté, en faire autant, et lire tous les journaux conservateurs.

Pour le moment, il s'agit de l'article libelleux du *Nouvelliste* contre l'honorable député de Bellechasse. Voilà la question qui nous occupe.

Mes remarques n'ont pas pour but d'empêcher le procureur général de lire l'article en question, mais s'il le fait, j'aurai le droit de lire le *Journal de Quebec* et les autres journaux conservateurs qui ont insulté les membres libéraux.

L'honorables M. **Taillon**.—Je ne tiens pas à lire cette élucubration digne de figurer dans les productions d'un maniaque.

J'ai donné mon opinion sur l'article du *Nouvelliste*. Maintenant une observation ou deux sur la proposition de l'honorable député de Terrebonne.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—Il s'agit de punir quelqu'un qui a désobéi à un ordre de la Chambre, voilà tout . . .

L'honorable M. **Taillon**.—La Chambre, pour se prononcer sur cette proposition, doit examiner l'article, afin de voir s'il faut aller plus loin. C'est là mon opinion.

Mais je n'ai pas encore dit que l'ordre de la Chambre ne devait pas être respecté. La Chambre est encore maîtresse de cet ordre. Elle peut l'exécuter ou non. Elle peut aussi tenir compte de ce qu'a dit l'honorable député de Terrebonne, à savoir que M. Gingras n'est pas responsable de l'article comme l'ayant écrit. Après avoir dégagé ma responsabilité comme " leader " de la Chambre, il ne me reste plus qu'à faire mon devoir comme député.

M. **Gagnon**.—M. le président, il s'agit de savoir si l'ordre de la Chambre doit être respecté oui ou non. A ce propos, Bourinot nous donne la marche à suivre. Non-seulement, le nommé Gingras n'a pas répondu à la sommation de la Chambre, mais il a refusé de recevoir le messenger chargé par vous, M. le président, de transmettre l'ordre que cette assemblée a donné.

On ferme la porte au nez du sergent d'armes et quand on demande que l'on venge la dignité de la Chambre, on dit que l'offense contenue dans l'article incriminé ne mérite pas l'arrestation. Après l'arrestation, la Chambre verra ce qu'elle a à faire. Mais on ne doit pas oublier qu'il y a deux fois déjà que le nommé Gingras a refusé d'obéir à l'ordre de M. le président.

Quant au pouvoir de la Chambre de faire ce qu'elle fait, je me fonde

sur une décision de la cour supérieure. Voyons ce que dit la loi. Je prends le rapport du codificateur.

“ Commettre des voies de fait, proférer des injures ou publier des écrits diffamatoires sur ou contre la personne d'un membre de l'une ou de l'autre Chambre pendant la session de la Législature ou pendant les vingt jours qui précèdent ou les vingt jours qui suivent chaque session.”

La peine qui pourra être infligée, est celle-ci :

“ Toute personne qui commet quelque infraction à la présente section devient passible d'un emprisonnement pour telle période de la session siégeant alors, qui est déterminé par la Chambre qui s'est enquis de telle infraction.

Nous sommes investis des pouvoirs d'une cour et pas une cour du royaume n'a des pouvoirs aussi étendus que le parlement. Mais heureusement que nous n'en sommes pas encore rendus au point d'user de tous ses pouvoirs.

Nous avons donc dans nos statuts tous les pouvoirs nécessaires pour amener n'importe qui devant cette Chambre.

Maintenant, il ne me reste plus qu'à répondre à l'honorable procureur général.

Il ne s'agit pas de savoir si l'article en question est bien ou mal fondé, est reprehensible ou non, mais il s'agit de savoir si l'ordre de la Chambre a été méprisé. La Chambre doit voter la proposition de l'honorable député de Terrebonne si elle veut se faire respecter et ne pas devenir la risée publique.

On dit que M. Gingras n'est pas l'auteur de l'article. Cela ne fait rien, puisque dans notre pays, même en matière criminelle, l'éditeur est responsable de la rédaction. Il faudra qu'il dise ici qui a écrit cet article, ou s'il ne le dit pas, nous pourrions procéder contre lui.

On dit qu'il n'y a pas de libelle. Je dis que c'est un écrit diffamatoire. Et quand on dit qu'un homme inspire de la crainte aux honnêtes gens, je voudrais bien savoir si ce n'est pas une diffamation.

L'honorable M. **Taillon**.—J'ai dit que l'article était injurieux, mais j'ai ajouté qu'il ne s'attaquait pas à la conduite politique de l'honorable député, et que je regrettais la publication de cet écrit plus que personne.

M. **Gagnon**.—J'accepte l'explication et je trouve une preuve irré-

fragable de la bonté de mon raisonnement dans Bourinot. Dans ce cas, on savait que 36 membres de la Chambre avaient recommandé l'honorable député de Bellechasse au poste laissé vacant par la mort de M. Oscar Dunn. Au *Nouvelliste*, on savait cela. Et un tel langage dans de telles circonstances ne serait pas une injure ! . . .

Je termine en disant que la loi qui a été déclarée constitutionnelle par la cour du banc de la reine, nous donne les pouvoirs d'une cour judiciaire ordinaire pour protéger notre propre dignité. Nous pouvons mettre le récalcitrant sous la garde du sergent d'armes pour le reste de la session afin de montrer que nous entendons faire respecter les ordres de la Chambre.

J'espère que nous aurons assez de respect pour nous et pour la Chambre pour décider, même dans le cas où on trouverait, après explication, que le nommé Gingras n'est pas coupable de la première offense, d'exiger quand même sa présence à la barre de la Chambre pour répondre aux questions qui lui seront posées.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, mercredi dernier, l'honorable député de Terrebonne a déclaré de son siège qu'un article libelleux avait été publié par un journal de cette ville contre mon honorable ami le député de Bellechasse.

La Chambre a pris action immédiatement. Maintenant, nous n'avons pas à voir si l'ordre a été donné à propos ou non, mais si l'ordre qui a été donné sans une voix discordante, doit être respecté.

Déjà deux mandats ont été émis. Nous avons entendu notre officier dire qu'il n'avait pu exécuter votre mandat, M. le président. Que nous reste-t-il à faire ? Je crois que notre devoir, que le devoir impérieux de cette Chambre est de faire respecter l'ordre qu'elle a donné.

Je suis bien d'av's que nous ne devons pas être trop sévères pour la presse, mais il ne s'agit pas de savoir si l'article est oui ou non injurieux, mais si nous devons protéger la dignité de la Chambre si gravement compromise dans la conduite de M. Gingras. Voilà toute la question.

M. **Marcotte**—*député de l'Islet*.—M. le président, pour moi la question se résume en bien peu de mots. Un député croit qu'il a été insulté par un article de journal. Il propose que l'auteur soit traduit devant la Chambre et la Chambre accède à cette demande, mais elle ne se prononce pas sur le caractère de l'article en question. La personne sommée de comparaître refuse ou néglige de se rendre à cet

appel. Voilà où nous en sommes rendus. Il s'agit de savoir si le mandat de M. le président sera respecté, ou bien, si nous allons permettre qu'il soit méprisé sans que nous intervenions pour obliger le coupable à se conformer à l'ordre qui lui a été donné.

Je considère que nous devons faire respecter votre mandat, M. le président, quitte ensuite à nous prononcer sur le mérite de l'article.

L'honorable M. **Mercier**.—Je crois que nous devons aller plus loin que l'honorable commissaire des terres de la couronne. Vous représentez la Chambre, M. le président, vous parlez en son nom. Du moment que le nommé Gingras ne se conforme pas à l'ordre de la Chambre, il se rend coupable de mépris de cour, ou suivant le cas, de l'autorité de la Chambre. Si la Chambre avait, l'autre jour, discuté l'opportunité d'émettre votre mandat, elle le pouvait, mais ce n'est pas le temps maintenant de le faire. Il me semble que c'est vous souffleter, M. le président, que d'hésiter à soutenir votre autorité méprisée, et que nous devons vous donner toute la force nécessaire pour faire respecter votre ordre. Sans me prononcer sur ce que je ferai quand le nommé Gingras viendra ici, je dis qu'il faut le faire comparaître de gré ou de force.

L'honorable procureur général a dit que vu la déclaration du député de Terrebonne nous assurant qu'il savait que Gingras n'a pas écrit l'article incriminé, cela mitigeait la faute commise et pouvait nous engager à modifier nos procédés. Ce n'est pas la question du tout. Il peut se faire que Gingras puisse expliquer l'affaire pour laquelle il est sommé de comparaître à la barre de la Chambre, je ne me prononce pas sur la question. Je me réserve une entière liberté d'action quand le temps viendra de donner une décision finale. Pour le moment, réglons le point qui domine tous les autres et qui seul doit nous occuper.

M. **Saint-Hilaire**.—*député de Chicoutimi et Saguenay*.—M. le président, si je prends la parole ce n'est pas que je veuille entreprendre de répondre à l'honorable chef de l'opposition ; non, mais je veux motiver mon vote. Je dirai que très souvent, il arrive que la Chambre amende pendant la même session des projets de lois qu'elle a adoptés. Pourquoi, pour une affaire de ce genre, n'aurait-elle par le même avantage ?

L'autre jour, quand la première procédure de toutes a été faite je n'ai pas entendu complètement ce qui s'est dit,—l'acoutisque étant si mauvais,—j'ai cru qu'il y avait libelle et que la question soulevée était bien

motivée. Depuis, j'ai eu le temps d'examiner l'affaire et je crois qu'il n'y a pas de question de privilège à proprement parler. L'article ne parle pas de l'honorable député de Bellechasse comme membre de la Chambre, donc il n'y a pas lieu de soulever une question de privilège.

Nous ne devons pas aller trop loin, car dans le public, on considérera que nous avons outrepassé les bornes que la sagesse doit nous imposer.

Au reste, du moment que la Chambre aura décidé contrairement à ce qui a été fait jusqu'ici, vous, M. le président, vous ne serez plus en cause, ce sera la Chambre qui aura pris la responsabilité s'attachant à sa nouvelle décision.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—M. le président c'est là une nouvelle théorie. Du moment qu'un ordre de la Chambre n'aura pas été obéi, il faudra qu'elle se déjuge. C'est là un mode bien étrange de nous faire respecter. Est-ce que l'honorable député de Chicoutimi et Saguenay ne dicarne pas l'énorme différence qu'il y a entre ce qui constitue une question de procédure et la question qui nous occupe ?

Si nous allions suivre l'avis de cet honorable député, nous autoriserions le public à dire que la Chambre s'est trompée dès le début et qu'elle se déjuge. La dignité de la Chambre exige que la comparution ait lieu. Il n'y a pas à sortir de là.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—C'est la Chambre qui a donné l'ordre, elle peut aussi arrêter le cours des procédures.

Il me semble que du moment qu'on s'aperçoit qu'on a été trop vite en besogne, qu'il convient qu'on s'arrête. Nous entrons dans une voie dangereuse, car nous n'en sortirons pas de sitôt.

Si, M. le président, cet article mérite tant de procédures, que ferait-on contre celui qui a écrit l'article signalé tout à l'heure par l'honorable procureur général.

Je ne dis pas que l'auteur de l'article du *Nouvelliste* a eu raison de dire ce qui a été dit, mais j'affirme qu'on s'engage dans une procédure qu'on ne pourra suivre jusqu'au bout sans les plus grands embarras.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—M. le président, la première question pour moi, c'est celle de savoir si nous devons vous soutenir. Pour le moment, je n'entre pas dans le mérite de l'article en question. Je me réserve le droit de dire ma façon de penser plus tard. Si on trouve qu'il n'y a rien de repréhen-

sible, au point de vue du parlement, dans cet écrit, je crois, pour ma part, que ce ne sera pas agir contrairement à la dignité de la Chambre que de le reconnaître en temps et lieu. Pour le moment, prenons des mesures pour que nos ordres soient respectés.

M. LeBlanc—*député de Laval*.—C'est là aussi mon opinion.

L'honorable **M. Flynn**—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer*.—M. le président, entendons-nous bien avant de prendre une résolution. Il s'agit, dans l'état de la procédure, d'émettre un mandat d'arrestation contre M. Gingras. Pour que la même rigueur soit exercée par les tribunaux ordinaires, il faut donner la preuve qu'on a servi personnellement à l'accusé la sommation qui est le point de départ des procédés. Sans cela on ne peut obtenir une condamnation pour mépris de cour. Et nous, nous allons plus loin que les cours de justice. Du coup, nous voulons priver un citoyen de sa liberté, le plus grand des biens d'un citoyen anglais ! . . .

On n'a pas prouvé que M. Gingras a désobéi à l'ordre de la Chambre. Pour cela, il aurait fallu d'abord établir qu'il sait que nous requerrons sa présence ici. Cela n'a pas été fait.

Je me crois donc en droit de demander à la Chambre si elle a la preuve qu'il a désobéi à son ordre. Je maintiens que nous n'avons pas cette preuve, car les premiers éléments mêmes de cette preuve nous manquent.

La procédure que l'on veut faire est plus sévère que celle des cours et des autres parlements. Aussi je crois que nous faisons fausse route. Je crois également que nous établissons par là même le précédent le plus dangereux que l'on puisse faire. Je regrette que la Chambre ait pris dès l'origine ces procédés d'une manière aussi rapide.

Je suppose que M. Gingras comparaisse à la barre de cette Chambre, n'aura-t-il pas le droit d'avoir un avocat pour le défendre et comme cela, nous pourrions passer deux semaines à faire ce procès.

Dans tous les cas, je dégage ma responsabilité en disant que s'il y a des procédures de prises à propos de ceci devant les tribunaux, je ne veux pas avoir contribué à donner lieu à un tel procès.

(M. Gagnon rie.)

Vous riez, et cependant vous ne voudriez pas prendre la responsabilité de l'action qui a été prise ici. L'honorable député de Kamouraska connaît trop bien la procédure parlementaire pour cela.

Ah je comprends parfaitement le jeu : l'opposition profite de ce que nous avons fait à droite. C'est son droit, mais nous devrions nous en apercevoir.

Dans l'article en question, il n'y a pas libelle et pas un avocat ne voudrait prendre la responsabilité d'une action fondée sur cet écrit.

Je suppose qu'on plaide la vérité de l'article. Si M. Gingras parvient à prouver sa défense, sera-t-il condamné ? Je dis non et cela se voit tous les jours devant les tribunaux ordinaires.

Il importe donc de bien se recueillir avant d'aller plus loin et de n'agir qu'avec la plus grande prudence.

M. Gagnon.—Je dirai comme mon opinion personnelle qu'il ne peut résulter aucune complication judiciaire de ce que nous faisons ici. Maintenant, quant au mérite de l'article, je ne me suis pas prononcé. Je verrai cela plus tard.

M. Stephens — *député de Montréal-centre.* — M. le président, le sergent d'armes nous a dit dans son rapport, qu'il n'avait pu trouver le nommé Gingras et les autorités parlementaires nous indiquent clairement ce qu'il y a à faire dans ce cas.

Il faut protéger la dignité de la Chambre et faire respecter l'ordre donné par M. le président.

Je dois dire que dès le commencement, on a commis une erreur en prenant ces procédures. Aussi quand on discutera le mérite de la question, je dirai franchement mon opinion comme je la dis maintenant.

Il n'y a pas deux manières de voir, la Chambre a fait erreur en prenant ces procédés.

Quand Gingras aura obéi à notre ordre, il sera temps de dégager la question de toutes autres considérations et d'avouer simplement son erreur.

L'honorable **M. Turcotte**—*député de Trois-Rivières.*—M. le président, mon opinion est que l'article n'est pas libelleux, mais ce n'est pas là la question.

Personne plus que moi ne respecte la liberté de la presse. Et personne n'a été injurié comme moi pendant le temps même où j'avais l'honneur de présider cette Chambre. Cependant jamais je ne m'en suis plaint.

Je dois dire aussi que l'article est injurieux. Mais ce qui doit nous préoccuper c'est de savoir si la Chambre va se déjuger et se rendre ridicule aux yeux de toute la province, et même de tout le pays.

L'autre jour, avec le consentement tacite des ministres, la Chambre a donné ordre d'émettre votre mandat, suivant moi, à tort, M. le président, pour la comparution de M. Gingras. La Chambre a déclaré en même temps que l'article était libelleux. Elle a émis son ordre et vous, votre mandat, M. le président. Le sergent d'armes nous dit qu'il n'a pu servir le mandat, les portes étant closes à clef.

On ne doit pas faire de farces avec vous, M. le président, ou avec la Chambre, Gingras est à Québec, cela est connu.

Est-ce que l'honorable commissaire des chemins de fer ne sait pas que M. Gingras ne veut pas venir, cela est pourtant bien connu.

Si la Chambre ne fait pas respecter son président, elle commettra un acte de lacheté et elle se rendra ridicule aux yeux de tout le pays. Je ne pense pas qu'il y ait un seul député, comprenant son devoir qui ne vous donnera pas son appui le plus ferme pour faire respecter vos ordres.

M. **Beschênes**—*député de Témiscouata*.—Il me semble que la question qui doit nous occuper est celle de savoir si l'ordre donné devra être exécuté oui ou non. Il ne s'agit pas de savoir si l'article est libelleux oui ou non. Un simple juge de paix de campagne émet son mandat et il est obéi, et de son côté la Chambre ne le serait pas ! ! . . . Il y a là une mesure de bon sens que nous devons observer.

L'honorable M. **Garneau**—*député de Québec*.—En consultant le procès-verbal, je vois que la Chambre a adopté la première procédure à l'unanimité. Je crois que nous ne pouvons pas nous déjuger comme quelques-uns inclinent à le faire. Le sergent d'armes a dit que la porte était fermée lorsqu'il est allé pour servir la sommation et qu'il est ensuite allé au bureau d'affaire de M. Gingras où il a laissé le bref à l'un des employés de ce monsieur.

D'après ce qu'a dit l'honorable commissaire des chemins de fer, il faut laisser le bref au domicile de la personne assignée.

Je ne sais pas encore ce que je ferais s'il fallait voter sur le mérite de la question. Quand M. Gingras sera à la barre de la Chambre, je crois que l'Assemblée fera ce qui sera juste et sage de faire. Je ne me prononce pas sur le mérite de l'article, cela serait prématuré dans les circonstances.

M. Gauthier—*député de Charlevoix*.—Comme j'aurais eu le courage de protester contre l'action qu'on a prise, si j'avais été présent, je le terai maintenant.

Je voterai contre cette proposition, parce que l'auteur nous a dit que ni M. Landry ni M. Rouillard n'étaient responsables de cet écrit. Je crois que dans ce cas, il faut cesser cette procédure qui porte atteinte à la liberté de la presse. Si je parle ainsi, cela dépend de l'éducation que j'ai faite dans cette Chambre. Généralement, on se contente de lire l'article qui nous déplaît et de protester contre les assertions qu'il contient.

Je regrette que cet article soit inscrit dans les procédés de la Chambre, car c'est lui donner une publicité qu'il ne méritait pas.

Si on prend de ces procédures chaque fois qu'un député aura à se plaindre d'un journal, il faudra siéger en permanence pour juger les écrits de la presse, ou bien nous allons être obligés de lui défendre de dire un mot des députés.

On n'a pas le droit de gaspiller l'argent du peuple pour nous donner le luxe de ces procédures.

Par là, je ne justifie pas l'article à l'adresse de l'honorable député de Bellechasse, mais je dis que nous faisons perdre inutilement le temps de la Chambre.

Si c'eût été un journal anglais qui eut écrit cela, je doute fort si on aurait pris ces procédures sévères.

Au reste, on nous en dit autant tous les jours dans cette Chambre même et on ne fait pas de tempête pour cela.

Je ne vote pas pour blâmer ce que la Chambre a fait l'autre jour mais je dis qu'elle n'a pas assez réfléchi avant d'agir, et qu'il ne faut pas gaspiller l'argent public.

L'honorable **M. Taillon**.—Dans tous les cas, j'aimerais bien qu'on ne remètrait pas la solution définitive de cette affaire à un autre jour, car cela nous fera perdre une autre demie journée. Il vaut mieux disposer de cette proposition immédiatement.

La proposition de M. Nantel est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Asselin, Bergevin, Bernard, Bernatchez, Blanchet, Boyer, Cameron, Casavant, Demers, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Frégeau, Gagnon, Garneau, Lapointe, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marchand, Marcotte, Martel, Mercier, Nantel, Owens,

Poupore, Rinfret dit Malouin. Robertson, Shehyn, Spencer, Stephen, Taillon, Trudel, Turcotte, Watts et Whyte.—38.

Ont voté contre :—MM. Audet, Beaubien, Beauchamp, Brousseau, Carbray, Duckett, Flynn, Gauthier, Marion, Paradis, Poulin, Richard, St-Hilaire et Thornton.—15.

L'Assemblée législative a adopté.

L'HONORABLE M. MERCIER ÉLU BÂTONNIER.

L'honorable **M. Marchand**—*député de St. Jean*.—J'ai le plaisir d'annoncer à la Chambre que l'un de ses membres vient d'être l'objet d'une marque de grande confiance de la part d'un des corps les plus distingués de la province. Un télégramme de Montréal nous annonce que l'honorable chef de l'opposition a été élu aujourd'hui bâtonnier du barreau. (Applaudissements sur les bancs de l'opposition.)

PRÊT A UN ASILE D'ALIÉNÉS PROTESTANT.

L'ordre du jour appelle la délibération sur la résolution suivante :

Attendu que l'hôpital protestant pour les aliénés ne pourra pas, sans être aidé par le prêt d'une somme d'argent, de la part de la province, atteindre les fins pour lesquelles il a été fondé, c'est-à-dire l'établissement d'une institution protestante pour recevoir, entretenir et guérir, les personnes affligées d'insanité ou souffrant d'aliénation mentale : En conséquence il est résolu :

Que le lieutenant gouverneur en conseil est autorisé à prêter à l'hôpital protestant des aliénés une somme d'argent n'excédant pas vingt-cinq mille piastres aux conditions suivantes :

Le prêt portera intérêt au taux de six pour cent par année, payable semi-annuellement.

L'hôpital protestant des aliénés fournira au gouvernement pour le remboursement de ce prêt, telle garantie, hypothécaire ou autre, qui paraîtra suffisante au lieutenant gouverneur.

La somme prêtée sera remboursable en dix paiements annuels et égaux, dont le premier sera dû et payable cinq ans après la date du prêt.

Si, en aucun temps, le gouvernement devient endetté envers l'hôpital, pour l'entretien des aliénés, le trésorier de la province pourra retenir

toute somme qu'il aura en mains, pour payer celles qui seront dues, soit pour intérêt, ou capital, soit l'un ou les deux, suivant le cas.

Si, en aucun temps, il intervient un contrat entre le gouvernement et le dit hôpital pour le soin des aliénés, il ne sera pas accordé un prix plus élevé que ceux des contrats existants, et cet hôpital sera soumis aux lois et règlements en force dans la province, concernant les asiles pour les aliénés.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—J'ai l'honneur d'informer la Chambre que Son Honneur le lieutenant gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

M. le président, ce n'est pas la première fois que la Chambre est appelée à autoriser de ces prêts.

L'asile de Beauport a eu un emprunt de \$50,000 lors de l'incendie de ses édifices. Cette avance a été en bonne partie remboursée à l'heure qu'il est. Un prêt a été fait également à l'institution de la Longue Pointe. C'est ce que l'on demande maintenant pour l'hôpital protestant.

Ce prêt est fait aux mêmes conditions que les précédents, celui entre autres, accordé à l'asile de la Longue Pointe, auquel on a avancé \$60,000.

Le montant du prêt sera de \$25,000. Le taux de l'intérêt sera de six par cent. L'hôpital devra fournir une garantie hypothécaire suffisante.

Le remboursement s'opérera en dix paiements annuels égaux, dont le premier sera échu cinq ans après le prêt.

Si le gouvernement devient endetté envers l'hôpital à raison des malades qu'il y enverra, il pourra retenir sur ce qu'il aura à payer les sommes qui lui seront dues. Si le gouvernement prend des arrangements avec cette nouvelle maison pour le soin des aliénés, le prix ne devra pas être plus élevé que ceux des contrats existants.

Beaucoup de protestants pensent que nos asiles ne sont pas ce qu'ils devraient être. Je ne pense pas comme eux; mais enfin nous verrons s'ils gagneront au change.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—J'avoue que je ne vois guère d'un bon œil cette distinction entre religions, mais puisque cela existe, il faut bien en prendre son parti. Je voterai avec plaisir le montant demandé.

L'honorable M. **Robertson**.—J'ai oublié de dire que dans la pétition on ne demandait que \$30,000 et j'ai cru qu'en mettant \$25,000, cela devait suffir, vu que la différence est peu considérable.

L'honorable M. **Beaubien**.—A-t-on fixé le montant qu'on paiera pour les aliénés. La dernière clause prévoit le cas où le gouvernement enverra des malades à cet asile. Il est donc important de savoir à quoi nous nous obligeons. Je voterai cette résolution avec plaisir. Je ne souhaite qu'une chose, c'est que les patients qui seront envoyés là soient aussi bien traités qu'ils l'ont été ailleurs.

C'est un moyen de faire disparaître les ferments de discorde qui pourraient se faire sentir. Alors au lieu de nous diviser, on aura une bien-faisante rivalité entre ces divers établissements. Mais il importe de discuter la dernière clause afin de ne rien laisser au hasard. J'espère qu'on ne va pas accorder plus que le prix donné à une autre institution du même genre que celle-ci située dans le même district où sera fondé cet hôpital.

M. le **Trésorier**.—Non, non.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—Cette préoccupation est prématurée, car on ne sait pas encore si le projet va réussir.

Je suppose que, pour le moment, l'intention de ceux qui sont à la tête de cette entreprise n'est de prendre que des malades privés, dans ce cas nous n'aurons rien à y voir. Dans tous les cas, le gouvernement n'a pas l'intention de payer plus que ce qui est donné aux autres maisons à l'heure qu'il est.

M. **Dubamel** — *député d'Ottawa*.—J'ai compris que cet asile devait nécessairement recevoir les aliénés protestants de la province. S'il n'en est pas ainsi, pourquoi lui donner l'aide de la province, si on ne doit recevoir que des malades privés. Pour ma part, je désire le savoir. Je crois que cet hôpital devrait être placé sous le contrôle de la loi que nous avons adoptée hier.

L'honorable M. **Robertson**.—Cet hôpital recevra tous les aliénés qui se présenteront, tout comme les autres institutions. Mais je crains fort qu'on ne puisse trouver l'argent nécessaire.

A tout événement le prix ne sera pas plus élevé que celui payé pour les patients qu'il y a dans les autres asiles.

M. **Stephens** — *député de Montréal-centre*.—M. le président, si le

projet réussit, ce n'est pas l'intention d'en faire autre chose qu'un hôpital public pour les aliénés. Cet asile sera sous le contrôle de la loi passée hier. On doit s'attendre à ce que le nombre des malades sera très petit. A Beauport il y a mille patients. Nous n'aurons pas besoin d'autant de médecins pour faire le service médical. Peut-être n'y aura-t-il pas plus que 150 patients.

Le gouvernement ne doit pas aider une institution qui ne sera pas sous le contrôle de la province. Aussi nous n'avons pas l'intention de nous dérober à ce contrôle. Je dis cela . . . si nous avons un asile Un certain mouvement s'est fait dans le sens de l'établissement d'un asile pour les protestants. Je suis bien de l'opinion de l'honorable chef de l'opposition qu'il vaudrait mieux ne pas avoir des institutions se distinguant par leur dénomination religieuse. Il peut se faire que la loi d'hier aura pour effet de faire mourir le projet de fonder un asile protestant. Quant au prix, nous n'avons pas d'objection à ce qu'il soit fixé sur la base des prix payés aux autres asiles.

La Chambre siège en comité, adopte la résolution et rapport est fait de cette adoption.

L'honorable M. **Mercier**.—Je voudrais savoir quel prix le gouvernement devra accorder dans le cas où il fera des arrangements pour recevoir les aliénés soutenus aux frais du public. Nous avons trois prix à l'heure qu'il est. Ainsi nous payons \$80 à l'asile de St. Ferdinand d'Halifax, \$100 à la Longue Pointe et \$132 à Beauport. Je ne dis pas que \$80 soit un prix suffisant. Je ne dis pas non plus que \$100 soit assez ou ne le soit pas. Mais si on augmente le prix payé à la Longue Pointe, il faudra donner le même prix à cet hôpital. Où si on donnait plus à cet asile qu'à celui de la Longue Pointe, cela deviendrait une question fort délicate.

L'honorable M. **Robertson**.—Nous avons dit aux promoteurs de cette entreprise qu'ils auraient le prix courant s'il y avait un contrat de fait. Dans tous les cas, la Chambre a deux ou trois ans devant elle pour décider cette question et si on fait un arrangement la Chambre devra l'approuver.

M. **Stephens**.—Il ne serait pas juste de ne leur donner qu'un prix qui pourrait être rémunérateur avec un grand nombre de patients mais qui ne le serait pas avec un petit nombre.

L'honorable M. **Mercier**.—Je ne veux pas être injuste ; je veux qu'on soit juste mais prudent.

La résolution est définitivement adoptée dans les formes réglementaires.

EXPLICATIONS DE L'HONORABLE M. BEAUBIEN.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—M. le président, l'autre jour, je reprochais au chef de l'opposition des attaques injustes et non provoquées contre les rédacteurs des journaux, l'*Etendard*, le *Nouvelliste* et la *Vérité*.

D'après le correspondant de la *Minerve*, journal du 30 avril, parlant de ces messieurs, j'aurais dit " dans tous les cas, nous ne devrions pas " mépriser ceux dont nous nous sommes servis ! "

Inutile de dire que je n'ai jamais prononcé ces paroles ridicules et injurieuses pour ceux auxquels elles font allusion.

J'ai dit au chef de l'opposition qu'il avait mauvaise grâce de s'exprimer avec autant d'acrimonie sur le compte de ceux qu'il avait maintes fois applaudis quand nous combattons du même côté.

Je ne puis demander au correspondant de la *Minerve* d'avoir pour moi les compliments qu'il se décerne à lui-même.

Ni même qu'il mentionne dans les colonnes de son journal que j'ai pris part aux débats sur certaines questions, mais j'ai le droit de lui demander de rester dans la vérité pour ce qui me concerne.

Le *Canadien* lui aussi dénature mes paroles.

Dans son numéro du 30 avril il me prête ces paroles que j'aurais adressées au chef de l'opposition.

" Si vous me faites perdre patience je dévoilerai ce qui a eu lieu entre nous quand nous agissions de concert."

Je ne me suis jamais servi de ces paroles. On veut donner à entendre que nous aurions eu ensemble le chef de l'opposition et moi, certaines négociations qui, dévoilées maintenant, pourraient tourner au détriment de l'un ou l'autre de nous deux. Et j'aurais tort de trahir ces secrets-là.

Je n'ai rien à cacher des négociations que j'ai pu avoir avec le chef de l'opposition, rien que je regrette, rien que je puisse me reprocher.

La Chambre a compris qu'en parlant de ce qui pouvait être raconté sur le compte du chef de l'opposition, j'ai fait allusion à certains récits de coalition, dont il a été plus d'une fois question dans le public. Rien de plus.

L'Événement, à son tour, m'attribue la paternité de l'entreilet du *Nouvelliste*, à propos du chef de l'opposition et des propriétaires de l'asile de Beauport.

Je n'ai jamais écrit cet article et je ne sais rien des faits auxquels il fait allusion.

L'honorable M. **Mercier**.—Je remercie l'honorable député de cette explication. J'ai cru devoir attendre que justice me fut rendue et c'est ce qui vient d'avoir lieu.

Toute notre alliance était en vue des élections de Laval et de Jacques-Cartier. Après ces élections, il était entendu que nous nous séparerions comme auparavant.

M. **Stephens**.—Dans le conseil de Montréal, on a fait une règle qu'on ne parlerait pas de ce que pourraient dire les journaux sur le compte des membres de ce conseil. Je crois que la même règle devrait être faite ici. Si on a à se plaindre des journaux, qu'on corresponde avec eux. C'est le plus court moyen.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

Les projets de lois suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la communauté des sœurs de la congrégation Notre-Dame de Montréal.

Pour modifier la loi constituant la communauté des sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie et pour confirmer le titre de la dite communauté à la propriété sur laquelle est construit son couvent, à Hochelaga.

Pour modifier l'article 1323 du code de procédure civile.

•

INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

M. **Gagnon**.—Le gouvernement a-t-il fini de considérer la question de contribuer, pour un certain montant, à la construction d'une cour de circuit dans le comté de Kamouraska.

L'honorable M. **Taillon**.—Non.

M. **Faucher de Saint-Maurice**.—Le parlement fédéral se propose de prendre des mesures pour que le Canada soit convenablement représenté à l'exposition des Colonies et des Indes, qui doit avoir lieu, en l'année 1886, sous la présidence de Son Altesse Royale le Prince de Galles.

•

Le gouvernement fédéral se propose de plus, de mettre un montant de dix mille livres sterling pour couvrir tout déficit résultant des dépenses à faire pour cette exposition. somme égale au cinquième du montant total que garantissent le gouvernement des Indes, celui du Canada et les colonies, représentées par des agents généraux en Angleterre ; la somme ainsi garantie devant être tenue dans le but de faire face à tout déficit qui pourrait résulter de l'exposition projetée.

Le gouvernement de la province de Québec a-t-il l'intention de prendre part à cette exposition ?

L'honorable M. **Taillon**.—Lorsque le gouvernement de Québec connaîtra exactement les mesures prises par le gouvernement de la puissance du Canada, pour représenter le Canada à l'exposition des Colonies et des Indes qui doit avoir lieu en 1886, il avisera s'il est opportun que la province de Québec y soit spécialement représentée.

L'honorable M. **Marchand**.—Le gouvernement a-t-il vendu les biens immobiliers dépendant de la succession de feu dame veuve Hamelin, qui lui sont échus par déshérence ?

Si oui, à qui les a-t-il vendus, et pour quel prix ?

L'honorable M. **Lynch**.—En vertu d'un arrêté du conseil, en date du 10 janvier, 1884, basé sur un rapport de l'honorable procureur général Mousseau, recommandant cette vente et en fixant le prix, le 12 janvier 1884, le commissaire des terres de la couronne a consenti en faveur de Toussaint Moreau une promesse de vente de tous les droits et prétentions de la couronne à la succession vacante de feu Dame Jean Baptiste Hamelin, moyennant la somme de trois cents piastres (\$300.) Cette évaluation était basée sur celle donnée en 1859 par les commissaires seigneuriaux à la seigneurie des Grondines. Le 24 juillet 1884, sur le rapport de l'honorable procureur général Taillon, constatant l'accomplissement des conditions de la promesse de vente, ces droits et prétentions furent régulièrement transportés au dit Toussaint Moreau.

Les faits relatifs à cette vente sont comme suit :

La succession s'est ouverte en 1785 et comme c'était une succession en déshérence, il y fut nommé un curateur.

En 1790, de la part de la couronne, il fut pris des procédures pour recouvrer la possession de la succession, pour la raison que c'était une succession en déshérence et qu'elle était, à proprement dire confisquée, au profit de la couronne.

Le 7 juillet 1791, Nicolas Piery et d'autres personnes, de France, intervinrent dans les procédures pour réclamer cette succession.

Il appert que les procédures de la couronne furent ensuite abandonnées et il n'en ont pas entendu parler davantage durant près d'un siècle, alors que, par accident, les papiers se rapportant à cette succession furent découverts, dans les archives du palais de justice de Trois-Rivières.

Après des recherches considérables pour apprendre l'histoire de cette succession, et constater quelles étaient réellement les propriétés qui la composaient, M. Toussaint Moreau, avocat, de Montréal, demanda au gouvernement, le 24 décembre 1883, de lui vendre les droits et les prétentions, quels qu'ils fussent, que le gouvernement pouvait avoir à cet succession.

La propriété en question avait apparemment passé par les mains d'un grand nombre de personnes et à différentes dates il avait été fait des ventes de parties de cette propriété et elle était dans cet état quand le gouvernement fut appelé à prendre en considération la demande qui lui fut faite.

Eu égard à la longueur du temps qui s'était écoulé depuis l'ouverture de la succession, aux différentes phases qu'elle avait traversées, ainsi qu'aux doutes quant à savoir ce qui la composait réellement et aux recherches nécessaires pour constater s'il était désirable de continuer ou non les procédures, le gouvernement décida de transporter ses droits, moyennant une somme apparemment nominale, à une réclamation qui était excessivement douteuse et cette réclamation fut en conséquence aliénée *sans garantie*. Ainsi que le gouvernement en a été informé, les acquéreurs ont été obligés de prendre des procédures pour déterminer les droits ainsi acquis par eux.

Les projets de lois suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité des lois expirantes et de législation.

Pour modifier l'article 299 du code civil et l'article 925 du code de procédure civile.

Pour modifier les articles 298 et 698 du code civil.

PROJET DE LOI CONCERNANT LE CODE DU NOTARIAT.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de loi pour modifier le code du notariat.

M. Deschênes — *député de Témiscouata*. — Bien que je n'approuve

pas toutes les dispositions de ce projet de loi, je voterai pour cependant, car je considère qu'il y a du bon dans cette loi.

M. Lapointe—*député de Vaudreuil*.—M. le président, l'autre jour l'honorable député de l'Islet nous disait qu'il n'y avait que quelques marchands de Montréal qui se plaignaient de la position exceptionnelle faite aux notaires. Je suis en état de lui dire que tel n'est pas le cas. C'est une question qui intéresse mon comté et le comté de Soulange. Il y a eu une grande assemblée des notaires des deux comtés, et là on a décidé d'appliquer le tarif et de l'afficher dans toutes les études. Pour ma part, je me plains de ce tarif. Personnellement, je n'ai pas occasion souvent d'en souffrir, mais ceux qui ont l'occasion de s'en servir ne cessent de le condamner. M. Mongenais qui fait de grandes transactions sur immeubles, est un de ceux qui dit que c'est la plus grande injustice qu'on ait commise.

L'honorable député de Richmond et Wolfe a dit aussi qu'on ne chargeait qu'une piastre ou une piastre et demie pour les contrats pour lesquels le tarif porte plus que le double. Dans ce cas, j'espère que l'honorable député m'aidera à obtenir que le tarif ne soit pas appliqué dans toute sa rigueur chez moi.

L'honorable député de Kamouraska, s'est plaint de ce qu'on touchait aux privilèges de la chambre des notaires. Malgré tout le respect que j'ai pour ces huit cents notaires il y a un autre intérêt que je dois sauvegarder, c'est lui du public en général. C'est l'intérêt du peuple que nous devons protéger avant tout. J'ai été élu sur cette question et j'ai promis à mes électeurs de faire réduire ce tarif. Je ne voudrais pas faire un tarif trop bas, mais je ne veux pas non plus d'un tarif exorbitant car il y a de grands intérêts à sauvegarder. Le peuple lui aussi a ses intérêts sinon ses privilèges.

L'honorable député de Kamouraska a dit des paroles qui frisent la menace. Il a dit si le projet de loi de l'honorable député de Rouville passe, je saurai bien vous atteindre. Est-ce qu'il croyait que ces paroles pouvaient influencer quelques députés? Pour moi, cela ne me fait rien. Quand je suis parti de mon comté pour venir ici, je me suis dit que je ferais mon devoir quand même. Je sais une chose, c'est que les intérêts des professions ne sont pas les mêmes. Le peuple ne peut pas se passer de notaires, ou il ne ferait pas de transaction. Ce n'est pas la même chose pour les avocats. Il en est de même des médecins, si on ne veut pas se faire soigner, c'est notre affaire.

Je compte sur le bon sens et l'esprit de justice de la majorité et je demande justice. Sauf quelques objections qui pourraient être enlevées en comité, je crois que le projet de loi de l'honorable député de Rouville concernant les notaires, devrait être adopté.

M. Boyer—*député de Jacques-Cartier*.—M. le président, je regrette que l'honorable député ait entrepris de plaider une aussi mauvaise cause. Loin de le suivre sur ce terrain, je crois de mon devoir de défendre les notaires ; j'ai beaucoup de transactions sur immeubles à faire et je n'ai qu'à me féliciter d'eux. La première clause du projet de loi de l'honorable député de Rouville dit que les notaires ne devront pas être pris à leur serment. Une personne va trouver un notaire pour faire un acte et quand l'acte est préparé, la personne va trouver un autre notaire, est-ce juste que le premier perde le prix de son travail, auquel il ne manquait plus que la signature des parties ?

L'honorable député de Vaudreuil a dit que le tarif était trop élevé. Mais ne trouve-t-on pas des personnes qui pensent qu'elles payent trop les services des hommes appartenant à n'importe laquelle des professions ?

Les plaideurs en font autant. Pourtant le travail des avocats est entouré de plus de garantie. Le travail de l'avocat est jugé en appel tandis qu'un acte notarié malhonnêtement fait ou mal fait, c'est sans appel. Si je poursuis un homme, il devra se défendre. Il prétend aussi que l'on peut se dispenser des services des médecins. On peut se faire soigner si on le veut, c'est une matière de goût, a-t-il dit. Dans ce cas, je ne lui souhaite pas de se casser le petit doigt, car il pourra s'apercevoir que les médecins sont nécessaires. L'article deux du projet de loi se rapporte à la durée de l'étude. Il ne faut pas ouvrir une profession aussi importante à des gens sans étude. C'est une profession très paisible et qui a les secrets des familles.

On veut aussi faire changer le tarif, mais les notaires ne s'occupent pas des tarifs des autres professions, pourquoi leur faire tant de misère ?

Est-ce que dans le public on ne crie pas toujours un peu contre le tarif des avocats et des médecins ? Qu'y a-t-il d'exorbitant si on charge dix, douze ou quinze piastres pour un contrat qui concerne des sommes de centaines de milliers de piastres ? Quand les notaires seront tous riches, je comprends qu'on travaillera à diminuer le prix de leur travail, mais je n'en connais pas qui soient riches, à Montréal, et s'il y en a à Vaudreuil, qu'on me les nomme.

Si les honorables députés de Rouville et de Vaudreuil ont à se plaindre des notaires qu'ils le disent et votent pour ce projet de loi, mais aussi, que ceux qui n'ont pas à s'en plaindre, votent contre.

M. Casavant *député de Bagot*.—M. le président, je suis en faveur du projet de loi quant à ce qui se rapporte à la preuve de la réquisition des services. J'ai le plus grand respect pour la profession des notaires, mais aussi j'ai trop de respect pour le reste des classes de la société pour croire qu'il n'y a que les notaires qui soient dignes de foi sous serment. Je crois que cette disposition devrait être enlevée.

Je suis contre les modifications qui concernent la régie interne de cette profession. Bien loin de lui vouloir du mal, je suis en faveur de tout ce qui peut protéger cette classe. Aussi je ne veux pas intervenir dans ce qui se rapporte à la question d'administration ou de régie.

Quant au tarif, je suis aussi en faveur des clauses qui le modifient. De nos collègues qui sont notaires ont dit ici même que ce tarif était élevé, alors pourquoi le garder puisque des notaires peuvent s'en servir pour faire du mal. Je crois que la cour peut régler la valeur des travaux de chacun. Il est à ma connaissance qu'à St-Hyacinthe, un notaire a chargé un prix extraordinaire. C'était pour un inventaire de \$3,000 et le notaire avait chargé \$400. Le juge lui a retranché \$70. C'était, on l'avouera un peu trop fort.

M. Beauchamp—*député de Deux-Montagnes*. — M. le président, j'en suis arrivé à la conclusion que le tarif des notaires est trop élevé ainsi que celui des autres professions. L'honorable député de Kamouraska nous a laissé comprendre qu'il trouverait bien des moyens d'atteindre les autres professions. Alors j'espère qu'on nous aidera à faire adopter ce projet de loi et par là nous aurons une réduction générale des tarifs des autres professions.

L'honorable député de l'Assomption a dit qu'un avocat avait chargé \$1,000 pour un simple avis et qu'un médecin avait chargé \$500 pour une seule maladie. Voilà autant de témoignages qui doivent nous engager à opérer ce remaniement général des tarifs puisqu'ils consacrent de telles injustices.

Je trouve aussi que la clause relative au serment est trop arbitraire. La classe agricole n'est pas instruite et par cette clause les notaires peuvent profiter de leur situation pour se faire payer les prix du tarif en s'appuyant sur leur serment.

J'attire l'attention du gouvernement sur le tarif des notaires. Pour le

défendre on dit qu'on ne s'en sert pas habituellement. Suivant moi, c'est encore une preuve qu'il devrait être modifié. Je suis d'opinion qu'il faut un tarif, mais pas comme celui-là.

Quant à la clause relative au nombre des années d'études, je laisse cela à mes collègues ne désirant pas me prononcer. Quant au tarif, j'espère qu'on y fera les réductions demandées par les cultivateurs que cela touche de plus près que les autres.

M. Paradis—*député de Napierville*.—M. le président, je dois dire à la louange des notaires de mon comté qu'aucun d'entre eux ne se sert du tarif. Ils ont suivi l'ancienne habitude, je les en félicite. Mais ce n'est pas une raison pour repousser le projet de loi de mon honorable ami le député de Rouville. Dans les comtés environnants du mien on a essayé de se servir de ce tarif, c'est pourquoi je donne mon vote en faveur du projet de loi du représentant de Rouville.

M. Demers—*député d'Iberville*.—M. le président, c'est une question que l'on traite avec un peu trop de légèreté. Elle est plus sérieuse qu'on a l'air de la considérer. Il s'agit d'une classe qui compte huit cents membres, classe très respectable dans la province.

S'ils ont été aussi respectés dans le passé, c'est qu'ils n'avaient pas de tarif, car ils n'en ont un que depuis quelques années. Depuis qu'ils ont un tarif, les notaires, au lieu de gagner du terrain, en ont perdu.

J'avoue en toute franchise que je suis en faveur de presque tous les amendements insérés au projet de loi.

Le premier article se rapporte au droit conféré aux notaires d'être pris à leur serment dans leur propre cause. Je ne trouve pas cela raisonnable.

Nous autres, nous sommes tous obligés de prouver notre créance quand nous poursuivons. Si, par exemple, je suis forgeron, est-ce que je pourrai aller faire serment pour prouver que j'ai fait le travail pour lequel je réclame le paiement de mes services. Non. Et bien, pourquoi donner un tel privilège à un homme de profession, qui a déjà beaucoup plus de ressources à sa disposition que le pauvre forgeron, de se faire payer son dû.

Je suis prêt à dire : laissez cependant ce privilège aux notaires, mais à la condition que le défendeur soit sur le même pied que le notaire, demandeur.

Mais je comprends que si on entrait dans cette voie, avant longtemps il n'y aurait plus besoin de témoins désintéressés dans les causes. Sur

les huit cents notaires, je sais que le plus grand nombre sont des honnêtes gens, mais je ne les crois pas tous honnêtes. Je crois aussi que le tarif n'est nécessaire que pour un huitième des notaires. J'ai eu à payer comme procureur, des services de notaire, et j'ai trouvé que l'on chargeait bien trop cher. Quant aux études, on me dira peut-être que vous, député d'Iberville, il vaut mieux pour vous que vous n'en parliez pas. Mais quand je considère qu'un jeune homme doit faire dix années d'étude c'est déjà beaucoup, si l'on tient compte du fait que la vie n'est pas longue, je me dis que s'il faut qu'il ne soit reçu notaire que pour mourir, cela n'est pas nécessaire.

Je reviens à la question qui domine tout le débat, et je constate que pas un notaire n'a osé dire ici que le tarif n'était pas trop élevé. Le fait est que dans une succession le notaire est héritier de la part de deux enfants, grâce à ses forts honoraires.

Pour toutes ces raisons, je voterai en faveur du projet de loi de l'honorable député de Rouville.

M. Gauthier—*député de Charlevoix*.—M. le président, je suis contre ce projet de loi. Je n'ai pas à me plaindre de la conduite des notaires de mon comté. Tous ont agi d'une manière satisfaisante. Il y a toujours assez de commérages dans les paroisses pour ébruiter la chose, si quelqu'un avait surchargé les gens. Chez nous quand on a un acte important à faire, on convient du prix et des conditions avec le notaire, de la sorte nous n'avons pas à nous plaindre. Comme je ne sais pas ce qui se passe dans les autres comtés et comme j'ai lieu d'être satisfait de ce qui a lieu chez moi, je voterai contre le projet de loi de l'honorable député de Rouville.

L'honorable M. Taillon—*député de Montréal-est, procureur général*.—M. le président, ce projet de loi contient des dispositions qui concernent la régie intérieure de la profession des notaires et d'autres qui regardent le public.

A moins d'avoir raison de croire qu'il y a eu quelque chose qui était très injuste, on doit laisser le soin de régler les rapports de cette profession avec le public aux notaires mêmes. Cependant s'il y a des abus à réprimer il faudra y voir. Je voterai la seconde lecture avec cette intention. J'examinerai les lois des médecins et des avocats et je crois que les notaires n'auront pas à se plaindre si on les met sur le même pied que les autres professions.

M. Bergevin—*député de Beauharnois*.—J'attache une grande

importance à ce projet de loi, M. le président. L'année dernière j'ai été l'un de ceux qui ont donné l'éveil. Je sais que ma voix a eu peu de retentissement, mais les bonnes choses prennent du temps à se faire connaître. Néanmoins l'année prochaine j'espère avoir plus d'adhérents que cette année encore.

Depuis quelque temps nous voyons les médecins s'agiter. Ils veulent nous protéger du choléra et mettre le public en garde contre cette terrible maladie. Moi, je travaille à prémunir le public contre le tarif des notaires qui est pour le moins un fléau aussi redoutable. C'est une véritable peste. C'est une épée de Damoclès suspendue sur la tête des habitants toujours prêt à leur enlever... la bourse. (rires)

L'heure consacrée à la délibération sur ce projet de loi étant expirée, la suite du débat est renvoyée à une autre séance.

LE "NOUVELLISTE" ET L'HONORABLE M. MERCIER.

M. Lemieux—*député de Lévis*.—M. le président, je désire soulever une question de privilège.

Lorsque je vois le nom d'un homme qui fait honneur à sa famille, à sa province et à sa race, quand je vois, dis-je, le nom de cet homme traîné dans la boue, je ne puis retenir mon indignation. Je vais lire les injures que l'on vient de prodiguer à l'un de nos plus distingués collègues, et je laisserai ensuite à la Chambre la tâche d'apprécier l'auteur et l'écrit.

Je lis dans le *Nouvelliste* du 30 avril un article intitulé : M. Mercier :

Le chef de l'opposition a laissé savoir à la Chambre, mardi soir, que les castors n'ont pas ses amours.

Nous lui en savons gré.

Mais cette déclaration était superflue. Les castors ont le privilège, et c'est leur honneur, d'éloigner tous ceux qui, dans la politique ont des plaies à cacher, des turpitudes à couvrir, des lâchetés à faire oublier.

La haine dont M. Mercier fait parade lui est connue avec les Sénécal, les Tarte, les Langelier, les Pacaud, les Blumhart.

C'est une société digne de lui, et personne ne la lui enviera.

En retour, si notre mépris peut l'honorer autant que nous honore sa haine, nous l'informerons que nous professons, pour sa personne et sa vie politique, le plus souverain mépris.

Et ce mépris, notre conscience nous rend le témoignage qu'il n'est

inspiré ni par l'antipathie politique, ni par le manque de patriotisme, ni par l'étroitesse de vue dont M. Mercier donne tous les jours de si tristes exemples. Il naît du sentiment naturel de répulsion qu'éprouvent toutes les âmes honnêtes pour ceux dont la cupidité est le suprême mobile.

De tous les hommes publics de notre province, il n'en est pas qui soient aussi dépourvus de sens moral et d'honneur politique que l'est le chef actuel de l'opinion. Tout son passé rend une odeur infecte et des exhalaisons qui périodiquement éloignent de lui ses propres amis politiques.

A un moment donné, la *Patrie*, l'organe de leur parti. M. Thibaudeau, son chef, MM. Trenholme, Geoffrion, ses amis, en ont eu tous ensemble des hauts-le-cœur.

Il a failli se décomposer, seul, dans un coin. Son désintéressement, la *Patrie* l'a qualifié dans une phrase : *je pose un, je retiens deux*.

Sa personnalité, M. Sénécal l'a appréciée dans trois mots : *Quand j'achète un cochon*.

Les \$1,500 du tunnel, les \$3,500 de Terrebonne, les \$5,000 de Jacques-Cartier, il traîne cela comme des boulets rivés à ses pieds et à l'une de ses mains. Celle qui lui reste, il la lève vers le ciel, dans les jours solennels, pour le prendre à témoin que personne n'est plus pur ni plus désintéressé que lui !!!

Mais il a beau attester et protester, il ne fera jamais un pas sans que ses mouvements se trahissent par un bruit comme celui des chaînes que traîne un criminel condamné.

Conservateur autrefois, il trahit ses amis par déception et par dépit.

Libéral hier, il ne le serait plus aujourd'hui, si ses nouveaux amis n'avaient acheté sa fidélité en flattant son orgueil et son ambition.

Et il ne s'aperçoit même pas que depuis qu'il prêche la vertu au nom du parti libéral, son ancien chef, M. Joly, ce type de l'homme probe et honorable, se tient à distance, comme pour ne pas laisser jaillir sur lui la boue dont ses mains sont pleines.

Et comment pourrait-il s'en apercevoir ? Quand le parti libéral faisait appel à la générosité de ses membres pour verser des écus dans la bourse de l'homme aux \$5,000.00. M. Mercier a-t-il seulement soupçonné que ces sacrifices n'auraient d'autre but que de mettre sa misère à l'abri de la tentation ?

Avec cela il porte la tête haute. Son front n'a jamais rougi. Il parle des vertus politiques qu'il n'a pas avec un accent de conviction qui fait frémir. Il flétrit l'égoïsme, la trahison, la cupidité, la lâcheté, avec des élans d'indignation que l'on ne trouve d'ordinaire que dans le cœur d'un honnête homme.

C'est un cynique.

Quand Pacaud et Langelier tombaient écrasés sous le mépris public, lui seul essaya de les relever et se vanter de pouvoir porter à la fois leurs turpitudes et les siennes.

Il met en pratique la maxime de Robert Macaire : " Il faut qu'un homme vive."

Et il vit : tantôt aux dépens de Sénecal, tantôt aux dépens de Benjamin Trudel, tantôt aux dépens de ses amis. Cela dépend d'eux, et non pas de lui ; car il ne regarde jamais à la couleur

Nous défions M. Mercier de cracher sur les écus des castors, malgré toute la répulsion qu'il a pour eux.

Un homme qui a cette faiblesse n'est pas maître de lui-même et ne doit défier personne."

M. le président, je vous demande pardon, ainsi qu'à mes honorables collègues si je vous ai infligé la lecture de cet article dégoûtant. Celui qui est le maître du journal qui a donné l'hospitalité à un tel écrit, est le même contre lequel vous avez lancé votre mandat pour insulte à l'adresse d'un homme qui fait l'honneur de la députation.

Aujourd'hui ce même écrivain crache sa bave sur un homme qui mérite notre admiration et notre respect par ses grands talents et sa persévérante énergie au travail. Il faut protester contre de telles injures afin de convaincre le public que nous savons reconnaître le mérite là où il se trouve.

Si j'ai protesté, c'est que de l'autre côté, on a stigmatisé en termes d'une grande énergie les injures qui ont été lancées contre l'un des leurs. Maintenant je compte sur eux, je compte sur les sympathies des honorables membres de la droite, quand on attaque notre chef. A l'heure même où on vomissait ces injures contre lui, il avait l'honneur d'être nommé bâtonnier du barreau de Montréal. C'est une glorieuse compensation pour cet article sale et malpropre.

Je dis, M. le président, que ces écrits doivent cesser. Il ne s'agit pas

de parti mais il s'agit du respect que nous nous devons les uns les autres. Nous devons protester afin que ces choses-là ne se répètent pas.

L'honorable M. **Flynn**.—Y a-t-il une question devant le fauteuil ?

L'honorable M. **Marchand**.—*député de St-Jean*.—Oui, M. le président, il y a une question d'honneur, et je me joins de grand cœur à la généreuse et éloquente protestation qui vient de tomber des lèvres de l'honorable député de Lévis. Je comprends que contre une question d'honneur l'honorable commissaire des chemins de fer soulève une question d'ordre, mais heureusement tout le monde ne juge pas les choses comme lui.

Je concours dans toutes les remarques de l'honorable député de Lévis. Toutes ces saletés là ne peuvent atteindre à la hauteur où se tient l'honorable député de St-Hyacinthe. L'estime de ses amis le venge de ces attaques. Il a la confiance de ses commettants et il possède la confiance de ses amis politiques ainsi que celle du barreau. Le fait est que toutes ces manifestations arrivent à point pour faire pièce à toutes ces injures. Il a été lavé des accusations qu'on avait lancées contre lui par un juré et maintenant il est vengé par le verdict de ses pairs. Tout cela, M. le président, le venge des ordures lancées contre lui.

M. **Gagnon**.—*député de Kamouraska*.—M. le président, après cela, j'espère que la majorité de la Chambre comprendra combien nous avons eu raison de ne pas reculer dans la campagne de répression que nous avons commencée contre ce journal, contre cette feuille, qui n'a pas cessé d'insulter tous les hommes politiques, qu'ils fussent conservateurs ou libéraux.

Ce journaliste sans pudeur et sans savoir vivre, je le considère comme un lâche et vil colomniateur. Deux fois, il a été trop lâche pour venir devant la Chambre, rendre compte de ses écrits orduriers. Mais j'espère que le mandat d'arrestation sera exécuté et que la Chambre n'hésitera pas à condamner une telle conduite. Ce n'est pas la première fois qu'il aura été obligé de se rétracter. Quand on n'a ni cœur ni honneur, quand on n'a pas assez de sentiment pour ressentir l'humiliation d'une condamnation, je comprends qu'on reste insensible aux atteintes de la réprobation publique.

Quand ce journal a attaqué l'honorable député de Bellechasse, nous avons défendu notre collègue. Par nos discours et par nos actes, nous avons dit qu'il est un honnête citoyen et un gentilhomme. Grâce à

Dieu, je me respecte trop pour lire ce journal, mais j'ai lieu de croire que j'ai été le plus insulté de tous. Mais aussi longtemps que Kamouraska me donnera sa confiance et son mandat, je me ris de ce vil et lâche calomniateur. J'espère que ce jour qui devrait être pour l'honorable chef de l'opposition un jour sans nuage, car il est celui où on l'honore, ne restera pas moins remarquable pour lui, et que ce brouillard passera sans qu'il en soit affecté. Dans ce monde chaque plaisir comporte sa peine, car il n'y a pas de rose sans épine.

Les parfums de la rose, feront disparaître ou dissiperont rapidement la sensation désagréable causée par cette piqure d'épine.

J'espère aussi que nous n'aurons plus de spectacle comme ceux que nous voyons. J'espère aussi qu'on ne verra plus de journaux ni de journalistes faire le métier "d'insulteurs publics." Il n'y a pas lieu d'ordonner l'émission d'un nouveau mandat, celui qui est émané suffit. J'ai hâte de voir cet insulteur à la barre, pour lui voir la mine.

J'espère que la Chambre comprend que ces insultes sont lancées pour ce que nous avons fait à propos de l'honorable député de Bellechasse. Et la conduite ultérieure de ce journal prouve que la Chambre a eu raison de faire ce qu'elle a fait.

M. Picard—*député de Richmond et Wolfe*.—M. le président, si on a attaqué les membres de la gauche, on trouve des injures bien plus fortes dans la presse libérale. Prenons tout ce qui a été écrit contre nos hommes politiques et nos chefs, et nous en montrerons de belles. Toujours on a écrit les injures les plus plates à l'adresse de nos chefs, et nous n'avons pas fait des scènes comme celle provoquée ridiculement par l'honorable député de Lévis. Ah ! si nous avions commencé ce mouvement contre les journaux, nous aurions vu l'honorable chef de l'opposition nous parler avec emphase de la liberté de la presse. Dans le moment cela ne ferait pas son affaire, car il est intéressé à écraser cet organe conservateur.

Maintenant, je n'en dirai pas davantage car je comprends qu'il n'y a rien devant la Chambre.

L'honorable **M. Flynn**—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer*.—M. le président, dans le moment, nous sommes vis-à-vis du *Nouvelliste*, dans la position d'un juge et on s'efforce de préjuger notre opinion contre ce journal en faisant des appels aux passions. On a voulu d'abord faire son procès sans l'entendre, maintenant on essaye de nous préjuger.

Je suis surpris de l'indignation qu'on a manifestée quand depuis des années et des années on a fait insulter tout ce qu'il y a de plus honnête dans le parti conservateur par la presse à la dévotion des membres de la gauche.

Moi aussi je proteste de toutes mes forces contre les injures qui nous viennent des organes inspirés par ceux qui s'indignent quand le change leur est rendu.

L'incident est clos.

LE BUDGET.

La Chambre siège en comité du budget.

Les crédits suivants sont adoptés :

Article 50.—Immigration et repatriement..... \$10,000 00

COLONISATION.

Article 51.—Chemins de colonisation.....	70,000 00
Article 52.—Sociétés de colonisation.....	5,000 00
Article 53.—Pont sur la rivière Richelieu, entre Lacolle et St-Thomas ; 3 ^{me} paiement, sur quatre.....	2,000 00
Article 54.—Pont sur l'Ottawa entre l'Ile Calumet et Bryson ; 2 ^{me} paiement, si le 1 ^{er} est fait avant la fin de l'année financière.....	2,000 00
Article 55.—Pont sur la rivière Chaudière ; entre St-Nicolas et St-Romuald ; premier paiement sur quatre..	2,000 00

CHAPITRE VII.—TRAVAUX ET ÉDIFICES PUBLICS.

Article 56.—Loyers, assurances, réparations aux édifices publics, en général	59,184 00
Article 57.—Inspections, etc.....	1,500 00
Article 58.—Construction des nouveaux édifices du parlement	85,000 00
Article 59.—Construction du nouveau palais de justice..	90,000 00
Article 60.—Réparations aux palais de justice et aux prisons.....	15,000 00
Article 61.—Loyer des palais de justice et prisons.....	1,205 00
Article 62.—Assurances des palais de justice et prisons..	6,000 00

CHAPITRE VIII.—INSTITUTIONS DE CHARITÉ.

Article 63.—Asiles d'aliénés : Beauport, St-Jean de Dieu
et St-Ferdinand d'Halifax.....\$ 230,000 00

L'honorable M. **Mercier** — *député de St. Hyacinthe*.— On nous demande \$10,000 de plus que l'année courante à l'article 56, et vous demandez encore quatre ou cinq mille piastres dans le budget supplémentaire. Pourquoi cela ?

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général*. Il faut pourvoir au renouvellement des assurances qui expirent.

L'honorable M. **Mercier**. — Mais il y a deux autres crédits pour cela.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*—C'est pour l'assurance sur cet édifice.

L'honorable M. **Taillon**.—Il y a \$5,000 pour le palais de justice de Montréal. La bâtisse est très malsaine. Un rapport de l'architecte l'a mise à l'index, et M. Dérome a examiné la chose. Il a fait un rapport peu favorable.

Le renouvellement des assurances à lui seul prend \$5,000.

L'honorable M. **Mercier**. —Je crois que ce serait de l'argent gaspillé que de réparer cette bâtisse. Je dois dire que si j'étais juge, je ne siégerais pas là, c'est affreux vraiment.

L'honorable M. **Robertson**.—Montréal mérite d'avoir un bon palais de justice car cette ville a toujours bien payé.

L'honorable M. **Mercier**.—Je demande au trésorier de songer au district de St-Hyacinthe. Qu'il nous donne au moins l'intérêt de notre argent ; je crois que c'est à peu près \$12,000 de capital, et nous nous satisfaisons de cela. Ce n'est pas être exigeant.

L'honorable M. **Taillon**.—Il y a beaucoup de réclamations pour réparations aux palais de justice en différents endroits. Je me propose pendant l'année de voir à cela.

Le comité lève sa séance.

La séance est levée

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance au lundi, le 4 mai 1885.

SOMMAIRE :—Dépôt de divers projets de lois.—Affaire du *Nouvelliste* : MM. Gagnon, Duhamel, Taillon, Mercier, Lynch, Marchand, Nantel et Desjardins. Proposition relative à la dette de Trois-Rivières au fonds d'emprunt municipal : l'honorable M. Turcotte.—Proposition relative à un rapport de M. le comte de Puyjalon sur le Labrador canadien : MM. Faucher de Saint-Maurice, Gagnon, Lynch et Desjardins.—Suite de la délibération sur le projet de loi relatif aux notaires : MM. Bergevin, Poulin, Taillon et Gagnon.—Suite de la délibération générale sur le budget.—Amendement de M. McShane : MM. McShane, Robertson, Stephens, Mercier, Watts, Cameron, Whyte, Taillon et Demers.—Décision de M. le président à propos du projet de loi concernant les voitures d'hiver.—Interpellation et réponse.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOIS.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général*.—J'ai l'honneur de déposer un projet de loi pour modifier le code civil et le code de procédure civile, en ce qui concerne les cessions des biens.

Ce projet est adopté en première et deuxième délibérations et renvoyé au comité général.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—J'ai l'honneur de déposer un projet de loi pour modifier la loi pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Ce n'est que pour étendre le délais de la mise en force de la loi.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—Et aussi, si mon honorable collègue veut bien me le permettre, pour la raison suivante :

Le gouvernement veut savoir jusqu'à quel point il devra contribuer des deniers de la province au fonctionnement de cette loi. Il y a encore des instituteurs qui n'ont pas profité de la loi en payant les arrérages pour leur nombre d'années de services. Pour eux, s'ils ne remplissent pas les conditions, passé le premier juillet prochain, la porte sera fermée comme si la loi n'avait jamais été faite.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*. — Comment traiterez-vous ceux qui ont payé leur contribution au fonds de retraite ? Que leur donnerez-vous ?

L'honorable **M. Blanchet**.—Je ne puis dire exactement ce qui sera fait, mais je crois que ceux-là pourront se prévaloir de la loi de 1856, en payant ce qu'il faut payer. De la sorte ils pourront bénéficier des dispositions de cette loi.

L'honorable **M. Marchand**—*député de St. Jean*.—Donc à l'avenir la porte sera fermée ?.....

L'honorable **M. Blanchet**.—Oui.

M. Casavant—*député de Bagot*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour modifier la loi concernant la profession médicale et la chirurgie dans la province de Québec.

Le but du projet de loi est simplement pour donner aux “rebouteurs” autrement dit les “ramancheurs” la permission de rendre leurs services comme tels, à ceux qui les requièrent.

Beaucoup de personnes dans nos campagnes ont confiance dans ces gens et de fait ils rendent, au moins quelques uns d'entre eux, des services réels.

L'honorable **M. Robertson**.—J'ai l'honneur de déposer un projet de loi pour modifier la loi des licences de Québec de 1878, quant à ce qui concerne le hangarage de la poudre ou autres matières explosibles.

C'est pour permettre le hangarage de la poudre dans les carrières, même dans les cas où ces carrières sont situées à proximité des villes et des cités. Des règlements devront être faits à cet égard.

Si je dépose si tard ce projet de loi, c'est dû au fait qu'il n'y a que deux ou trois jours que l'on a porté ce sujet à ma connaissance.

M. Gagnon.—J'avertis le gouvernement qu'après jeudi l'opposition aura fini et que si la session se prolonge, ce sera le gouvernement qui en sera responsable. Nous ne voulons pas que nos travaux se prolongent au delà de cette semaine au plus.

L'honorable **M. Robertson**.—Ce projet de loi ne peut susciter beaucoup de discussion.

L'honorable **M. Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Au contraire si je suis bien informé, cela sera très sérieux.

La deuxième délibération sur ces divers projets de lois est renvoyée à demain.

L'AFFAIRE DU " NOUVELLISTE.

Vu la proposition de M. Nantel adoptée vendredi dernier, le 1^{er} mai :

“ Que M. le président émette son mandat au sergent d'armes, lui enjoignant de prendre sous sa garde Joseph G. Gingras, l'un des propriétaires-éditeurs du journal “ Le Nouvelliste,” de la cité de Québec, qui a désobéi aux ordres de cette Chambre du vingt-neuf et du trente avril dernier, étant lue par M. le greffier.”

Le sergent d'armes fait le rapport suivant :

Je soussigné, Gédéon LaRoque, sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec, fait rapport à l'honorable Assemblée législative, qu'en obéissance au mandat émis par M. le président, en vertu de la résolution de cette honorable Chambre du premier mai courant. J'ai pris sous ma garde la personne de Joseph G. Gingras qui est maintenant en disponibilité, attendant le plaisir de cette honorable Chambre.

A Québec, ce quatrième jour de mai, mil huit cent quatre-vingt cinq,

G. LAROCQUE,
Sergent d'armes.

Lequel rapport est écrit au dos du mandat qui se lit comme suit :

CANADA }
Province de Québec, }

Québec, à savoir :

Par l'autorité de l'Assemblée législative de la province de Québec.

A Gédéon Larocque, de la cité de Québec, Ecr., sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Attendu que le vingt-neuvième jour d'avril, mil huit cent quatre-vingt-cinq, il a été représenté que, M. Faucher de Saint-Maurice, député du district électoral de Bellechasse, a été accusé, dans un journal appelé “ Le Nouvelliste,” publié dans la cité de Québec, et attendu que l'article dont on se plaint, sous le titre, en langue française : “ Le successeur de M. Dunn ” a été lu par le greffier de la Chambre et qu'il a été alors ordonné que Joseph G. Gingras de la cité de Québec, l'éditeur et le propriétaire du dit journal “ Le Nouvelliste,” comparaisse immédiate-

ment à la barre de la dite Assemblée législative, et attendu que le sergent d'armes a fait rapport, que le dit Joseph G. Gingras ne se trouvait pas dans l'enceinte de la Chambre, et attendu que en conséquence, il a été ordonné, que M. le président, émette son mandat, assignant le dit Joseph G. Gingras à comparaître devant la barre de la Chambre, à trois heures et demie de l'après midi du trentième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Et attendu que le dit mandat fut en conséquence émis le dit trentième jour d'avril, et adressé au dit Gédéon Larocque, sergent d'armes, et attendu que le dit Gédéon Larocque, sergent d'armes a, par son rapport, écrit au dos du dit mandat, fait rapport qu'il a assigné le dit Joseph G. Gingras à comparaître à la barre de cette Chambre, le dit trentième jour d'avril, à trois heures et demie, en servant le dit mandat au dit Joseph G. Gingras, de la cité de Québec, en laissant à son domicile, en la dite cité de Québec, à une personne raisonnable de sa famille, un duplicata du dit mandat, avec un avis endossé, au dit Joseph G. Gingras, lui enjoignant d'obéir au dit mandat : et attendu que nonobstant le dit service, le dit Joseph G. Gingras a failli de comparaître le dit trentième jour d'avril, et attendu qu'il a été en conséquence ordonné au président d'émettre un autre mandat, enjoignant au dit Joseph G. Gingras, de comparaître, à la barre de cette Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi de ce jour, le premier jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-cinq, pour là et alors attendre le plaisir de cette Chambre.

Et attendu que le dit mandat fut, en conséquence, le trentième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-cinq, dûment émis et adressé au dit Gédéon Larocque, sergent d'armes, et attendu que le dit Gédéon Larocque a, par son rapport, endossé sur le dit mandat, fait rapport, ce jour, qu'il a assigné le dit Joseph G. Gingras, d'être et comparaître à la barre de cette Chambre, cette après-midi, à trois heures et demie, en servant le dit mandat au dit Joseph G. Gingras, à la cité de Québec en lui laissant au bureau du dit journal *Le Nouvelliste* à un nommé Philippe Langevin, un des commis, et une personne raisonnable du bureau du dit Joseph G. Gingras, en la cité de Québec, ne pouvant avoir accès au domicile du dit Joseph G. Gingras, un duplicata du dit mandat avec l'avis adressé au dit Joseph G. Gingras, lui enjoignant de se conformer au dit mandat et de comparaître aujourd'hui à la barre de la Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi, endossé, et attendu que nonobstant le dit service, le dit Joseph G. Gingras a failli de comparaître, cette après-midi, le premier jour de mai, tel que requis, et attendu qu'il fut

en conséquence ordonné au président d'émettre son mandat adressé au sergent d'armes de cette Chambre, lui enjoignant de mettre sous sa garde le dit Joseph G. Gingras, qui a désobéi aux ordres de la Chambre du vingt-neuf et trentième jour d'avril dernier.

En conséquence nous vous commandons, vous le dit Gédéon Larocque, sergent d'armes, de prendre sous votre garde, la personne du dit Joseph G. Gingras, de l'amener à la barre de la dite Assemblée législative et attendre le plaisir de cette Chambre,

Ce à quoi vous ne manquerez pas, et faites rapport de ce mandat.

Témoin, mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce trentième jour d'avril de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-cinq.

(L. S.) J. WURTELE,

Président de l'Assemblée législative.

(Attesté,) L. DELORME,

Greffier de l'Assemblée législative.

M. Gingras est alors amené à la barre de la Chambre et examiné comme suit :

M. Nantel—*député de Terrebonne*.—1^{re} Question.—Quels sont vos noms, prénoms et résidence ?

Réponse.—Mon nom est Joseph Gaspard Gingras, éditeur-propriétaire du journal le "Nouvelliste," je demeure à l'encoignure des rues Dorchester et du Roi, à St. Roch de Québec.

2^{me} Question.—Quel est votre métier ou profession ?

Réponse.—Je suis l'éditeur-propriétaire du journal le "Nouvelliste," c'est-à-dire que je suis l'imprimeur de ce journal.

3^{me} Question.—Êtes-vous l'auteur de l'article publié dans le "Nouvelliste" ayant pour titre, "Le successeur de M. Dunn," à la date du 29 avril dernier ?

Réponse.—Je suis propriétaire du journal le "Nouvelliste," et comme tel, responsable de l'article incriminé. Je déclare de plus, que cet article a été publié à ma connaissance, avec mon consentement et mon entière approbation, dans l'intérêt public et dans ce que j'ai cru être l'exercice légitime de mon droit de journaliste.

M. Nantel propose que la question suivante soit posée :

Question.—Êtes-vous, oui ou non, l'auteur de cet article ?

M. Duhamel—*député d'Ottawa*.—Je propose en amendement que tous les mots après “que” soient retranchés et remplacés par les suivants :

Que cette Chambre entend maintenir et faire respecter ses privilèges et vu que J. G. Gingras, propriétaire-éditeur du journal *Le Nouvelliste* ne s'est pas conformé aux ordres de la Chambre de comparaître à la barre, sous prétexte que la signification de ces ordres ne lui a pas été faite personnellement ; la Chambre a cru devoir, pour le maintien de sa dignité et de ses privilèges, ordonner à M. le président d'émettre un mandat d'arrestation contre le dit J. G. Gingras pour le forcer à comparaître à la barre : ce qui a eu lieu.

Mais considérant que l'article en question ne porte pas atteinte à la dignité et aux privilèges de cette Chambre, parce qu'il ne contient aucune réflexion scandaleuse et libelleuse sur ses procédés, ni sur le caractère et la conduite d'aucun de ses membres dans leur capacité comme députés et dans l'accomplissement de leurs devoirs comme tels : Elle ordonne la mise en liberté du dit J. G. Gingras.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—Je ne crois pas devoir mieux faire qu'en déposant la proposition suivante : Je propose en sous-amendement, que tous les mots après “ que ” dans l'amendement soient retranchés et remplacés par les suivants :

La question suivante soit posée :

Question.—Qui a écrit et composé cet article ?

M. Duhamel.—J'ai fait ma proposition dans un sentiment de justice et pour la Chambre et pour la presse.

La Chambre a des privilèges à sauvegarder, aussi ma proposition le déclare formellement. Si j'avais cru que la proposition de l'honorable député de Terrebonne aurait eu pour effet de préserver d'une manière plus complète la dignité de la Chambre, je m'y serais rallié. Mais je ne puis oublier que la presse est une institution populaire très utile dans un pays régi par un système de gouvernement comme le nôtre.

Or du moment que la Chambre sait que M. Gingras est responsable de l'article incriminé—et il vient de nous le déclarer, cela suffit.

D'un autre côté, du moment que M. Gingras a obéi à l'ordre de la Chambre, nous devons être satisfait du respect manifesté à notre autorité.

On a posé la question de privilège. Eh bien, je cherche ce que c'est qu'un article injurieux pour la Chambre ou pour un de ses membres.

Bourinot, à la page 192, pose la définition comme suit, d'après les plus hautes autorités sous ce rapport :

“ To constitute a breach of privilege such libels must concern the character or conduct of members in that capacity. Aspersions upon the conduct of members as magistrates or officers, in the army or navy, or as council, or employers of labor, or in private life, are within the cognizance of the courts, and are not fit subjects for complaints to the House of Commons.”

J'ai lu et relu l'article incriminé et je n'ai rien trouvé qui put nous permettre d'appliquer le principe posé dans ce que je viens de lire.

J'ai recherché ce qui constituait, en droit parlementaire, une attaque injurieuse pour un député, et dont la Chambre devrait s'occuper, et Bourinot définit cela comme je viens de le dire.

L'article ne contient rien contre l'honorable député de Bellechasse comme député ou contre sa conduite dans l'accomplissement de ses devoirs parlementaires.

On invoquera peut-être le statut de cette province sur ce sujet. L'article quatre nous donne des prescriptions à ce sujet, mais ces prescriptions doivent s'entendre et s'appliquer aux cas d'attaques contre un député en sa qualité de député. Les autorités de droit parlementaire n'accordent pas même à la Chambre des communes en Angleterre la faculté de considérer comme libelle n'importe quel article de la presse, contre elle comme Chambre, ou à l'adresse de l'un de ses membres, agissant en cette capacité. Jamais aussi on n'a voulu accorder aux députés des privilèges plus considérables que ceux reconnus aux membres de la Chambre des communes en Angleterre.

Ces principes posés, je dis que je regrette le ton de la presse. Il y a certains privilèges pour la presse comme il y en a pour la Chambre, mais il faut qu'il y ait une règle. Je regrette que la presse se laisse emporter par des polémiques violentes où l'acrimonie domine de beaucoup la raison quand elle apprécie la conduite des Chambres. Auprès du peuple ceci ne peut faire du bien ni aux uns ni aux autres. Le plutôt cela cessera, le mieux ce sera pour tous.

Voilà en résumé, M. le président, les motifs qui m'ont engagé à soumettre cette proposition.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur-général.*—J'ai dit l'autre jour, qu'il n'y avait rien de libelleux dans l'article et je répète cette opinion aujourd'hui. Mais je comprends que la discussion

sur le caractère même de l'article aurait dû être provoquée dès le début de ces procédures. J'étais présent comme beaucoup de mes collègues. J'ai pensé que, s'il y avait doute, il fallait donner le bénéfice du doute en faveur de la dignité de la Chambre mise en cause. Je crois qu'il n'y aurait pas eu de mal à reconnaître le faux pas que nous avons fait, s'il avait été prouvé clairement qu'il en a été ainsi. Mais quelque petit que soit le doute, je crois qu'on doit donner le bénéfice de ce doute à la Chambre. Si on me dit que c'est forcer la note, ce sera pour moi la punition de ne pas être intervenu l'autre jour.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—M. le président, si l'amendement de l'honorable député d'Ottawa est adopté, nous nous mettons dans une position ridicule, car M. Gingras sera mis en liberté sans qu'il soit puni pour avoir méprisé par deux fois, les ordres de la Chambre. Cela donnera aussi raison au vote de la minorité de l'autre jour. Si la majorité est prête à se déjuger, qu'elle vote l'amendement du député d'Ottawa. C'est pour le savoir d'une manière formelle que mon honorable ami le député de Kamouraska a proposé son sous-amendement.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, M. Gingras dit seulement qu'il est le propriétaire du journal, voilà tout. Quand il nous aura dit qui est l'auteur de l'article incriminé, nous pourrons mieux apprécier la situation. Pour le moment il faut savoir qui a écrit cet article.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—M. le président, je soulève la question d'ordre, je prétends que les deux amendements sont irréguliers et ne peuvent être mis aux voix. L'amendement du député d'Ottawa n'est pas dans l'ordre, car il nous invite à nous prononcer définitivement sur un débat, en profitant d'une proposition pour poursuivre l'interrogatoire d'une personne traduite à la barre de la Chambre. L'amendement ne nous demande pas de modifier la forme ou le fonds de la question que l'on propose de poser, mais il nous invite à nous prononcer sur une question tout à fait différente de la proposition principale. Je demande votre décision :

M. le **Président**.—Je ne puis pas être appelé à exprimer une opinion sur le sous-amendement tant que je n'aurai pas décidé si l'amendement est dans l'ordre ou ne l'est pas. Car si l'amendement est contraire à l'ordre, le sous amendement tombe avec lui.

La Chambre procède actuellement à l'interrogatoire d'une personne

à la barre, et la proposition principale propose une question à poser à cette personne. L'amendement n'a pas pour but de modifier les termes de la question proposée, non plus que de lui en substituer une autre, mais elle a pour objet de décider du mérite de la plainte en vertu de laquelle la personne à la barre a été mise sous garde, et d'ordonner sa relaxation. Par conséquent cet amendement est "irrélevant" et pour le moment irrégulier, mais il pourra à une phase convenable des procédures, être proposé, soit comme proposition principale soit comme amendement.

Je déclare donc cet amendement contraire à l'ordre et je procède à mettre la question aux voix sur la proposition primitive.

La proposition de M. Nantel est alors adoptée.

4^{me} Question.—Êtes-vous, oui ou non, l'auteur de cet article ?

Réponse.—Je ne suis pas l'auteur de l'article incriminé, qui est de la rédaction ordinaire du *Nouvelliste*, mais j'en prends la responsabilité, comme je l'ai déclaré dans ma réponse à la question précédente.

Les honorables députés de Terrebonne et d'Ottawa, s'étant tous deux levés pour adresser la parole à la Chambre, M. le président déclare, qu'ayant aperçu le député de Terrebonne debout le premier, il avait la parole, malgré que l'autre se soit fait entendre le premier.

M. Gagnon propose que l'honorable député de Terrebonne ait la parole.

M. le président décide, qu'ayant déclaré que l'honorable député de Terrebonne avait la parole, la proposition de M. Gagnon n'est pas dans l'ordre.

Les députés d'Ottawa et de Terrebonne ayant tous deux réclamé la parole.

L'honorable M. Beaubien propose que le député du comté d'Ottawa ait la parole.

Et objection étant faite par M. Gagnon, que cette proposition n'est pas dans l'ordre puisque M. le président a accordé la parole au député de Terrebonne :

M. le président décide comme suit :

M. le **Président**.—En vertu de la règle, quand deux ou plusieurs députés se lèvent pour parler celui qui est aperçu le premier par le président doit être appelé par ce dernier à prendre la parole. (*Blackmore Decisions*, page 116. May, page 343. Bourinot, page 344.)

Lorsque deux députés se lèvent en même temps, et que ni l'un ni l'autre ne veut céder, ou quand on désire qu'un autre que le député appelé à parler soit entendu, on peut faire une proposition que tel député "soit maintenant entendu," ou "qu'il ait maintenant la parole." Cependant cette proposition doit être faite avant que le député réclamant la parole ait terminé sa phrase initiative, c'est-à-dire avant qu'il soit réellement dans le fait d'adresser la parole à la Chambre. Dans le cas présent, l'honorable député de Terrebonne n'avait pas excédé la phase que j'ai mentionnée, et par conséquent on pouvait faire une proposition qu'un autre député prit la parole. C'est pourquoi je décide que la proposition est dans l'ordre et que l'objection n'est pas bien soulevée.

La proposition : " Que la parole soit accordée au député du comté d'Ottawa étant mise aux voix.

Ont voté pour :—MM. Audet, Beaubien, Beauchamp, Brousseau, Carbray, Duckett, Duhamel, Flynn, Gauthier, Marion, Martin, Paradis, Poulin, Richard et St Hilaire :—15.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Bergevin, Bernard, Bernatchez, Blanchet, Cameron, Casavant, Demers, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Frégeau, Gagnon, Garneau, Lavallée, LeBlanc, Lemieux Lynch, Marchand, Marcotte, Martel, Mercier, Nantel, Poupore, Rinfret dit Malouin, Robertson, Sawyer, Shehyn, Spencer, Taillon, Thornton, Trudel, Turcotte et Whyte :—35.

M. Nantel.—J'ai l'honneur de proposer que cette Chambre regrette et blâme le ton acerbe de l'article incriminé contre une personne qui a l'estime de tous les membres de cette Chambre. Mais vu que le dit Joseph G. Gingras, n'est pas l'auteur de cet article, cette Chambre ne croit pas devoir procéder ultérieurement contre lui et ordonne que le dit Joseph G. Gingras soit déchargé de la garde du sergent d'armes.

M. Duhamel.—Je propose que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants. " Cette Chambre entend faire respecter ses privilèges et comme J. G. Gingras, propriétaire-éditeur du journal "Nouvelliste" ne s'est pas conformé aux deux ordres de la Chambre de comparaître à la barre, elle a ordonné à M. le président, d'émettre un mandat d'arrestation contre le dit J. G. Gingras, pour le forcer de comparaître, ce qui a eu lieu ; et considérant que l'article en question ne porte pas atteinte aux privilèges de cette Chambre, parce qu'il ne contient aucune réflexion scandaleuse et libelleuse sur ses procédés ni sur le caractère et la conduite d'aucun de ses membres, dans

leur capacité de députés et dans l'accomplissement de leurs devoirs comme tels ; elle ordonne la mise en liberté du dit J. G. Gingras.

M. Nautel. Nous tenons à protester contre l'article injuriant l'un de nos collègues et en même temps à venger la dignité de la députation et de la Chambre outragée dans la personne de l'un des nôtres.

On nous a attaqués en disant que comme conservateurs, nous n'aurions pas dû prendre ces procédures contre un journal qui se dit de la même couleur politique. Si on a le droit de nous attaquer, nous avons bien le droit de nous défendre.

L'honorable **M. Mercier.**—La proposition de l'honorable député de Terrebonne en dit trop ou trop peu, suivant la manière dont on considère la question. Si M. Gingras n'est pas coupable on doit le renvoyer tout simplement ou s'il l'est il doit être puni. De plus elle ne tient pas compte de la double désobéissance aux ordres de la Chambre. Plus logique, l'honorable député d'Ottawa en fait mention dans sa proposition.

Puisque l'honorable député de Terrebonne se déclare satisfait au nom de son collègue offensé, l'honorable représentant de Bellechasse, il ne reste donc plus que la question du mépris qu'on a affecté pour la dignité de la Chambre.

Dans ce cas je propose ce qui suit :

Que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants :

Tout en proclamant bien haut les droits sacrés de la liberté de la presse, et tout en reconnaissant les bienfaits conférés au peuple par cette liberté, cette Chambre, pour protéger sa dignité et affirmer son autorité méconnue par le dit Gingras, doit déclarer, que celui-ci a mérité la censure de la Chambre pour avoir refusé d'obéir aux deux mandats d'assignation, portant la signature du président, et qu'il soit en conséquence résolu :

Que le dit Gingras soit censuré par le président, à la barre de la Chambre, et mis immédiatement en liberté, pour permettre l'expédition des affaires.

L'honorable **M. Taillon.**— On n'a pas continué l'enquête, et comme cela nous ne savons pas si M. Gingras n'a pas de bonnes raisons pour justifier le silence qu'il a gardé aux ordres de la Chambre. Je ne puis donc pas me rallier à cet amendement.

M. Gagnon. — Jamais on n'aura vu un pareil spectacle. Cet homme est venu ici moitié souriant, et moitié bravant la Chambre ; deux fois il a ri de la dignité de la Chambre, et on le laisserait aller sans lui infliger le châtement que lui mérite une telle conduite. Vraiment cela ne se serait jamais vu.

Je laisse de côté l'offense que l'on croyait avoir trouvée dans l'article, puisque ceux qui s'en sont plaint les premiers, l'abandonnent, mais je veux venger l'honneur de la Chambre, bafoué par cet individu.

M. Desjardins—*député de Montmorency*.—M. le président, je crois devoir expliquer en peu de mots le vote que je me propose de donner. Je regrette beaucoup cet incident. Je ne veux en aucune manière porter atteinte à la liberté de la presse. J'ai été journaliste pendant plusieurs années. Je puis dire que je le suis encore, bien que je ne sois pas actuellement en activité de service. Je me fais gloire de ce temps de rude travail où je prenais part aux luttes si ardentes du journalisme et je m'honore de pouvoir toujours me dire le confrère de ceux qui se consacrent à cette carrière qui, malgré ses déboires et ses sacrifices, a cependant bien des attrait.

Le journaliste écrit souvent sous l'impulsion du moment, et il lui arrive parfois de dépasser la mesure dans la sévérité de ses appréciations, dans ses attaques. Sa plume l'entraîne fréquemment au delà d'où son cœur voudrait aller. Il vaut mieux après tout être tolérant à son égard que de vouloir restreindre sa liberté. La pratique de la liberté développe chez lui, comme chez tous les autres hommes, le sentiment de la responsabilité, et est le moyen le plus efficace d'assurer le progrès réel du journalisme.

La Chambre a incontestablement le droit de citer à sa barre toute personne qu'elle croit coupable d'avoir enfreint ses privilèges. Je ne m'arrête pas à considérer si par hasard nous n'avons pas mis trop de précipitation dans la décision que nous avons prise l'autre jour. La Chambre est seule juge de l'opportunité de l'exercice de son droit. J'ai sur ce sujet une opinion bien formelle, c'est qu'elle ne doit l'exercer contre la presse que dans les cas de la plus extrême gravité. D'ailleurs, consultez l'histoire parlementaire de l'Angleterre, et vous constaterez que chaque fois que la Chambre des communes a fait usage de ce droit, cela a été à son détriment. Le sentiment public à l'extérieur prend généralement fait et cause pour le citoyen ainsi aux prises avec toute une Chambre, parce que la partie n'est pas égale.

J'ai relu attentivement l'article incriminé du journal le *Nouveliste*, et j'en suis venu à la conclusion, comme le dit la proposition en amendement de l'honorable député d'Ottawa, qu'en réalité il ne porte pas atteinte aux privilèges de cette Chambre. Je regrette vivement l'attaque qu'il contient à l'adresse de l'honorable député de Bellechasse, qui sait toute l'estime que j'ai pour lui, mon respect pour sa personne, ma haute idée de son talent.

L'honorable député de Terrebonne nous demande de blâmer le ton acerbe de l'article incriminé. Qu'il me permette de lui faire remarquer que la sévérité d'un article ne constitue pas une violation des privilèges de la Chambre. Je ne puis pas approuver cette proposition. S'il nous fallait blâmer par des résolutions tous les articles de journaux d'un ton acerbe à l'adresse de cette Chambre ou d'aucun de ses membres, nous siégerions en permanence et nous consacrerions toutes nos séances à ce travail.

Je comprends que pour accorder une liberté complète de la presse il faut s'exposer à la licence. Mais enfin c'est encore un moindre mal de tolérer la licence que de détruire la liberté de la presse en la comprimant. L'homme politique doit se reposer sur le bon sens et sur l'esprit de justice du public pour sa protection contre la critique déraisonnable de ses actes, de ses idées et de ses paroles. D'ailleurs, l'expérience prouve assez que les exagérations des journaux portent en elles-mêmes, leur correctif. Un peuple habitué à la pratique des institutions libres, sait bien distinguer ce qu'il y a d'excessif dans un article.

Mais il ne faut pas oublier les immenses services que la presse rend au pays. Pour remplir son rôle avec utilité pour la nation et honneur pour elle-même, il lui faut la liberté. C'est la condition essentielle de son existence, de ses progrès, de ses patriotiques et intelligents travaux pour le bien public.

Je suis d'opinion que nous devons clore cet incident par l'adoption de l'amendement de l'honorable député d'Ottawa, et je voterai pour cette proposition.

La proposition de l'honorable M. Mercier est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Cameron, Demers, Gagnon, Lemieux, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Shehyn, Spencer, Turcotte et Whyte.—13.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Carbray,, Casavant, Désaulniers, Des-

chènes, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Flynn, Frégeau, Gauthier, Lavallée, LeBlanc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Paradis, Poulin, Poujore, Richard, Robertson, Sawyer, St-Hilaire, Taillon, Thornton et Trudel 36.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition de M. Duhamel est mise aux voix :

Ont voté pour : MM. Beaubien, Beauchamp, Bernard, Bernatchez, Brousseau, Cameron, Carbray, Demers, Désaulniers, Desjardins, Dorais, Duhamel, Flynn, Gagnon, Gauthier, Lemieux, Marchand, Marion, Martin, Mercier, Paradis, Poulin, Richard, Rinfret dit Malouin, Shehyn, Stephens, St-Hilaire, Turcotte et Whyte—29.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Casavant, Deschênes, Duckett, Frégeau, Lavallée, LeBlanc, Lynch, Marcotte, Martel, Nantel, Robertson, Sawyer, Taillon, Thornton et Trudel.—19.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition de M. Nantel telle que modifiée est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Beaubien, Beauchamp, Brousseau, Carbray, Désaulniers, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Flynn, Gauthier, Marion, Martin, Paradis, Poulin, Richard et St-Hilaire.—17.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Bergevin, Bernard, Bernatchez, Blanchet, Cameron, Demers, Deschênes, Gagnon, Lavallée, LeBlanc, Lemieux, Lynch, Marchand, Marcotte, Martel, Mercier, Nantel, Rinfret dit Malouin, Robertson, Shehyn, Spencer, Taillon, Trudel, Turcotte et Whyte.—26.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Il est ordonné à M. Gingras de se retirer et il est enjoint au sergent d'armes de le tenir sous sa garde, pour attendre le bon plaisir de la Chambre, celle-ci n'ayant pris aucune décision.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

INTERPELLATION ET RÉPONSE.

M. Gagnon.—Le gouvernement a-t-il fini de considérer la question de contribuer, pour un certain montant, à la construction d'une cour de circuit dans le comté de Kamouraska.

L'honorable **M. Taillon.**—Non.

LA DETTE DE TROIS-RIVIÈRES AU FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres et la corporation de la cité de Trois-Rivières, au sujet de la dette due au fonds d'emprunt municipal, ainsi que copie de tous rapports et autres documents se rapportant à cette question.

M. le président, à Trois-Rivières, nous avons emprunté deux montants. Le premier montant était de \$60,000 et le second de \$160,000. Avec les intérêts cela fait près d'un demi-million de piastres.

Trois-Rivières n'a pas l'intention de payer, car cela lui est impossible. Le premier emprunt a été fait à la suite d'un incendie désastreux. En 1863, le même malheur a fondu sur cette ville. Un nouvel incendie est venu réduire en cendres un grand nombre de maisons.

Un grand nombre de citoyens furent ruinés par ce désastre. Le gouvernement d'alors, vu ces deux grands malheurs, consentit à régler, moyennant \$30,000, soit la moitié. La corporation est prête à payer le montant ainsi convenu.

Maintenant l'autre emprunt a été fait pour venir en aide au chemin de fer d'Arthabaska, en 1858. Nous avons reçu en échange de cet argent des débentures du Grand-Tronc, lesquelles furent acceptées à certaines conditions. D'abord, on devait avoir le terminus à Trois-Rivières et un quai. Lorsque le prêt fut fait, le gouvernement était au courant des conditions qui existaient entre nous et la compagnie du Grand Tronc. Le gouvernement même était tenu de faire observer ces conditions. Il n'a rien fait.

Maintenant, je me place à un autre point de vue. Cette voie ferrée a très peu favorisé Trois-Rivières, et c'est le comté de Nicolet qui en a tiré le plus de bénéfice. En réalité, ce sont des travaux d'utilité publique bénéficiant à tout le pays. Quand la ville a vu que ces débentures ne rapportait rien du tout, elle les a mises sur le marché de Londres et les a vendues à une perte énorme, soit \$18,469. Voilà ce qu'a produit ces débentures. Cette somme a été employée à bâtir un marché. Nous voulons bien rembourser les \$30,000 du premier emprunt et les \$18,469 du dernier, plus les intérêts comme le comporte la loi de 1880, mais

pas davantage. Je dois ajouter que la ville de Trois-Rivières desire payer ce qu'elle croit devoir au gouvernement.

Lorsque j'aurai le rapport de M. Racicot, je me propose de ramener la question devant la Chambre.

Nous avons dépensé des sommes considérables pour travaux publics. Nous avons un aqueduc, nous avons construit un magnifique pont sur le St Maurice, tout cela a créé une dette très considérable vu les moyens de la ville.

Le fait est, que nous en sommes rendus à la limite que le statut nous assigne quant au pouvoir d'élever la taxe. Et nous ne sommes pas capables de rencontrer tout ce qu'il y a à payer. Il faudrait même pour bien faire avoir de nouveaux pouvoirs de la Législature pour ajouter à la taxe afin de créer un nouveau revenu. D'un autre côté, il importe beaucoup de régler cette question, car cette dette apparente contre Trois-Rivières nuit beaucoup à son crédit sur le marché, et l'empêche de trouver des prêteurs à des conditions aussi bonnes qu'elle aurait sans cela.

La proposition de l'honorable M. Turcotte est adoptée.

LE LABRADOR CANADIEN.

M. Faucher de Saint-Maurice.—*député de Bellechasse.*— Je propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie du rapport adressé le 27 avril 1885, par le comte Henry de Puyjalon, à l'honorable M. Lynch, commissaire des terres de la couronne, contenant une étude condensée sur la culture, les fourrages naturels, l'élevage, les lacs, les rivières et leurs poissons, la chasse, les duvets, les plumes et les œufs, la pelleterie, les matières fertilisantes, les algues du Labrador canadien, et le choix de l'archipel Mingan comme réserve de chasse.

M. le président, depuis que j'ai l'honneur de faire partie de l'Assemblée législative, je suis venu tous les ans vous parler du Labrador canadien. Tous les ans je constate avec plaisir que je convertis quelques incrédules. J'espère cette année gagner l'unanimité de la Chambre.

Comme vous le savez, ces explorations ont été faites en partie par un des membres distingués de plusieurs sociétés savantes de France. Le comte Henry de Puyjalon est allé depuis nombre d'années au Labrador canadien. Cet été il nous revient avec un rapport complet sur cette *terra incognita*. Il nous renseigne sur ses ressources. Il nous fait

comprendre tous les revenus que la province de Québec peut retirer du Labrador canadien.

Ce rapport le voici.

Il est court, précis, succinct, et j'exprime le désir de le voir imprimé et distribué aux députés de cette Chambre. Quand ils auront étudié les conclusions de ce rapport, cela leur vaudra mieux que n'importe quel discours sur ce sujet.

Rapport du comte de Pujalon sur le Labrador canadien.

CULTURE.— On peut diviser la région comprise, entre la Pointe de Monts et la baie Bradore, en trois parties distinctes, caractérisée par des différences de constitutions physiques et par le plus ou moins de ressources, qu'elles peuvent offrir aux différentes branches de l'agriculture.

1^o De la pointe de Monts aux Sept-Isles, de nombreuses petites vallées fertiles, séparées entre elles par des bandes rocheuses qui s'échappent de la chaîne principale se succèdent presque sans interruption. La disposition particulière des terrains de cette partie du littoral n'avait point échappé à l'amiral Bayfield qui, en indique, sur ses cartes, les limites orographiques.

Le sol de ces vallées se compose essentiellement d'argile marnée, mélangée à des matières organiques et alluviales, le tout reposant sur le sous sol imperméable des argiles quaternaires.

Je citerai comme exemple de ces formations, les vallées où s'écroulent les rivières Pentecôte et Ste Marguerite, la pointe à Wattee, les Plateaux situés aux pieds des contreforts laurentiens, aux Sept Isles, etc.

Des essais de culture ont été tentés par les habitants de la rivière Pentecôte. Ils ont obtenu, paraît-il, les plus heureux résultats des semis de blé, d'orge et d'avoine qu'ils avaient préparés. Toutes les plantes légumineuses, toutes les plantes fourragères réussissent à souhait dans cette première région.

FOURRAGE NATURELS.— Les fourrages naturels tels que les petits pois sauvages, les foin de grèves, de prairies et de plaines y croissent en assez grande abondance pour suffire à tous les besoins des animaux que possèdent les pêcheurs.

On ne peut douter, que cette partie de la côte ne soit appelée à un

certain avenir agricole. Une colonisation bien dirigée y produirait vraisemblablement des fruits heureux.

ELEVAGE.—2^o De la rivière à la Truite à Natashquan, le pays offre moins de ressources à l'agriculture proprement dite. Mais le drainage des tourbières et le dessèchement des mares et des lacs si nombreux qui parsèment ce territoire, le rendrait évidemment propre à l'élevage du bétail.

Les fourrages naturels y sont, comme dans la précédente division, en grande abondance et d'excellente qualité. Le tiers de la superficie totale de cette contrée pourrait se transformer, à peu de frais, en prairies naturelles de grande valeur.

3. De Natashquan à Blanc Sablon, toute idée de culture suivie ou d'élevage doit être abandonnée. Cependant toutes les plantes potagères et légumineuses y réussissent très bien, et j'ai vu d'excellentes exploitations de pommes de terre, de choux, de salades, de raves dans cette extrémité de la province.

En résumé ; la première de ces divisions est propre à toutes les fins agricoles ; la seconde paraît offrir tous les avantages les plus sérieux à l'élevage du bétail ; l'avenir de la troisième ne peut-être qu'exclusivement industriel, quoiqu'elle soit encore assez féconde pour fournir à ses habitants le fourrage nécessaire à l'entretien de leurs étables et les légumes utiles à leur consommation.

Bois.— La première division, c'est-à-dire, de la pointe de Monts aux Sept-Isles est bien boisée.

Les essences dominantes sont le pin, le cyprès, le bouleau, l'épinette, le sapin, le tamarac, le tremble, l'aulne et le peuplier.

Je me suis laissé dire que les messieurs Gagnon de la rivière Penticôte, avaient, cet hiver, coupé douze mille billots.

Dans la deuxième région, qui s'étend de la rivière à la Truite à Natashquan, le pin et le cyprès disparaissent. Le bois est plus clair-semé. Les coupes industrielles sont rares. Le tamarac seul est encore exploitable. Cependant le pays fournit assez de bois d'essences variées pour répondre à tous les besoins de la construction et du chauffage.

La troisième division qui s'étend de Natashquan à Blanc-Sablon s'appauvrit de plus en plus. Aucune exploitation commerciale n'y semble possible ; néanmoins, elle donne encore aux pêcheurs tout le combustible utile et toutes les pièces nécessaires à la construction de leur *chafauds* et de leurs bâtisses.

RIVIÈRES. SAUMON. — TRUITES. — ANGUILLIS. — La plupart des rivières de la côte ne sont pas navigables ; presque toutes sont flottables.

La chaîne parallèle à la côte étant peu éloignée, il en résulte que presque tous ces cours d'eau ont des chutes, quelque fois d'une assez grande hauteur, très rapprochées du rivage de la mer. Il en est même comme la rivière à la chute, qui se précipitent directement du haut des plateaux dans l'eau salée.

En général, ces rivières servent de canaux d'écoulement à des lacs de toutes dimensions situés dans la première des divisions que j'ai établies, à des élévations dépassant quelquefois trois et quatre cents pieds au-dessus du niveau de la mer.

Les rivières à chûtes rapprochées de la mer sont délaissées par le saumon et la truite, qui n'en fréquentent que les estuaires.

Tous ces cours d'eau sont, en revanche, abondamment pourvus de truites ordinaires et d'anguilles.

TOURADI.—SAUMON DES LACS. Les lacs, entre les deux poissons que je viens de citer, contiennent le touradi, et souvent une sorte de saumon connus sous le nom de *saumon des lacs*, variété de salmonéides qui, si l'on en croit les chasseurs, naît, se développe et meurt en eau douce. Il est assez probable que les lacs renferment encore d'autres espèces et d'autres variétés, mais aucune étude suivie n'a été tentée dans cette voie et l'on est encore réduit, le plus ordinairement, à de simples conjectures.

Les cours d'eau, à chûtes plus éloignées, contiennent tous du saumon et de la truite de mer. Quelques-uns d'entre eux se terminent au rivage par une pente rapide qui contrebalance l'effort de la marée, ce qui permet de pêcher le saumon et la truite saumonée, en eau douce, à quelques pas des eaux du golfe. C'est ainsi que sont constituées les rivières de la petite Trinité et de la grande Trinité. Quelques autres voient les eaux salées pénétrer jusqu'au pied même de leur cataracte et n'offrent que bien peu de ressources aux amateurs de pêche à la mouche.

Mais, je le répète, toutes les rivières et tous les lacs de la côte nord du golfe, quelle que soit du reste leur richesse relative en saumon et en truites saumonées, sont abondamment pourvus de poissons comestibles et excellents.

CHASSE.—La chasse, quoiqu'on en dise, est restée une ressource de la côte nord du Golfe St-Laurent. Le gibier est toujours abondant et le

deviendrait de plus en plus, s'il était protégé avec soin. Parmi les oiseaux qui fréquentent les parages du Golfe, il faut citer : l'outarde, le canard noir, le canard gris, le bucey hale, le canard canarve, le canard eider (connu sous le nom de moniac ou moyac), le harle, le huart.— Tous ces oiseaux ont une importance industrielle, soit à cause de leurs plumets, soit à cause de leurs duvets.

Eider.—Le canard eider, surtout, mérite une attention particulière, par suite du prix élevé que l'on accorde à son duvet.

Le canard eider, encore assez abondant, malgré les absurdes déprédations dont il est la victime, niche sur la côte nord du fleuve et du Golfe.— Il ne construit pas son nid indifféremment sur tous les points du littoral. Il est des endroits choisis qui semblent lui plaire à l'exclusion de tous les autres. Quelquefois il cache son nid avec soin au plus épais des fourrés d'épinettes et de saïins ; d'autres fois, il le place sur un îlot rocheux, dans une touffe d'herbe ou d'iris poussée entre les fissures du roc. Ce dernier mode de nidification paraît être le mode primitif du canard eider. — Il semble que les persécutions, dont il est l'objet, l'ont repoussé vers les taillis touffus qui le protègent et cachent sa couvée à tous les regards. J'ai rencontré des nids de moniacs sur le bord de mares assez éloignées dans l'intérieur. Ce fait, de l'avis des anciens chasseurs de la côte, se présentait rarement autrefois.

DUVET.—Lors de sa ponte, la cane eider, garnit son nid de duvet qu'elle s'arrache de la poitrine. Si une cause accidentelle vient disperser ce premier duvet, elle se dépouille une seconde fois. Si ce second duvet disparaît encore, le mâle fournit en troisième et dernier lieu.

Le *duvet rif*, celui que l'on récolte dans les nids et qui a été pris sur l'animal vivant, lorsqu'il est convenablement préparé—ce qui offre quelques difficultés et demande une connaissance spéciale—se vend de cinq à dix piastres la livre française. Le duvet que l'on prend sur l'animal mort perd toutes ses qualités d'extensibilité, et se vend au prix des duvets ordinaires.

Les eiders pondent de 4 à 8 œufs. Les nids contenant huit œufs sont rares. Quelques personnes pensent que cet oiseau s'apprivoise difficilement.

Je ne partage pas cette opinion. J'estime, au contraire, que sans être entièrement domestique, il serait assez facile de l'attacher à quelques régions choisies et de l'agglomérer en quantité considérable sur certains points déterminés.

Une protection bien comprise, une surveillance assidue, le choix intelligent des endroits d'élevage permettraient sa multiplication à l'infini et donneraient lieu, par une prudente exploitation de ses produits, à une source de revenu pour le gouvernement ou pour ses fermiers. Les œufs de goelands sont pillés avec la même ardeur que les œufs de moniac. Les outardes, les bernaches échappent au brigandage ; elles nichent, en grande partie, au loin dans l'intérieur, au milieu de marécages souvent inaccessibles. Les diverses variétés de canards sont également à l'abri, grâce aux fourrés inextricables où ils cachent leurs nids.

PLUMES.—PILLES. Les grandes plumes des ailes des outardes de bernaches, des goelands et de quelques canards ont une valeur industrielle. Dégraissées, séchées elles se vendent au cent de compte, c'est-à-dire cent plumes placées en boîte. Les plumes de huart et de harle sont appréciées pour leur nuance et leur solidité. Le duvet de ces oiseaux se vend pour la confection des matelas, de 50 cents à un dollar la livre. Certaines plumes de héron et de crabier ont une valeur qui atteint quelques fois dix dollars pour le cent de compte (cent plumes mises en boîte.)

Le commerce des plumes et des duvets est de très haute importance. Sur la seule place de Paris, les transactions en duvets et plumes atteignent au chiffre annuel de 12 millions de francs (2,400,000 piastres.) Si votre département, M. le ministre, se décidait à créer une réserve, où serait protégé d'une manière continue le gibier industriel dont je viens de vous entretenir, je ne saurais trop recommander le choix de l'Archipel Mingan. Cet archipel offre aux oiseaux toutes les parties boisées, rocailleuses ou moussues qui leur sont utiles pour l'édification de leurs nids. Les marécages et les lacs d'eau douce y sont en quantité suffisante pour qu'ils trouvent à boire sans trop s'écarter. Enfin les îles qui composent cet archipel sont de formation calcaire, et nul n'ignore le rôle important que joue la chaux, dans la formation et la solidité de la coquille de l'œuf.

ARCHIPEL MINGAN. —L'Archipel Mingan a été autrefois très fréquenté par les oiseaux nageurs. Sur certaines îles, leur nombre a dû être si considérable, que l'on rencontre quelque fois, des dépôts assez épais, de matières animales fécales, mélangées à des particules terreuses qui pourraient faire l'objet d'une exploitation sérieuse si les dépôts étaient assez nombreux et assez étendus. J'ai déjà eu l'honneur, dans des rapports spéciaux, de vous entretenir monsieur le ministre, de la valeur

minérale des îles de Mingan. Je n'y reviendrai pas. Il est d'autres îles, du côté du havre des Belles-Amours et de Blanc Sablon, qui contiennent comme les îles Mingan des dépôts de matières fertilisantes ammoniacales et phosphatées. Tous ces produits de valeur industrielle mériteraient d'être étudiés de nouveau, et contrôlés, s'il y a lieu par un officier du gouvernement.

PELLETIERIE. La chasse des animaux à fourrure a perdu de son ancienne importance. Cela tient aux feux immenses qui ont ravagé les bois et rejeté la pelleterie dans l'intérieur. Il est assez vraisemblable que les chasseurs auront à se plaindre, pendant quelques années encore, de la pauvreté de leur chasse. Tant que le bois brûlé n'aura pas été remplacé par des pousses nouvelles, et cela exige beaucoup de temps, ils ne pourront compter sur le retour des animaux à fourrure. La pelleterie a peu besoin de protection. L'intérêt du chasseur en est le plus sûr garant. Cependant, le renard est quelquefois chassé avant l'époque l'emise. Le but des chasseurs en transgressant ainsi la loi est de saisir des femelles pleines qu'ils gardent en captivité jusqu'à leur mise bas. Ils élèvent ensuite les renardeaux, et les tuent lorsque leur peau a pris toute sa valeur.

ALGUES. Les plantes marines si abondantes sur la côte, sont appelées à prendre une part importante dans l'avenir industriel de la région qui nous occupe. L'Europe extrait des algues incinérées, des sels de soude et de potasse, des bromures et des iodures très employés. Le domaine des engrais végétaux peut également s'enrichir de l'emploi de ces plantes marines, dont la culture et la récolte devront être un jour réglementées par l'état.

TEMPÉRATURE.—Le climat de la côte nord du Golfe St-Laurent ne diffère de celui de Québec que pour certaines de ses parties beaucoup plus élevées en latitude.

De Blanc-Sablon à Napitagan, les hivers sont rigoureux.

De Napitagan aux Sept-Iles, la température devient plus douce, l'hiver n'a plus de jours trop rigoureux. La neige est moins abondante que dans les environs de Québec. La mer est libre, au printemps, plus tôt, que dans le haut du fleuve, et il est rare que les glaces se montrent avant les fêtes de Noël.

L'été est chaud, et quoique les nuits soient fraîches, le thermomètre centigrade s'y élève quelquefois, pendant la belle saison, jusqu'à 30 degrés.

Des Sept Isles à la pointe de Monts la température est sensiblement celle du fleuve, plus élevée, peut-être, car le rivage fait face aux vents chauds et humides qui dépendent du sud.

RÉSUMÉ. — En résumé : la colonisation est possible de la pointe de Monts à la Rivière à la Truite.

L'élevage des animaux de boucherie peut donner d'excellents résultats de la Rivière à la Truite à Natashquan.

Les bois peuvent s'exploiter industriellement de la pointe de Monts aux Sept Isles. Des Sept-Isles à Natashquan, le tamarac peut encore donner lieu à quelques transactions.

La plupart des rivières sont garnies de saumon et de truites saumonées ; toutes contiennent la truite ordinaire et l'anguille.

Les lacs sont bien pourvus de poissons, mais demandent des études nouvelles pour la vérification des variétés ou des espèces qu'ils doivent contenir.

Le commerce des duvets et des plumes est appelé à un grand avenir, s'il est convenablement protégé et encouragé.

La côte possède quelques dépôts de matières fertilisantes (pseudo-guano)

La chasse est encore abondante et la pelleterie n'a diminué que par suite de causes transitoires et qui n'auront désormais que peu de durée.

J'ai eu l'occasion déjà, d'entretenir le département des terres de la couronne de l'importance minérale des roches de la côte nord du Golfe. Je ne saurais trop insister sur la nécessité de diriger de nouvelles études dans cette voie.

Veuillez agréer,

M. le ministre,

L'assurance de la haute considération de votre serviteur,

(Signé), H. DE PUYJALON.

Québec. 27 avril 1885. 50, rue d'Artigny

Voilà le beau travail que ce savant soumet à la Chambre, par mon entremise. A vous mes collègues à en profiter pour étendre et augmenter les revenus de la province de Québec.

M Gagnon.—Pourquoi ce rapport n'est-il pas dans le rapport général du département des terres de la couronne ?

M. le Commissaire.—Je n'ai eu ce rapport que le 27 avril, mais si la Chambre le veut, elle pourra en ordonner l'impression.

M. Desjardins.—Je suis heureux d'appuyer la proposition de mon honorable ami le député de Bellechasse. Comme la Chambre a déjà eu souvent l'occasion de le constater, les travaux que poursuit avec une si noble ardeur M. le comte de Puyjalon sont très importants et je ne doute pas que la Chambre et la province sont reconnaissantes à ce savant distingué des services qu'il rend au pays.

La proposition de M. Faucher de Saint-Maurice est adoptée.

L'honorable **M. Garneau**—*député de Québec*.—J'ai l'honneur de proposer qu'un adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance et des mémoires et requêtes entre les honorables juges de la cour supérieure et le barreau de Québec, au sujet de la construction du nouveau palais de justice, à Québec et l'évaluation des travaux de cette bâtisse.

M. le président, par cette proposition, je veux savoir quel sera le coût de cet édifice lorsqu'il sera terminé.

Cette proposition est adoptée.

LE PROJET DE LOI CONCERNANT LE NOTARIAT.

L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier le code du notariat.

M. Bergevin—*député de Beauharnois*..—M. le président, comme j'ai déjà pris la parole sur cette question, je ne retiendrai la Chambre que quelques instants.

Le tarif des notaires n'est pas en rapport avec les revenus des autres classes de la société. J'ai entendu dire à un grand nombre de citoyens que l'honorable député de Rouville avait eu grandement raison de présenter ce projet de loi à la Chambre.

Le gouvernement doit y donner sa plus sérieuse attention.

Les notaires eux-mêmes ont fait l'aveu que le tarif était trop élevé. Je suis heureux de pouvoir dire que j'ai été l'un des premiers à donner l'éveil à ce sujet. Mais je rencontrais peu d'appui alors, beaucoup même essayaient de me décourager dans cette entreprise. Mais comme mes électeurs demandaient cette réforme, j'ai persévéré et j'ai encouragé le député de Rouville dans sa démarche.

Un journal de cette ville, bien connu des membres de l'opposition a cru bon de m'injurier à ce propos. J'espère que l'eau qui coulera à haute pression dans les tuyaux Beemer lavera toutes les injures que cette sale feuille m'a lancées à ce sujet.

En terminant, j'exprime l'espoir que le gouvernement verra à réviser et diminuer ce tarif.

M. Poulin—*député de Rouville*.—M. le président, dans la discussion que ce sujet a provoquée tant dans cette Chambre que dans la presse, je regrette qu'on se soit plutôt attaqué à l'auteur qu'au projet de loi lui-même. On a refusé le droit à un membre de cette Chambre de s'occuper de ce qui touche si directement aux intérêts du peuple, parce que ce membre n'est pas dans les professions libérales, et qu'il est cultivateur. On a ridiculisé l'honorable député de Vaudreuil, parce que, lui aussi, a cru devoir protester contre les graves injustices que mon projet de loi tend à faire disparaître. Tout cela est très mal et prouve que nos adversaires ne savent que dire pour se défendre. Nous reprocher des incorrections de langage c'est prouver qu'on a plus de langue que de savoir vivre. Dans tous les cas, je préfère pécher contre la grammaire que contre le bon sens.

Je regrette l'opposition déguisée du procureur général à l'égard de ce projet de loi. A cette époque avancée de la session, je comprends qu'il devra subir le massacre des innocents, mais ce n'est pas une raison pour ne pas le traiter avec les égards nécessaires.

L'honorable procureur général a dit qu'il voulait savoir si les autres professions libérales avaient le même pouvoir que les notaires, de faire serment dans leur propre cause.

L'honorable **M. Taillon**.—J'ai dit que je voterais pour la seconde lecture pour accorder aux notaires les mêmes privilèges que les autres professions.

M. Poulin.—C'est bien, mais là n'est pas la question. Il s'agit de savoir si c'est juste oui ou non.

Le juge Caron s'est prononcé contre ce droit qu'il a qualifié d'injuste et de vexatoire.

Parce que je demande dans mon projet de loi que la durée des études ne soit pas si longue, on m'a accusé d'être un éteignoir, un homme contre les études. Or le procureur général a présenté un projet de loi pour le barreau, qui contient la même clause. Je dis que la clause

qui impose des études aussi longues est contraire aux intérêts des classes pauvres. Les riches peuvent faire les sacrifices voulus, mais il n'en est pas ainsi des pauvres gens. Je demande pour le notariat la même disposition que l'on veut introduire dans la loi concernant le barreau. Quant au tarif, on a dit que j'étais le seul à me plaindre.

Cependant d'autres députés se sont plaints aussi, et même dans le comté de St-Hyacinthe des plaintes se sont produites. Un nommé Louis Marin est décédé et les héritiers ont dû payer \$1,700 pour le notaire. J'en sais quelque chose, car il y avait des héritiers dans les comtés de Rouville, Bagot et St-Hyacinthe. Des plaintes se sont fait entendre également dans le comté de Chambly.

De là j'en conclus avec raison que les plaintes sont assez générales dans tous les cas, pour que la Chambre s'occupe de cette question et lui donne une solution satisfaisante.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—M. le président, je comprends que la Chambre des notaires devra modifier son tarif, car c'est le désir de la députation. Je ferai part à la chambre des notaires des dispositions de l'Assemblée législative et je m'engage à appuyer le projet de loi du député de Rouville à la prochaine session, quant à ce qui concerne le tarif, si rien n'a été fait dans le sens d'une diminution.

L'honorable député vient d'admettre lui-même qu'il comprend qu'il est trop tard pour faire adopter ce projet de loi à cette session, alors je lui fais la proposition suivante : Qu'il retire son projet de loi et si à la prochaine session, la chambre des notaires n'a pas révisé le tarif dans le sens qu'il demande, je m'engage à appuyer un projet de loi quant à ce qui se rapporte à ce tarif.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération.

Le projet de loi pour modifier la loi des clauses générales des corporations de ville, est adopté en deuxième délibération.

PROJET DE LOI CONCERNANT LES VOITURES POUR CHEMINS D'HIVER.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant les voitures d'hiver.

M. le Président.—M. Gagnon a formulé l'objection suivante, sur laquelle je vais rendre ma décision :

Que ce projet de loi étant un projet privé, il aurait dû être présenté comme tel conformément aux règles prescrites par cette Chambre.

La **statut 33 Victoria**, chapitre 33, établit une certaine réglementation quant à la manière dont les véhicules d'hiver doivent être employés dans un grand nombre de comtés, et tous les habitants de la province sont soumis aux dispositions de ce statut.

Le projet de loi actuellement sous considération a pour but de soustraire les résidents des comtés de Laval et de l'Assomption, ainsi que ceux de la ville de Terrebonne, aux dispositions de ce statut, et de leur permettre de circuler dans les municipalités tombant sous le coup de ce statut, sans être tenus de se conformer à ces dispositions.

L'année dernière, j'ai décidé qu'un projet de loi ayant pour but d'autoriser le conseil du comté de Wolfe à sa discrétion, dans l'un ou l'autre cas, de soustraire six municipalités locales aux dispositions de ce statut et de les soumettre de nouveau à ces dispositions, était un projet public, parce qu'il ne réglementait pas pour l'intérêt particulier ou exclusif ou pour l'avantage des habitants des municipalités locales en question, mais demandait d'édicter une règle générale pour la conduite de toutes les personnes soumises à la juridiction de la Législature de cette province, bien que l'application de cette règle fut locale.

Le projet de loi qui nous occupe dans le moment est d'un caractère tout à fait différent. Il ne pourvoit pas à une règle générale devant être observée par toutes les personnes sujettes à l'autorité de la Législature provinciale ; au contraire, il a pour but de conférer un privilège exceptionnel et exclusif aux habitants de deux comtés et d'une ville. Ses dispositions sont réellement et essentiellement celles d'un projet privé, et elles tombent sous l'empire des règles qui régissent la procédure à l'égard de ces projets de lois.

L'objection soulevée est bien fondée. En conséquence, conformément aux règles de la Chambre, on ne peut pas procéder avec ce projet comme un projet public, et je dois décliner de mettre aux voix la question pour sa deuxième lecture.

Le projet de loi relatif au serment et à l'administration du serment, est rejeté.

Les divers projets de lois suivants sont adoptés en deuxième délibération :

Pour modifier de nouveau la loi concernant l'instruction publique en cette province.

Pour modifier le chapitre 94, des statuts refondus du Bas-Canada, concernant les cours des commissaires pour la décision sommaire des petites causes.

Pour modifier l'article 1054 du code de procédure civile, tel qu'amendé par la section 9 de l'acte 34 Victoria, chapitre 4, et la section 3, de l'acte 35 Victoria, chapitre 6, et la section 9 de l'acte 47 Victoria, chapitre 8.

Pour autoriser les protonotaires des cours supérieures à délivrer des copies certifiées des registres de l'état civil en leur possession, quand l'autre double aura été détruit par l'incendie ou autrement.

Pour modifier certains articles du code municipal.

Pour modifier le code civil et le code de procédure civile en ce qui concerne les sessions de biens.

La résolution suivante est adoptée dans les formes réglementaires :

Attendu, que dans l'intérêt de l'immigration et du repatriement, il est nécessaire de venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la couronne en vertu des dispositions du statut 38 Victoria, chapitre 3 : En conséquence il est résolu :

1. Le lieutenant gouverneur en conseil pourra, sur la recommandation du commissaire des terres de la couronne, accorder, aux termes qu'il lui plaira de fixer, la remise totale ou partielle des sommes actuellement dues à la couronne en vertu du statut 38 Victoria, chap. 3.

Un projet de loi basé sur cette résolution est déposé sur le bureau de la Chambre.

LE BUDGET—AMENDEMENT DE M. MCSHANE, CONCERNANT LA DETTE DE
SHERBROOKE AU FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le budget.

M. McShane—*député de Montréal-ouest*.—M. le président, depuis plusieurs années, nous avons un personnage qui s'appelle le commissaire du fonds d'emprunt municipal. Sa mission est de faire verser dans le trésor les montants dus par les municipalités. Cette charge est censée être remplie par M. Racicot, un homme qui a trahi son parti pour avoir la petite place qu'il occupe. Ça été la récompense d'avoir abandonné son chef, M. Joly, pour se rallier à la bande de spéculateurs qui, depuis, dilapide le trésor public.

A-t-il au moins accompli son devoir, a-t-il perçu des sommes importantes? Ce qui a été payé l'a été à la suite de négociations directes entre le gouvernement et les autorités municipales qui ont réglé. Et pour les autres, je vois que Sherbrooke, la ville du trésorier même, doit \$50,740.59. Je vous le demande M. le président, la position qu'occupe aujourd'hui le trésorier sur cette question, n'est-elle pas des plus étranges. C'est le même homme qui disait, en compagnie de M. Chapleau, à M. Grenier, représentant du comité des finances de Montréal, que si cette ville payait, le gouvernement s'engageait à percevoir toutes les sommes dues par les autres municipalités. Maintenant nous avons la preuve que bien loin de tenir sa promesse, il a essayé de trouver des prétextes pour exempter sa ville de payer ce qu'elle doit. Et même un journal de Sherbrooke a dit que le trésorier avait déclaré que s'il était élu en 1884, lors de son entrée dans le gouvernement, cette ville ne paierait rien.

Pourquoi, dans tous les cas, le trésorier a-t-il montré tant de sollicitude pour Sherbrooke? Il ne lui a jamais demandé de payer. Cette fois, j'espère que l'honorable ministre n'essayera pas de rejeter la responsabilité sur vos épaules, M. le président. Qu'il l'ose et je ne lui ménagerai pas de douloureuses surprises en lui rappelant ses écrits et ses promesses. Je lui prouverai qu'il dit une chose aux gens de Sherbrooke et le contraire à ceux de Montréal. Et quand il se sent pris dans ses propres filets, il cherche à rejeter la responsabilité sur vos épaules, M. le président. Ce jeu ne prend plus et d'ailleurs je ne lui conseille pas d'y avoir recours cette fois-ci, car il réussira moins que jamais, attendu que les documents révélateurs sont devant la Chambre. Je sais que l'honorable trésorier a un talent tout spécial, c'est celui de rejeter sur d'autres le blâme qu'il a encouru. Mais ce système doit cesser. Honesty is the best policy, dit-on en anglais, c'est très vrai.

J'ai l'honneur de proposer que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants : Cette Chambre est prête à accorder les subsides à Sa Majesté mais regrette de constater que, grâce à l'intervention et à la protection du trésorier actuel, la cité de Sherbrooke n'a pas encore payé au gouvernement ce qu'elle doit au fonds d'emprunt municipal.

Que par l'acte de cette Législature 43-44 Vict., chap. 13 (1880) il fut décrété entre autre chose; qu'il était nécessaire de pourvoir à la perception de ce qui était dû au dit fonds d'emprunt; qu'un commissaire serait chargé d'examiner les diverses réclamations du gouvernement pour en faciliter la perception et que les municipalités endettées seraient tenues

de payer dans les trois mois de la signification du rapport du commissaire sous peine d'être privées des avantages accordés par la loi

Que plusieurs corporations municipales, notamment les cités de Montréal, Québec, St-Hyacinthe, la ville de Terrebonne, les municipalités de Napierville, Ste-Marie de Manoir, St-Jean d'Orléans, St-Frédéric de la Beauce, St-Joseph de la Beauce, Ste-Hélène de Kamouraska, etc., se sont empressées de se soumettre aux dispositions de cet acte et réglèrent les dites réclamations. Qu'il appert par un document sous No. 59, mis devant cette Chambre le 23 avril 1885, que le procureur général actuel a constaté dans un rapport en date du 30 juin 1880, signifié le 22 avril 1881, que la dite cité de Sherbrooke devait au dit fonds la somme de \$110,884.10, réduite par l'application du susdit acte, de \$60,143.31, et ne laissant conséquemment à la charge de la dite corporation que la somme de \$50,740.59 ;

Qu'il appert aussi par le dit document que le trésorier actuel aurait, au détriment des intérêts de la province, soutenu les prétentions mal fondées de la cité de Sherbrooke, malgré la décision du procureur général actuel qui les avait rejetées dans le susdit rapport du 30 juin 1880, prétentions par lesquelles la cité de Sherbrooke voulait compenser pour autant la juste réclamation du gouvernement par une contre-réclamation naissant des dépenses faites, il y a un grand nombre d'années, pour la construction d'un pont local ;

Que cette protection spéciale, accordée à la dite cité de Sherbrooke par le trésorier actuel, blesse les véritables intérêts de la province et constitue une injustice réelle à l'égard des corporations municipales qui se sont loyalement soumises à la loi passée en 1880 et ont honnêtement payé ce qu'elles devaient au dit fonds d'emprunt municipal.

L'honorable M. **Robertson**.—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—M. le président, comme d'habitude l'honorable député de Montréal-ouest a fait un de ses discours hasardés. Il y a une assertion que je désire contredire formellement, et c'est dans ce but surtout que je prends la parole. Il a affirmé que mes amis disaient à Sherbrooke que si j'étais élu, je ne ferais pas payer Sherbrooke. Au contraire, j'ai dit qu'elle paierait ce qu'elle devait en justice rembourser au trésor. A Sherbrooke, on me reproche que j'admets comme légitimement dû un montant trop considérable, tandis qu'ici c'est le contraire qu'on me reproche.

Quant à ce qui concerne le pont, ce n'est pas à proprement parler une amélioration locale. C'était le seul pont qui permettait à toute la

population des cantons de l'Est de venir à Québec. En premier lieu ce pont fut construit par le gouvernement. Plus tard, il fut emporté par une forte crue des eaux. Dans le temps j'ai travaillé à engager le gouvernement à rebâtir ce pont. Dans une entrevue avec les ministres de l'époque, je leur ai dit que nous avions l'argent du fonds d'emprunt municipal à notre disposition, mais que si nous prenions cet argent, le gouvernement devrait tenir compte de l'emploi que nous en ferions, vu que c'étaient des travaux qu'il devait faire lui-même. J'ai vu alors MM. Holton et Dorion, et cette entente fut comprise de part et d'autre. Maintenant nous ne nous entendons pas Sherbrooke et moi sur le montant dû.

Sir A. T. Galt disait, lorsque la question de la souscription pour aider au chemin de fer fut agitée, que la ville ne serait pas obligée de payer ce montant. J'affirme que cela a été dit, et je puis avoir cinquante témoins pour le prouver.

On m'accuse aussi d'une sollicitude exagérée à l'égard de Sherbrooke

Or voici ce que j'écrivais un mois à peine après mon entrée dans le gouvernement, à la date du 29 février 1884.

"I should be mortified in the extreme to have to resort to law proceeding to obtain what is due, at the same time it will be impossible for me to avoid this if no settlement is speedily made, and I trust the Council will lose no time before the Legislature meets, in fully settling up the amount due in order that the account may be submitted to parliament and approved."

Plus tard, j'écrivais ce qui suit à la date du 19 juin 1884 :

"You are aware that it will be necessary in all cases when the full amount is not paid to have the sanction of the Legislature to any reduction made and this I feel convinced will be easily obtained in most cases."

"I have seen chief justice Dorion, who remembers me being in Quebec in relation to the rebuilding of the Aylmer bridge, but has no recollection of any of the particulars of the interview."

"At the same time he remarked that if any such promise as I pretend

had been made it would avail nothing as far as the reduction of the amount claimed is concerned. ”

Enfin le 16 septembre 1884, je leur donnais l’avis suivant :

“ We have a proposition to buy out the government claim upon the municipal Loan Fund, throughout the province and if this is carried out you will find it hard work to escape payment of the full amount due without any deduction. They know the legality of the claim and will enforce it to the fullest extent. ”

J’ajouterai que je ne cherche pas à fuir la responsabilité qui me revient. La question sera soumise non-seulement en ce qui concerne Sherbrooke mais aussi pour les autres municipalités endettées. Si on ne paie pas, l’affaire ira devant les tribunaux. Dans tous les cas, je puis assurer à la Chambre que je n’ai pas l’intention de traiter Sherbrooke mieux que les autres municipalités.

Je puis dire aussi qu’une personne est venue trois fois à mon bureau m’assurant qu’on donnerait un million à la suite d’un avis d’un mois, si le gouvernement voulait vendre sa créance contre les municipalités qui n’ont pas encore réglé.

Ceci prouve combien on a foi dans la force du titre que nous possédons.

M. Stephens—*député de Montréal-centre*. — Quand les municipalités sont trop pauvres, le trésorier ne peut les faire acquitter ce qu’elles doivent, mais quand elles ont les moyens nécessaires, le cas n’est plus le même. Il y a cinq ans que le premier rapport a été fait et c’est l’honorable procureur général qui l’a fait dans le temps. Dans ce rapport il est dit que Sherbrooke doit \$50,740.

L’honorable **M. Robertson**.—Sherbrooke a payé au gouvernement en intérêts autant qu’elle a reçu.

M. Stephens.—Le rapport de l’honorable procureur général dit que la ville doit \$50,740.59. Or, quand le règlement est intervenu avec Montréal, il fut entendu que le gouvernement ferait payer les autres municipalités endettées, et que s’il faisait des réductions, Montréal jouerait dans la même proportion des bénéfices de cette réduction ou qu’on lui rembourserait tout le montant, si on ne faisait pas payer les autres. J’étais alors membre du comité de finance du conseil de ville et je suis en position d’être bien renseigné.

Sherbrooke réclame le bénéfice du non-remboursement en se fondant

sur le fait qu'elle a contribué avec cet argent à la construction d'un pont. Nous pourrions bien en dire autant pour notre souscription en faveur d'un chemin de fer qui est devenu la propriété du Pacifique.

D'après l'arrangement, il était entendu que si Montréal payait, toutes les autres municipalités devraient en faire autant. Le fait est que l'idée de parler de ce vieux pont est bien cocasse. Si ce pont a été construit à propos, la ville a joui des avantages qu'il lui offrait, alors il ne faut pas réduire sa dette pour ce motif. Il ne faut pas oublier que ce pont donne de grands avantages à Sherbrooke pour le commerce de l'intérieur. De plus, des conversations comme celles dont on a parlé et que le trésorier a rapportées, ne prouvent rien ou si ce n'est tout au plus que les ministres dans le temps ont pu peut-être vouloir contribuer à un travail d'un caractère local et non général.

La loi de 1880 ne laisse, suivant moi, aucun doute possible sur le sort des municipalités récalcitrantes. Si on ne veut pas du compromis qu'offre cette législation, on se verra obligé de payer tout le montant primitivement dû. La ville de Sherbrooke a les moyens de payer et doit le faire sans plus de délais.

M. le **Trésorier**.—On a accordé à Montréal audelà de \$50,000 de réduction sur le montant restant dû.

M. **Stephens**.—Mais cela fut reconnu par le gouvernement.

M. **McShane**.—N'est-il pas vrai que Montréal a payé ce qu'on lui a réclamé en fin de compte ?

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe*.—M. le président, il s'agit de la question de fonds. La proposition limite la plainte à ce qui concerne la ville de Sherbrooke, et on ne touche pas aux autres corps municipaux dont les cas ne sont pas encore réglés. Nous nous plaignons de la manière partielle avec laquelle on traite Sherbrooke, tandis que le trésorier a fait payer les municipalités qui ont acquitté cette dette.

La loi dit que le commissaire doit entendre les témoins, faire une enquête sérieuse et fixer le montant dû en déduisant ce qui doit être déduit. C'est ce qui a été fait pour les autres municipalités.

Maintenant que trouve-t-on dans le cas de Sherbrooke ?

Cette ville doit en capital et intérêt \$110,000. L'honorable procureur général agissant alors comme commissaire, va à Sherbrooke, en 1880.

Il examine tout ce qui se rapporte à cette question, et dans son rapport il dit que cette ville doit payer \$50,740.59.

Voici la conclusion de ce rapport.

Je suis d'opinion que la ville de Sherbrooke doit payer au fonds consolidé d'emprunt municipal du Bas-Canada d'après l'acte 43 44, Vict. ch. 13, la somme de cinquante mille sept-cent-quarante piastres cinquante-neuf centins, suivant l'état de compte. Pièce A. L. O. Taillon.

Montant total dû \$110,884.10.

On laisse écouler une année avant de signifier le rapport aux autorités de Sherbrooke. Cette ville dans l'intervalle soulève difficultés sur difficultés, et le trésorier demande lui-même de retrancher plus de \$20,000 pour la contribution de Sherbrooke à un certain pont qui bénéficie à cette ville. Grâce à cette intervention du trésorier, Sherbrooke n'a pas encore payé.

Voici la singulière lettre que le trésorier actuel vous écrivait en 1883, M le président :

Dear Sir,

"In allusion to your remark about closing up the Sherbrooke M. L. fund, debt. as soon as possible, permit me to say that on my return from Quebec when I had the pleasure of discussing the matter with you, I met the city council and explained to them the talk we had and the figures made which you agreed to, as to the deductions of the percentage equal to that made to Montreal and of the difference between the face of the debentures and their cash value, thus reducing the amount to \$30,000, and which of course pleased the council as shewing your desire to do justice in the matter and the committee I mentioned were instructed to meet you again and press the city's claim as to the amount expended by the city upon a government bridge for the general public and which the then government agreed to allow on this debt, if even it has attempted to collect it. M. Cabana leaving for England for a short time only has prevented the councillors committee from seeing you, but I will inform the council of what you say."

"Allow me to suggest to you that I shall be prepared to defend in the Legislature and out of it on strict justice principle that you allow say one half of what was spent by the city authorities on the government bridge which would reduce the amount to say \$30,000, which we will

settle forthwith as settlement in full of our debt. If you consent to this I will prepare a memorial justifying the government action and thus close the matter."

J. G. ROBERTSON.

Vous lui répondiez comme suit le 15 novembre 1883 :

Sir,

"I do not see any way to allow any reduction on account of the bridge You mentioned to me that you were under the impression that Sir Alexander Galt had stated publicly in Sherbrooke that the payment of the loan would never be exacted, or, at least, that the amount expended on the bridge would be deducted from the claim. I had occasion lately to meet Sir Alexander and I asked him if he recollected having made such a statement ; he answered that he was positive he had never done so. A few days ago, I was again attacked in Montreal by the mayor and several members of the Council on account of the non payment of the claim against your city I must therefore urge some prompt action, as otherwise I shall be forced to take steps to enforce the payment."

J. WURTELE.

Voyant que son premier prétexte ne prend pas, il saute sus un autre, et il écrit ce qui suit à la date du 17 novembre 1883 :

Sir,

"Your's of 15th instant, received this morning. I never said or thought that Sir Alex. Galt, said any thing about our being allowed any deduction on the municipal loan fund debt, on account of our rebuilding a government bridge. What I said, and what can be proved by any number of witness was that Sir Alexander said when we were considering the propriety of granting aid towards a Railway in a public meeting that we need not trouble ourselves about the amount due on the M. L. Fund debt to government, as he had no idea it would ever be exacted or any attempt made at its collection.

"This statement I frankly say does not affect the question of our debt in any other way than that by his representations of not being called upon to pay the government it induced the citizens to grant more aid to Railway construction than they otherwise would, and that the government having granted aid to these Railways, this should induce the government not to be too hard as to the amount when calling on us to pay."

“As to the bridge we built, this was under the liberal government. I recollect meeting the Hon. A. A. Dorion, Holton, Huntington, and others of the then government who distinctly said we would be allowed a rebate if the M. L. F. debt should be called for in consequence of our having built the Aylmer bridge which belonged to the government, and I am satisfied we are in justice entitled to a deduction on this account of at least half of what the town paid, why not call the amount due \$30,000 which is only \$6,000 if I recollect right, less than you offered to take and thus close up the matter. If your government or any other government never do anything worse than this all I can say is I know of no government that has not done things ten times worse, and not as easily defended as this would be.”

J. G. ROBERTSON.

Le 21 novembre 1883, M. A. G. Lomas écrit au trésorier : Je ne donne que la conclusion de sa lettre.

“The main bar in the way of accomplishing this end, seem to be as M. Robertson says the feeling which exists with the citizens and Council that they consider they are justly entitled to some consideration on account of the Aylmer bridge, and on extras bonuses to railways, it having been fully expected at the time that the government would allow the sums so expended to go against the claim against the city.”

Voilà l'histoire de cette affaire et voilà le rôle joué par celui-là même qui est chargé de surveiller les intérêts du trésor. Je ne le blâmerais pas s'il en eut fait autant pour les autres municipalités. Mais ces municipalités n'ont-elles pas payé ? Je dis oui. Or pourquoi cette sollicitude pour Sherbrooke quand nous avons été obligés de payer. Nous ne blâmons pas encore le gouvernement de ne pas avoir fait payer les autres municipalités. Shefford par exemple, qui a emprunté pour aider à la construction d'une voie ferrée, Acton Vale qui a fait un grand chemin de colonisation, ces municipalités là occupent une position toute particulière. Mais quand vous avez une cause comme celle-ci, qui a été examinée par le procureur général, qui a déclaré sous sa signature que Sherbrooke devait \$50,740 et que vous voyez cette ville ne pas avoir encore payé sa dette, parce qu'elle est représentée par le trésorier, je dis que ceci est une injustice. Voilà ce que nous disons, et nous n'allons pas au-delà de cette expression d'opinion.

Nous disons que le trésorier a eu tort de soulever difficultés sur difficultés, de plaider contre les intérêts du trésor, pour empêcher Sherbrooke de payer comme il avait lui-même obligé les autres municipalités à le

faire. Je suis convaincu que si le trésorier n'avait pas travaillé comme il l'a fait, Sherbrooke aurait payé.

Aujourd'hui, le gouvernement pourrait réclamer le paiement de \$110,000, car la loi porte que le montant fixé à la suite de l'enquête du commissaire doit être payé dans les trois mois après la signification du rapport, si non, que le montant primitif est exigible.

Dans tout ceci, ce que je trouve qui n'est pas juste, c'est de voir le trésorier profiter de sa position officielle pour protéger sa municipalité.

Le rapport du commissaire est du 30 janvier 1881. Cela fait au moins quatre ans que la dette existe aux termes du statut. De plus, c'est une injustice à l'égard des autres municipalités. C'est pourquoi nous proposons à la Chambre de déclarer :

Que cette protection spéciale, accordée à la dite cité de Sherbrooke par le trésorier actuel, blesse les véritables intérêts de la province et constitue une injustice réelle à l'égard des corporations municipales qui se sont loyalement soumises à la loi passée en 1880 et ont honnêtement payé ce qu'elles devaient au dit fonds d'emprunt municipal.

Voilà tout ce que nous disons, et je crois que nous avons raison de formuler une telle plainte. Les députés pourront d'autant mieux se rendre compte de la légitimité de notre blâme que la proposition contient un exposé complet de toute la question.

M. Watts—*député de Drummond et Arthabaska*.—M. le président, la question, pour être bien jugée doit être considérée à un point de vue particulier.

Les autres municipalités ont payé, il est vrai, mais on a fait des réductions. Montréal a eu une réduction de sa dette, Québec en a obtenu une également.

Je crois que la proposition va trop loin. On dit que, parce que c'est un pont à la construction duquel la ville de Sherbrooke a contribué avec cet argent, on ne doit rien donner. Il y a bien des municipalités qui devraient avoir des ponts, mais ce n'est pas une raison, car il y a des ponts d'une utilité toute locale, tandis que d'autres sont d'une utilité générale. Je trouve que Sherbrooke a droit au remboursement d'une partie du coût de ce pont. Et en conséquence je ne vois pas pourquoi, je blâmerais le gouvernement parce qu'il fait une réduction, qu'en principe je considère comme juste et raisonnable.

M. Cameron *député de Huntingdon*.—M. le président, il me fait toujours peine de différer d'opinion avec mes amis de l'opposition, surtout avec l'honorable député de Montreal-Ouest. Cependant, je ne puis appuyer la proposition qu'il a mise devant la Chambre.

La question de la perception de ce fonds est entourée de beaucoup de difficultés. En théorie toutes les municipalités doivent payer, mais il y a des circonstances où elles doivent en justice, être exemptées. Il peut se faire qu'il y ait de bonnes raisons pour accorder à Sherbrooke la réduction que l'on demande.

M. Whyte.—*député de Mégantic*.—M. le président, comme principe général, je dois dire que, quand cet emprunt a été fait par les municipalités, il était compris que si l'argent était employé à des fins publiques, on ne leur demanderait pas le remboursement de ces sommes. Ma division électorale est dans cette situation-là. Dans le cas de Sherbrooke, je comprends que l'honorable député de cette ville, quand il se faisait le défenseur de ces intérêts particuliers, n'était pas trésorier. Comme simple député il a appuyé les demandes de ses commettants, à une réduction, mais une fois chargé des intérêts plus considérables, ceux de toute la province, la position n'est plus la même.

Les citoyens de Sherbrooke disent que si les raisons données par leur représentant quand il ne parlait que comme simple député étaient justes alors, elles le sont encore aujourd'hui. Je considère que l'offre faite par la ville de Sherbrooke est très bonne.

Je comprends que si le gouvernement a fait des arrangements avec les autres municipalités qui ont payé à l'effet que toutes paieraient ce qu'elles devaient, alors vous devez rembourser à celles-là la différence représentant la réduction faite aux autres.

M. le Trésorier.—Je ferai observer à la Chambre que j'ai réglé avec Montréal, mais non pas avec Québec, ni avec les autres corps municipaux endettés.

Sherbrooke a une bonne réclamation à faire valoir contre le gouvernement à propos de ce pont. De plus, les citoyens de cette ville disent que si le montant qu'ils ont payé au gouvernement avait été déposé en banque, l'intérêt aurait refait le capital de l'emprunt.

L'honorable **M. Mercier**. Pourquoi traiter certaines municipalités d'une manière et les autres d'une autre manière ? Jusqu'en 1876

St-Hya inthe a toujours payé l'amortissement et les intérêts. Vous n'en avez pas tenu compte.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général.*

On paraît faire peser sur le trésorier toute la responsabilité des délais qui se sont produits dans cette affaire. Il faut remarquer que mon honorable ami a cessé d'être trésorier en janvier 1882 et qu'il n'a repris cette position qu'en janvier 1884. Pendant cette intervalle, des municipalités ont réglé, mais toutes n'avaient aucune réclamation à faire valoir.

Terrebonne a payé \$13,000 je crois, on n'avait pas de réclamation. D'autres municipalités sont venues me trouver d'elles mêmes, parce qu'elles n'avaient pas de réclamations à émettre.

Dans le cas de Montréal, on avait imposé des cotisations pour des travaux spéciaux qui avaient beaucoup augmenté la valeur des propriétés du gouvernement. Je crois qu'il était de mauvaise politique de régler les autres cas isolément. Afin qu'il n'y eut pas d'injustice, il était nécessaire que le gouvernement eut tous les rapports sous les yeux.

Le gouvernement peut accorder une faveur quand il sait jusqu'où il va.

Il y a par exemple des municipalités qui ont pris l'emprunt pour aider des entreprises de chemins de fer qui n'étaient pas des travaux d'une nature locale. Elles ont jusqu'à un certain point la position que nous occupons vis-à-vis du gouvernement fédéral,

Je crois que la meilleure politique c'est de prendre une mesure d'ensemble qui s'appliquera à tous les cas. C'est là le conseil que j'ai donné au gouvernement de l'époque lorsque j'ai abandonné les fonctions de commissaire. J'ai dit qu'il était impossible de régler avec chaque municipalité les unes après les autres, et je le crois encore. Tous les rapports sont faits à l'heure qu'il est et nous pouvons commencer une étude d'ensemble qui nous permettra d'arriver à une solution juste et raisonnable.

M. McShane.—M. le président, dans ma proposition, je donne la liste des municipalités qui ont payé. Or je prétends que le gouvernement n'a pas le droit de permettre à ces gens qui doivent de s'exempter de solder leur dette. On parle de pont, mais je vois par les journaux que dans le comté de notre honorable collègue le député de Lotbinière, un pont a été emporté par la crue des eaux, est-ce que le gouvernement va lui rembourser le prix de ce pont ?

Il n'y a pas un honnête homme qui puisse en conscience appuyer une telle politique.

J'ai honte de voir que les députés de Drummond et Arthabaska et Huntingdon essayent de ne pas payer leur dette. Ce système n'est pas juste pour Montréal qui a tout payé ce qu'elle devait. La ville du trésorier doit payer comme les autres. Qu'on ne fasse pas payer les comtés de Drummond et Arthabaska et Huntingdon, et la province ira emprunter partout pour avoir les fonds nécessaires à l'administration des affaires publiques.

J'espère que tout le monde sera traité sur le même pied. Ce n'est pas une question de parti, c'est une question d'honneur.

M. Demers *député d'Iberville.* M. le président, depuis bien des années, j'ai souvent entendu parler de cette question du fonds d'emprunt municipal. Dans la présente discussion, on ne semble tenir compte que de deux partis : celui qui a payé et celui qui n'a pas payé.

Pour moi il y a celui qui n'a pas emprunté. L'argent lui appartient tout comme aux autres et le gouvernement doit percevoir autant que possible les sommes qui lui sont dues.

La proposition de M. McShane est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Marchand, McShane, Mercier, Poulin, Rinfret dit Malouin, Shehyn et Stephens.—11.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Cameron, Caron, Casavant, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Lapointe, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Owens, Paradis, Poupore, Richard, Robertson, Sawyer, Spencer, St-Hilaire, Taillon, Thornton, Trudel, Turcotte, Watts et Whyte.—41.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre se forme en comité du budget et adopte les crédits suivants :

Article 152.—Ecoles de réforme.....	9,240 00.
Article 153.—Ecoles industrielles.....	19,308 00

CHAPITRE IX.—DIVERS SERVICES.

Article 154.—Divers en général.....	20,000 00
Article 155.—Ingénieurs des mines, y compris l'exploitation et l'inspection des mines.....	4,500 00
Article 156.—Agent en France ; traitement et loyer de son bureau, etc.....	2,500 00
Fonds de retraite ; 40 Vict., Ch. 10, et 44-45 Vict., Ch. 14.	
Article 157.—Fonds de municipalités S. R. B. C., Ch. 110, sec. 7.....	3,000 00
Article 158.—Confection des cadastres par le département des terres de la couronne.....	16,000 00
Article 159. Arpentages des cadastres par le département des terres de la couronne.....	30,000 00
Article 160. Dépenses générales des cadastres par le département des terres de la couronne.....	66,608 00
Article 161. Comptes ouverts, terres de la couronne....	15,000 00
Article 162. —Gazette officielle de Québec.....	13,000 00
Article 163.—Timbres, licences, etc., y compris la commission de l'inspecteur.....	12,000 00
Article 164.—Prêt pour grains de semence 36 Vict., Ch. 3.	
Balance du capital.....	\$18,720 00
Intérêt à 6%, du 1 ^{er} mai 1884 au 30 juin 1885.	1,310 40
	<hr/> 20,030 40

CHAPITRE X—CHEMIN DE FER.

Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, construction :

Article 165.—Perm. acquis de comptes, dont \$17,028.00 votées de nouveau.....	25,000 00
Article 166.—Balance due sur terrains et propriétés dont \$37,074.00 sont votées de nouveau.....	46,925 00

Chemins de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, frais d'exploitation (Revenu :)

Article 167.—Pour l'acquittement de réclamations dont \$6.014 00 sont votées de nouveau.....	18,075 00
Article 25.—Fonds des instituteurs à leur retraite.....	8,000 00
Article 26. —Livres pour prix.....	4,500 00
Article 34.—Sœurs des SS. Noms de Jésus et Marie, pour la reconstruction de leurs édifices à St-Barthélemi....	150 00

M. Lavallée *député de Joliette*. M. le président, je desire signaler à la Chambre et au gouvernement une réclamation de quelques propriétaires de la paroisse de Sainte-Elizabeth, pour droit de terrain, (*right of way*) et droit de propriété sur le terrain de la ballastrière, en cette paroisse. Comme on le sait, ce dépôt de gravier est devenu la propriété du chemin de fer du Nord. Les propriétaires sont MM. Léon Hubert, Jean-Baptiste Barrette et un autre dont je ne me rappelle pas le nom.

Je crois que M. Barrette est en voie d'arrangement pour son terrain, s'il n'a pas été payé déjà.

Quant à M. Hubert, je dois dire qu'après avoir travaillé à faire régler sa réclamation et à la faire payer par le gouvernement, il a vendu à des tiers, ses droits de propriétaire. C'était son droit.

Cependant, j'invite le gouvernement à prendre des mesures telles que le propriétaire reçoive la pleine valeur de son terrain, et à agir avec circonspection vis à vis des nouveaux acquéreurs, de façon que la valeur et pas plus que la valeur soit payée et à qui il appartient. J'attire sur ce sujet l'attention de la Chambre et spécialement celle de l'honorable procureur général. Je profite de l'occasion pour déclarer que, tout le temps que je me suis employé à obtenir le paiement dû à M. Léon Hubert, j'ai eu à me féliciter de la bonne volonté de l'honorable ministre des chemins de fer, et n'eût été la nouvelle phase où est entrée la réclamation Hubert et cela grâce à la vente qu'il a faite de ses droits de propriété, cette affaire serait déjà réglée.

Quoi qu'il en soit ou qu'il puisse arriver, je prie le gouvernement de donner toute son attention à la question et de faire justice à qui il appartient.

Le comité lève sa séance.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mardi, le 5 mai 1885.

SOMMAIRE. — Suite de l'affaire du *Nouveliste*. — Proposition de l'honorable M. Taillon : MM. Flynn, Gagnon, Gauthier, Desjardins, Marchand, Duhamel et Turcotte. — Suite de la délibération sur le budget. — MM. Gagnon, L'Abbe, Whyte, Faillon, Lynch, Flynn et Marchand.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURRIEF.

La séance est ouverte à trois heures.

M. Desjardins, du comité des comptes publics, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Que l'honorable M. Boucher de La Bruère, président du Conseil législatif, a été invité par lettre du greffier de ce comité à venir rendre témoignage devant ce comité, dans le but d'expliquer les circonstances dans lesquelles il a reçu les deux cents piastres portées à la page soixante des comptes publics de mil huit cent quatre vingt deux, comme payées à L. A. Laforce, et qu'il ne s'est pas rendu à cette invitation.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre d'envoyer un message au Conseil législatif, le priant de permettre à l'honorable M. de LaBruère de comparaître et de rendre témoignage devant le dit comité.

Ce rapport est adopté.

Sur proposition de M. Desjardins, il est résolu :

Qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif, priant leurs honneurs de vouloir bien permettre à l'honorable P. Boucher de LaBruère, président et membre du Conseil législatif, de comparaître et de rendre témoignage devant le comité des comptes publics, dans le but d'expliquer les circonstances dans lesquelles il a reçu les deux cents piastres portées à la page soixante des comptes publics de mil huit cent quatre vingt deux, comme payées à L. A. Laforce.

M. Gauthier, du comité d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'après avoir pris en considération la demande faite devant ce

comité, pour une aide en faveur de l'établissement d'une manufacture d'empois et de glucose à Carleton, dans le comté de Bonaventure ;

Votre comité est d'opinion que l'établissement d'une manufacture d'empois et glucose dans cette partie de la province, serait un des meilleurs moyens de développer l'agriculture, et recommande à votre honorable Chambre, qu'une aide satisfaisante et proportionnée au coût de cette industrie soit accordée pour faciliter et encourager cette entreprise.

L'AFFAIRE DU "NOUVELLISTE."

L'honorable M. **Taillon** —*député de Montréal-est, procureur général.* — Je propose que cette Chambre, tout en désapprouvant l'écrit publié dans le *Nouvelliste* de Québec, du 29 avril dernier, croit ne pas devoir prendre action sur icelui et que le dit Gingras soit libéré et que cette Chambre procède à la dépêche des affaires.

M. Gagnon objecte parce que cette proposition requérant deux jours d'avis, elle ne peut être prise en considération par cette Chambre.

M. le **Président**. — La règle générale, c'est qu'il faut un avis de deux jours pour permettre à un député de faire une proposition ; mais cette règle ne s'applique pas à certaines questions de privilège. Lorsqu'il arrive qu'une question est à la fois une question de privilège et une question d'un caractère urgent, non-seulement elle peut être prise en considération sans avis préalable, mais encore il lui est donné priorité sur toutes les autres propositions et sur les autres articles de l'ordre du jour. May, page 287, dit que "lorsque la question est de bonne foi une question de privilège la Chambre s'en occupe avant toute autre affaire."

La proposition que je tiens en main est elle une question de privilège ?

A mon avis c'en est une. Elle a pour objet la relaxation d'une personne maintenant sous la garde du sergent d'armes, et je trouve à la page 317 de l'ouvrage de M. Bourinot que les propositions demandant la relaxation de personnes sous la garde du sergent d'armes entrent dans la catégorie des questions de privilège. Ces questions se rattachent à la liberté individuelle, et, par conséquent, elles sont essentiellement des questions de privilège, qu'elles soient traitées devant les tribunaux ou en parlement.

Pour donner à une proposition le droit de dérogation à la règle et à la priorité, il faut que la question de privilège à laquelle elle se rapporte

soit urgente au point de vue du temps. Dans ce cas, la personne en cause a été interrogée à la barre de la Chambre et en attendant que la Chambre agisse, elle est privée de sa liberté. Cette relaxation dépend du jugement qui sera prononcé par la Chambre sur le cas de cette personne et comme la constitution anglaise veille avec un soin jaloux et vigilant sur la liberté individuelle de tous ceux qui vivent sous son empire, la question proposée est urgente, quant au temps.

Je suis d'opinion que la question est une question qui doit être soulevée de suite et qui, conséquemment, ne requiert pas un avis préalable. C'est pourquoi j'écarte le point d'ordre soulevé.

L'honorable M. **Flynn** *député de Gaspé commissaire des chemins de fer*.—M. le président, l'autre jour la Chambre a pris une détermination grave en ordonnant la comparution à sa barre du propriétaire-éditeur d'un des journaux de cette ville. J'avoue qu'il m'a répugné de prendre la position que j'ai prise. La question se complique singulièrement. D'un côté il faut agir avec modération pour ne pas blesser les lois de la justice, de l'autre il faut protéger la dignité de la Chambre engagée dans cet incident. Ce dernier devoir s'impose avec une force dont je ne me dissimule pas l'importance. Il faut faire respecter la Chambre pour la sauvegarde de nos libertés populaires.

L'opposition veut qu'on censure M. Gingras. D'autres veulent qu'on blâme ce qui a été fait. Une autre fraction déclare que dans son opinion la Chambre n'est pas appelée à sévir.

Comment concilier toutes les opinions, comment concilier les graves intérêts en jeu ; ceux de la dignité de la Chambre et ceux de la liberté de la presse. Ce problème, dont j'expose sommairement les éléments, est difficile à résoudre.

Je crois que la proposition de l'honorable procureur général peut, dans les circonstances, être acceptée de tous, excepté de l'opposition. Il me semble que c'est une espèce de compromis honorable.

Les membres de l'opposition ont voulu brouiller les cartes. Pour cela, ils ont, je l'avoue, très habilement conduit l'affaire. J'espère qu'on n'ira pas plus loin, ou que, dans tous les cas, la Chambre ne le permettra pas.

J'admets encore qu'en acceptant cette proposition, je ne pousse pas la logique jusque dans ses dernières conséquences, mais en fait de pratique parlementaire, souvent, on ne peut le faire. Cependant, je

trouve suffisamment de motifs pour me justifier de voter comme je vais le faire.

J'ai entendu des députés exprimer de vifs regrets au sujet de cet article. Je comprends leur pensée. Qui ne préférerait pas voir dans la presse un ton plus loyal et plus courtois. Je puis en parler avec assurance, j'ai été assez injurié par certains journaux. Cependant, jamais je n'ai soulevé la question de privilège devant la Chambre. Dans mon comté on a distribué ces articles injurieux à des milliers d'exemplaires. On espérait me faire du mal, mais au contraire, cela ne m'a fait que du bien, car cette circulation a mis mes adversaires en pleine lumière. L'opinion publique saine n'approuve pas ce mode de lutte.

L'honorable député de Montmorency préfère laisser à la presse la plus grande liberté. Dans notre organisation, nous avons les journaux de partis qui se donne la réplique, de sorte que le régime de la liberté vaut encore mieux que tout autre malgré ses inconvénients. Je suis surpris de voir les membres de la gauche faire tant de tapage à propos des articles du *Nouvelliste* et des autres journaux conservateurs, quand les journaux libéraux ne manquent jamais de répondre.

Pour moi, je dégage le *Nouvelliste* du débat, je dégage la personne qui a écrit cet article de même que je dégage la personnalité de mon honorable ami le député de Bellechasse. Je ne considère que la dignité de la Chambre qui est en jeu ainsi que celle de l'un de ses membres.

D'abord je dirai que je suis loin d'approuver l'écrit en question. Je dis cela en mon nom personnel, et en exprimant cette pensée, je ne suis que l'écho des députés qui ont parlé sur ce sujet. Je suis convaincu que la Chambre conservera à l'avenir la même estime pour mon honorable ami le représentant de Bellechasse. Inutile de dire que cet écrit ne change pas la position du gouvernement en ce qui concerne le successeur de M. Dunn.

L'opposition prétend que la Chambre va se souffleter en approuvant cette proposition, vu les ordres qu'elle a donnés. Ce sera toujours son jeu de dire que nous faisons fausse route, et si nous allions l'écouter, on dirait qu'elle a fait ce qu'elle a voulu.

Mais nous devons nous résoudre à faire face à une situation des plus embarrassées. Comment sortir de cette impasse? La Chambre n'approuve pas l'article, cela est admis. Dans ce cas, quels sont les précédents qui doivent nous guider? Est-il vrai que cette procédure soit inouïe et qu'il n'y ait pas de précédent à invoquer. Je prétends le contraire. Les précédents anglais et canadiens établissent la vérité de ma prétention.

Je vais rappeler très sommairement deux ou trois précédents, afin de prouver qu'en adoptant la proposition du procureur général la Chambre ne se flagelle pas du tout.

En premier lieu, je cite le cas de M. Elie Tasse. En 1873, M. Tassé, étant rédacteur du *Courrier d'Ottawa*, occupait la place de traducteur à la Chambre des communes. Il publia un article sévère à l'égard de certains députés, et pour cela il fut amené à la barre de la Chambre des communes. Il admit être l'auteur de l'écrit et plus tard le président informa la Chambre que M. Tassé avait été renvoyé du service public.

C'est là la seule punition qui lui fut infligée.

A présent, voyons le cas de M. Anglin, c'est un point très intéressant,

En 1873, un journal, *The St. John Freeman*, sous la direction de M. Anglin, alors député à la Chambre des communes, publia un article très injurieux. Il l'avait écrit de son siège et c'était l'article le plus injurieux que l'on puisse trouver dans toutes les annales judiciaires et parlementaires. Cependant la Chambre se contenta de déclarer que cet écrit était une libelle contre la Chambre et quelques-uns de ses membres, mais ajoute Bourinot : " no ulterior proceeding were taken as in the O'Connell case of 1838."

Il n'y a eu que deux cas à Ottawa d'après Bourinot. Celui de M. Elie Tassé et celui de M. Anglin. Dans ce dernier cas, on accusait certains députés d'avoir vendu pour de l'argent, leur influence et leur vote. Parmi ceux qui votèrent pour exonérer M. Anglin, je trouve les noms de MM. Joly et Mercier. Voici maintenant les remarques faites par l'honorable, aujourd'hui, Sir A. A. Dorion. Il rappelle le cas d'O'Connell qui avait accusé 11 membres d'un comité de s'être parjurés. Je n'ai ici que le compte-rendu de la *Minerve*, je cite :

" L'honorable M. Dorion, mon honorable ami M. McDonald a référé, comme précédent, au procédé suivi à l'égard du rédacteur du *Courrier d'Ottawa*, mais ceci n'est pas un précédent, puisque M. Tassé était un officier de la Chambre payé par nous-mêmes. Ce dernier a écrit un article dans lequel il qualifie certains membres de traîtres : ce n'est pas pour libelle que l'on a procédé ainsi contre lui, mais parce qu'il était un officier de cette Chambre, un de ceux qui étaient en relation continuelle avec chacun des membres. Dans ma carrière parlementaire et voilà 18 ans que j'occupe un siège, je n'avais jamais vu un précédent semblable à celui qu'on adopte aujourd'hui. Je ne nierai pas que les éditeurs de journaux écrivent par fois des choses violentes, mais personnes ne peut

prétendre qu'un membre soit privé d'écrire des articles. Un membre n'est pas dans la même position qu'un officier et n'est pas plus responsable qu'un écrivain en dehors de cette Chambre. Un article rédigé par un membre de la Chambre n'est pas plus reprehensible que celui écrit par une personne qui n'occupe pas un siège au parlement.

“ Je dois rappeler ici la conduite d'O'Connell lorsqu'il déclara que onze membre d'un comité d'élection s'étaient parjurés. Le président, le censura mais O'Connell se leva de son siège, répéta ses accusations et proposa de nommer un comité pour les examiner. La Chambre n'osa pas le faire mettre *sous arrêt*.”

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—Est-ce que M. Anglin avait refusé de comparaître à la barre de la Chambre et était-il prouvé que c'était lui qui avait écrit l'article ?

L'honorable **M. Flynn**.—Il est toujours question de M. Anglin et personne ne nie que c'est lui qui est l'auteur de l'écrit.

Voilà pour les précédents. Je puis donc dire avec raison que la Chambre ne se déjuge pas en prenant le moyen terme formulé dans la proposition qui est devant nous.

On dit que M. Gingras n'a pas comparu à la sommation de la Chambre. Devant les cours de justice, il faut avertir personnellement le citoyen poursuivi qu'on procède contre lui et les cours ne permettent de procéder que quand elles ont la preuve que les avis ont été régulièrement donnés.

La première proposition de l'honorable député de Terrebonne ne déclarait pas que M. Gingras était coupable. On voulait seulement qu'il comparut. Un cas présentant certaine analogie avec celui-ci, a eu lieu en 1874. M. Dansereau refusait de comparaître à la suite d'une sommation de la Chambre. L'affaire fut portée devant les tribunaux. Il fut décidé que la Chambre avait le droit d'assigner quelqu'un devant elle. Mais là il s'agissait d'une enquête considérable au point de vue public. Dans ce cas, il s'agissait d'un témoin qu'on assigne. Dans le cas de M. Gingras, il s'agit d'un citoyen qui a écrit un article qu'il croyait ne pas empiéter sur les privilèges de la Chambre. Dans les circonstances nous ne pouvons pas présumer que M. Gingras a méprisé les ordres de la Chambre.

Le temps est venu de se prononcer sur le mérite de l'article.

Si l'on invoque l'autorité du statut de 1870, la seule punition qu'il prévoit, c'est l'emprisonnement.

Si on ne peut prendre pour guide les précédents qu'il y a à Ottawa et en Angleterre, il ne reste plus que cette loi. Prenons les faits.

Quelle est la position de M. Gingras ? N'a-t-il pas été emprisonné ? N'a-t-il pas passé 24 heures sous la garde du sergent d'armes ? Donc il a été privé de sa liberté, c'est déjà plus que le chatiment que mérite l'offense commise par la publication de l'article. On veut de plus qu'on le censure. Cette sévérité ne s'explique que par le désir de l'opposition de pousser la Chambre dans une voie où elle ne doit pas aller.

Lorsqu'il y a des doutes est-ce qu'on condamne l'accusé ? Ceci serait contraire à tout esprit de justice. Je fais appel à la bonne volonté de la Chambre et je dis que sa dignité n'est pas mise en jeu par le procédé sur lequel elle est appelée à se prononcer.

J'avoue que la rédaction de la proposition de l'honorable procureur général n'est pas ce que je voudrais avoir, mais je suis prêt à faire un compromis. Je suis disposé à faire plus que la moitié du chemin pour régler cette question, et je prie ceux qui ont voté avec moi hier de faire ce que je fais.

M. Gauthier—*député de Charlevoix*.—M. le président, nous jouons, avouons-le, la comédie depuis plusieurs jours. Il est temps d'en finir.

La proposition de l'honorable procureur général ne rencontre pas tout à fait mes vues, mais pour en finir avec cette question, je voterai pour. J'ai toujours compris que la Chambre avait fait une faute lorsqu'elle a commencé des procédures contre M. Gingras au sujet de cet article. Tous les jours on voit des articles plus injurieux que celui-là dans les organes de mes honorables amis de la gauche et personne ne s'en occupe. On a agi à l'égard du *Nouvelliste* avec une sévérité que l'on n'a pas apportée dans l'appréciation de la conduite des autres journaux.

A mon point de vue, on a rendu un bien mauvais service à l'honorable député de Bellechasse.

Grâce au bruit qui a été fait, cet écrit, qui serait resté comparative-ment inconnu, a été lu, relu, commenté par tout le monde. Il aurait dû rester dans l'oublie, et nous l'avons fait inscrire dans un livre officiel, les journaux de la Chambre. Est-ce qu'il fallait cela à l'honorable député pour revendiquer son honneur ? Je ne le pense pas, dans tous les cas, je ne sais ce qu'on a voulu faire.

Il n'y a pas de mal à reconnaître que l'on s'est trompé. Je crois que dans le dilemme où nous nous trouvons, l'opposition a eu raison de dire qu'il fallait ou faire apologie ou voter la censure. Il faudrait dire que l'article n'est pas libelleux. Est-ce que les journalistes n'ont pas le droit de dire ce que les députés se permettent d'exprimer dans cette Chambre ?

Disons donc qu'on a été trop loin. Est-ce qu'il y aurait du mal à avouer une erreur, ou une résolution irréfléchie. Je prendrais, si j'étais libre de le faire, ce moyen-là pour en finir. Je ne dis pas cela pour approuver les injures qu'on prétend trouver dans cet article-là, non, mais je désire qu'on dispose de cette question, et comme moyen d'arriver à une solution quelconque, je voterai la proposition qui est devant la Chambre.

M. Desjardins.—*député de Montmorency.*—M. le président, après l'opinion que j'ai exprimée et le vote que j'ai donné hier à propos de cette affaire je ne puis pas approuver la proposition de l'honorable procureur-général. Il nous demande d'exprimer tout simplement notre désapprobation de l'article du journal le *Nouvelliste* qui est la cause de cet incident. C'est admettre qu'il y a pas eu infraction des privilèges de cette Chambre. Alors nous n'avons qu'à ordonner la mise en liberté de M. Gingras sans donner au une opinion sur l'article incriminé. L'écrit en question est attentatoire à la dignité et aux privilèges de la Chambre où il ne l'est pas. S'il l'est, il faut que la Chambre censure celui qui est venu à sa barre en prendre la responsabilité. S'il ne l'est pas, et c'est mon opinion personnelle la Chambre doit de suite faire ordonner au sergent d'armes de libérer la personne qu'il a sous sa garde. J'admets que nous sommes dans une impasse, mais nous ne pouvons pas en sortir par un moyen terme. Le précédent de la sommation de M. Elie Tassé à la barre de la Chambre des communes à Ottawa, pour un article publié dans un journal de la capitale et de son renvoi du service de la Chambre des communes ne s'applique pas au cas actuel. L'honorable président de la Chambre des communes n'a pas démis M. Elie Tassé de son emploi parce que ce dernier avait porté atteinte aux privilèges parlementaires, mais bien parcequ'il ne pouvait tolérer qu'un des employés de la Chambre se permît de critiquer la conduite des députés dans la presse. Quand même les écrits de l'employé de la Chambre auraient été entièrement conformes à la saine et juste critique que les journaux ont la liberté, le droit et le devoir, de faire le président n'aurait pu agir autrement.

Je ne puis pas voter en faveur de la proposition de l'honorable pro-

cureur général, parce qu'il est évident qu'il n'entre pas dans les attributions parlementaires de cette Chambre d'approuver ou de désapprouver les articles des journaux. Si nous exprimons notre désapprobation de l'article incriminé, qui empêcherait tous les honorables députés de nous demander à tour de rôle de désapprouver tous les articles de la presse qui ne leur plairaient pas ? Un honorable membre ne pourrait-il pas également nous proposer de déclarer que nous approuvons tel article qu'il trouverait habilement fait, bien écrit, sagement et solidement pensé ? Ce serait la conséquence logique de ce que ferait la Chambre en adoptant la proposition de l'honorable procureur général. Je ne contribuerai pas par mon vote à établir un semblable précédent.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—M. le président, je regrette que l'honorable commissaire des chemins de fer ait limité la question à une simple affaire de parti. Il voulait seulement un triomphe de parti. Peut-être l'aura-t-il ? Il n'a vu qu'une contradiction dans les deux votes qui ont été émis hier. Il ne s'est pas aperçu que c'était le seul moyen qui était laissé à l'opposition de se montrer logique avec ses paroles. Elle ne voulait pas de ses propositions, or elle ne pouvait faire autrement que ce qu'elle a fait.

Je suis surpris que l'honorable ministre prenne une telle position. Après avoir cherché à étouffer l'enquête, il se plaint qu'elle n'est pas complète, mais je ne m'arrêterai pas sur ce sujet, car je ne veux pas être long.

Nous avons une loi qui règle ces questions. Les dispositions sont tellement claires, tellement formelles que l'on dirait qu'elles ont été faites pour rencontrer le cas qui nous occupe.

On a dit que si l'article n'est pas libelleux, M. Gingras ne s'était pas rendu coupable de mépris de notre autorité en ne venant pas comparaître. Toutes ces raisons tombent devant le texte de la loi, car aujourd'hui la principale offense de M. Gingras c'est d'avoir méprisé les sommations de la Chambre.

La proposition de l'honorable procureur général n'arrive pas à la conclusion qu'elle fait prévoir dès le début. Elle condamne l'article mais ne touche pas à l'auteur même. Si la Chambre n'avait pas le pouvoir de punir, très-bien, je comprendrais cette résolution qu'on lui demande de prendre, mais la loi nous donne le pouvoir de châtier le coupable. Pour quoi reculer au dernier moment ?

M. Duhamel—*député d'Ottawa*. M. le président, j'entends suivre la même conduite que j'ai tenue hier.

L'honorable député de Bellechasse a toute mon estime, tout mon respect. La position que je prends ne doit pas être interprétée comme un démenti donné à mes protestations d'estime. Mais la question est très grave puisque d'un côté, elle touche à la dignité du parlement et de l'autre à la liberté d'un grand corps dans l'état, la presse.

Personne plus que moi ne désire voir le parti conservateur uni, cependant je sens la rude nécessité de m'éloigner de ceux qui le guident dans cette Chambre, pour cette occasion.

J'ai prétendu hier que personne n'avait souffert dans sa dignité par suite de la publication de cet article. Je ne puis donc voter la proposition du procureur général car elle contredit ce que j'ai proposé hier.

L'honorable **M. Turcotte**—*député de Trois-Rivières*.—M. le président, la Chambre a fait venir M. Gingras devant elle. Pourquoi ? Est-ce seulement pour le saluer ? Non. M. Gingras et le *Nouvelliste* viennent défier la Chambre.

“ Je ris de vous et je vous défie de me condamner. ” Voilà ce que dit ce journal à l'adresse de la députation. Toute cette manœuvre est le fait de deux ou trois écervelés, et c'est toute la Chambre qui a ordonné l'arrestation de Gingras. “ Nous acceptons la responsabilité de notre position, que ces messieurs de la Chambre acceptent la leur. ” Voilà encore un défi qu'on nous lance.

Si maintenant la Chambre recule, Gingras aura le droit de rire de nous.

On a dit que la Chambre avait le droit de se déjuger. Que l'article n'était pas injurieux, que ce n'était pas le moment propice de dire que l'écrit était injurieux quand cela a été dit :

M. Gingras est accusé d'avoir manqué de respect à la Chambre et cette accusation pèse encore sur lui. Si nous n'allons pas plus loin, nous nous rendons ridicules et nous manquons de logique.

Je crois donc rencontrer l'approbation générale en proposant que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Le dit Gingras soit ramené à la barre de cette Chambre, qu'il soit

censuré par le président et mis immédiatement en liberté, afin que la Chambre, procède à l'exécution des affaires."

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour : MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Deschênes, Gagnon, Leduc, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Owens, Rinfret dit Malouin, Spencer, Stephens, Turcotte, Watts et Whyte. 17.

Ont voté contre : MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Carbray, Caron, Casavant, Désaulniers, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lapointe, Lavallée, LeBlanc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Paradis, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Sawyer, St-Hilaire Taillon, Thornton et Trudel.—36.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition de l'honorable M. Taillon est mise aux voix.

Ont voté pour :—MM. Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Carbray, Caron, Casavant, Désaulniers, Dorais, Duckett, Flynn, Frégeau, Gauthier, Lapointe, Lavallée, LeBlanc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Paradis, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Sawyer, St-Hilaire, Taillon, Thornton et Trudel.—34.

On voté contre :—MM. Bernard, Bernatchez, Cameron, Demers, Deschênes, Desjardins, Duhamel, Gagnon, Leduc, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Owens, Rinfret dit Malouin, Spencer, Stephens, Turcotte, Watts et Whyte. —20.

L'Assemblée législative a adopté.

M. Gingras est alors appelé à la barre de la Chambre et il est enjoint au sergent d'armes de le mettre en liberté.

La Chambre délibère sur les crédits du budget adoptés dans la séance du 27 et 28 avril, du 1^{er} et 4 mai :

" LA GAZETTE DES CAMPAGNES. "

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—J'espère que le trésorier est en état de nous dire ce qu'il va faire à propos du désir de la Chambre. Il sait qu'elle veut presque à l'unanimité que le crédit soit élevé à \$1,000.

M. le **Trésorier**.—Quand on vote le budget, on ne cesse de demander. \$250 pour cela, \$250 pour une école de navigation et le reste. Pendant ce temps-là, le budget augmente et plus tard, on s'en

prend au trésorier. J'ai fait la moitié du chemin, je crois que cela est suffisant.

BEURRERIE ET FROMAGERIES.

M. Gagnon.—Ce crédit est plutôt pour payer les dépenses de voyage des inspecteurs que pour encourager la fabrication du beurre.

Il y a quelque temps j'ai reçu une lettre de M. Barnard me demandant à qui s'adresser dans mon comté pour avoir des renseignements. A l'avenir on pourra s'adresser aux inspecteurs.

M. Faucher de Saint Maurice—*député de Bellechasse.*
On a mentionné, dans les comptes publics, que M. Chabot, de Saint-Charles de Bellechasse, a reçu \$100 d'encouragement pour sa fromagerie.

Je suis heureux de dire à la Chambre que j'ai été l'initiateur de cet octroi. M. Chabot est un travailleur et un homme qui fait honneur à Bellechasse.

Les fromageries, les beurrieres ne sauraient être trop encouragées dans notre pays.

Les documents officiels nous disent que l'Angleterre achète au Canada vingt-cinq pour cent de son importation de fromage. Un journal américain de son côté dit qu'aux Etats-Unis le prix du fromage canadien se maintient ferme sur le marché.

L'honorable M. de la Bruère nous a donné lui aussi des statistiques intéressantes. En 1868, nous a-t-il dit, nous exportons 6,111,482 livres de fromages, représentant \$617,943.

En 1876, ces chiffres de l'exportation du fromage étaient portés à 35,024,090 livres. Huit années d'études, huit années d'expériences nous avaient donné une augmentation de 28,912,608 livres.

Sept années plus tard, du 1^{er} juillet 1882 au 30 juin 1883 nous exportons 58,041,387 livres de fromage, l'an dernier ceux qui sont chargés de nos statistiques nous assurent qu'elles atteignent 65 millions de livres de fromage.

M. François Gendron, de Sainte Anne de la Pocatières donne à son tour l'état des opérations dans la fabrication du fromage, pendant la saison de 1884 : depuis la fin de juin jusqu'à la première semaine de novembre. J'emprunte à ce rapport les détails suivants :

Il a reçu 1,081,454 livres de lait à sa fromagerie, avec lequel il a

fabriqué 119,367 livres de fromage. Il a réalisé par la vente de ce fromage \$11,582.19. Les fournisseurs de lait ont reçu pour leur part \$9,131.43, les dépenses d'opérations ayant été de \$2,450.76.

Devant ces chiffres, devant cette richesse qui attend nos travailleurs, nous ne saurions rester indifférents. Le gouvernement a une excellente idée en donnant un traitement aux inspecteurs de fromageries et de beurreries. Il a aussi une idée patriotique en acceptant de donner des primes aux meilleures fromageries et aux meilleures beurreries. Je l'approuve, et j'applaudis à ce mouvement national.

LES DÉPENSES D'IMPRESSION.

M. Gagnon. — Je voudrais voir la brochure de M. Tassé. On fait des impressions confidentielles pour \$1300 et plus tard on découvre que c'est un discours de l'honorable député de Montmorency qui a été ainsi imprimé aux frais de l'état. Je sais que ce n'est pas de la faute de mon honorable ami, aussi je ne lui en fais pas de reproche.

M. Whyte.—*député de Mégantic.*—Nous n'avons jamais eu l'avantage d'avoir des conférences agricoles dans les cantons de l'est : n'y aurait-il pas moyen de nous en donner.

M. le Trésorier.—Le budget supplémentaire va contenir \$1,000 pour ce service, et mon honorable ami n'aura qu'à faire une demande à cet effet et il sera satisfait.

ARTICLE 48. — ENCOURAGEMENT DE LA CULTURE DES ARBRES FRUITIERS ET DE VIGNES, \$500.

M. Gagnon. Qui a cela.

L'honorable **M. Taillon.**—C'est le conseil d'agriculture.

M. Gagnon.—Je dis que nous ne devrions pas lui donner cette argent, car ce conseil a une encaisse.

L'honorable **M. Taillon.**—Nous savions qu'il avait de l'argent en mains, c'est pourquoi l'année dernière le gouvernement a diminué son octroi, mais depuis ce temps cet argent a été dépensé, et l'on croit qu'on ne peut se dispenser de la totalité des crédits inscrits.

IMMIGRATION ET REPATRIEMENT.

L'honorable **M. Taillon.**—La Chambre peut en prendre ma parole, la dépense n'excèdera pas le crédit inscrit, soit \$10,000. Nous espérons ne pas dépenser même toute cette somme.

CHEMINS DE COLONISATION.

M. Gagnon.—Le discours du trône nous disait ceci :

“ C’est l’intention de mon gouvernement de vous demander d’augmenter les octrois destinés aux travaux de colonisation, afin de donner un nouvel essor à l’exploitation de nos terres incultes et de faire tourner ainsi au bénéfice de l’agriculture la légère dépression qui se fait momentanément sentir dans l’industrie manufacturière et dans le commerce.”

Ainsi on devait augmenter l’octroi pour la colonisation, et l’on ne nous demande que la somme ordinaire. La promesse faite n’est donc pas remplie.

Une voix sur les bancs des ministres.—Elle le sera d’ici à la fin de la session.

M. Gagnon. Alors très bien : on verra cela.

RÉPARATIONS AUX PALAIS DE JUSTICE.

M. Gagnon.—Je vois que le gouvernement ne met rien pour la cour de circuit de Kamouraska. J’en conclus que la solution est renvoyée à plus tard. Je le regrette très vivement.

AGENT EN FRANCE.

M. Gagnon.—J’espère que le gouvernement cessera bientôt de nous demander l’ouverture d’un crédit pour cette agence. Dans tous les cas cela devrait être mis sous le titre d’immigration, car c’est réellement pour cet objet que cet argent est dépensé.

L’honorable **M. Taillon.**—M. Fabre a donné depuis quelque temps une série de conférences dans les départements en France. Des comptes-rendus ont été publiés dans la presse française, et cela aura pour résultat de répandre beaucoup de connaissances sur notre province. Il s’est mis à la disposition du révérend Père Labelle, qui est actuellement en France, et ce ne serait pas le temps de discontinuer cette agence.

M. Gagnon.—Je n’objecte pas tant au vote en lui-même qu’à son ordre d’inscription au budget. Je crois que cet argent est peut-être mieux employé que celui qui est voté pour l’immigration. Nous gaspillons des sommes respectables pour nourrir des gens qui s’en vont dans l’ouest et qui ne font que passer au milieu de nous.

LE FONDS DES MUNICIPALITÉS.

M. Gagnon.— Je desirais savoir si le gouvernement va donner quelque chose pour mon comté ?

M. le Trésorier. Un certain montant va être mis dans le budget supplémentaire pour faire face aux éventualités qui pourront se présenter.

CONFISCATION DES CADASTRES.

M. Gagnon. L'Ile aux Lièvres n'est pas cadastrée. L'annexion de cet Ile à la paroisse de St-André a eu lieu en 1882. Cette paroisse est censée être cadastrée en totalité, tandis qu'elle ne l'est pas puisque cet Ile récemment annexée à St-André, n'a pas été cadastrée. Je demande qu'elle le soit.

L'honorable **M. Lynch.**—Je promets d'y voir aussitôt que possible.

PRÊT POUR GRAIN DE SEMENCE.

M. le Trésorier.—L'intention du gouvernement est bien de se faire rembourser ce montant par les différentes municipalités.

CHEMIN DE FER Q. M. O. & O.

L'honorable **M. Flynn.**—Le budget contient divers montants pour le chemin de fer du Nord. Ces sommes sont pour payer ce qui était dû avant la vente de cette voie ferrée.

L'honorable **M. Marchand**—*député de St-Jean.*—Est-ce que c'est pour solder la balance des comptes dus ?

L'honorable commissaire est-il en position de nous dire que, tout comptes tirés, c'est la balance qui reste due ?

L'honorable **M. Flynn.**—Il n'y a que les réclamations actuellement pendantes devant les tribunaux. Il y a sept ou huit causes reposant sur des pétitions de droit ; à part cela, il y a d'autres poursuites instituées contre l'ancienne compagnie de colonisation du nord.

COLLÈGE VÉTÉRINAIRE DE MONTRÉAL.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse.*—J'ai eu l'occasion de visiter en détail le Collège vétérinaire de Montréal

et d'y recueillir les notes suivantes qui, j'en suis sûr, intéresseront l'Assemblée législative.

Le Docteur Durocher y enseigne la botanique et la zoologie.

Ce cours est "démontré par des échantillons, des planches, des modèles et avec l'aide du microscope : des instructions spéciales seront données dans l'examen microscopique des tissus. Les élèves, sans autres honoraires additionnels, ont droit d'assister au cours de Zoologie donné par la Faculté des Arts, et ont accès au Musée d'Histoire Naturelle de l'Université ainsi qu'à celui de la Société d'Histoire Naturelle de Montréal. A la fin de chaque session, on offrira des prix aux élèves de Botanique, de la classe de la session précédente, pour la meilleure collection, correctement nommée, des plantes du Canada ; ces collections, ou leur double, devant rester au Musée du Collège."

Le docteur Beaudry est chargé d'enseigner les éléments de médecine.

"Ce cours comprend l'Histographie, la Physiologie, la Pathologie générale et la Thérapeutique. Ces lectures sont démontrées par des appareils, des planches murales, des préparations microscopiques des divers tissus et des préparations pathologiques du musée."

La Chimie est expliquée aux élèves par le docteur d'Orsenens.

Ce cours comprend au long l'étude de la chimie inorganique et une bonne partie est consacrée à l'étude de la chimie organique dans ses rapports avec la physiologie. Les élèves ont aussi à étudier cette partie de la physique qui se rapporte plus directement à la Chimie. Pour démontrer ces expériences, le professeur possède une collection complète des appareils les plus perfectionnés, entr'autres une pompe pneumatique, un microscope à gaz, un polaryscope, une série considérable de modèles en cristaux, machines électriques et galvaniques, engin à vapeur, etc., etc.

M. Daubigny est chargé des cours d'Anatomie vétérinaire, de matière médicale et de médecine et de chirurgie vétérinaires.

"Dans le cours d'anatomie vétérinaire, l'anatomie du cheval forme le principal sujet de l'enseignement ; cependant, la différence de conformation de tous les autres animaux domestiques est expliquée avec soin et démontrée sur le sujet et au moyen d'une grande collection de modèles d'anatomie *clastique* du Dr Auzoux, de Paris ; par de nombreuses préparations naturelles et la plus complète collection de

planches murales, y compris la série entière de Marshall, celle d'Anatomie et de Zoologie de M. Achille Comte ; une grande collection de dessins faits expressément pour cette école par M. Scott Leighton, artiste à Boston, et M. Anwksett, à Montréal, et une série complète de préparation *iconoclastique* du Dr. G. O. Witkowski, de Paris.

“ La salle de dissection est ouverte toute la journée ; on se procure facilement des sujets, et le professeur, ou son assistant, est presque toujours présent pour diriger la dissection pratique. Cette salle est munie de toutes les commodités les plus modernes et les plus nécessaires.

La matière médicale vétérinaire comprend “ l'étude des propriétés, la préparation et l'action physiologique et thérapeutique de tous les remèdes en usage dans la médecine vétérinaire, avec leurs applications, leurs doses et les antidotes, représentés par une collection complète d'échantillons, collectionnée et conservée avec le plus grand soin.”

La médecine et la chirurgie vétérinaire embrassent l'étude des principes et de la pratique de la médecine vétérinaire, comprenant la maladie de tous les animaux domestiques, leur nature, leur cause, leurs symptômes et leur traitement ; les principes et la pratique des opérations chirurgicales. La médecine est démontrée dans les cliniques quotidiennes, et la chirurgie par les fréquentes et nombreuses opérations faites sur les animaux vivants et sur les sujets, par le démonstrateur, dans les salles de dissection. Ce cours est aussi démontré par une grande collection d'instruments et d'appareils dont l'usage est expliqué et enseigné aux élèves. Ce cours comprend aussi la pathologie comparée, la thérapeutique et principalement la maladie des bêtes-à-cornes et des chiens ; des lectures sur la conformation, l'élevage et l'examen des chevaux en ce qui regarde leur santé.

“ Les microscopes du collège de Médecine et ceux de l'école vétérinaire seront fréquemment mis en usage par chaque professeur pour démontrer des sujets traités dans leurs lectures. Dans toutes les branches de ce cours, il y a de nombreuses préparations microscopiques préparées par des meilleurs apprêteurs français, anglais et canadiens. On ne se sert que des meilleurs instruments, et les élèves ont toute l'occasion voulue de se familiariser avec la construction, les emplois et l'application pratique du microscope.

“ Le musée renferme une belle collection d'échantillons naturels et

artificiels consistant en squelettes de presque tous les animaux domestiques et en os nécrosés ; les préparations d'anatomie *clastique* du Dr. Auzoux des différentes organes du corps, des dissections naturelles, des modèles coloriés, planches murales, etc., qui servent tous aux démonstrations pendant les cours et que les élèves ont de fréquentes occasions de consulter.

Voilà quelques notes bien instructives sur cette école pour laquelle nous vous demandons de l'aide.

L'école vétérinaire de Montréal a déjà formé des élèves qui lui font honneur. M. Brodie, médecin vétérinaire en chef des îles Sandwich est un de ses gradués, et un autre ancien élève de l'école placé sous ses ordres a un traitement de \$5,000 par année. Notre compatriote M. Couture a étudié lui aussi à Montréal. Ses ouvrages sur l'art vétérinaire sont demeurés classiques en Amérique. En ce moment treize Canadiens-français suivent les cours de cette institution dont la renommée est étendue jusqu'au Japon, puisque le gouvernement de ce pays vient d'y envoyer le prince Arrakowa pour en suivre les cours.

J'espère que le ministère convaincu de l'importance de l'école vétérinaire de Montréal lui continuera généreusement sa protection, et j'appuie avec plaisir la proposition de M. Stephens, député de Montréal-centre, à cet effet.

Ces divers crédits sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

Les projets de lois suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité général.

Pour modifier l'acte concernant le barreau de la province de Québec.

Pour modifier les lois concernant la tenue de la cour supérieure.

Pour modifier la loi de la chasse, de Québec.

Pour modifier la loi des jurés et jurys.

Pour modifier l'acte de cette province 43-44 Victoria, chapitre 23, intitulé : " Acte pour établir un fonds de retraite et de secours, en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire."

Pour modifier la loi des licences de Québec, de 1878, quant à ce qui concerne l'emmagasinage de la poudre et des autres matières explosibles.

Pour venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la couronne.

M. Faucher de Saint-Maurice.—Je demande que l'on ajoute au projet de loi de la chasse une clause plaçant le *moignac (eider)* sous la protection de la loi, et que les œufs des différents oiseaux de mer qui fréquentent le Golfe Saint Laurent, soient protégés par des gardes chasses.

Je demande que ces dispositions s'étendent aux îles du Golfe, vu que les équipages des goélettes américaines détruisent chaque année une grande quantité de ces œufs. Le *moignac (eider)* est un oiseau précieux, vu l'édredon qu'il fournit au commerce.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mercredi, le 6 mai 1885.

SOMMAIRE :—Dépôts de documents.—Résolutions concernant le palais de justice de Québec.—Délibération sur le projet de loi concernant les biens en déshérence : MM. Gagnon, Taillon, Mercier, Flynn. Délibération sur le projet de loi concernant le fonds de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire : MM. St-Hilaire, Blanchet.—Délibération sur le projet de loi relatif aux licences : MM. Demers, Taillon, Mercier, Robertson et Marchand.—Proposition de M. Poulin touchant les ventes de propriétés faites par le shérif : MM. Poulin, Gagnon, Robertson, Taillon et Marchand.—Proposition de M. Picard, touchant le lot No. 17 du premier rang du canton d'Irlande, M. Picard.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province.*
J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 avril 1885, demandant copie de toutes correspondances, mémoires et autres documents, échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toutes personnes quelconques, au sujet de la construction d'une cour de circuit, dans le comté de Kamouraska.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 22 avril 1885, demandant copie de toutes correspondances, mémoires, entre le gouvernement de la province et la compagnie du Pacifique canadien, relativement à la perception de deux versements de cent mille piastres chacun, dus sur le prix d'achat de la partie ouest du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, le premier, le 1^{er} mars 1884, le second, le 1^{er} mars, 1885. Ainsi que copie de tout arrêté du conseil ou autre document, au sujet des procédés pris par le gouvernement pour le recouvrement de ces deux versements.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 29 avril 1885, demandant copie de tous mémoires, correspondances et télégrammes se rapportant à l'accusation portée devant la cour du banc de la Reine, juridiction criminelle à Montréal, contre MM. Cornellier et LeBlanc ; ainsi que copie des actes d'accusation et de l'enquête préliminaire faite devant le magistrat de police.

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative du 20 avril 1885, demandant un état indiquant le nombre de gardiens des batisses du parlement, nommés depuis l'explosion en octobre dernier, leur nom, salaire et le nom et salaire des chefs. Et, si quelqu'un des chefs ou gardiens occupent déjà d'autres emplois, sous le contrôle du gouvernement, quel est cet emploi et quel est le salaire ou traitement qui y est attaché.

RÉSOLUTIONS CONCERNANT LE PALAIS DE JUSTICE À QUÉBEC.

L'ordre du jour appelle la délibération sur les résolutions suivantes :

Considérant qu'il est nécessaire de construire le palais de justice de Québec, en matériaux incombustibles, dans toutes ses parties de manière à préserver cet édifice de tout danger d'incendie, et d'adopter les suggestions du barreau de Québec, quant aux changements à faire dans la distribution intérieure et qu'à cet effet, il est urgent d'autoriser le trésorier de la province à faire l'emprunt d'une somme additionnelle à celle autorisée par l'acte 45 Vict., chap. 26 intitulé : " Acte concernant la construction de palais de justice de Québec ; " en conséquence, il est résolu :

1. Que, dans le but de couvrir la dépense additionnelle nécessitée dans la construction du palais de justice de Québec, par les changements apportés dans la distribution intérieure et par la substitution de matériaux en fer aux matériaux en bois, le lieutenant gouverneur en conseil, en sus des cent cinquante mille piastres que l'acte 45 Vict., chap. 26 permet d'emprunter, pourra autoriser le trésorier de la province à contracter un emprunt additionnel de cinquante mille piastres.

2. Que cet emprunt additionnel de cinquante mille piastres sera prélevé, et le remboursement s'en fera, conformément aux dispositions du dit acte 45 Vict., chap. 26.

L'honorable M. Robertson informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, il les recommande à la considération de la Chambre. Ces résolutions sont définitivement adoptées dans les formes réglementaires.

Un projet de loi basé sur ces résolutions est déposé sur le bureau de la Chambre.

Les projets de lois suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier la loi concernant la tenue des cours supérieures.

Pour modifier la loi de la chasse.

Pour modifier la loi des jurés et jurys.

LES BIENS EN DÉSHÉRENCE.

L'ordre du jour appelle l'examen, en comité général, du projet de loi relatif aux biens en déshérence et autres biens confisqués au profit de la couronne.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—Rien n'empêchera le gouvernement de se servir de cette loi pour disposer des biens des Jésuites.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général*.—Non, le gouvernement ne fera rien de définitif sans venir devant la Législature. Ce n'est pas son intention, ni ne le fera-t-il. Cette loi n'est que pour les cas qui sont à la connaissance du gouvernement à l'heure qu'il est. Mais le cas des biens des Jésuites est différent de ceux que nous avons en vue, parce que le parlement s'est déjà occupé de cette question. Le but de cette loi est simplement pour pourvoir à l'administration des biens qui sont la propriété du gouvernement en vertu du code civil.

M. Gagnon.—D'après ce qu'a dit le procureur général, cette loi ne donnera pas au gouvernement le pouvoir de régler la question des biens des Jésuites.

L'honorable **M. Taillon**.—Certainement non.

M. Gagnon.—Je le regrette et voici pourquoi. Au commencement de la session, nous avons eu devant nous une lettre de monseigneur l'archevêque de Québec, dans laquelle Sa Grandeur se dit autorisée à régler cette question. Ce règlement devrait être fait en donnant au clergé une partie de ces biens ou autrement. De la sorte on pourrait disposer des terrains qui ne sont pas un embellissement pour Québec, dans l'état où ils se trouvent maintenant.

Le gouvernement alors ne peut avoir d'objection à mettre dans cette loi une article par lequel il déclarera que ces dispositions ne s'appliqueront pas aux biens des Jésuites.

L'honorable **M. Taillon**.—Il n'y a pas un gouvernement, quel qu'impossible qu'il puisse être, qui pourra régler la question avec cette loi-là.

L'honorable **M. Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Je ne le crois pas non plus, mais mettons la chose plus sûre.

L'honorable **M. Flynn**—*député de Gaspé, commissaire des chemins*

d'fer. Cette question a déjà été l'objet d'une loi spéciale et à moins que vous rappelez cette loi spéciale, vous ne pouvez régler cette question avec la loi qui est en délibération.

Mais si on consent à mettre l'article suggéré par l'honorable député de Kamouraska, on semblera exprimer une opinion qu'il ne conviendrait pas d'exprimer, à part cela, je n'ai pas d'objection à cet amendement.

L'honorable M. **Mercier**.—Cette loi détruit l'ancienne. Je comprends que la question des biens des Jésuites peut être réglée d'une certaine manière, mais il vaut mieux dire que cette loi ne s'applique pas à cette question en particulier.

M. **Gagnon**.—Je désire qu'on me comprenne bien. Je ne m'opposerais pas à ce qu'on donna même ces biens à l'église catholique, mais ce que je veux c'est qu'on le sache et qu'on nous dise ce que l'on fera.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires, l'article suivant ayant été ajouté :

“ 5. Cet acte ne s'appliquera pas aux biens confisqués ou tombés en déshérence et à l'égard desquels il existe déjà quelques lois spéciales.

LE FONDS DE RETRAITE DES INSTITUTEURS.

L'ordre du jour appelle l'examen, en comité général, du projet de loi pour modifier la loi pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

M. **St-Hilaire** —*député de Chicoutimi et Saguenay*.—On devrait étendre également les délais pour le paiement des retenues par les instituteurs. Autrement ce serait injuste.

L'honorable M. **Blanchet**.—Je crois en effet que ce serait injuste et je n'ai aucune objection à ce qu'on dise que le délai est prolongé jusqu'au premier mai 1886.

Ce projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

LA LOI DES LICENCES.

L'ordre du jour appelle l'examen, en comité général, du projet de loi pour modifier la loi des licences, quant à ce qui concerne l'emmagasinage de la poudre et des autres matières explosibles.

M. Demers—*député d'Iberville*.—M. le président, je propose que l'octroi des licences pour hôtels de tempérance soit soumis aux mêmes formalités que pour les licences ordinaires. A Clarenceville, on a supprimé les hôtels et on a souscrit pour avoir un hôtel de tempérance. C'est très bien, mais voici ce qui arrive. Quand les hôteliers voient un hôtel de tempérance s'établir à côté d'eux, ils prennent aussi une licence de tempérance, mais ils continuent à vendre des boissons fortes. Ceci est l'occasion de beaucoup de désordres dans nos campagnes. C'est pour remédier à cela que je demande cette modification.

L'honorable **M. Taillon**.—Il ne peut être question de ce sujet dans ce projet de loi, car le titre indique assez quel est son objet. Je dois dire cependant qu'aussitôt que nous aurons le droit de légiférer sur les licences, il y aura révision de notre loi.

L'honorable **M. Mercier**.—L'objection du procureur général ne peut être maintenue, car nous sommes appelés à modifier la loi des licences. Cet amendement est dans l'intérêt de la tempérance et des bonnes mœurs. On veut que le conseil municipal autorise les licences pour hôtels de tempérance, absolument comme il contrôle les autres licences.

L'honorable **M. Robertson** *député de Sierbrooke, trésorier de la province*. On ne devrait pas adopter cet amendement, parce que le conseil municipal pourra refuser, tandis qu'il vaut mieux que ce commerce soit libre à tout le monde. Si ces hôteliers de tempérance vendent des boissons fortes, ils peuvent être poursuivis tout comme les autres. Au reste, l'année prochaine nous serons dans une meilleure position pour discuter cette question.

L'honorable **M. Taillon**. On ne doit pas, sans de graves motifs, limiter la liberté du commerce. Par cet amendement on veut donner aux municipalités le droit de limiter ce commerce. C'est très grave. Dans le cas de licences pour vente de boissons fortes, c'est différent, car il s'agit de l'intérêt du bon ordre.

D'un autre côté, les conseils municipaux peuvent user légitimement de leurs droits, mais ils peuvent aussi en abuser.

L'honorable **M. Mercier**. Pourquoi ne faites-vous pas disparaître cette licence pour hôtel de tempérance, si vous voulez adopter le régime de la liberté du commerce, car par cette licence vous établissez le contrôle de l'état sur ces maisons. Aujourd'hui, l'officier du gouver-

nement accorde la licence sans s'occuper de l'honnêteté de la personne qui demande une licence. Pourquoi le conseil municipal n'y verrait-il pas ?

Ces conseils commettent des abus sans doute, mais tous les corps publics en commettent, et ce n'est pas une raison pour les abolir, assurément.

L'honorable M. **Taillon**.—La question est bien simple. Il s'agit de savoir s'il y a inconvénient à maintenir l'état de chose actuel : Si oui, alors nous devons nous demander si les inconvénients sont moindres que ceux qui résulteront de la modification demandée.

L'honorable M. **Marchand**.—*député de St. Jean*.—Ces maisons sont dans l'occasion de vendre des boissons fortes. Or c'est l'autorité municipale qui est la plus qualifiée à faire régner l'ordre et à maintenir la paix publique. C'est cette autorité qui doit voir à cela. Tous les jours on voit des maisons publiques de ce genre s'établir où toutes espèces de scandales se produisent ; il est temps de réprimer ces abus.

La modification n'est pas adoptée.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

LES VENTES PAR LE SHÉRIF.

M. **Poulin** *député de Rouville*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre un état indiquant pour chaque district de la province, pour l'année 1884 :

1. Le nombre des propriétés vendues par le shérif ;
- 20 Le prix d'achat pour chaque lot ;
30. Les frais encourus pour la vente de chaque lot.

M. le président, j'ai dit dans une autre circonstance que l'on pourrait diminuer les dépenses de l'administration de la justice. Suivant moi, le personnel extérieur de ce service est trop nombreux. Le protonotaire dans chaque district pourrait surveiller les édifices des cours comme le shérif.

Le même officier pourrait donner copie des jugements rendus au registrateur qui procéderait à la vente des terres en conformité de ces jugements, comme le fait le shérif.

L'année dernière l'honorable procureur général nous disait que les shérifs n'étaient pas assez retribués pour leurs services et qu'il serait mieux de leur donner un salaire fixe. Je crois que le peuple n'approuverait pas cette dépense qu'il considérerait comme inutile.

M. Gagnon.—Je crois qu'en effet les frais d'une vente au shérif sont trop élevés, mais cela dépend des registrateurs. Il faudrait modifier leur tarif. J'ai eu connaissance dans mon district que le certificat de deux hypothèques coûtait de trente à quarante piastres. Il suffit de jeter un coup d'œil pour voir combien ce tarif est élevé.

Quant à la réforme proposée, c'est au gouvernement à y voir, mais il est bien tard pour en faire une étude sérieuse, la session étant sur le point de finir.

L'honorable député de Rouville demande de supprimer la charge de shérif. On pourrait aller très loin avec ce système de suppression. Dans tous les cas, je conseille au gouvernement d'y voir, car c'est une proposition très radicale.

L'honorable **M. Robertson.**—S'il faut un état détaillé, les shérifs demanderont à être payés pour le faire.

M. Poulin.—Le peuple a bien droit de savoir pourquoi les services des shérifs lui coûtent si cher.

L'honorable **M. Taillon.**—Je ne dis pas que la plainte est ou n'est pas fondée, mais il est avéré qu'à part les grands centres, les shérifs ne sont pas assez payés. Les honoraires prélevés ne sont pas suffisants pour donner à ces officiers une rémunération raisonnable et en rapport avec l'importance de leurs fonctions.

Les frais de ce service sont, dit-on, élevés, mais on augmente les dépenses sans s'en apercevoir. C'est ainsi qu'il y a deux ans on a fait une loi pour obliger les shérifs à avertir les créanciers. C'est comme cela que les frais augmentent.

L'honorable **M. Marchand.**—Il y a des protonotaires qui sont trop payés tandis qu'il y a des shérifs qui ne le sont pas assez.

La proposition est retirée.

LE N^o 17 DU 1^{er} RANG DU CANTON D'IRLANDE.

M. Picard—*député de Richmond et Wolfe.*—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de toutes

correspondances, mémoires et rapports, entre le gouvernement ou aucun de ses officiers ou agents, et M. Charles Pacaud et certains colons, au sujet du lot N^o 17, du premier rang du canton d'Irlande.

M. le président, comme les documents demandés par cette adresse ne peuvent être préparés et mis devant la Chambre d'ici à la clôture de la session, je demanderai à mes honorables collègues de leur raconter en aussi peu de mots que possible les principaux faits se rapportant à cette affaire.

Je dirai de suite que c'est une de ces malheureuses affaires de spéculation faite au détriment de quatre colons, menacés aujourd'hui d'être les victimes d'un spéculateur par la *faute et la complaisance* de celui qui présidait au département des terres de la couronne en 1878, l'honorable M. F. Langelier, et continuée en 1879 par son successeur, l'honorable M. Marchand.

Je ne voudrais point, M. le président, donner à cette cause plus d'importance qu'elle ne doit en avoir, cependant on voudra bien me permettre de dire, en passant, toute ma pensée, en ajoutant ce qui suit : Dans mon humble opinion, je crois que ce sont des affaires semblables à celle dont je m'occupe en ce moment, qui ont suscité la rébellion au Nord-Ouest, dont tout le monde déplore aujourd'hui les conséquences désastreuses, et dont la répression va coûter à la nation un grand nombre de vies précieuses et au trésor non seulement des centaines de milliers de piastres, mais peut être plusieurs millions.

M. le président, si la cause que je défends dans le moment est comparativement peu importante pour la Chambre et pour le public en général, je dirai qu'elle est d'une importance majeure pour les malheureux colons qui sont en cause, car tout leur avoir, et tout ce qu'ils possèdent aujourd'hui, est en jeu, et ils seront inévitablement ruinés et mis dans le chemin bientôt, si le gouvernement ne vient pas de suite à leur secours.

Voici les faits que je me suis proposé de faire connaître à la Chambre et au public par la production des documents mentionnés dans cette adresse.

Les parties en cause sont M. Charles Pacaud d'une part, et les nommés Joseph Binet, Joseph Cyr. F. Frappier et P. Gagnon, occupant le lot No. 17 du 1^{er} rang du canton d'Irlande, comté de Mégantic.

D'après les livres de la municipalité d'Irlande il est constaté que le lot de terre No. 17 du rang d'Irlande, alors en bois debout, a été évalué vers les années 1859 ou 1860 à la somme de \$400, il fut entré sur le

rôle d'évaluation comme appartenant à " un inconnu " lorsqu'il appartenait dans le temps au gouvernement, car on constate par les livres du département des terres que le gouvernement n'a vendu ce lot de terre que le 20 de décembre 1860, dont la moitié sud-est à un nommé James Annerley et l'autre au nommé Thomas Walton.

Environ un mois et demi plus tard, au commencement de février 1861, le conseil du comté de Mégantic vendait le même lot de terre pour taxes municipales qui avaient été imposées par la municipalité d'Irlande sur le lot en question, lorsque le lot appartenait encore au gouvernement et bien longtemps avant que les nommés Annesley et Walton en devinrent les acquéreurs du gouvernement, puisque la vente à ces derniers par le gouvernement n'a été faite qu'un mois et demi seulement avant la vente faite par le conseil du comté de Mégantic aux nommés Chrisologue Pelletier et Theophile Girouard, le 4 février 1861.

En janvier 1863, le conseil du comté de Mégantic donna un acte de vente aux dits Pelletier et Girouard, et ces derniers vendirent leurs droits, sans garantis, à M. Charles Pacaud.

Dans le courant de l'année 1863, M. Pacaud adressa au département des Terres, une lettre par laquelle il demandait à l'honorable commissaire des lettres patentes pour le lot de terre en question, alléguant qu'il était aux droits des nommés Annesley et Walton, les acheteurs primitifs, au moyen de la vente faite par le conseil du comté de Mégantic et en cas que son titre du conseil de comté fut contestable, M. Pacaud, demandait aussi de faire annuler la première vente faite aux nommés Annesley et Walton.

Une réponse officielle à cette demande ne fut donnée que le 12 mai 1865 par l'honorable M. Campbell, alors commissaire des terres. Cette lettre est signée par M. And. Russel, son assistant. Voici comment se lit cette lettre :

Département des terres de la Couronne.

Québec, le 12 mai 1865.

CHARLES PACAUD, écr.,

Inverness.

Monsieur,

Au sujet de la réclamation que vous avez faite par votre lettre du 9 novembre 1863, du lot 17 du premier rang d'Irlande, basée sur la vente par la municipalité du comté de Mégantic les 4 et 11 février 1861. pour

arrérages de taxes, j'ai l'honneur de vous informer que la couronne a disposé du lot de terre en question de la manière suivante :

La moitié sud-est No. 17 du premier rang d'Irlande en faveur de James Annesley et la moitié nord-ouest du même lot en faveur de Thomas Walton : les dites ventes faites le 20 décembre 1860.

En conséquence, vu qu'il appert que les dites ventes ont été faites par la municipalité pour des taxes imposées sur ces terres avant les ventes sus-mentionnées opérées par le coroner en faveur des dits Annesley et Walton, votre réclamation ne saurait être admise.

(Signé), AND. RUSSEL,
Assist.-Commissaire.

Plus tard, vers l'année 1868, alors que le défunt M. Beaubien se trouvait être le commissaire des terres de la couronne, M. Pacaud s'adressa de nouveau au département pour avoir des lettres patentes en son nom—toujours au moyen de la vente par le conseil du comté de Mégantic, et M. Beaubien lui fait la même réponse que lui avait donnée son prédécesseur, le 12 mai 1865.

De 1868 à 1878, M. Pacaud paraît avoir gardé un silence parfait.

En effet, ce n'est que le 23 décembre 1878, environ neuf mois après l'arrivée de M. Joly au pouvoir, que reparaît M. Pacaud (officiellement du moins) par une lettre adressée à l'honorable M. F. Langelier, qui était dans le temps commissaires des terres.

Quoique M. Pacaud, dans sa lettre à M. Langelier, fasse voir que ses prétentions avaient été rejetées en 1865, par l'honorable M. Campbell, et en 1868 par l'honorable M. Beaubien, l'honorable M. Langelier, contrairement aux décisions de ses prédécesseurs, accorde à M. Pacaud tout ce qu'il demande : c'est-à-dire qu'il lui promet de lui donner des lettres patentes pour le lot détenu en question, pourvu qu'il (M. Pacaud) paie la balance restant due sur le lot : environ \$137. Dans le mois d'avril 1879, M. Pacaud s'adressa de nouveau par lettre au département qui avait pour chef dans le temps l'honorable M. Marchand, pour lui demander la remise des intérêts depuis 1865 à 1879.

L'honorable M. Marchand se rend très volontiers au désir de M. Pacaud et lui accorde une remise complète de tous les intérêts pour 14 années (de 1865 à 1879) faisant une réduction de \$52.

Le 6 mai 1879 M. Pacaud transmet au département la balance du prix de vente telle que réduite entre lui et M. Marchand, \$85.

Et le 4 juillet, l'honorable M. Marchand donne ordre à son assistant M. Taché, d'informer M. Ant. Gagnon, leur agent pour la division d'Arthabaska que M. Pacaud a payé la balance due sur le lot 17 du premier rang d'Irlande, et de voir à substituer le nom de M. Pacaud à celui des acquéreurs primitifs, Annesley et Walton.

Le 21 juillet 1879, M. Gagnon adressa la lettre suivante à l'honorable M. Marchand.

Arthabaskaville, 21 juillet 1879.

A l'honorable P. G. Marchand,

Comm. des terres, à Québec.

Monsieur,

En réponse à la vôtre du département, m'informant entre autres choses, que M. Pacaud avait payé la balance due sur le lot 17 du 1^{er} rang d'Irlande, et qu'en conséquence il est substitué aux acquéreurs primitifs, je crois devoir vous informer que ni les acquéreurs primitifs, ni M. Pacaud, n'ont en aucun temps, fait aucun défrichement sur ce lot, mais que ce lot m'a depuis été demandé par plusieurs personnes, entre autres, par un nommé Louis Roy et un nommé Rémi Fréchette qui prétendaient alors (en 1877) occuper le lot et y avoir fait des défrichements.

Je suis sous l'impression que ce lot est encore occupé soit par Fréchette ou ses représentants.

Je vous transmets avec la présente pour votre considération une lettre de Rémi Fréchette en date du 9 mai 1877, afin que justice dans tous les cas, puisse être rendue à qui de droit.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur, votre humble serviteur,

(Signé) ANT. GAGNON.

Ci-après la lettre de M. Fréchette à M. Gagnon en date du 9 mai 1877.

Wolfestown, 9 mai 1877.

A. Gagnon, écr.,

Agent des terres, Arthabaskaville,

Monsieur,

Comme je suis le premier qui a travaillé sur le lot 17 du 1^{er} rang d'Irlande, je continue à l'occuper et à faire des améliorations sur ce lot,

Après les semences je me propose d'aller voir pour en faire l'acquisition, avec mon droit légal de premier occupant.

Votre dévoué serviteur,

(Signé) R. FRECHETTE.

P. S.—M. Louis Roy me cède ses droits d'occupant.

M. le président, il est regrettable que l'honorable M. Marchand, en recevant de son agent local, M. Gagnon, les informations et les renseignements contenus dans la lettre que l'on vient de lire, et celle du colon Fréchette du 9 mai 1877, qu'il transmet en même temps au département constatant l'occupation du lot de terre en question par des colons de bonne foi, n'ait pas fait écrire de suite à M. Pacaud pour lui dire de ne pas compter sur ce lot de terre, pour les raisons données par M. Gagnon, l'agent local, et aussi parce que le lot était occupé depuis 1877, et qu'en conséquence il ne pouvait lui laisser avoir les lettres patentes promises par l'honorable M. Langelier, et enfin qu'il ne pouvait faire quoi que ce soit qui puisse nuire aux droits des colons sur ce lot, tant qu'il (M. Pacaud) n'aurait point fourni au département la preuve qu'il avait pris arrangement avec les colons, qu'autrement il serait forcé de révoquer la promesse faite par ses prédécesseurs M. Langelier de lui donner ses lettres patentes et que son argent lui serait remis.

Je considère que l'honorable M. Marchand, en cette circonstance, n'a pas eu pour les colons les égards et cette protection qu'ils ont droit d'attendre de la part du gouvernement, mais qu'au contraire il a montré beaucoup trop de favoritisme pour son ami, M. Pacaud.

O favoritisme si tu fais souvent des heureux, tu sais faire quelquefois des malheureux ! A propos de cette affaire, tu es la cause que quatre colons vont être complètement ruinés ! . . .

Nous allons voir maintenant comment M. Pacaud a traité les colons depuis que MM. Langelier et Marchand lui ont promis de lui donner des lettres patentes pour le lot de terre en question.

Le 29 décembre 1879, M. Pacaud écrit une lettre aux colons les menaçant de les poursuivre s'ils ne viennent pas s'arranger immédiatement avec lui.

Le 8 janvier 1880 les colons s'adressent au département des terres pour demander protection, et me prient quelques temps après d'intervenir et d'user de toute mon influence pour que protection et justice leur soient données par le gouvernement.

Voici copie d'une lettre que j'adressais au département des terres le 2 août 1880 :

Wotton, 2 août 1880.

A l'honorable commissaire des terres de la couronne, Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre un rapport ou estimation des ouvrages et améliorations faites sur le lot 17 du 1^{er} rang d'Irlande par MM. Joseph Binet, David Lemieux et autres.

C'est une de ces malheureuses affaires qui n'arrivent que trop souvent pour le malheur de quelques colons qui deviennent les victimes de certains spéculateurs.

Dans le présent cas c'est un M. Chs. Pacaud qui est en train de dépouiller quatre colons.

J'ose espérer, M. le commissaire, que vous donnerez toute l'attention possible à cette affaire, et que vous ne permettrez pas surtout que M. Pacaud ni autres, ne triomphent des pauvres colons.

Le gouvernement leur doit avant tout protection parce qu'ils sont colons de bonne foi, pauvres et non instruits ; et n'étant point instruits, ils sont exposés à être trompés bien plus facilement, raison de plus pour les protéger lorsqu'ils sont et agissent de bonne foi.

Ne décourageons point nos défricheurs, car ils prendront la voie des Etats-Unis, et nous les perdrons, peut-être pour toujours, surtout si on ne les protège point lorsqu'ils sont établis ou veulent s'établir sur les terres de la couronne.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur.

Votre humble serviteur,

(Signé), J. PICARD.

Il paraîtrait que toute l'affaire est demeurée dans le *statu quo* depuis 1880 à 1884.

L'automne dernier M. Pacaud a poursuivi deux des colons, Joseph Binette et Joseph Cyr, en déguerpissement et en dommage, et le 9 janvier 1885 il a obtenu jugement de la cour de circuit d'Arthabaska, devant Son Honneur le juge Plamondon, contre les nommés Binet et Cyr, les condamnant tous les deux d'avoir à laisser leurs terrains sous 15 jours, —et les condamnant en outre, à payer à M. Pacaud—pour

avoir joui du terrain pendant environ 7 ans, savoir Joseph Binet \$200 et Joseph Cir \$50, et de plus, à payer tous les frais de poursuite, etc.

C'est un jugement qui me paraît bien extraordinaire et bien *dur* pour les colons. Car non seulement ils sont condamnés à abandonner chacun leur terre, dont l'un d'eux y a fait 30 arpents de terre, bâti maison et grange, etc., et l'autre 15 arpents avec aussi maison et grange ; ils perdent ainsi non seulement toutes leurs améliorations et leurs bâtisses, mais ils sont condamnés, en outre, à payer à M. Pacaud, en sus de tous les frais de la poursuite, l'un une somme de \$200 et l'autre \$50. N'est-ce pas là un jugement extraordinaire—et très *sévère* pour les pauvres colons—...

M. le président, en face de tous les faits ci-dessus relatés, qui peuvent être prouvés par les documents qui sont demandés par cette adresse, la Chambre comprendra facilement, j'espère, que si le gouvernement ne vient pas de suite au secours de ces quatre colons établis de bonne foi depuis 1877 sur le lot de terre en question, ils seront bientôt expulsés de leur terre dont les premiers défrichements leur ont coûté tant de labeurs, de peine et de misère, et la seule perspective qui paraît leur rester aujourd'hui pour tant de sacrifices, est une ruine complète... et après avoir été complètement ruinés, avoir pour tout partage le chemin de l'exil.

Pour remédier à ce désastre dont sont menacés ces colons, je suggérerais au gouvernement de faire annuler sans retard la vente primitive qui a été faite en faveur de Annesley et Walton, et de vendre ensuite aux colons, qui ont fait les premiers et seuls défrichements qui se trouvent faits aujourd'hui sur le lot, et de remettre à M. Pacaud l'argent par lui payé sur le fonds du dit lot. Et, dans le cas que ce moyen serait jugé impraticable, je dirai au gouvernement qu'il devra en justice et en honneur, adopter un autre moyen quelconque pour venir au secours et en aide à ces malheureux colons, et surtout de les défendre et soutenir contre tous ceux qui tenteraient de les dépouiller ou expulser de leurs terres, je dirai plus, de les indemniser pour tous dommages soufferts et à souffrir.

J'en appelle, M. le président, au patriotisme et à l'esprit de justice et du bon *fairplay*, bien connu de mon honorable ami, le commissaire actuel des terres, pour arranger immédiatement après la prorogation des Chambres cette malheureuse affaire, et de l'arranger de manière à ce que ces quatre colons aient pleine et entière justice, et soient continués dans la possession paisible de leurs terres, sans être obligés de payer à

personne plus que 40 centins l'acre, pour le prix du fonds de leur terrain et les intérêts depuis la première vente.....

Cette proposition est adoptée.

M. **Marcotte**—*député de l'Islet*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance avec le gouvernement de cette province, depuis le premier janvier 1883, au sujet de la continuation des travaux sur le chemin de colonisation appelé "Chemin Taché," traversant les comtés de Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Témiscouata et Rimouski.

Cette proposition est adoptée.

M. **Marion**—*député de l'Assomption*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement de cette province et quelques particuliers de la ville des Laurentides, au sujet de la reconstruction du pont du chemin de fer des Laurentides, sur la rivière St-Lin.

Cette proposition est adoptée.

LES ÉCOLES DE RÉFORMES

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—J'ai l'honneur de proposer l'adoption des résolutions suivantes, concernant les écoles de réformes.

Considérant que chaque fois que cette Chambre s'est occupée de la question de nos écoles pour la réforme de nos jeunes délinquants, elle a formellement exprimé son désir de voir ces établissements transférés à la campagne pour, entre autres raisons, savoir :

Qu'à la campagne, sur une grande ferme, on enseignera nécessairement et par-dessus tout l'agriculture ;

Que l'on fera de ces délinquants, de bons jardiniers, des pépiniéristes, des éleveurs ou de bons agriculteurs pour la grande culture ;

Que, pour l'exercice de leur genre de vie, ces jeunes gens ainsi élevés à la campagne devront nécessairement quitter les centres populeux, d'où ils viennent pour la plupart, et où ils se sont pervertis ;

Que, ramenés au bien, habitués au travail, rendus habiles dans leurs branches, ils seront, dans nos campagnes où ils iront s'établir, des modèles en agriculture ;

Que, si quelques-uns se refusent à embrasser la vie des champs, on pourra leur enseigner des métiers en rapport avec l'agriculture, et pour l'exercice desquels ils devront s'établir à la campagne ; tels, par exemple, les métiers de charron, forgeron, sellier et autres ;

Qu'à la campagne, au grand air, ces jeunes délinquants n'auront plus ces grands murs à l'aspect triste qui leur rappellent sans cesse leurs fautes ;

Que pour les rattacher à leur maison d'éducation, ils n'auront que le lien du devoir, l'affection pour leurs directeurs qui seront plutôt des compagnons de travail que des maîtres, et qu'au sortir de ces maisons il leur sera facile de se placer, chacun se les disputant, comme la chose est arrivée ailleurs ;

Que, tout en procurant à ces jeunes gens le plus grand bien-être, en les acheminant vers ce genre de vie, où ils conserveront les habitudes, les préceptes et les bons enseignements de la ferme, on enlèvera de nos villes des établissements qui ne sont pas de nature à y être un ornement ou à y accroître la prospérité ;

Considérant que les résultats ci-dessus mentionnés ont été obtenus dans d'autres pays, en France, à Citeaux, à Mettray, aux Etats-Unis, par exemple, dans plusieurs grandes et magnifiques institutions ;

Considérant que les frais d'établissement une fois faits, le maintien des sujets devra nécessairement coûter moins cher qu'à la ville ;

En conséquence, il est résolu :

1. Que cette Chambre est d'avis qu'au prochain renouvellement des contrats, les écoles de réforme devraient être transférées à la campagne, si la chose est possible.

2. Que la résolution précédente sera considérée un avis suffisant, aux propriétaires des établissements d'écoles de réformes en cette province, d'avoir à se préparer à ce changement.

3. Qu'un comité composé des honorables Messieurs Taillon, Blanchet, Mercier, de M. Stephens et de l'honorable M. Beaubien soit nommé, pour aider le gouvernement à recueillir des informations, avec pouvoir d'aller visiter un ou des établissements de ce genre aux Etats-Unis et de faire rapport au gouvernement du résultat de leurs recherches.

Ces résolutions sont adoptées.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse.*

J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie du rapport intitulé : *Nos poissons et les pêcheries du Canada*, transmis par l'auteur, M. A. N. Montpetit, au commissaire des terres de la couronne.

M. le Président. M. Montpetit est aussi populaire dans notre pays qu'il l'est en Chambre. Sa plume éloquente, facile, renseignée, fait autorité au Canada. C'est lui qui a su faire connaître un des premiers nos mines d'amiante, et aujourd'hui, il s'est efforcé de populariser les ressources de nos fleuves et de nos rivières en écrivant un rapport détaillé sur "Nos poissons et les pêcheries du Canada."

Voici ce qu'il m'écrit à ce sujet :

"J'ai pêché dans la plupart de nos lacs et cours d'eau, observant les mœurs, les époques de frai, les qualités nutritives suivant la nature des eaux.

"Je fais connaître les vrais noms de nos poissons.

"J'enseigne en même temps dans ce travail l'art de la pisciculture et de l'agriculture.

Je donne des renseignements sur les engins de pêche, les esches, les appâts, etc., etc.

"Cet ouvrage comptera de 300 à 400 pages.

"Pour le rendre plus utile, il faudrait l'illustrer de 150 ou 200 gravures. Si la Chambre encourageait l'auteur, il compléterait son travail et rendrait un service réel au pays et même au gouvernement, en faisant connaître nos poissons de manière à en faire une nouvelle source des revenus."

J'espère que la Chambre comprendra l'importance de ce travail. L'auteur demande une somme minime pour lui permettre d'illustrer son livre. Ce n'est que justice pour l'auteur et pour la province qui ne demande pas mieux que d'augmenter ses revenus. Cette proposition est adoptée.

M. Casavant. *député de Bagot.*—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance et documents se rattachant à l'hypothèque du gouvernement contre la compagnie de sucre de betteraves de la province de Québec, à Farnham.

M. le président, en soumettant cette proposition, mon but est d'expli-

quer la conduite que j'ai tenue et envers le gouvernement et envers la compagnie.

En 1884, la compagnie m'ayant promis qu'elle continuerait ses opérations, si le gouvernement voulait changer son hypothèque pour des débentures émises sous la garantie de la fabrique, je me suis chargé d'amener le gouvernement à accepter ce changement. Pour y réussir, j'ai dû lui promettre que je l'avertirais immédiatement si la compagnie ne continuait pas ses opérations. C'est ce que j'ai fait. Quand je me suis aperçu que la compagnie n'avait pas l'intention de continuer, j'ai notifié les directeurs que le gouvernement ne leur accorderait plus rien, puisqu'ils ne voulaient plus s'en tenir à leurs promesses.

Ayant averti de son côté le gouvernement de la conduite de la compagnie, il s'en est tenu à ses promesses et de la sorte mon devoir se trouve rempli.

La proposition est adoptée.

Le projet de loi pour modifier l'article 1054 du code de procédure civile, tel qu'amendé par la section 9 de l'acte 34 Victoria, chapitre 4, et la section 3 de l'acte 35 Victoria, chapitre 6, et la section 9 de l'acte 47 Victoria, chap. 8, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du jeudi, le 7 mai 1885.

SOMMAIRE :—Dépôt d'un projet de loi.—Délibération sur le projet de loi concernant les cessions des biens : MM. Taillon, Mercier, Stephens, Brousseau, Asselin Turcotte, Garneau, Gagnon, Gauthier, Duhamel, Robidoux. Interpellation et réponse.—Suite de la délibération sur le budget : MM. Lapointe, Taillon, Faucher de Saint-Maurice, Stephens, Gagnon et Asselin.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

Un projet de loi pour modifier la loi pour mieux régulariser les inhumations, est déposé sur le bureau de la Chambre.

LES SESSIONS DES BIENS DES INSOLVABLES.

L'ordre du jour appelle l'examen en comité général, du projet de loi pour modifier le code civil et le code de procédure civile, en ce qui concerne les cessions des biens.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général.*
—M. le président, le but de ce projet de loi est de rendre plus facile l'application d'un principe de droit bien connu, c'est que les biens des débiteurs sont la garantie commune des créanciers. Là rien donc de nouveau. Le débiteur a un intérêt majeur à ce que la liquidation de ses biens se fasse avec le moins de frais possible, car nous ne pouvons ici donner ce qu'on appelle la décharge. Donc le moins de frais possible le mieux ce sera pour les débiteurs. C'est là le but de la loi que voici. Nous avons déjà des dispositions dans ce sens, mais on ne les trouve pas assez complètes.

Non seulement les commerçants pourront se servir de cette loi, mais aussi tous les débiteurs arrêtés sur *capias*.

Dès le début, il paraissait y avoir des doutes sur notre juridiction, mais depuis cela a disparu. De fait nous ne faisons rien autre chose qu'étendre les dispositions de notre code. Ce projet de loi a été examiné avec soin par des hommes de loi éminents et sans dire qu'il faut qu'il soit adopté, je déclare que j'en approuve le principe et le but. Seulement la Chambre reste libre d'en disposer comme elle l'entendra.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—M. le président, j'ai étudié la question à Montréal, devant une réunion du barreau et ici devant le comité spécial nommé à cet fin, et je crois que ce projet de loi mérite toute notre approbation. Ce n'est pas souvent qu'il arrive que nous soyons d'accord le procureur général et moi. Mais comme il a dit que la Chambre était parfaitement libre, je crois de mon devoir de prendre cette position.

Je n'ai pas besoin de répéter ce que le procureur général a dit. Cependant je crois devoir faire remarquer à ceux qui n'appartiennent pas à notre profession, que le motif de l'intérêt ne peut nous faire agir, puis que nous abandonnons par ce projet de loi, une partie considérable de nos revenus. Et voici comment.

Quand un commerçant ne peut faire honneur à ses affaires, chaque créancier peut individuellement le poursuivre. Or ceci fait autant de causes distinctes qu'il y a de créanciers et par conséquent l'avocat retire d'autant plus d'honoraires qu'il y a de causes.

Un cas analogue à ceci s'est présenté à Montréal. L'actif du failli était de vingt mille piastres. Voici ce qui est arrivé. Il y a eu saisie sur un jugement pour \$60, la vente des biens a eu lieu, mais elle fut arrêtée aussitôt que le jugement fut satisfait par le montant réalisé. Mais immédiatement après cela, d'autres saisies ont eu lieu, en tout pour \$15,000 ; de saisies en saisies, de frais en frais la chose a été si coûteuse, que la vente des biens n'a pas produit assez pour payer les frais. Et des créanciers n'ont rien reçu. Le débiteur est sur le chemin, tous ses biens y ont passé et il reste pourtant endetté tout comme auparavant.

Le projet de loi dit ceci :

Lorsqu'un débiteur aura cessé ses paiements, il devra faire cession de ses biens lorsqu'il en est requis. Une fois la cession faite, le protonotaire du district qu'il appartient nomme un gardien. Le juge, sur l'avis des créanciers, nomme un curateur, et le produit des biens vendus sera reparté entre tous les créanciers. Néanmoins le débiteur restera toujours endetté de la balance qui se trouvera ne pas avoir été soldée par la vente de ses biens.

Voilà en deux mots l'économie de ce projet de loi.

La première objection à laquelle nous nous sommes heurtés a été celle-ci. Avions-nous juridiction, était-ce bien dans notre compétence de faire une telle loi ?

Qu'on remarque bien que nous ne touchons pas à la question de faillite. Nous ne faisons que modifier notre code civil. Pour mettre notre conscience à l'abri de tout reproche, nous avons consulté les juges à Montréal et même des juges de la cour du banc de la reine et nous avons acquis la certitude que cette objection ne vaut pas.

La seconde objection peut être formulée comme suit :

On peut s'imaginer que c'est une mesure centralisatrice, en ce sens que quand le curateur sera une fois nommé, toute la procédure devra se faire là où il demeure. A cela nous répondons : Il faut toujours bien que la procédure se fasse quelque part. De plus, la loi n'empêche pas de choisir un curateur au domicile même du débiteur insolvable. Nous voulons laisser toute liberté à la majorité des créanciers de choisir qui lui plait pour curateur, et là où ils voudront.

On me dira peut-être pourquoi ne pas forcer les créanciers de prendre le curateur au domicile du débiteur ? La raison qui a fait rejeter cette proposition, c'est qu'il ne serait pas juste de laisser le marchand de gros dans la position qu'une telle disposition lui ferait. Je crois qu'à tout considérer, le mode que nous avons adopté est le plus sage. Cependant si on trouve que la solution que nous avons donnée à cette question du lieu où devra se faire la procédure ne peut être adoptée, elle pourra être modifiée suivant qu'on le croira plus sage.

En 1882, une loi fédérale a été adoptée pour régler la liquidation des banques et des autres corporations commerciales de ce genre.

Cette loi dit que les créanciers pourront choisir à leur gré, un liquidateur.

Le liquidateur, par un rapport au juge, dit qu'un immeuble est à vendre. Cette procédure était nécessaire, parce que le parlement fédéral ne pouvait faire une loi qui affecte les droits civils. La chose s'est présentée à Montréal dans la question d'une banque insolvable. On a exprimé des doutes sur les effets de la vente et on a dit que celui qui achèterait, pourrait être troublé dans la possession de l'immeuble acheté par l'existence d'hypothèque.

Les doutes ont été tellement considérables, qu'on a jugé à propos de retirer la propriété en question de la vente. Ces difficultés ne peuvent se présenter dans notre cas. Le commerce a demandé cette législation avec instance, et nous lui avons aidé à faire la meilleure loi possible.

Je suis convaincu que cette modification au code civil va rendre

inutile une loi de faillite et que nous restons dans notre compétence législative en la faisant. Cela aura pour effet d'empêcher l'adoption d'une loi de faillite par le parlement fédéral. Je vais plus loin, et je prétends que ceux qui ont d'invincibles répugnances pour une loi de faillite doivent se rallier à ce projet de loi, parce qu'il est dans sa nature de nous exempter d'une autre loi, plus à craindre, au gré de quelques uns, car ce qu'il y a de pire dans une loi de faillite, c'est la décharge du débiteur contre les intérêts des cultivateurs, qui sont dans le cas de souffrir le plus de cette disposition. Quant aux membres du barreau, c'est un sacrifice que nous demandons à ces hommes de profession de faire.

J'ai envoyé une copie de cette loi au barreau de St-Hyacinthe, et M. Fontaine m'a dit que c'était la meilleure loi que nous pouvions faire sur le sujet, et que ses collègues partagent son avis. Si on consulte la pétition de ceux qui demandent cette législation, nous voyons les noms des principaux marchands de Montréal. Il en est de même des hommes d'affaires de Québec, mes honorables amis les députés de Québec et de Québec-est, deux marchands jouissant d'un grand prestige dans les cercles commerciaux de la capitale, ont travaillé avec nous dans le comité.

Quand tous ces intérêts sont combinés ensemble, et s'entendent pour faire une réforme, il me semble qu'on doit y travailler pour réussir. Je demande à mes collègues de considérer cette loi au point de vue des intérêts généraux. Il faut que j'agisse avec une conviction bien profonde pour tendre la main au procureur général. Mais après avoir entendu tous les hommes d'affaires sans distinction déclarer que cette loi était nécessaire dans l'intérêt public, j'ai cru que je devais m'y rallier et travailler à la faire adopter.

Dans la province d'Ontario, on a été obligé de faire une loi semblable à celle-ci. Heureusement qu'ici nous avons pu éviter les inconvénients de la loi de la province voisine. Aussi je suis convaincu que notre loi est plus parfaite que celle d'Ontario.

L'honorable M. **Taillon**.—J'ai entendu faire une objection à laquelle je demande la permission de répondre immédiatement. On dit que la juridiction des juges qui seront appelés à siéger dans ces causes, va être changée par cette loi.

Nous ne changeons pas cette partie de notre loi, seulement nous changeons l'endroit des procédures en prenant le curateur. Chacun reste soumis à sa juridiction comme auparavant. Quant aux autres objections

qui pourront se produire, je les attends, pour mieux voir si on atteint le but vers lequel nous tendons.

La Chambre siège en comité général.

La première partie de l'article 1^{ère} est adoptée.

La 2^e partie se lit comme suit.

“ Tout commerçant qui a cessé ses paiements peut être requis de faire cette cession par un créancier dont la créance n'est pas garantie pour une somme de deux cents piastres et plus.”

M. **Brousseau**—*député de Portneuf*.—Cela paraît dur. Un seul créancier peut faire fermer le magasin à un débiteur.

L'honorable M. **Mercier**.—C'est bien pire maintenant, puisque cela peut se faire pour une somme de quarante piastres seulement. C'est donc une amélioration du sort du débiteur. Tout l'article premier est adopté, ainsi que les articles 2 et 3.

Article 4

M. **Asselin**—*député de Rimouski*.—Où se fera cette procédure-là ?

L'honorable M. **Mercier**.—Au bureau du protonotaire.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières*.—Après la cession, le dossier est alors transmis au protonotaire du district ou le curateur à sa place d'affaires. Par là même, vous enlevez au débiteur sa juridiction légitime. Il serait plus juste que ce fussent les marchands de gros qui subiraient ce changement de juridiction, eux auraient plus les moyens de supporter les frais de voyage que le débiteur réduit à la misère. Les raisons qu'on allègue ne me paraissent pas suffisantes pour modifier la loi à ce point. On doit penser un peu au débiteur malheureux.

L'honorable M. **Garneau**—*député de Québec*.—Il n'est pas juste de forcer peut-être une trentaine de créanciers d'aller au domicile du débiteur. Ce serait accumuler les frais inutilement. La cession se fait au domicile du débiteur, mais on doit donner la liberté aux marchands de gros de nommer un curateur demeurant dans l'endroit où se trouve la majorité des créanciers.

L'honorable M. **Mercier**.—De deux choses l'une : Ou le débiteur a un grand nombre de créanciers à son domicile, alors le curateur sera choisi chez lui. Le juge nommera l'un de ces créanciers. L'influence des créanciers n'est pas prépondérante puisqu'ils n'ont qu'un

simple avis à donner. De plus on ne dit pas le nombre ou le montant des créances devant l'emporter.

Je suppose qu'il n'y a pas de créanciers au domicile du débiteur, je dis qu'il faut laisser la liberté de choisir encore un curateur au domicile de ce marchand insolvable, si les créanciers sont d'avis qu'il y a un ou des hommes capables que l'on peut nommer. A tous les points de vue, il faut donc laisser une entière liberté de choix.

Si le débiteur ne peut suggérer le nom d'un homme compétent à son domicile, alors on pourra donner la liberté d'en prendre un ailleurs.

M. Asselin.—Je crois que l'objection du député de Trois-Rivières est fondée. Toutes les autres procédures devront être prises au domicile du curateur. Or, par ce moyen on centralise à Québec et à Montréal presque toutes les affaires de ce genre. Cependant, à mes yeux ce n'est pas le point capital. Nous devons avant tout laisser au débiteur le droit de faire ses procédures à son domicile, ou au chef-lieu du district où il demeure.

L'honorable **M. Taillon.**—Nous faisons une loi qui pourra avoir pour résultat de nous exempter d'une loi de faillite. Si une loi de ce genre est faite, c'est alors que les districts ruraux verront pour tout de bon de la centralisation. Si au contraire nous adoptons ce projet de loi il est assez probable que les autres provinces feront comme nous, de là inutilité d'une loi générale de faillite. Le public en général n'en souffrira pas. Au contraire les intérêts en jeu seront mieux servis par notre législation.

Il est bien entendu que les hommes de profession cultivent le sacrifice, ce sera un nouvel exemple à ajouter aux autres.

M. Stephens—*député de Montréal-centre.*—La procédure sera faite là où est le plus grand nombre de créanciers. Or cela n'est que justice.

Le projet de loi est adopté en comité général, puis la Chambre passe à la troisième délibération.

M. Gagnon.—Ce que je fais, je l'accomplis par devoir.

Mes commettants m'ont élu pour faire mon devoir, advienne que pourra.

On nous a dit que la question était libre, en ce sens que nous pouvons exercer la plus large mesure de discrétion. Je ne veux pas entrer dans de longs développements, cinq minutes me suffiront pour exposer les motifs de mon opposition à ce projet de loi.

En 1878, le corps électoral du Canada s'est prononcé contre la loi de faillite alors existante, et si l'administration McKenzie, a succombé dans cette épreuve électorale, c'est dû en grande partie au fait qu'on la tenait responsable de la loi de faillite de 1875.

Immédiatement après les élections, à la session de 1879, la loi de faillite de 1875 fut rappelée sur proposition de M. Béchard, par un vote de 117 contre 60. Depuis, le commerce a essayé à plusieurs reprises d'avoir une nouvelle loi de faillite, mais le parlement fédéral n'a pas osé prendre la responsabilité de décréter une nouvelle loi de ce genre.

La constitution déclare formellement que la réglementation de la faillite et du commerce est attribuée au parlement fédéral. Si cette loi est passée, le commerce ne pourra pas s'en servir car la constitutionnalité en sera contestée, car on nous propose ni plus ni moins de faire une loi de faillite déguisée sous forme d'amendements au code civil et de procédure civile.

En supposant que nous aurions le droit de faire une telle législation, il n'est pas juste de nous demander de prendre devant le peuple de cette province une responsabilité que les autorités fédérales n'osent pas assumer.

D'ailleurs cette loi met les petits commerçants à la merci du haut commerce, dont l'influence est si considérable et qui en général soutient et maintient l'existence du gouvernement fédéral. Si les marchands de gros veulent avoir une loi de faillite qu'ils s'adressent au parlement fédéral, et non pas à notre juridiction.

Pour toutes ces raisons, je proposerai, appuyé par M. Gauthier, que ce projet de loi ne soit pas adopté maintenant en 3e délibération, mais attendu :

Qu'aux élections générales de 1878, le peuple du Canada s'est prononcé contre la loi de faillite alors existante, et a défait l'administration McKenzie, comme responsable de l'adoption de la loi de faillite de 1875 ;

Qu'à la première session du parlement fédéral qui suivit les dites élections, savoir, à la session de 1879, la loi de faillite de 1875 fut abrogée, et que la division dans la Chambre des Communes, le 30 avril 1879, fut de 117 pour l'abrogation de la dite loi, et de 60 pour son maintien ;

Que depuis cette abrogation, des tentatives ont été faites et réitérées

par différents bureaux de commerce pour obtenir une nouvelle loi de faillite ;

Que le parlement fédéral n'a pas cru devoir, ou n'a pas osé, prendre la responsabilité devant le peuple de décréter une nouvelle loi de faillite ;

Que, par l'acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867, sect. 92, paragraphe 2 et 21, la réglementation de la faillite et du commerce est attribuée au parlement fédéral ;

Que le projet de loi maintenant soumis à la considération de cette Chambre est une véritable loi de faillite, déguisée sous forme d'amendements à notre code de procédure civile ;

Qu'en supposant ce projet de loi constitutionnel, il n'est pas juste de demander à cette Législature d'assumer devant le peuple de cette province une responsabilité que le parlement fédéral ne veut pas, ou n'ose pas assumer ;

Que, d'ailleurs, ce projet de loi est destiné à ruiner les petits négociants au profit du haut commerce et de ceux qui aspirent à se faire nommer liquidateurs ;

Que le haut commerce, dont l'influence est si considérable, et qui, en général, soutient la politique et maintient l'existence du gouvernement fédéral, ne devrait demander qu'à ce dernier une loi de cette nature, si elle est dans l'intérêt public, parce qu'elle tombe sous sa juridiction exclusive ;

Qu'il soit résolu que ce projet de loi soit lu pour la troisième fois dans 6 mois.

L'honorable M. **Taillon**.—L'honorable député a rappelé les souvenirs que nous a laissés la loi de faillite de 1875, pour faire rejeter celle-ci. Il y a pourtant une différence bien sensible et je m'étonne qu'il ne l'ait pas trouvée.

En vertu de la loi de faillite, le débiteur pouvait obtenir quittance générale sans avoir tout payé ce qu'il devait. Et l'on sait si ce cas s'est présenté fréquemment....

Un autre reproche était aussi fait. On disait qu'il n'y avait que les commerçants qui pouvaient en profiter et que les cultivateurs ne bénéficiaient en rien de cette loi. On ajoutait, en s'adressant aux cultivateurs : au moins si on ne veut pas vous placer sur le même pied que les

commerçants, on ne devrait pas vous faire souffrir des effets de cette loi de faillite.

Sous le régime créé par ce projet de loi, il n'en sera pas ainsi. Le débiteur ne pourra pas obtenir sa décharge sans avoir payé vingt shillings dans le louis. Tous les intérêts en jeu sont donc sur le même pied.

D'un autre côté, n'est-il pas évident que le débiteur qui a abandonné tous ses biens et qui ne peut tout payer ses créanciers, n'est-il pas évident, dis-je, qu'il vaut mieux que l'avoir qui lui reste aille dans la bourse de ses créanciers, au lieu d'être absorbé en honoraires pour les avocats et autres frais judiciaires ? N'est-il pas vrai que sous l'empire du régime actuel, il y a plus que la moitié des biens qui est absorbé par les frais nécessaires de justice et autres ? Donc n'est-il pas sage de modifier une situation qui fait du mal à tous les intéressés, créanciers comme débiteurs. Quant aux avocats, ils font généreusement le sacrifice de leur profit.

Une clause du projet de loi déclare que quand les biens auront été cédés, on ne pourra pas faire d'autres frais judiciaires.

Je prétends que cette mesure est dans l'intérêt de la société en général, car il est de l'intérêt de la société de faire cesser le malaise qui peut régner dans une classe importante de la société.

L'honorable M. **Mercier**.—En premier lieu, il faut bien se pénétrer de la pensée que nous ne discutons pas une question ordinaire de parti. C'est une question d'intérêt public que nous avons à résoudre. Pour moi, j'en fais une mesure de bon sens et de raisonnement.

Mes honorables collègues ne peuvent voter contre ce projet de loi que s'ils sont convaincus que cette mesure est mauvaise. Il faut au moins qu'ils me donnent le bénéfice de la justice et du raisonnement.

Ce sont ces deux motifs que je m'efforce de faire prévaloir depuis huit jours que nous étudions ce projet de loi.

J'ai demandé à ceux de mes honorables amis qui avaient des répugnances à approuver ce projet de loi, de venir exposer leurs griefs devant le comité chargé de l'étude de cette mesure. Pourquoi ne sont-ils pas venus ? Aujourd'hui peuvent-ils comprendre l'économie de cette loi, aussi bien que ceux qui ont étudié à fond cette question ? Peuvent-ils se prononcer aussi bien que nous qui avons entendu tous ceux qui prenaient intérêt à ce projet de loi ? Non et je dis que rejeter ce travail n'est pas juste pour nous. Je dis que ceux qui font ainsi la guerre

à ce projet de loi ne rendent pas justice à notre travail. Et s'ils avaient fait cette objection là dès le commencement, peut-être aurions nous cessé de nous en occuper. Samedi, par exemple, nous avons travaillé depuis dix heures du matin jusqu'à sept heures du soir, pendant que la plupart de nos collègues jouissaient d'un repos bien mérité, que ceci soit dit sans reproche.

M. Gagnon. L'honorable député de St. Hyacinthe sait que je l'ai demandé.

J'ai été devant le comité et là j'ai soulevé la question de la constitutionnalité de cette loi. Quand j'ai vu que la majorité était contre ma prétention, je me suis abstenu de prendre part aux travaux subséquents, me réservant le droit de faire triompher mes vues devant la Chambre. C'est maintenant ce que je fais.

L'honorable **M. Mercier.** Dans le comité il n'y a pas eu de vote de pris : comment peut-il savoir que la majorité lui était hostile ?

La proposition de mon honorable ami est très habile. Elle est de nature à embarrasser ceux qui sont en faveur du projet de loi. On mêle à une question politique une question de préjugé dans la province de Québec, et cela dans le but de faire rejeter une mesure sage en elle-même, demandée par le haut commerce.

Je dis à la Chambre, et plus particulièrement à ceux qui sont disposés à appuyer la proposition de l'honorable député de Kamouraska, que le moyen le plus certain de faire revivre la loi de faillite qui inspire tant de crainte, c'est de repousser ce projet de loi.

M. Gagnon.—Oui . . . sans doute.

L'honorable **M. Mercier.**—Mon honorable ami m'approuve c'est une preuve que mon appréciation est correcte. Or si vous avez une loi de faillite, vous ne pouvez en avoir une sans une clause autorisant la décharge du débiteur. Est-ce qu'il y a un parlement assez absurde pour faire une loi de faillite sans la clause de la décharge ? Donc, du moment que vous voulez une loi de faillite, vous voulez la décharge du débiteur même quand il n'a pas tout payé ses dettes. Du coup aussi, vous voulez qu'un cultivateur subisse toutes les pertes occasionnées par une loi de faillite sans qu'il puisse jouir des bénéfices qu'elle confère. Nous avons le droit de régler cette question sans le secours du parlement fédéral. Pourquoi ne pas faire un pas de plus en faveur des droits des provinces ?

Vous ne voulez pas de la centralisation, et cependant vous niez aux parlements locaux le droit de faire une loi qui est dans leur compétence.

On dit aussi : “ Vous voulez écraser le petit commerçant au profit du haut commerce.”

Non, M. le président, on veut protéger le faible contre le fort. Nous voulons que le petit débiteur, le petit négociant, soit protégé par les lois du pays, en faisant en sorte que la plus grande partie de ces biens aillent pour désintéresser ses créanciers.

J'espère que la majorité écoutera la voix autorisée du commerce et qu'elle lui donnera une loi aussi juste et aussi raisonnable et qu'il réclame avec instance.

L'honorable député de Kamouraska a demandé si le peuple avait demandé cette législation. A mon tour, je lui poserai une autre question : Peut-il nous montrer une seule pétition contre ce projet de loi. Depuis trois mois qu'on étudie cette question, au vu et au su de tout le monde, personne n'a réclamé contre l'adoption des mesures que nous étions à mûrir dans des études sérieuses. Tout le barreau de Montréal a étudié cette question avec un grand soin. De plus, vous avez 250 marchands qui l'ont demandée. Vous avez pour vous guider, l'autorité et les lumières incontestables de M. Geoffrion et de quelques-uns des principaux avocats de la province qui nous aidaient dans notre travail. Les honorables MM. Irvine et Langelier m'ont dit que cette loi était un immense progrès sur l'état de choses actuel.

M. Lemieux—*député de Lévis*.—Vous trouverez aussi des syndics qui demandent cette loi.

L'honorable M. **Mercier**.—Quels sont ceux qui sont syndics parmi les pétitionnaires dont les noms sont devant la Chambre ? Je n'en vois pas, et je crois qu'il n'y en a pas.

Ne rapetissons pas ainsi la question. S'il y a du danger, je suis prêt à me mettre à la tête du mouvement qui y fera face. Je n'ai pas peur du danger ; de même que je n'ai pas peur de raisonner avec le corps électoral quand il s'agit de raisonner.

M. Gauthier—*député de Charlevoix*.—M. le président, nous sommes bien prêts à dire que les membres du comité qui ont étudié ce projet de loi ont été de bonne foi, à cela nous n'avons aucune objection à faire. Mais on ne peut nous refuser le droit de dire ce que nous pensons. Cette mesure aurait dû être connue dès le commencement de

la session. Les comtés ruraux ne connaissent pas cette question. Il peut y avoir du bon dans cette loi, comme aussi le mal peut l'emporter sur le bien. Qu'on la laisse sur le bureau jusqu'à la prochaine session, pour nous donner le temps de s'en rendre compte. Nous sommes obligés de représenter nos électeurs, et ils ont confié à notre garde des intérêts fort divers.

D'après ce que je peux voir, c'est le commerce de gros qui va le plus bénéficier de cette loi. Je défie n'importe qui de me dire que nous sommes justifiables d'adopter ce projet de loi dans les circonstances. Je dis de plus que si nous comprenons notre devoir, nous ne pouvons pas voter cette mesure. L'honorable chef de l'opposition a dit que ceux qui sont au-dessus des préjugés voteront ce projet de loi. Je puis dire que je suis au-dessus des préjugés, mais on peut agir suivant sa conscience sans être inspiré par de ces craintes puérides. Je crois de mon devoir de député de voter comme je vais le faire, vu que le parlement fédéral, le seul intéressé à faire une loi de ce genre, ne s'est pas occupé de cette question de la réglementation de la faillite.

Pour les raisons qui ont été exposées devant la Chambre, je voterai pour le rejet du projet de loi.

M. Duhamel—*député d'Ottawa*.—M. le président, l'appel de l'honorable chef de l'opposition a été si éloquent, que j'hésite à prendre une décision,

Il nous a dit que les barreaux de Montréal et de Québec avaient étudié la question. Oui, mais à leur point de vue, il ne faut pas l'oublier.

Le gouvernement ne devrait pas faire une loi sur ce sujet sans que les cultivateurs aient eu le temps de la bien connaître d'avance. Qu'on donne au public généralement le temps d'étudier cette mesure, et je serai pour.

Depuis que nous n'avons plus de loi de faillite, le commerce s'est fait de même, sans grands inconvénients apparents. A y réfléchir un peu on voit les résultats inévitables de cette loi sur les marchands de la campagne. Je crains beaucoup que l'honorable procureur général ait agi avec trop peu de réflexion en nous proposant cette loi. Il peut aussi se faire que les marchands de gros et les avocats ne se rendent pas assez compte des conséquences de cette législation. En résumé, je crois que le mieux que nous aurions à faire serait d'attendre à l'année prochaine.

M. Robidoux—*député de Châteauguay*.—M. le président, l'avocat qui défend cette loi agit par pur désintéressement, car ce projet lui enlève incontestablement des bénéfices assurés avec le maintien de l'état de choses actuel.

La première et la plus forte objection que l'on a fait valoir, c'est que cette loi n'est pas de notre compétence législative. Je crois le contraire et je demande la permission de m'expliquer sommairement sur ce point.

Le code de procédure civile contient en principe la principale disposition de ce projet de loi. Ainsi nous avons dans nos lois le principe de la cession des biens. C'est si bien le cas, que si le débiteur refuse de faire cession il peut être emprisonné.

Quel est maintenant le principe qui domine la loi de faillite. C'est le concordat, c'est le droit des marchands de gros de lier les petits créanciers. On a vu même les gros créanciers signer un acte de composition à raison de dix centins dans la piastre et recevoir le plein montant de leur créance.

En second lieu, le principe de la décharge du débiteur n'existe pas dans ce projet de loi, c'est encore un autre trait distinctif, conséquemment nous n'empiétons pas sur les droits du parlement fédéral.

Maintenant voici la lacune qui existe dans la loi actuelle et qui rend nécessaires les dispositions proposées. Le code dit que le débiteur pourra être emprisonné s'il refuse de céder ses biens, mais rien nous dit comment la cession sera faite.

Le premier et principal désir du créancier, ce qu'il ambitionne par dessus tout, c'est de recevoir le plus possible sur sa créance.

Que veut cette loi, si non de diminuer les frais le plus possible.

Qui peut s'opposer à cette mesure? Est-ce le débiteur? Mais quel intérêt a-t-il à s'y opposer? A l'heure qu'il est tout ce qu'il a de biens passent à ses créanciers sans que pour cela il soit quitte de la balance non payée, de sorte que plus la balance non payée sera petite, le mieux ce sera pour lui. Son intérêt donc c'est que ses créanciers soient les plus payés possible. Et ce but pourra être le plus sûrement atteint si on ne dépense pas tous les biens en frais de justice.

On dit que cette loi va protéger le marchand de gros au détriment du petit négociant. Je ne vois pas comment un tel résultat pourra se produire, car on part du principe que dans l'un et l'autre cas, les créanciers

doivent être payés au complet. Le cultivateur doit payer ce qu'il achète, car quand il a acheté il savait qu'on ne lui donnait pas ce qu'on lui vendait.

Le fait est, M. le président, que cette loi n'est nuisible qu'aux avocats seulement.

A six heures, la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'honorable M. **Garneau** *député de Québec*. M. le président, je crois que les députés des comtés ruraux rendent un bien mauvais service à leurs électeurs en votant contre ce projet de loi.

L'honorable député de Kamouraska a dit que la loi de faillite de 1875 avait déjà tué un gouvernement. Cela prouve jusqu'à quel point cette loi était impopulaire. Si nous avons cette loi, nous n'aurons pas besoin de loi de faillite. Si, au contraire, on repousse celle-ci, il nous faudra une loi de faillite et on sait son impopularité. On sait que ce sont les cultivateurs qui ont souffert le plus par le passé.

Il y a des commerçants qui ne vendent que des produits agricoles. Dans le cours de leurs opérations, ils s'endettent vis-à-vis des cultivateurs. Si ces négociants se trouvent en mauvaises affaires, ce sont les cultivateurs qui perdent le plus, si le règlement intervenu est fait en vertu de la loi de faillite. Les frais dans ce cas sont énormes et les dividendes petits. Aussi les cultivateurs se trouvent-ils à la fin vis-à-vis de rien. Un beau jour, s'ils s'avisent de demander le paiement de leurs créances, leur débiteur leur rit au nez en leur disant qu'il a sa décharge.

Au contraire, cette loi ne décharge pas le failli, à moins d'avoir le consentement unanime des créanciers. Aussi suivant moi, cette loi est tout à l'avantage des cultivateurs. Elle ferait encourir bien moins de frais que la loi actuelle et tous les créanciers qui désireront conserver leur droit pourront le faire s'ils le veulent.

En résumé, M. le président, je suis d'opinion que cette loi est tout à l'avantage des cultivateurs et de la campagne en général.

M. **Asselin**—*député de Rimouski*.—M. le président, ce projet de loi est venu aux derniers jours de la session, c'est donc trop tard pour en faire une étude sérieuse.

On semble vouloir faire une loi sur un sujet qui échappe à notre juridiction. De plus, on trouve un article dans ce projet de loi qui porte atteinte à la décentralisation judiciaire. Par cette clause on enlève les

affaires judiciaires d'un district pour les transporter dans un autre. Nous n'avons découvert cela que cette après-midi. Qui nous dit que dans les autres clauses il n'y a pas d'autres dispositions qui bouleversent toutes nos lois.

L'année dernière, on a adopté une loi qui bouleverse toute notre procédure devant la cour de circuit et cette année on a été obligé de revenir sur ce changement.

Je prétends que ce projet de loi est contraire aux intérêts des cultivateurs, et je m'accorde en cela avec ceux qui ont émis la même idée. Ce projet donne des avantages aux grands créanciers et en ôte aux petits.

Dans l'amendement de l'honorable député de Kamouraska on exprime des doutes sur notre compétence à faire cette loi. Je ne suis pas prêt à voter cela, aussi je proposerai un petit sous-amendement. On a beaucoup appuyé sur le fait que ce projet de loi a été étudié par des avocats distingués. Cet argument est contre le projet de loi, car, si ces hommes distingués, au fait des choses qui sont traitées dans ce projet, ont cru prudent de prendre trois mois pour l'étudier, n'avons-nous pas raison de demander autant de temps pour l'étudier à notre tour. Et ces hommes distingués n'ont pas la responsabilité que nous avons, celle de faire des lois, ils n'ont que celle de les préparer, encore cela ne leur arrive-t-il pas souvent. Par l'amendement que je vais proposer, je ne fais que demander le temps d'étudier cette loi, c'est-à-dire pour cela, de la renvoyer à la prochaine session.

Je propose que tous les mots après "maintenant," au premier paragraphe de l'amendement proposé, soient retranchés et remplacés par les suivants : " mais dans trois mois, afin de permettre aux membres de cette honorable Chambre d'examiner plus attentivement le dit projet de loi."

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—M. le président, j'ai lu ce projet de loi et je regrette qu'il ne nous ait pas été soumis dès le commencement de la session. Je crois de plus que si le temps de la discussion publique avait été plus long, nous aurions eu des pétitions demandant son rejet.

M. Picard—*député de Richmond et Wolfe*.—Je suis de cette opinion. Je crois que le projet est trop important pour être voté ainsi

dans deux ou trois jours seulement d'études. Qu'on le renvoie à la prochaine session et nous pourrons y voir avec plus d'avantage.

La proposition de M. Asselin est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Asselin, Bergevin, Bernard, Cameron, Caron, Casavant, Demers, Désaulniers, Dorais, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, Frégeau, Gagnon, Gauthier, Lapointe, Lemieux, Martel, Nantel, Picard, St Hilaire, Trudel et Watts.— 22.

Ont voté contre :—MM. Audet, Beaubien, Beauchamp, Bernatchez, Blanchet, Boyer, Brousseau, Charlebois, Desjardins, Duckett, Flynn, Garneau, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marchand, Marcotte, Marion, Mercier, Owens, Paradis, Poulin, Poupore, Richard, Rinfret dit Malouin, Robertson, Robidoux, Sawyer, Shehyn, Spencer, Stephens, Taillon, Turcotte et Whyte.—35.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition de M. Gagnon est mise aux voix :

Ont voté pour : MM. Bergevin, Bernard, Cameron, Caron, Casavant, Demers, Dorais, Duhamel, Gagnon, Gauthier, Lemieux, Picard et Watts.

13.

Ont voté contre : - MM. Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bernatchez, Blanchet, Boyer, Brousseau, Charlebois, Désaulniers, Desjardins, Duckett, Flynn, Frégeau, Garneau, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marchand, Marcotte, Marion, Martel, Mercier, Nantel, Owens, Paradis, Poulin, Poupore, Richard, Rinfret dit Malouin, Robertson, Robidoux, Sawyer, Shehyn, Spencer, St-Hilaire, Stephens, Taillon, Trudel, Turcotte et Whyte, 42.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Une proposition de l'honorable M. Turcotte, demandant que le mot "débiteur" soit mis à la place du mot "curateur" dans la dernière ligne du premier paragraphe de l'article 4, est votée et le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Le projet de loi pour modifier le code municipal est mis en délibération.

M. Martel propose que l'article 312 du code municipal soit remplacé par le suivant :

312. A défaut d'une demande de la part de cinq électeurs présents à l'effet de tenir un poll, le président proclame élus conseillers les candi-

Le candidat qui ont la majorité des électeurs présents ; après avoir constaté cette majorité en comptant et en inscrivant ensuite, s'il en est requis par cinq électeurs immédiatement après les procédés écrits jusqu'alors, les noms et prénoms des électeurs présents, favorables à chaque candidat.

Cette proposition est mise aux voix.

Ont voté pour.—MM. Asselin, Bergevin, Blanchet, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Desjardins, Duckett, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Lapointe, Lavallée, Leduc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Poupore, Spencer, St-Hilaire, Thornton, Trudel et Whyte.—26.

Ont voté contre.—MM. Audet, Beaubien, Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Dorais, Duhamel, Gagnon, Garneau, Lemieux, Marchand, Mercier, Paradis, Poulin, Robertson, Sawyer, Shehyn, Stephens, Tailon, Turcotte et Watts.—22.

L'Assemblée législative a adopté.

M. le président donne communication d'un message du lieutenant-gouverneur :

L. R. MASSON,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de nouvelles prévisions supplémentaires, pour l'année fiscale finissant le 30 juin prochain ; et recommande que cinq par cent de la part appartenant aux Catholiques romains dans la subvention de l'éducation supérieure et dans celle des écoles communes, soit retenu et distribué, selon que le déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, pour venir en aide aux institutions des sourds muets et des aveugles.

Il recommande en outre à la considération de la Chambre les prévisions supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1886.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, 4 mai 1886. }

INTERPELLATION ET RÉPONSE.

M. **Audet**—*député de Dorchester*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire préparer, par le secrétaire provincial, les formules des livres de compte dans lesquelles le secrétaire-trésorier de chaque municipalité est tenu d'inscrire, par ordre de date, chaque article de recettes et de dépenses, etc., tel que prescrit par l'article 162 du code municipal ?

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—C'est l'intention du gouvernement d'examiner cette question, afin de faire exécuter la loi et de la modifier, si la chose est nécessaire, à la prochaine session.

Le projet de loi pour venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la couronne, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La Chambre reprend la délibération sur le projet de loi pour modifier le chapitre 14 des statuts refondus du Bas-Canada, aussi l'acte 31 Vict. chap. 22, l'acte 40 Vict., chap. 22, étant des actes concernant l'instruction publique en cette province.

M. Robidoux propose que ce projet de loi ne soit pas maintenant lu la deuxième fois ; mais qu'il ne soit lu que dans trois mois, vu que son but principal est de priver les parties de leurs droits acquis par un jugement de la cour supérieure à Montréal, en appel, dans une cause où Alexis Maquin *et al*, étaient demandeurs, contre les commissaires d'école de la paroisse de Laprairie.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Lemieux, Marchand, Mercier, Robidoux, Stephens, Watts et Whyte.—12.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Lapointe, Lavallée, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, St-Hilaire, Taillon, Trudel et Turcotte.—37.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération.

Le projet de loi pour modifier les lois concernant le département de l'agriculture et des travaux publics est lu la deuxième fois, sur division, et renvoyé en comité général.

L'honorable M. Taillon propose que la Chambre se forme en maintenant en comité général pour prendre en considération les résolutions suivantes concernant le département de l'agriculture et des travaux publics.

L'honorable M. Taillon informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

1. Que le commissaire de l'agriculture et des travaux publics pourra transférer à la compagnie à fonds social, qui sera choisie pour remplacer le comité permanent d'expositions, tel qu'il est prévu par l'acte, dans lequel seront incorporées les présentes résolutions, et ce, pour l'espace de temps fixé dans les arrangements, la jouissance des terrains et édifices publics affectés à l'usage des expositions, et aux conditions qu'il lui plaira de fixer.

2. Que nonobstant l'article 109 de l'acte 41 Victoria, chap. 3, relatifs aux encanteurs, les sociétés d'agriculture lors de leurs expositions, pourront vendre par encan les animaux de ferme qu'elles exhibent, ou les faire vendre par toute personne non licenciée, sans être tenues de payer les droits requis par la loi.

3. Qu'une somme annuelle de cinquante mille piastres sera affectée, à même le fonds consolidé de revenu, au paiement de l'allocation que les sociétés d'agriculture ont droit d'avoir en vertu de la loi.

4. Que toute balance qui, après le quinze septembre, restera disponible sur les cinquante mille piastres affectées au paiement des allocations établies en faveur des sociétés, et représentera des allocations supprimées en vertu de la loi, sera distribuée par le conseil d'agriculture, par égales portions, entre les sociétés qui se seront conformées en tous points aux règlements adoptés à leur égard par le dit conseil, ou aux instructions qui leur auront été transmises par le commissaire, avec cette réserve que, lorsque plus d'une société sera organisée dans un comté, les sociétés du dit comté qui auront droit d'y prétendre, partageront également entre elles, le montant afférant à leur comté.

5. Que l'allocation publique à laquelle les sociétés d'agriculture ont respectivement droit, leur sera payée sur l'ordre du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, mais, que cette allocation soit réclamée ou non, il pourra retenir dix-huit pour cent sur chaque allocation, dont dix pour cent seront pour l'usage du conseil d'agriculture, et huit pour cent seront affectés à l'enseignement agricole.

Ces résolutions sont définitivement adoptées dans les formes réglementaires.

LE BUDGET.

Les crédits suivants sont adoptés définitivement dans les formes réglementaires :

Article 18.—Education supérieure proprement dite. \$ 71,000 00

Cinq pour cent de la part des catholiques dans ce fonds sera annuellement retenu pour être distribué, en telle proportion qu'il plaira au lieutenant gouverneur en conseil de fixer aux institutions catholiques, pour le soulagement des sourds-muets et des aveugles dans la province, et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure, pouvant être employé par le conseil de l'instruction publique pour acheter des livres écrits et publiés dans la province, qui seront donnés en prix dans les institutions qui auront contribué à cette somme de cinq par cent, et à même cette part dans ce fonds, il sera payé \$6,000 à l'école polytechnique, moins cinq pour cent.

Article 21.—Ecoles communes. \$160,000 00

Cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu annuellement pour être distribué, dans la proportion qu'il plaira au lieutenant gouverneur en conseil de fixer, aux institutions catholiques de la province pour le soulagement des sourds-muets et des aveugles.

Budget supplémentaire des dépenses de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1885.

II—LÉGISLATION.

Article 1.—Conseil législatif. \$ 3,670 27

Article 2.—Assemblée législative. 14,560 00

Article 3.—Bibliothèque de la Législature. 900 00

Article 4.—Indemnité aux officiers de la Législature pour pertes subies lors de l'incendie. 1,198 40

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

Article 5.—Dépenses contingentes des départements publics. 6,000 00

IV ADMINISTRATION DE LA JUSTICE, ETC.

Article 6.—Administration de la justice. 9,279 48

Article 7.—Police, (magistrats de police à Montréal et juge des sessions de la paix), Québec. 290 00

Article 8.—Maisons de réforme, (prisons de réforme pour les garçons à Montréal), Sherbrooke et Lévis. . . 10,000 00

VII—TRAVAUX ET EDIFICES PUBLICS.

Article 9.—Loyers, assurance, réparations, etc., des édifices publics en général	\$ 4,876 00
Article 10.—Nouvel hôtel du parlement, construction . . .	30,000 00
Article 11.—Nouveau palais de justice, Québec, do . . .	10,000 00
Article 12.—Spencer Wood ; balance due pour reconstruction des étables	430 35

VIII—INSTITUTIONS DE CHARITÉ.

Article 13.—Ecoles de réforme	2,740 00
Article 14.—Ecoles industrielles	1,208 00

IX—SERVICES DIVERS.

Article 15.—Service des cadastres par le département des terres de la couronne	5,000 00
Article 16.—Comptes ouverts, terres de la couronne . . .	2,000 00

Budget supplémentaire additionnel des dépenses de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1885.

II—LÉGISLATION.

Conseil législatif :

Article 1 ½.—Indemnité supplémentaire aux conseillers . . .	4,800 00
---	----------

Assemblée législative :

Article 2 ½.—Indemnité supplémentaire aux députés . . .	13,000 00
Article 2 ¾.—Supplément au salaire du président	400 00

IX—DIVERS SERVICES.

Article 14 ½.—Commission royale re construction de l'hôtel du parlement et l'élection Jacques-Cartier ; balance due aux commissaires pour leur indemnité, dépenses et comptes d'impression	815 30
Article 16 ½.—Fête des arbres, par le département des terres de la couronne	200 00

II—LÉGISLATION.

Article 11.—Débats de la Législature (Desjardins)	1,000 00
---	----------

V—INSTRUCTION PUBLIQUE, ETC.

Institutions littéraires et scientifiques :

Article 37.—Ecole de navigation, Québec.....	\$ 250 00
Article 38½.—Bureau de santé, S. R. C., chap. 38.....	2,000 00
Article 38¾.—Sciences naturelles, aide aux.....	1,000 00

VI—AGRICULTURE, IMMIGRATION ET REPATRIEMENT, COLONISATION.

Agriculture :

Article 42½.—Ecoles d'agriculture, pour leur permettre d'établir des beurreries et fromageries modèles : trois à \$1000.00 chacune, payable en trois ans, le premier versement le 1er juillet 1885.....	1,000 00
Article 42¾.—Ecoles d'agriculture, pour aider les trois écoles à payer le travail des élèves.....	1,000 00
Article 44.—Aide à la Gazette des campagnes	250 00
Article 48½.—Jardin botanique à Montréal.....	1,000 00
Article 49½.—Comité permanent des expositions, Montréal, pour couvrir tout déficit.....	6,523 74
Article 49¾.—Lectures sur l'agriculture.....	1,000 00

VII—TRAVAUX ET ÉDIFICES PUBLICS.

Article 59½.—Palais de justice, Montréal, pour procurer plus d'accommodation.....	50,000 00
---	-----------

M. **Lapointe**—*député de Vaudreuil*.—M. le président, je regrette qu'on n'ait pas, dans le budget, fait droit à une demande très légitime à mon avis. Je veux parler de la requête de Monsieur Moffet. Ce monsieur a enseigné pendant trente-trois ans, et il a rendu de grands services à la cause de l'éducation. Il a bâti un collège et il demande au gouvernement de lui aider à payer une dette flottante, qui lui reste à solder.

C'est une œuvre toute en faveur de l'instruction publique.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur-général*. —Voici ce que le gouvernement a adopté comme sa politique à l'avenir. Quand il s'érigera une maison d'éducation, le gouvernement donnera sa souscription comme le font les citoyens riches.

Cette année nous n'avons pu donner suite à cette pensée d'une manière pratique, mais ce sera fait à l'avenir.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse.*

Cet homme-là a consacré trente trois années de sa vie à l'instruction de la jeunesse et son nom restera dans l'histoire du pays et de la haute éducation. Sur les frais de construction de son collège, M. Moffet a payé tout, excepté une balance de \$2,500. C'est là un beau et noble dévouement.

M. Stephens—*député de Montréal-centre.* Si ce principe est adopté, nous demanderons notre part, cependant nous ne voulons pas plus que les autres.

M. Gagnon—*député de Kamouraska.* Je suis heureux de voir que le gouvernement est enfin entré dans la bonne voie en mettant \$400 pour vous, M. le président.

Je regrette de ne rien voir pour messieurs les greffiers. J'espère que l'on réparera cette omission, tôt ou tard.

Je suis heureux aussi de voir qu'on met les \$1,000 que l'on a promises et qui appartiennent à si juste titre à notre digne rapporteur des *Débats*, M. Alphonse Desjardins.

L'autre jour, l'honorable procureur général nous a reproché de ne pas être juste, puisque nous demandions dans les détails des augmentations de la dépense et que nous les blâmions ensuite en bloc. L'honorable procureur général se trompe, ce n'est pas ces dépenses que nous blâmons. Ne faites que les dépenses que nous approuvons et il sera facile de nous entendre.

M. Asselin—*député de Rimouski.* Je suis pour que le gouvernement rende justice aux employés publics.

L'autre jour je consultais les documents qui nous viennent de la colonie de Victoria et je voyais que là on donne £1500 au président de la Chambre. Au greffier £1000 et à l'assistant-greffier £800. Ici nous devrions suivre cet exemple et le gouvernement devrait traiter ses officiers avec libéralité et justice.

Un projet de loi pour modifier le code municipal, est déposé sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. **Blanchet.** J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 9 mars 1885, demandant copie de toutes correspondances échangées avec le gouver-

nement, depuis le 2 décembre 1880, au sujet des argents de colonisation dépensés dans le comté de Bellechasse, ainsi que les détails des sommes appliquées aux chemins, le nom des chemins, le nom des conducteurs des travaux, etc., etc.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 4 mai 1885, demandant copie de la correspondance et des mémoires et requêtes entre les honorables juges de la cour supérieure et le barreau de Québec, au sujet de la construction du nouveau palais de justice à Québec, et l'évaluation des travaux de cette bâtisse.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 4 mai 1885, demandant copie du rapport adressé le 27 avril 1885, par le comte Henry de Puyjalon, à l'honorable M. Lynch, commissaire des terres de la couronne, contenant une étude condensée sur la culture, les fourrages naturels, l'élevage, les lacs, les rivières et leurs poissons, la chasse, les duvets, les plumes et les œufs, la pelleterie, les matières fertilisantes, les algues du Labrador canadien, et le choix de l'archipel Mingan comme réserve de chasse.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 29 avril 1885, demandant copie de toute la correspondance qui a induit le gouvernement à offrir en vente toutes limites à bois, depuis le 1^{er} janvier 1884 ; ainsi qu'un état indiquant l'enchère fixée et le prix obtenu pour la vente de chaque limite.

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 12 mars 1885, demandant un état détaillé de toutes sommes d'argent dépensées dans chaque département, pour impressions, annonces et papeterie, pour les années 1882, 1883 et 1884, un état séparé et par année, pour chaque année, pour chaque département.

Sur proposition de l'honorable M. Taillon, il est résolu qu'à compter de vendredi, le 8 mai courant, il y ait deux séances par jour, la première de 3 heures P. M. jusqu'à 6 heures, et la seconde de 8 heures P. M. jusqu'à l'ajournement.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du vendredi, le 8 mai 1885.

SOMMAIRE :—Rapport du comité des comptes publics.—Résolution au sujet de l'indemnité des députés.—Observations de M. Lemieux sur l'absence d'un état de la dette du fonds d'emprunt municipal.—Délibération sur le projet de loi concernant le palais de justice de Québec.—Amendement de M. Rinfret dit Malouin : MM. Mercier, Blanchet, Stephens, Garneau, McShane, Picard, Taillon et Robertson.—Délibération sur le projet de loi concernant les officiers en loi de la couronne.—Amendement de M. Demers :—MM. Demers, Taillon, Mercier, Stephens, Poupore, McShane.—Amendements du Conseil législatif à la loi sur les asiles :—MM. Mercier, Blanchet.—Délibération sur le crédit pour l'immigration, proposition de M. Gagnon :—MM. Gagnon, Lynch, Mercier, Picard, Taillon, Désaulniers, McShane.—Proposition de l'honorable M. Mercier, au sujet de l'établissement d'une ficulerie et d'une glucoserie à Carleton, Bonaventure :—M. Martin.—Délibération en comité du budget :—MM. Gagnon, Robertson, McShane, Taillon, Lemieux et Robidoux.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

M. Desjardins dépose le rapport suivant du comité des comptes publics.

Voici le texte de ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport : Qu'il a examiné plusieurs témoins et fait produire certains documents se rapportant à des matières et des sujets concernant les comptes publics de la province.

Votre comité a l'honneur de rapporter tous les témoignages écrits, ainsi que les documents et les procès-verbaux de ses séances, et il soumet le tout à la considération de cette honorable Chambre.

Votre comité a de plus l'honneur d'offrir les suggestions suivantes, en rapport avec la manière de tenir les comptes publics et de pourvoir aux dépenses générales et spéciales :

1. Octrois de subsides.

(a). Le service pour lequel un crédit est ouvert, devrait être défini aussi explicitement que possible, de manière qu'aucune somme ne soit affectée au même objet que celui pour lequel un autre crédit a été voté.

(b). Les divers articles d'un chapitre devraient être définis aussi expli-

citement que possible, de manière à éviter toute erreur dans la répartition des dépenses afférentes à chacun d'eux.

(c). Autant que possible, la classification des chapitres du budget principal et celle du budget supplémentaire devraient être identiques.

(d). Les chapitres représentant un crédit considérable devraient être subdivisés de manière à ce que le budget puisse donner la plus grande somme d'informations possible.

(e). Les crédits applicables aux institutions ou aux particuliers, à titre d'octrois, ne devraient être reconnus comme tels, que s'il est clairement fait mention de leur destination spéciale.

(f). Le projet des subsides devrait renfermer les détails des chapitres sur lesquels il est basé.

2. Ecarts entre le chiffre du crédit applicable à chaque article et celui de la dépense réelle.

La méthode suivie par l'auditeur, et qui consiste à demander des explications et à faire rapport sur les motifs assignés à tout écart sensible entre le chiffre du crédit applicable à chaque article et celui des dépenses réelles afférentes à ce même article, est excellente.

Il est du devoir des personnes chargées de faire les prévisions, d'établir aussi soigneusement que possible les calculs de dépenses sur lesquels sont basés le crédit principal et ses subdivisions ; et elles n'apporteront que plus de soin à s'acquitter scrupuleusement de ce devoir, si elles sont averties qu'elles devront donner la raison de tels écarts.

3. Paiements effectués pour les services restant à solder après la clôture de l'exercice.

Il paraîtrait toutefois, qu'en dehors des cas dont on a disposé, aux termes de ce proviso, il a été d'usage d'inclure dans les comptes de l'exercice clos, des paiements effectués longtemps après son expiration pour des obligations échues pendant son cours.

Cette pratique appliquée en dehors du règlement de chèques réellement émis au cours de l'exercice, semble être en désaccord avec la loi qui dit, qu'à la clôture de l'exercice, toutes balances de crédits non consommés seront périmées et annulées.

La loi devrait être exactement suivie, et si cette pratique doit être continuée, la loi devrait être modifiée en conséquence.

La clause qui pourvoit à ce que les crédits soient périmés et biffés,

est excellente et ne devrait être changée qu'en autant qu'il serait démontré qu'un changement est devenu nécessaire.

Si les transactions de l'année fiscale sont réglées aussi complètement que possible pendant son cours, la clôture de ces comptes sera effectuée plus rapidement.

Chaque département devrait s'efforcer de solder pendant l'année les services de l'exercice pour lesquels le parlement a voté des crédits ; et l'on ne devrait se prévaloir de la clause qui pourvoit à une prolongation de délai, ou de toute autre mesure législative qui pourrait être adoptée pour faire face à la difficulté dont il est ici question, que dans le cas où un délai est jugé absolument nécessaire.

En adoptant cette pratique, peu de comptes demeurerait non-soufflés à la clôture de tout exercice. Ils resteraient à ordonnancer sur le crédit de l'exercice suivant, applicable aux services de même nature ; et, en dehors des contrats pour travaux publics, la différence dans le montant des arrérages, chaque année, serait peu sensible.

Mais l'on objecte, que la solde des entreprises pour travaux publics présenterait des difficultés telles, qu'il deviendrait impossible d'effectuer au cours de l'exercice, les paiements considérables afférents à chacune d'elles.

Il est expédient de modifier l'acte d'audition de manière à autoriser, dans ces cas seulement, le paiement dans le délai d'un mois après la clôture de l'exercice, à même les crédits applicables à tels services avant la clôture du dit exercice.

Dans le cas où cette modification sera faite, les dits paiements devraient être inclus dans les comptes de l'exercice clos, et la clôture de ces comptes, en ce qui concerne tels crédits, ne devrait se faire qu'après l'expiration du mois.

4. Crédits pour salaires.

(a). Dans le cas où un crédit spécial est voté pour le paiement, à un officier particulier, d'un salaire, ou d'une augmentation de salaire spécifiée, le crédit voté constitue une autorité législative pour le paiement de tel salaire ou augmentation, même si le montant voté est plus élevé que le salaire ou l'augmentation qui pourrait être alloué à tel officier sous l'autorité de l'acte du service civil ; lequel se trouve dans de telles circonstances, modifié *protanto* par l'acte concernant les crédits.

(b). Mais dans tous les cas où des crédits sont, comme il est d'usage

votés pour des salaires ou augmentation de salaire, sans la mention particulière ci-dessus citée, le vote de crédit ne modifie en aucune manière l'acte du service civil, et ne confère pas à l'exécutif le pouvoir d'appliquer le crédit au paiement d'un salaire plus élevé que celui qui pourrait être donné au dit officier, de par l'acte du service civil.

(c). Il est du devoir de l'auditeur, en ce qui concerne les vues ci-dessus exprimées, de décider si le pouvoir conféré par la Législature est valable pour un projet de dépense de cette nature.

5. Maniement des deniers publics.

Il paraît qu'il se présente encore des cas où les deniers reçus par des officiers ou des départements publics ne sont pas versés au crédit du trésorier. De telles pratiques étant contraires aux dispositions de l'acte d'audition.

Le résolution suivante est définitivement adoptée dans les formes réglementaires :

1. Qu'après la présente session de la Législature, à chaque session, il sera payé à chaque conseiller législatif et à chaque député à l'Assemblée législative présent à la session, six piastres pour chaque jour, d'assistance, si la durée de la session n'excède pas trente jours ; et si la durée de la session excède trente jours, alors il sera payé à chaque conseiller législatif et à chaque député à l'Assemblée législative suivant la session, une indemnité sessionnelle de six cents piastres, et pas plus.

Un projet de loi basé sur cette résolution est déposé sur le bureau de la Chambre :

Sur proposition de l'honorable M. Taillon, il est résolu unanimement :

Attendu que certaines personnes demandent, pour des fins de bienfaisance, à être constituées sous le nom de " Cercle national Français, de Montréal. " ;

Qu'il appert que ces personnes ont fait toute la diligence nécessaire pour présenter cette mesure dans le temps voulu par les règlements de cette Chambre, mais que ceux qui s'en sont chargés, ont, soit par malentendu ou autrement, laissé passer les délais exigés, au grand détriment des intéressés ;

Attendu de plus, qu'un des principaux buts de l'association proposée, est de favoriser l'immigration française en cette province, et d'aider à développer les relations commerciales entre la France et le Canada.

Que cette Chambre, tout en déclarant ne pas faire un précédent, désire au moins encourager les motifs mentionnés plus haut, que l'association a en vue, et permet en conséquence la présentation d'un projet de loi intitulé : " Acte pour constituer le cercle national Français, " et qu'en conséquence de l'urgence, toutes les règles de cette Chambre concernant la présentation des projets privés et les procédures sur iceux soient suspendues, de manière à permettre que ce projet soit traité comme un projet public à toutes ses phases.

En conséquence les règles sont suspendues et l'honorable M. Taillon présente le dit projet de loi, lequel est lu la première et la deuxième fois, renvoyé en comité amendé, les amendements sont lus deux fois et adoptés, et le projet est lu la troisième fois et passé.

Les projets de lois suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier le code civil et le code de procédure civile.

Pour modifier les lois concernant le département de l'agriculture et des travaux publics.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

M. **Lemieux**—*député de Lévis*.—Avant la reprise des travaux, je désire faire une observation.

Je regrette que l'honorable trésorier n'ait pas encore déposé sur le bureau de la Chambre, le rapport que j'ai eu l'honneur de lui demander sur le nombre des municipalités endettées au fond d'emprunt municipal.

Je sais qu'un grand nombre de députés désiraient avoir cet état. Peut-être, après la session le trésorier se décidera-t il à poursuivre celles qui doivent et dans ce cas, il aurait été important d'avoir le renseignement que j'ai demandé.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—L'auditeur a travaillé à la préparation de cet état, mais c'est un travail très long que de compter les intérêts composés.

M. **Lemieux**.—Ce que j'ai demandé est bien simple. C'est le montant dû à chaque municipalité et le nom de chacune d'elles.

M. le **Trésorier**.—Si on veut une copie de ce qu'il y a dans les comptes publics, cela peut être fait en une demi journée.

J'y verrai demain matin.

LE PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la construction du palais de justice de Québec.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*. Ce projet de loi est pour autoriser un emprunt additionnel de \$50,000. C'est bien ce que j'ai prédit dans mon discours sur l'exposé budgétaire. C'est de cette manière que l'on accumule les emprunts et qu'on arrivera à former bientôt un million.

Nous sommes rendus à ce jour fatal où l'emprunt de 1882 est épuisé et qu'il va falloir emprunter de nouveau. Je tiens à constater le fait. Ce n'est pas le côté le moins sérieux de la situation dans laquelle se trouve la province.

Pour le district de Québec, en particulier, c'est \$200,000 de plus à ajouter aux charges des contribuables. C'est aux citoyens de Québec à y voir. Dans cette opération, ce qui me frappe surtout, c'est de constater que les changements opérés absorbent une somme égale au tiers du contrat primitif. Je veux bien croire que c'est nécessaire. Mais c'est la première fois que, avant que l'on soit rendu au second étage d'un édifice on soit dans l'obligation de payer des suppléments de \$50,000. Cela dépend peut-être du fait que M. Whelan l'entrepreneur n'est pas un homme du métier. Il a pris ce contrat sans trop s'y connaître, quitte à se rattrapper plus tard par des extras, et c'est ce qu'il fait maintenant. Dans tous les cas, c'est le district de Québec qui devra payer ces sommes, la province en général, n'ayant pas à y voir.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—M. le président, le gouvernement n'encourt pas de responsabilité nouvelle au point de vue financier, car ce sont les municipalités du district judiciaire que cela concerne qui devront payer. La seule responsabilité que nous assumons est celle d'un endosseur sur un billet de première classe. Je puis affirmer que jamais la province n'aura un sou à payer pour ces travaux. Voilà donc un point de réglé.

M. le président, la première fois qu'il a été question de cette bâtisse, ça été sous l'administration Joly. D'après l'évaluation des ingénieurs, cet édifice devait coûter de deux cent à deux cent cinquante mille piastres. Les plans et l'évaluation avaient été faits pour le terrain des Jésuites, ce qui devait coûter plus cher que sur le terrain actuel.

L'honorable **M. Marchand**—*député de St Jean*.—Le plan a été fait, mais il n'a jamais été adopté.

L'honorable **M. Blanchet**.—Je sais. Plus tard, la question a été définitivement réglée sous le gouvernement Mousseau. Dans le cours des travaux, ceux qui s'y intéressent ont fait remarquer que la moitié de l'édifice, d'après les devis, n'était pas à l'épreuve du feu, et on a changé les spécifications de manière à mettre tout ce palais de justice à l'épreuve du feu. Cela entraîne une dépense de \$37,000 supplémentaires. De plus, ces modifications en ont entraîné d'autres qui ont ajouté quelques milliers de piastres aux frais généraux. Il peut se faire que la somme demandée ne soit pas toute absorbée par les travaux additionnels que l'on fait exécuter, mais dans ces choses-là, il vaut mieux ne pas être pris au dépourvu, rien n'obligeant de dépenser tout le crédit ouvert.

Je dois dire aussi que ces changements ont été demandés par le barreau et par les hommes d'affaires. La province y gagnera par une différence en moins sur les primes d'assurance.

M. Rinfret dit Malouin.—*député de Québec-centre*.—M. le président, je suis en faveur de l'amélioration demandée au palais de justice, mais je dis que si on avait insisté pour avoir le paiement de ce qui est dû au fonds d'emprunt municipal par la cité de Sherbrooke, on aurait l'argent qu'il faut pour exécuter ces travaux sans être obligés de faire un nouvel emprunt.

Pour cette raison, j'ai l'honneur de proposer par voie d'amendement, qu'il soit résolu que cette Chambre regrette que le gouvernement, au lieu de percevoir la créance due au fonds d'emprunt municipal par la cité de Sherbrooke, afin de se mettre en état de faire face aux dépenses, ait de nouveau recours à l'expédient des emprunts et impose encore une taxe directe sur les habitants de ce district, en sus des \$150,000 qu'il a déjà imposées pour la construction du palais de justice de Québec.

M. Stephens—*député de Montréal-centre*.—M. le président, si on eut perçu ce qui est dû par la cité de Sherbrooke, on aurait les fonds nécessaires pour ces travaux supplémentaires.

Comme j'ai eu déjà l'occasion de le faire remarquer, il y a beaucoup d'extras. Cela va augmenter le coût total de cet édifice. Je ne serais pas surpris qu'on atteindrait le chiffre de \$240,000. Cela dépend du fait que ceux qui ont le contrat ne sont pas des gens du métier. En donnant de ces entreprises à de telles personnes, on fait bien du mal à ceux qui

sont des hommes expérimentés, et cette pratique est de nature à les décourager.

Cet emprunt, M. le président, sera fait sous l'autorité de la province. C'est le gouvernement qui sera responsable du remboursement, en sorte que ce sera la province qui paiera si les municipalités ne le font pas.

Il y a beaucoup de dépenses supplémentaires, mais peu de travaux de faits. Vraiment si les travaux continuent d'aller de ce train là, la bâtisse ne sera pas terminée avant trois ans.

L'honorable M. **Carneau** —*député de Québec*.— M. le président, tout en regrettant que le gouvernement soit obligé de recourir à cette mesure, je ne puis me rallier à la proposition de mon honorable collègue. Je comprends que cette mesure est prise sur la recommandation des juges et du barreau du district. A certains égards, je crois que c'est un bon placement.

D'après la proposition de mon honorable ami le député de Québec-centre, nous sommes invités à décréter que la province paie ces dépenses et non les contribuables du district. Peut-être que la province ne verra pas cela d'un bon œil. Néanmoins, moi, du district de Québec, je devrais voter pour une telle proposition.

Je crois que cet amendement n'est pas du tout à propos. On y traite une question étrangère au sujet qui nous occupe : on y parle de la dette au fonds d'emprunt municipal. On met Sherbrooke dans Québec. Cette ville n'est pas la seule qui soit encore endettée envers le gouvernement. Il y a la ville de Lévis qui doit une jolie somme à ce fonds. Pourquoi le député de cette ville n'en fait-il pas autant que mon honorable ami ?

M. le président, je ne suis pas disposé à traiter cette question au même point de vue que mon honorable ami.

Entre autres choses, je crois que le gouvernement devrait disposer de cette créance. Qu'il la vende s'il le faut, et ceux qui achèteront retirent ce qui est dû. Pour ma part, je recommanderais que le gouvernement mette la question à l'étude pour en arriver aussitôt que possible à un règlement définitif.

Quant à la bâtisse, je crois qu'il faut y faire les changements en question, car les messieurs du barreau se plaignent de la manière dont elle est construite. J'espère aussi que le gouvernement verra à ce que cet édifice soit fini au temps spécifié dans le contrat avec les entrepreneurs.

M. McShane—*député de Montréal-ouest*.—M. le président, je vois que l'on va emprunter \$50,000 pour le palais de justice de Québec. C'est une augmentation de la dette de la province, ou c'est, en tout cas, un accroissement des responsabilités du trésor public.

Pendant que l'on emprunte à droite et à gauche, on néglige pour des fins de popularité personnelle ou de parti, d'opérer la rentrée des sommes dues à la province.

M. le président, il y a quelque temps, on a beaucoup parlé de ce qui est dû au fonds d'emprunt municipal. Il est vrai que le trésorier a traité avec une incontestable tendresse la ville de Sherbrooke, tandis qu'il mettait une insistance farouche à faire payer Montréal. Si on percevait les créances que la province possède, on ne serait pas obligé de recourir à ces emprunts successifs et alarmants.

On a aussi parlé de la manière dont les travaux du palais de justice sont conduits. On se plaint que ces travaux marchent avec lenteur et que les suppléments de dépenses sont fréquents et considérables. Je ne dirai rien contre mon ami M. Whelan. Il semble avoir le gouvernement dans sa main comme les autres entrepreneurs publics. Mais il y a une question qu'en hommes prudents, nous devons nous poser et résoudre, par des recherches sérieuses. Comme gardiens des intérêts publics, nous devons nous demander si cet entrepreneur a rempli les obligations auxquelles il s'est soumis? Je ne le blâme pas, c'est le gouvernement qui est responsable, et c'est lui que je blâme.

Mais à quoi bon, pour nous de l'opposition, de jeter ces cris d'alarme dans cette enceinte. On sait que nous disons la vérité quand nous dénonçons ces abus, mais on craint de nous approuver, parce qu'on a peur de nuire au parti. On n'a pas d'indépendance, et si on ne fait pas payer les municipalités, c'est la même peur qui fait agir les membres de la droite.

Par mes remarques, je ne veux pas blâmer M. Whelan, c'est le gouvernement que je critique et que je condamne. Je le blâme de se montrer si plein de sollicitude pour les entrepreneurs qui travaillent pour son compte.

Je prédis dès maintenant que le palais législatif ne sera pas prêt l'automne prochain bien que les honorables ministres nous assurent que ces travaux seront terminés à une époque beaucoup plus prochaine. M. Charlebois ne nous dit-il pas que ce ne sera pas avant deux ans peut-être que son contrat sera entièrement exécuté. Encore une fois, s'il

parle avec tant d'assurance, c'est qu'il sait avoir le gouvernement dans sa main et qu'il peut faire de lui ce qu'il lui plaira.

Il est temps que le peuple se réveille et chasse ces administrateurs sans sagesse et sans prudence.

M. Picard—*député de Richmond et Wolfe*.—M. le président, je ne répondrai pas aux remarques de l'honorable député de Montréal-centre, car il vient de nous donner la 17^e édition de son seul discours. J'écarte donc ce verbiage ennuyeux pour revenir à la question qui est devant la Chambre.

Cette proposition a pour but de faire payer par toute la province la somme que le district de Québec seul doit acquitter.

L'honorable député de Québec-centre fait une proposition de non-confiance sur un projet de loi qui a pour but d'autoriser les dépenses nécessaires à l'érection d'un véritable monument dans Québec. Je trouve une telle conduite bien mesquine, bien petite.

On reproche à l'honorable trésorier sa conduite vis-à-vis la cité de Sherbrooke. Je trouve que sa conduite a été irréprochable et qu'il a montré qu'il était soucieux des intérêts publics. Comme trésorier, il devait faire payer Sherbrooke, car là il se trouve à représenter toute la province. C'est ce qu'il a fait, à preuve la correspondance qui a été déposée sur le bureau de la Chambre. Pour ces excellentes raisons, je voterai contre cette proposition.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général*.—M. le président, le procédé de l'honorable député de Québec-centre n'est pas généreux. La ville de Québec donne un triste exemple de mesquinerie. Elle voit que les travaux sont commencés et elle cherche déjà des prétextes pour ne pas payer. Le moins que l'on puisse dire c'est que ce n'est pas généreux. Mais ce n'est pas tout, non-seulement elle ne voudrait pas payer, mais elle voudrait que ce serait toute la province qui paierait pour elle.

Quand même nous eussions retiré tout ce qui est dû à la province, cet argent ne pourrait pas en justice être pris dans le trésor commun pour payer des travaux que les contribuables de chaque district sont tenus seuls de faire à leurs frais.

J'ai hâte de voir comment les honorables députés d'Iberville, de Verchères, de Montmagny et de Chateauguay vont voter une telle proposition....

L'honorable **M. Mercier**.—Je sais comment je vais voter, et je déclare que j'appuierai cette proposition. Voici pourquoi :

On nous demande l'autorisation d'emprunter \$50,000, quand la cité de Sherbrooke nous doit une pareille somme. Si on avait perçu cette créance, on ne serait pas obligé d'emprunter aujourd'hui. Voilà en deux mots l'explication de mon vote.

L'honorable **M. Robertson**.—Les bons pour le palais de justice sont vendus sur le crédit du district de Québec. Quand bien même Sherbrooke aurait payé sa dette au trésor, cela n'aurait nullement empêché le district de Québec d'avoir à payer la même chose, à moins que les députés des autres parties de la province ne soient prêts à déclarer que ce palais de justice doit être construit aux frais de toute la province. C'est la signification du vote de ceux qui appuieront cette proposition.

M. Rinfret dit **Malouin**.—La ville de Québec a remboursé son emprunt au fonds municipal. Et nous nous demandons, puisque nous avons payer, pourquoi les autres municipalités endettées ne paieraient-elles pas à leur tour. Il me semble que quand le gouvernement vient nous demander d'emprunter, nous pouvons bien lui dire de faire payer ceux qui lui doivent.

L'honorable **M. Garneau**.—On me dit que d'après la loi, ces \$50,000 doivent quand même être payées par les contribuables du district de Québec, de sorte que la proposition est complètement inutile.

L'honorable **M. Mercier**.— Pour sauver du temps, je dirai : “lost on division.”

La proposition de M. Rinfret dit Malouin est rejetée.

Le projet de loi concernant le palais de justice de Québec est adopté définitivement dans les formes réglementaires.

LES OFFICIERS EN LOI DE LA COURONNE.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant les officiers en loi de la couronne.

M. Demers—*député d'Iberville*.— M. le président, en 1882 vous avez proposé, d'accord avec le gouvernement Chapleau, l'abolition de la charge de solliciteur général, que ce projet de loi vise à rétablir. La suppression s'est faite sans qu'une seule voix protestât. Aujourd'hui pourquoi ressusciter ce cadavre ?

Je sais que le département des chemins de fer est devenu un rouage inutile, mais je ne veux pas le voir remplacer par un autre qui ne serait pas plus utile. Pour ma part, je voudrais avoir un ministère spécial pour l'agriculture, et que ce ministère fut confié à un homme pratique capable de rendre de grands services au pays.

La classe des cultivateurs a rendu bien plus de services à la province que celle des notaires, et cependant on en fait bien moins de cas. Elle a nourri les notaires et on ne cherche pas à lui venir en aide. Je propose donc en amendement que cette Chambre ne croit pas devoir rétablir l'office de solliciteur général qui a été aboli par cette Législature en 1882, suivant le désir unanime de ses membres ;

Que tout en admettant, avec le gouvernement, la nécessité d'abolir le ministère des chemins de fer, devenu inutile, cette Chambre n'est pas prête à le remplacer par un autre dont l'utilité n'est pas démontrée ;

Que cette Chambre est d'opinion qu'il serait juste de profiter de la circonstance pour remplacer le ministère des chemins de fer par un ministère spécial d'agriculture et de colonisation, lequel, confié à un homme pratique, pourrait promouvoir les intérêts de l'agriculture et de la colonisation, du succès desquelles dépend à un si haut degré la prospérité du pays.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Beauchamp, Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Richard, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn et Stephens.—15.

Ont voté contre : —MM. Asselin, Audet, Beaubien, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lapointe, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Poupore, Robertson, Spencer St-Hilaire, Taillon, Trudel et Turcotte.—37.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'INDÉPENDANCE DE LA LÉGISLATURE.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier la loi 32 Victoria, chapitre 3, concernant l'indépendance

de la Législature, et pour étendre au Conseil législatif les dispositions de la loi 47 Victoria, chapitre 2.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général.*
—M. le président, le but de ce projet de loi est de rendre la vie politique plus supportable et la semer de moins de sacrifices que possible. Je crois que quand on a fait cette loi que je propose de modifier, on a été trop sévère.

On propose aussi d'étendre aux membres du Conseil législatif les dispositions de la loi de la dernière session, adoptée pour l'Assemblée législative.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe.*—M. le président, je considère ce projet de loi comme une menace contre l'indépendance de la Législature.

Je regrette que le gouvernement sape année par année la base sur laquelle repose l'indépendance du parlement. Il semble qu'il cherche à en faire une succursale du gouvernement fédéral, et, s'il continue, il réussira sûrement.

En attendant, on voit un conseiller législatif toucher les bénéfices d'un contrat de huit mille piastres du gouvernement d'Ottawa, en se servant du nom d'un de ses employés, un nommé Laforce.

Si je me place au point de vue des intérêts de mon parti pour apprécier ces faits, je dirai tant mieux, car c'est un excellent moyen de faire disparaître le parti conservateur. Mais j'ajoute que c'est un système qui nous conduit vite à l'union législative.

M. **Stephens**—*député de Montréal-centre.*—Où allons-donc, M. le président, avec ce système-là ? Si le parti conservateur veut reconstituer cette Chambre d'entrepreneurs fédéraux, il réussira, mais où sera l'indépendance de la Législature. La loi était très bonne et on aurait dû la garder telle qu'elle était.

M. **Poupore**—*député de Pontiac.*—M. le président, je désire poser une question aux adversaires de cette loi. Pourquoi ces dispositions-là seraient-elles si mauvaises ici quand elles existent à Ottawa sans que personne trouve à redire. D'ailleurs les deux corps délibératifs ne sont-ils pas distincts et séparés. Les membres à Ottawa peuvent prendre des contrats du gouvernement local tandis que c'est le contraire pour les députés provinciaux. C'est une anomalie que rien n'explique ni ne justifie.

Quant à la question d'indépendance, je crois que je me suis toujours conduit d'une manière très indépendante dans cette Chambre et que ces craintes ne sauraient nous arrêter quand il s'agit de rendre justice.

M. McShane—*député de Montréal-ouest*.—Ce qui engage le gouvernement à nous soumettre cette loi, c'est que c'est le même parti qui domine à Ottawa et ici, et les membres de la droite espèrent par là jouir des faveurs de leurs amis au fédéral, faveurs qui leur seraient interdites si la loi n'était pas modifiée. Voilà la seule et vraie raison.

On dit que cela ne nuit pas à l'indépendance des membres de cette Chambre. Qu'est-ce qu'on a vu lors de la question Riel? N'a-t-on pas vu des députés voter pour sauver le gouvernement fédéral d'une condamnation qu'il a richement méritée en maltraitant les pauvres Métis du Nord-Ouest. De plus, on voit un conseiller législatif avoir des contrats fédéraux énormes, ne se contentant pas de l'honneur qui lui a été fait.

La 2^e délibération est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lapointe, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Spencer, St-Hilaire, Taillon et Trudel.
—38.

Ont voté contre :—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens, Turcotte et Whyte.—15.

L'Assemblée législative a adopté.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

LES ASILES D'ALIÉNÉS.

L'ordre du jour appelle la délibération sur les modifications faites par le Conseil législatif au projet de loi relatif aux asiles subventionnés par la province de Québec.

L'honorable M. **Mercier**.—Je considère que le Conseil a détruit l'œuvre de cette Chambre. Le gouvernement a cédé comme je l'avais prédit, mais je proteste de toutes mes forces contre une telle conduite.

L'honorable M. **Blanchet**.— *député de Beauce, secrétaire de la province*.—M. le président, ce projet de loi n'a pas été modifié essentiellement depuis son dépôt sur le bureau de l'Assemblée. Le contrôle est toujours réservé et confié aux mains du gouvernement. Je ne crois pas que le gouvernement voudrait mettre de côté le principe qui l'a guidé en présentant ce projet de loi. Malgré les modifications faites par l'autre Chambre, il aura toujours le contrôle des asiles.

Les modifications sont définitivement adoptées dans les formes réglementaires.

LE BUDGET.—LE CRÉDIT POUR L'IMMIGRATION LIÉ AU PATRIOTISME.

La Chambre délibère sur le crédit de \$10,000 pour le service de l'immigration et le rapatriement.

M. **Gagnon** *député de Kamouraska*.—M. le président, je ne surprendrai pas, à coup sûr, la Chambre, en lui soumettant ma proposition annuelle.

Je propose donc qu'il soit résolu que cette Chambre regrette que les montants qui ont déjà été dépensés, pour l'encouragement de l'immigration européenne, n'aient pas donné de résultats plus satisfaisants, lesquels résultats, n'ont pas été du tout en proportion des sommes dépensées ; et à moins que le gouvernement, par ces moyens, ne parvienne à retenir plus d'immigrants dans la province, cette Chambre est d'opinion qu'à l'avenir, un montant aussi considérable ne soit pas continué.

Cette somme de \$10,000 est donnée simplement pour pensionner les immigrants qui arrivent ici. Quant à moi personnellement, je serais en faveur de retrancher le crédit complètement. On diminue les dotations aux institutions de charité pendant que l'on continue cette dépense inutile. On devrait donc cesser ces déboursés qui ne rapportent presque rien.

L'honorable M. **Lynch** *député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—Je constate que l'honorable député montre beaucoup de persistance dans son opinion. Je ne suis pas de son avis et je crois que nous devons dépenser quelque chose pour cette fin. La province d'Ontario dépense un fort montant pour ce service, aussi je désirerais que le crédit que nous inscrivons pour l'immigration fût plus considérable. Je crois que la Chambre est disposée à accorder au moins la somme de \$10,000 qu'on lui demande.

Cette année, d'après les arrangements pris, nous espérons même ne pas tout dépenser cette somme.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe*.—M. le président, nous ne sommes pas contre l'immigration, mais nous croyons que cet argent est gaspillé, car nous ne voyons pas de résultat pratique. Nous repoussons ce crédit parce que nous savons que cet argent est gaspillé.

Nous payons deux agents à Sherbrooke et là où il n'y a pas de port de mer où débarquent les immigrants ?

Nous n'avons qu'un agent à Montréal et qu'un seul à Québec. On voit avec quel soin ce service est organisé. Vous avez payé \$500 à M. Tassé pour rien. Vous dépensez \$10,000 et vous ne pouvez nous montrer aucun bon résultat.

Qu'on ait une bonne politique d'immigration, qu'on amène ici de bons fermiers, nous applaudirons. Nous ne sommes pas contre ce service, je le répète, mais nous sommes fatigués de voir cette dépense inutile se faire, et de voir des gens que nous nourrissons passer à notre nez pour aller dans l'ouest. Tous les ans on voit de nos compatriotes aller aux Etats Unis et on ne fait rien pour eux ! Nous sommes en faveur d'une dépense qui nous rapporterait quelque profit, mais nous ne pouvons pas approuver celle-là.

M. **Picard**—*député de Richmond et Wolfe*.—Les libéraux nous reprochent cette dépense et quand ils étaient au pouvoir, ils ont fait la même chose.

Tout le monde sait que la province d'Ontario fait des sacrifices pour attirer des immigrants chez elle. Nous devons de notre côté faire quelque chose.

J'admets que depuis quelques années, nous n'avons pas obtenu des résultats en proportion des sacrifices que nous avons faits. Mais il faut mettre un certain montant et il est difficile d'en mettre moins que cela.

On dit qu'à Sherbrooke il y a deux agents, c'est vrai, mais les salaires de ces deux officiers ne font pas plus qu'un salaire ordinaire. Il nous arrive dans cette région des familles françaises qui ne parlent pas l'anglais, et il fallait pour les renseigner un agent français ; voilà pourquoi il y en a deux, mais le salaire n'est que de \$400 chacun. L'agent français a été nommé aussi pour recevoir les familles venant des Etats-Unis.

L'honorable M. **Tailon**—*député de Montréal-est, procureur général*.

—On me permettra de dire que l'honorable député de Kamouraska a bien mal choisi son moment pour faire une telle proposition.

Cette somme a toujours été votée et si les libéraux arrivent au pouvoir, je suis bien certain qu'on ne retranchera pas ce crédit. Cet argent est demandé dans le but de faire ce que j'appellerai une politesse internationale. Au fonds, il n'y a rien de plus.

On voudrait qu'on demandât aux personnes qui arrivent où elles vont. C'est un système qui ne serait guère pratique, puisque l'on pourrait bien nous tromper, car nous n'aurions aucun moyen de contrôle, et nos ordres n'auraient aucune sanction.

Maintenant, je le demande, la province peut-elle refuser d'exercer en quelque sorte l'hospitalité, comme le font les individus? Je dis non, et on ne saurait soutenir cette prétention.

D'ailleurs, est-ce bien au moment où nous espérons voir arriver parmi nous l'immigration française, que nous devons retrancher ce crédit? N'a-t-on pas reçu les meilleures nouvelles de la mission du curé Labelle au pays de France. Ne serait-ce pas une mesure déraisonnable de retrancher ce crédit, quand nous avons un agent en Europe, comme M. Labelle, et un représentant comme M. Fabre, faisant des conférences dans les principaux centres, pour engager la population à venir ici, de nous priver des ressources nécessaires pour recevoir les immigrants que ces travaux peuvent nous valoir? Je dis donc que le moment est bien mal choisi pour demander la suppression de ce crédit.

Même sous le règne du gouvernement Joly, on a excédé le montant demandé. Cette année on va s'en tenir aux \$10,000 votées à la dernière session. Si on ne réussit pas à créer un mouvement d'immigration de France vers le Canada, il pourra y avoir moyen de diminuer le montant inscrit cet année.

On dit aussi qu'il y a bien peu d'immigrants qui s'établissent dans la province. C'est vrai, il ne nous en reste pas beaucoup, mais ce que nous avons est toujours cela, et ce n'est pas le moyen d'en faire venir d'autres que de supprimer le crédit destiné à les recevoir.

On a parlé des deux agents qu'il y a à Sherbrooke. Je sais qu'il s'est fait toute une lutte pour maintenir M. Noël comme agent à Sherbrooke, tandis que d'autres voulaient garder l'agent anglais.

Je dis donc à l'appui de ce crédit, que c'est la première fois où on ne dépensera que le montant demandé, et, en second lieu, comme nous

comptons recevoir des inamigrants de la vieille France, il ne convient pas de nous mettre dans l'impossibilité de les bien recevoir.

M. Désaulniers—*député de St-Maurice*.—Je désire motiver le vote que je vais donner sur le crédit de l'immigration. Depuis que je suis député j'ai toujours voté contre l'adoption de ce crédit, sous les gouvernements Joly, sous celui de M. Chapleau et de son successeur. Cette année j'approuve cet item parce que nous entrons dans une ère nouvelle d'immigration. Le voyage de M. le curé Labelle, ses lettres dans les journaux, le mouvement qui se fait en Europe en faveur de l'immigration française, tout nous indique que le gouvernement agit sagement en appropriant \$10,000 pour cette immigration. D'ailleurs, j'ai assez de confiance dans le cabinet actuel pour entretenir l'assurance que cet argent sera bien employé. Cependant, avant tout, je demanderai au procureur général s'il est convaincu que la somme de \$10,000 est absolument nécessaire et cela pour ma propre satisfaction.

L'honorable **M. Taillon**.—Je puis assurer mon honorable ami qu'une moindre somme serait insuffisante ; je lui en donne ma parole.

M. Désaulniers.—C'est très bien. Alors, pour la première fois depuis que je suis en parlement, je vais voter ce crédit de l'immigration et je serai en état d'expliquer mon vote à mes électeurs.

La proposition de M. Gagnon est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Turcotte et Whyte.—14.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Caron, Casavant, Charlebois, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lapointe, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marion, Martin, Martel, Nantel, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Spencer, St-Hilaire, Stephens, Taillon, et Trudel.—37.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Ce crédit est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

LES COMMISSIONS D'ENQUÊTE

L'ordre du jour appelle la délibération sur la résolution suivante, à laquelle le lieutenant gouverneur donne son consentement.

Attendu que les commissions nommées en vertu de l'acte 47 Vict.,

chap. 3, ont terminé leurs enquêtes et soumis leurs rapports ; et attendu que la section 5 du dit acte décrète qu'une indemnité sera allouée aux commissaires et qu'il est à propos de fixer la dite indemnité. Qu'il soit résolu :

1.—L'indemnité qui sera payée à chacun des commissaires sur les commissions ci-dessus mentionnées est, par les présentes, fixée à la somme de dix piastres par jour, pour chaque jour de service en rapport avec la commission dont il fait partie, avec une allocation de cinq piastres par jour, pour dépenses d'hôtel ; lesquelles sommes le trésorier de la province est autorisé à payer, sur le certificat du président de l'Assemblée législative.

2. Dans les différents paiements qui seront faits, en vertu de la résolution précédente, il sera tenu compte des sommes déjà payées par le trésorier, en vertu de l'acte cité plus haut.

M. McShane—*député de Montréal-ouest*.—M. le président, ces commissions n'ont rien prouvé. On aurait pu avoir quelqu'un qui aurait fait mieux la besogne, sans partialité et à meilleur marché.

La résolution est adoptée dans les formes réglementaires.

LE BUDGET.—ÉTABLISSEMENT D'UNE FÉCULERIE ET D'UNE GLUCOSERIE,
A CARLETON, COMTÉ DE BONAVENTURE.

La Chambre est appelée à délibérer sur le budget :

L'honorable **M. Mercier** — *député de St-Hyacinthe*. —Je propose en amendement de déclarer que cette Chambre regrette que le gouvernement ne semble pas vouloir donner effet durant la présente session, aux conclusions du rapport du comité de l'agriculture, recommandant de favoriser l'établissement d'une féculerie et d'une glucoserie à Carleton dans le comté de Bonaventure, cette industrie étant une des industries agricoles qui sont particulières à ce comté et devant compenser les avantages que le gouvernement a procurés à d'autres parties de la province, en leur accordant des subventions considérables pour favoriser l'établissement des manufactures de sucre de betteraves, ainsi que des beurreries et des fromageries.

M. Martin—*député de Bonaventure*.—M. le président, s'il y a un député qui regrette que rien n'ait été donné pour aider à l'établissement de cette industrie, c'est bien moi. Bien qu'il soit un peu tard, j'espère encore avoir quelque chose.

Le comté de Bonaventure n'a pas d'industrie et il ne prospérera que quand il en aura. J'espère que l'année prochaine je réussirai dans mes démarches.

La proposition de l'honorable M. Mercier est mise aux voix :

Ont voté pour :—Bernard, Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Lapointe, Lemieux, Marchand, Martin, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn et Whyte.—15.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaupien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lavallé, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Nantel, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Spencer, St. Hilaire, Taillon, Trudel et Turcotte.—36.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité du budget.

CHAPITRE IX—DIVERS SERVICES.

Article 14½.—Commissions royales *re* construction de l'hôtel du parlement et l'élection Jacques-Cartier ; balance due aux commissaires pour leur indemnité, et comptes d'impression..... \$815 30

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—Combien chaque commissaire se trouvera-t-il avoir reçu ?

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—Voici l'état que m'a transmis le secrétaire des deux commissions :

M. Desjardins, le président, \$1,725. M. Asselin, \$1,620. M. Nantel, \$1,470. L'honorable M. Joly, \$255. M. Robidoux, \$300. M. Lemieux, \$540. M. Watts, \$480. En tout \$6,390 pour les commissaires, représentant 426 jours de séances ou de travail.

A part cela, il a été payé à M. Delagrave, secrétaire, \$1,265.25. Pour services d'huissiers \$185.85. Pour témoins \$1,248.87. Pour sténographe \$3,141.86. Pour impression, à la *Gazette* et à la *Minerve*, de Montréal, \$6,785. Autres dépenses accidentelles, \$581.90. Ces frais s'élèvent à \$13,000. En tout \$18,911, pour les deux commissions.

M. **Gagnon**.—Cela donne avec ce que nous allons voter : \$19,598

M. McShane—*député de Montréal-ouest*.—M. le président, c'est une honte. C'est un gaspillage effronté comme jamais je n'en ai vu. Si j'étais à la place de ces commissaires qui ont touché des milliers de piastres, j'aurais rougi de recevoir tant pour un travail qui vaut si peu. Ces hommes auraient dû se rappeler qu'ils sont envoyés ici pour servir le peuple et non pour se gorger à même ses deniers. \$15,00 par jour ! il y a des commissaires qui ne font pas cela dans une semaine ! C'est une honte, et je proteste de toutes mes forces contre une telle dépense.

L'honorable **M. Taillon**.—*député de Montréal-est, procureur général*.—Un homme qu'on prend à son bureau pendant des mois et des mois, voit sa clientèle diminuer et le dommage qu'il ressent d'une telle absence ne saurait être apprécié sur la base du travail réel donné.

M. Gagnon.—Il n'est plus temps de revenir là-dessus. Nous voulions ces enquêtes, et j'admets que nous avons commis une erreur. Mais ce n'est pas une raison pour insulter ceux qui ont fait partie de ces commissions.

Je n'ai pas demandé ces renseignements dans un but de critique. Comme tout le monde, j'ai demandé l'ouverture de ces enquêtes et je ne puis trouver à redire maintenant qu'elles aient coûté quelque chose au trésor. Nous devons nous y attendre.

M. Lemieux—*député de Lévis*.—M. le président, on nous a rap-pelé que nous étions les serviteurs du peuple. Oui, nous le sommes, mais je comprends, pour ma part, que j'ai été élu pour représenter le comté de Lévis pendant les sessions de la Législature, et non pour être commissaire enquêteur. Il est bon de parler de zèle, de dévouement, quand on n'est pas appelé à mettre ces vertus en pratique, ou que l'on se croit dispenser des travaux législatifs pendant les trois-quarts de la session, pour surveiller ses intérêts privés.

Je le déclare formellement, si j'avais cru que l'on ne m'aurait donné que quinze piastres par jour pour agir comme commissaire, jamais je n'aurais accepté cette charge. Quand j'ai consenti à agir comme membre d'une de ces commissions, si l'on m'eût dit que je n'aurais que quinze piastres, frais de voyage et autres dépenses comprises, jamais, je le répète, je n'aurais accepté ces devoirs si onéreux à tant de titres.

On se récrie parce qu'on trouve que les frais généraux de ces enquêtes sont, pense-t-on, élevés.

Mais voyez donc, M. le président, l'enquête sur l'affaire des Tanne-ries a coûté au-delà de \$30,000 et elle s'est faite pendant la session

Après cela on voit des gens qui se scandalisent, parce que deux enquêtes aussi longues ne coûtent que les deux tiers à peu près de cette somme.

J'ai perdu plus que m'a rapporté ces honoraires en ne suivant pas les affaires de mon bureau, et je crois que les autres commissaires ont perdu autant que moi.

Les recherches ont été tellement longues que si on n'avait pas pris un sténographe, nous serions encore à siéger.

De plus, il fallait imprimer les rapports avec les témoignages afin que la Chambre fût en état de juger de la valeur de nos travaux.

Ce qui se passe est pour moi une leçon dont je ferai mon profit à l'avenir.

M. Robidoux.—*député de Chateauguay.*—M. le président, je puis assurer à la Chambre que ce n'est pas un gain que j'ai fait en agissant comme commissaire. Et si on m'offrait la même charge demain, je la refuserais sans hésiter.

L'honorable **M. Taillon.**—Il y a des avocats qui ne s'occupent que de leurs affaires professionnelles et qui ne laissent jamais leur bureau à moins de recevoir cinquante piastres par jour.

M. McShane.—Je le répète, c'est une honte de gaspiller ainsi l'argent du peuple. J'espère que cela ne se renouvellera plus à l'avenir.

Le crédit est adopté définitivement dans les formes réglementaires.

Article 51. Chemin de colonisation, \$100,000.

M. Gagnon.—Pourquoi ces \$100,000 quand on a déjà voté \$70,000. Je ne critique pas le montant inscrit, seulement, je me demande si les élections ne sont pas plus prochaines qu'on ne le pense.

Je voudrais savoir combien chaque comté va avoir sur ce crédit.

L'honorable **M. Taillon.**—Le gouvernement fera les allocations comme de coutume. Il est bien connu que, ces années dernières, on aurait pu donner davantage dans beaucoup de comtés.

En sus des travaux ordinaires il y en a d'autres dans lesquels on ne procède, à l'heure qu'il est, qu'à petite dose. Mais il y a encore d'autres travaux comme ceux des chemins Taché, Chapleau et autres grandes voies comme celles-là qui requièrent nos soins immédiats. Pour ces chemins, il est certain que pour mettre en valeur l'argent qui a été dépensé, il faut compléter autant que possible les travaux déjà faits.

L'honorable premier ministre qui occupe le poste de commissaire des travaux publics, se propose de faire faire un examen général des travaux de colonisation à faire.

M. le président, je sais que ce n'est pas une promenade amusante pour ceux qui habitent les comtés riches de la province, cependant, pour les mettre en meilleure position de juger de l'opportunité de cette dépense, je les invite à aller visiter les nouveaux établissements, et ils verront s'il faut ménager quelques piastres pour améliorer le sort du pauvre et courageux colon.

Ce printemps, on apprend de toutes parts que les inondations ont faits des dommages considérables. Il peut se faire que le gouvernement soit appelé à refaire certains travaux détruits par ces inondations.

M. Gagnon.—Est ce qu'il n'y a pas un certain montant sur cette somme pour payer une balance de comptes non soldés.

L'honorable M. **Taillon.**—Non ; c'est pour des travaux nouveaux.

M. Gagnon.—Je désire savoir si Kamouraska va avoir quelque chose sur cette jolie somme de \$100,000.

L'honorable M. **Robertson.**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province.*—Je désire déclarer que les \$100,000 pour chemins de colonisation devront être pris sur un emprunt temporaire. On ne peut s'attendre que cette somme soit dépensée à même les revenus ordinaires de la province.

Toute la question qui se pose devant la Chambre est celle-ci : Il s'agit de savoir si les travaux de colonisation en cours d'exécution, sont assez importants pour les terminer maintenant et pour cela emprunter une somme suffisante.

Article 157. Fonds de municipalités, statuts refondus du Bas-Canada. chapitre 110, section 7, \$3,000.

M. Gagnon.—Kamouraska va-t-il avoir quelque chose ?

M. le **Trésorier.**—Si la loi donne ce droit, il pourra l'avoir.

M. Gagnon.—Où va donc le surplus ?

Les deux crédits sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

VOIES ET MOYENS.

Les résolutions suivantes sont définitivement adoptées dans les formes réglementaires :

1. Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de cent vingt deux milles trois cent soixante et sept piastres et quatre-vingt-dix-huit centins, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-cinq, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

2. Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux millions quatre-vingt-trois mille cent trente neuf piastres et deux centins, pour les dépenses de l'année fiscale expirant le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-six, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Le projet de loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1885 et le 30 juin 1886, et pour d'autres fins du service public, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Le projet de loi concernant l'indemnité des membres est adopté en deuxième délibération sur le vote suivant :

Ont voté pour :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Flynn, Frégeau, Lapointe, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—31

Ont voté contre : — MM. Bernatchez, Boyer, Demers, Gagnon, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux et Whyte.—11.

Ce projet est ensuite définitivement adopté dans les formes réglementaires, ainsi que les suivants :

Pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

Pour modifier les lois concernant la tenue de la cour supérieure.

Pour modifier certains articles du code municipal.

Pour valider certains enregistrements et pour modifier certains articles du code civil.

Les projets de lois suivants sont rejetés en 2^e délibération :

Concernant les charges de shérif, protonotaire de la cour supérieure et registrateur en cette province.

Déclarant certains offices incompatibles avec l'exercice de la profession de notaire.

Pour empêcher les registrateurs, leurs députés, leurs commis et assistants de passer et exécuter, moyennant paiement, aucun acte sous seing privé qui doit être enregistré dans leurs bureaux.

Le projet de loi pour ajouter à l'acte concernant les sociétés, chapitre 65 des statuts refondus du Bas-Canada, est adopté en 2^e délibération

L'honorable M. Mercier propose que, vu l'urgence, il soit renvoyé immédiatement en comité général et qu'il passe par toutes ses phases.

Et objection étant faite par M. Deschênes que cette proposition n'est pas dans l'ordre, M. le président décide comme suit :

La règle générale, c'est qu'un projet de loi ne peut pas traverser plus d'une phase à la même séance ; mais la règle 43 pourvoit à ce que dans un cas urgent ou extraordinaire, un projet puisse subir deux ou trois lectures ou traverser plusieurs phases le même jour. La raison pour laquelle il est exigé un délai à chaque phase de la procédure, c'est de donner toute opportunité possible de faire objection, ou de discuter les projets de lois qui seraient de nature à affecter les intérêts du pays ou le bien-être du peuple, et que ces projets ne soient passés qu'après mûre délibération. Il faut donc agir avec précaution pour se départir de la règle ordinaire. Lorsqu'on allègue l'urgence, c'est à la Chambre, et non pas au président à décider s'il y a des raisons qui justifient la dérogation à la pratique ordinaire pour permettre de passer promptement des projets de loi, autres, cependant, que des projets d'argent. Ceci ne se fait pas par permission tacite, mais par un vote de la Chambre. Le président doit protéger la minorité contre les irrégularités et contre l'usage arbitraire de la force, de la part de la majorité, en faisant rigoureusement observer les règlements de la Chambre ; mais quand des raisons d'urgence ou une circonstance pressante sont alléguées et sont ostensibles, le président doit soumettre à la Chambre la décision de la question d'urgence. (Bourinot, page 559. Cushing, *Legislative Law and Practice* ; numéro 2123. May, page 599. Laperrière, numéros, 40, 139 et 140. Brand, *Décisions*, page 14. *Débats de la Chambre des communes du Canada*, 1878, page 2006.)

Dans le cas présent, le projet qui nous occupe est un projet important et dont l'adoption serait dans l'intérêt de la société, et comme la session finira demain, il y a certainement urgence que ce projet traverse toutes les phases de la procédure à cette séance. Je déclare donc que la proposition est faite à propos et qu'elle est dans l'ordre. J'écarte l'objection et je procède à mettre aux voix la question d'urgence.

La question d'urgence est mise aux voix.

Ont voté pour :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Bernatchez, Blanchet, Boyer, Brousseau, Demers, Désaulniers, Desjardins, Faucher de Saint-Maurice, Frégeau, Gagnon, Leduc, Lemieux, Lynch, Marchand, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Mercier, Nantel, Rinfret dit Malouin, Robertson, Robidoux, Spencer, St-Hilaire, Taillon et Trudel.—30.

Ont voté contre :—MM. Beauchamp, Bergevin, Caron, Casavant, Deschênes, Lapointe et Poulin.—7.

L'Assemblée législative a adopté.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Le projet de loi pour régulariser les inhumations est adopté en deuxième délibération.

L'urgence étant demandée par M. Nantel, M. Poulin s'y objecte parce qu'il n'y a pas urgence, et que le projet n'étant pas sur l'ordre du jour comme imprimé dans les langues française et anglaise, la Chambre ne peut pas le prendre en considération.

M. le président déclare que le projet a été imprimé et distribué dans les deux langues et décide que la règle 93, tout en faisant une obligation que les projets soient imprimés dans les deux langues avant la deuxième lecture, ne requiert pas que le feuillet des ordres en fasse mention (Bourinot, page 529), et que c'est à la Chambre à décider la question d'urgence.

La question d'urgence est adoptée et le projet est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

M. Asselin—*député de Rimouski*. — J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de la requête présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur par A. Charlebois, entrepreneur, demandant à être remboursé des pertes que lui a causées

l'explosion de dynamite, arrivée le 11 octobre dernier au palais législatif de Québec.

Cette proposition est adoptée.

INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

M. Cagnon—*député de Kamouraska*.—Le gouvernement espère-t-il pouvoir, avant la prorogation, finir de considérer la question de contribuer pour un certain montant à la construction d'une cour de circuit dans le comté de Kamouraska ?

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montréal-est, procureur-général*.—Ce n'est pas probable.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—Un modèle en bois du palais législatif de Québec a été fait par ordre du ministère, il y a quelques années ;

Où ce modèle est-il maintenant ?

Dans le cas où il aurait été conservé, le gouvernement a-t-il l'intention de le déposer dans un lieu convenable, au palais législatif ?

L'honorable **M. Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—Un modèle en bois du palais législatif, de l'édifice des départements a été fait il y a quelques années.

Ce modèle est au département des travaux publics.

Quand tout l'édifice sera terminé et que le modèle aura été modifié pour en faire une représentation exacte, le gouvernement avisera où il doit être placé.

Le 4^e rapport du comité des comptes publics est adopté.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du samedi, le 9 mai 1885.

SOMMAIRE : Règles et règlements de la Chambre. Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice, relative aux sommes payées à chacune des provinces.—Observations de MM. Gagnon, Deschenes et Marion sur le projet de loi concernant les cours des commissaires pour la décision sommaire des petites causes. Observations de MM. Gagnon, Faucher de Saint-Maurice, Demers, Beaubien, Nantel, Taillon et Gauthier sur la traduction de l'ouvrage de M. Bournot sur la procédure parlementaire et sur les travaux de la session.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à midi.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour m'aider à reviser le règlement de l'Assemblée législative.

Voici le texte de ce rapport :

Que cette Chambre éprouvant le besoin d'une révision de ses règles et formes de procédure, aurait prié M. le président à la fin de la dernière session, de les examiner pendant la vacance et de recommander, à cette session, les amendements qu'il croirait désirables.

Que M. le président a fait cet examen et a soumis à la considération de votre comité le résultat de son étude, sous la forme d'un projet de règlement.

Que votre comité a soigneusement examiné ce projet et y a fait des amendements.

Qu'il soumet maintenant ce projet tel qu'amendé à votre honorable Chambre et en recommande l'adoption.

Ce rapport est adopté ainsi que le règlement proposé.

LES COURS DES COMMISSAIRES

L'ordre du jour appelle la 3^e délibération sur le projet de loi pour modifier le chapitre 94 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les cours des commissaires pour la décision sommaire des petites causes.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*. J'ai sacrifié tous mes projets de lois, dont quelques-uns avaient été demandés par quatre ou cinq

cents notaires dans la province, et cela pour ne pas prolonger la session, j'espère bien que l'honorable promoteur de ce projet de loi n'insistera pas sur celui-ci.

Il y a deux mois que je n'ai pas été chez moi et j'ai exigé pour ainsi dire de mes amis de faire en sorte que la prorogation ait lieu aujourd'hui. Je serais donc chagrin de voir des membres de la droite mettre obstacle à la réalisation du désir général, c'est-à-dire que nous en finissons aujourd'hui.

Si l'honorable procureur général veut être juste, il admettra que si on proroge ce jour, c'est au moins dû cinquante par cent à mon intervention.

M. Deschênes—*député de Témiscouata*.—Je suis prêt à livrer le combat avec mon honorable ami.

Il nous a fait des menaces en disant qu'il empêcherait l'adoption des projets de lois qui n'ont pas le don de lui plaire. Je dis que si ce projet est retiré qu'on appelle l'article suivant de l'ordre du jour.

M. Marion—*député de l'Assomption*.—L'honorable député de Kamouraska m'a dit avoir des objections très sérieuses à l'adoption de ce projet de loi. Moi, je n'en vois pas mais si le gouvernement en trouve, je cèderai, car je ne tiens pas absolument à mon projet de loi.

Je dirai que je connais une dizaine de localités qui se trouvent dans le cas d'être aidées par cette loi.

Le projet de loi est retiré.

M. Faucher de Saint-Maurice dépose un rapport du comité des impressions, recommandant l'impression d'un certain nombre de réponses à des adresses et à des ordres de la Chambre.

M. Martin—*député de Bonaventure*.—M. le président, à propos de renseignements, je demanderai à l'honorable commissaire des terres de la couronne de fournir dans son rapport annuel les informations les plus complètes sur le mouvement des pêcheries intérieures, dont l'administration est maintenant confiée à la province, ce qui est une nouvelle source de revenu pour le trésor. Il importe de surveiller avec attention les développements de cette industrie au point de vue du trésor.

Ainsi, M. le président, quelque temps après que la vente des droits de pêche a été faite, j'ai vu par les journaux que l'honorable commissaire avait eu lieu d'être satisfait. Je suis heureux de constater cela. Mes félicitations à l'honorable commissaire pour le beau résultat de cet essai.

La loi du Nouveau Brunswick nous a servi de modèle. J'en profite pour suggérer la réserve d'une branche de rivière, où il sera complètement défendu de faire la pêche. C'est un moyen de protection efficace, et plus rémunérateur même que le système de production artificielle. Je ne saurais trop insister sur la nécessité de protéger nos rivières et nos lacs.

Si ces rivières sont tellement bien disposées à donner au gouvernement les richesses qu'elles possèdent sans qu'il en coûte un centin, si elles se montrent si complaisantes et surtout si généreuses, elles veulent aussi une légère compensation sollicitant la gratification de ponts pour celles qui n'en ont pas. Elles veulent se donner le luxe qui me paraît bien juste et surtout bien avantageux.

L'honorable M. **Lynch**.—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—Je félicite mon honorable ami le député de Bonaventure sur l'intérêt qu'il porte à cette industrie, dont on ne saurait trop estimer la valeur. Elle pourra être la source d'un revenu fort appréciable si nous en jugeons d'après les montants qu'a rapportés la dernière vente. Il y a une émulation de bon augure parmi les clubs et les amateurs de pêche dans la province. Nous pouvons je crois avoir de belles espérances pour l'avenir.

Je m'efforcerai de donner à la Chambre, tous les renseignements qui pourront lui être utiles.

LES SOMMES PAYÉES A LA PROVINCE DE QUÉBEC.

M. **Faucher de Saint-Maurice**.—*député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état comparatif des sommes payées annuellement par le gouvernement du Canada à chacune des provinces de Québec et d'Ontario distinguant les montants payés pour capitation, octroi spécifique, fonds des écoles communes, fonds d'éducation supérieure, intérêt de l'indemnité de \$100,000 pour la bibliothèque de l'ancienne Chambre du Canada transférée au gouvernement fédéral.

M. le président, je regrette d'avoir encore à attirer l'attention de la Chambre sur un article injurieux pour notre race. Je m'incline devant les sages conseils qu'ont bien voulu me donner—lors de la discussion sur l'incident Sir Napier Broome et de M. Cooke député aux communes du Canada, pour Simcoe—le procureur général et l'honorable député de Kamouraska.

“—Ces injures-là disaient-ils, on les foule au pied et nous passons outre.”

Dans certains cas oui ; mais il importe aussi quelques fois que la députation de tout un pays soit renseignée et qu'elle sache ce que l'on pense de nous, ce que l'on pense d'elle dans certains quartiers.

Voici ce que le *Daily Evening News* de Toronto dit de la province de Québec, de cette belle et noble province que nous sommes chargés de représenter ;

“ Ontario est fière d'appartenir à l'Angleterre.

“ Québec est fière de sa loyauté à la France du seizième siècle.

“ Ontario paye près des trois cinquièmes des taxes du Canada, combat dans toutes les batailles des droits provinciaux, envoie les neuf-dixième des soldats qui combattent les rebelles, et se fait écraser par Québec comme récompense de ses services.

“ Québec, depuis le règne de l'intendant Bigot, s'est montrée extravagante, corrompue, vénale. Tant qu'elle a pu mettre la main sur l'argent des autres elle n'a rien fait pour elle et pour le progrès de sa population avec ses propres ressources.

“ Québec obtient maintenant le pâté. Ontario obtient le gratin. . . .

“ Lorsqu'il s'agit de la loi de franchise, de l'acte concernant les liqueurs et de tous les statuts passés par la Chambre des communes, Québec est une exemption à la règle générale, et l'on s'efforce de conserver les lois locales de cette provinse.

“ Lorsque la population d'Ontario demande aussi la même exemption pour sa province, on vote contre.

“ Cependant comme de lâches chiens, les tories d'Ontario accordent à Québec tout ce qu'elle demande :

“ Des subsides pour les chemins de fer ;

“ Le prix d'achat des chemins de fer déjà construits ;

“ La remise de l'argent dépensé en améliorations locales !

“ Ces faveurs sont accordées à Québec et refusées à Ontario.

“ Des centaines de mille piastres sont dépensées pour maintenir la langue française dans un pays anglais !

“ Ontario devient las de cet état de choses.

“ Les contribuables sont à la veille d'être roulés.

“ Un parti anti-français est en voie de formation dans toutes les provinces.

“ De même que les républicains ont dit après la guerre de la sécession : “ Si nous devons avoir un Sud solide, nous devons aussi avoir un Nord solide : De même si nous, dans le Canada, nous devons être confrontés par un vote solide français, nous devons aussi avoir un vote solide anglais.

“ Si Québec désire continuer à se poser en mendiante dans la cuisine où se confectionne la soupe du Canada, il faut qu'elle soit défranchisée comme étant une vagabonde.

“ Si elle doit être traître à nos guerres, une voleuse de notre trésor, une conspiration dans notre chez nous canadien, elle ferait mieux de nous laisser.

“ Elle ne sert à rien dans la confédération.

“ Ses représentants sont une faiblesse dans le Parlement. Ses cités ne vaudraient rien, si elles n'étaient pas habitées par une population parlant l'anglais, et aujourd'hui la ville de Montréal serait morte comme celle de Québec, si elle n'était pas habitée par des Anglo-Saxons qui sont persécutés par les Français ignorants.

“ Dans les villes manufacturières de la Nouvelle-Angleterre, les Canadiens-Français ne sont pas plus populaires que les Chinois, et dans le Canada ils ne contribuent en aucune manière au progrès de la nation et au bien être du pays.”

“ Nous sommes dégoûtés des Canadiens-Français avec leur hâblerie patriotique et leurs conspirations contre le trésor public et la paix qui sans eux, pourrait faire de nous un Canada uni.

“ A l'heure qu'il est, ils s'occupent d'embarasser Sir John. Ils le forcent à acheter des chemins de fer et à les acheter d'eux.

“ Si Edward Blake arrivait au pouvoir demain, Québec serait à cheval sur son cou et lui scierait la bouche avec le mors de son ignorance et de sa canaillerie.

“ Lorsque Québec tiendra la balance du pouvoir, le Canada ne sera pas en sûreté un seul instant.

“ La constitution ou l'acte de l'Amérique britannique du Nord qui est supposée représenter notre constitution, doit être modifiée de manière

à enlever à ces politiques vénals leurs pouvoirs, ou bien la confédération devra être abolie.

“ Quant à ce qui nous regarde—et nous sommes intéressés à la prospérité du Canada comme tous les autres—si Québec se séparait de la confédération, nous ne verserions pas un pleur, à moins que cela ne soit un pleur de joie.

“ Si Ontario était un peu plus loyale, elle ne tolérerait pas les sineries d'affaires de Québec un seul instant. ” (Cris de honte ! honte !)

M. Gagnon.—Je soulève une question d'ordre. La Chambre ne saurait écouter plus longtemps ces mensonges et ces ignominies du *News*, de Toronto.

M. Faucher de Saint-Maurice.—Je m'incline devant le patriotisme délicat de l'honorable député de Kamouraska. Il a raison, assez de ces injures.

Assez de ces mensonges, de ces calomnies, de ces attaques hystériques.

Parlons histoire et chiffres. Ces derniers nous sont fournis par la statistique officielle et groupés par la *Minerve*, un des journaux les plus autorisés du pays.

D'après ces calculs, la province d'Ontario, contrairement à ce qu'affirme le *News*, a reçu la plus large part des sommes dépensées pour les travaux publics.

Avant l'union, on avait dépensé en travaux publics, dans le Haut-Canada, \$5,592,746 et dans le Bas-Canada \$4,253,436 : soit une différence d'un quart en faveur du Haut-Canada. Or, de 1841 à 1867, c'est-à-dire sous l'Union, ces mêmes dépenses ont été de \$30,029,063 dans le Haut-Canada, contre \$20,335,353 dans le Bas-Canada : soit une différence de près de dix millions en faveur du Haut-Canada. Durant le même intervalle, les autres travaux faits, soit par le gouvernement anglais ou par d'autres, ont coûté, dans le Haut-Canada, \$84,828,450 contre \$37,336,301 dans le Bas-Canada ; soit une différence de \$47,492,129 en faveur du Haut-Canada.

En résumant ces chiffres, on a le tableau suivant :

Argent dans la caisse du Bas-Canada en 1841.....	\$ 189,306
Dette du Haut-Canada assumée par l'Union.....	5,925,779
Total.....	\$ 6,115,085

Surplus reçu du Bas-Canada et dette du Haut-Canada passée au Bas-Canada	\$ 6,115,710
Surplus des travaux faits en Haut-Canada par le gouverne- ment.....	9,693,710
Surplus des travaux faits par le gouvernement impérial ou des capitaux privés.....	47,492,149
	<hr/>
	\$63,300,944
Plus excédant de travaux avant 1841.....	1,339,310
	<hr/>
Balance contre le Bas-Canada.....	\$64,640,254

Un excédant de près de soixante-cinq millions, voilà ce qu'avait reçu le Haut-Canada, de préférence au Bas-Canada, jusqu'à l'époque de la confédération !

Voici, maintenant, quelles ont été les dépenses faites aux frais communs, depuis 1867, dans les deux provinces :

QUÉBEC.

Chemins de fer Intercolonial.....	\$ 8,400,000
Canaux.....	11,000,000
	<hr/>
	\$19,400,000

ONTARIO.

Chemins de fer.....	\$13,100,000
Canaux.....	21,000,000
	<hr/>
	\$34,100,000
Québec.....	19,400,000
	<hr/>

Différence en faveur d'Ontario.....\$17,200,000

Différence en faveur d'Ontario *dix-sept millions !*

Voilà ce que l'histoire constate, d'après les autorités compétentes et les chiffres officiels.

Voilà ce qui fait dire à certaines personnes d'Ontario que la province de Québec est "une mendiante dans la cuisine où se confectionne la soupe du Canada !"

Ah ! je suis loin de vouloir une guerre de race. Je ne demande que le *fair-play* pour la nation canadienne-française. Le mouvement qui se fait dans Ontario, contre nous est honteux, et puisqu'il faut parler carrément à ces détracteurs disons leur ce que nous sommes.

Nous sommes maintenant de taille à nous faire respecter, car, nous avons la virilité des peuples des longues neiges ; nous sommes la force, l'union, la jeunesse. Nous nous entendons tous pour marcher vers le même but, fonder une France-américaine, et nous sommes irrésistibles car nous sommes—qu'on le sache une fois pour toutes—l'avenir de l'Amérique du Nord.

Etudiez ces chiffres et méditez-les.

En 1760 nous étions 60,000. Aujourd'hui nous sommes 1.073,820, au Canada. Nous sommes 275.000 aux Etats-Unis, d'après le dernier recensement : et nous sommes 102,743 Canadiens-Français dans Ontario. Dans la Législature de Toronto nous comptons de nos compatriotes, et *horrible dictum !* un député canadien, M. Robillard, député du comté de Russell, a osé commettre l'inconvenance l'an dernier, de parler en français, dans l'Assemblée législative d'Ontario. Aux Etats-Unis nous comptons des députés et des sénateurs de notre race, et les 108,605 Acadiens—ces frères de nos jours de deuil comme de nos heures ensoleillées—sont représentés aujourd'hui dans les différentes branches de nos législatures.

A côté des mensonges de nos détracteurs, enregistrons les nobles paroles que des Anglais, des Ecossais et des Irlandais ont eu le courage de dire en notre faveur. Le *Morning Chronicle* de Québec, le *Post*, la *Gazette de Montreal*, et bien d'autres se sont montrés francs, généreux, dévoués, renseignés sur nous. Au nom de mon pays je les remercie.

Un de ces chevaleresques inconnus m'écrivait une lettre à ce propos, et je terminerai en citant ses nobles paroles :

Bureau du *Cornwall reporter* et de la *Eastern Counties Gazette*.

Cornwall, Ontario, 2 mai 1885.

M. Faucher de Saint-Maurice, M.P.P., Québec.

Mon cher Monsieur,

Je ne suis ni d'extraction, ni de descendance française, mais je suis né et j'ai été élevé dans la province de Québec ; mes bonnes, et tous les serviteurs de mon père étaient canadiens-français. Nous comptons au-

jourd'hui parmi nous un grand nombre d'ouvriers d'origine française qui ont été en butte à des attaques grossières de la part d'une partie de notre presse, qui n'a pas hésité à appeler les hommes "des fainéants, des *traîneurs de rue*" (*corner loafers*) et les femmes "*prostitutes*." J'ai fait de mon mieux pour repousser ces sales et écœurantes calomnies (dans mon humble sphère), comme l'Assemblée législative de Québec l'a si bien fait dans le cas des idiots injures de Sir Napier Broome et de M. Cooke, député de Simcoe.

Je désire, par cette lettre, que vous sachiez qu'un Canadien écossais, et protestant nourrit une affection sincère et profonde pour ses vieux amis Canadiens-Français, qui sont de fervents Catholiques romains, et qui, avec un zèle égal, sinon avec autant d'habileté que vous en avez montrée, s'unit à vous et vos collègues pour combattre vos détracteurs.

"Avant tout soyons Canadien."

Je vous envoie un numéro de mon petit journal (si vous daignez lire le paragraphe que j'ai marqué d'une croix), il vous fera connaître ma manière d'apprécier la question.

Veillez pardonner cette liberté à un homme qui regrette de vous être parfaitement étranger, mais croyez-le votre bien sincère ami et celui des Canadiens-Français.

R. W. MACFARLANE.

Voici la traduction de l'article auquel il est fait allusion dans cette lettre. Après avoir cité le compte-rendu que le *Canadien* donne de cette mémorable séance où Sir Napier Broome fut convaincu de mensonge et de fanatisme, M. MacFarlane ajoute :

"On ne saurait concevoir rien de plus digne que cette noble revendication de droits et de titres aussi glorieux que loyaux de la part du proposeur de cette proposition. Il est un peu trop de mode de rapetisser les services et la valeur de nos compatriotes d'origine française. On ne devrait pas oublier que lorsque Wolfe et Montcalm, ont illustré à jamais de leur sang et de leur mort, les Plaines d'Abraham, le 13 septembre 1759, la question de suprématie a été définitivement réglée. Le Saxon était vainqueur : le Gaulois était vaincu, mais vaincu avec honneur. Depuis ces temps mémorables, quelle a été l'attitude des Canadiens Français, vis-à-vis de la couronne d'Angleterre ? Elle a été d'une loyauté inaltérable, sauf dans le cas de la rébellion de 1837, dans laquelle ils eurent l'appui de sujets anglais d'origine, tels que les McKenzie, les Brown et autres. M. Faucher de St. Maurice a eu raison

de signaler les services que les Canadiens-Français ont rendus à l'Angleterre pour la faire prédominer au Canada et en Amérique, et dans son admirable discours, il est resté, de tous points, dans les termes de la convenance. Nous espérons, que Sir Napier Broome, (sans le connaître) si toutefois son opinion est d'une valeur réelle, s'abstiendrait de faire des remarques injurieuses sur des Canadiens, qui, comme M. Faucher de Saint-Maurice l'a si éloquemment affirmé—ont versé généreusement leur sang pour la défense de leur terre natale, même après que cette terre chérie fut passée aux mains de l'étranger vainqueur de leurs ancêtres.

“ Un reproche fait à la population canadienne française équivaut à un outrage. ”

De son côté un ami sincère et dévoué de notre patrie, le grand géographe Onésime Reclus s'écrit en parlant de nous :

“ Les Francs Canadiens qui étaient il y a quarante ans aux Français de France comme 1 est à 61 ou 62, sont maintenant comme 1 à 28 ou 29, et, en leur ajoutant leurs frères dispersés aux Etats-Unis, comme 1 à 18 ou 19.

“ La France n'est plus en France elle est en Amérique avec toutes les promesses de l'adolescence. ”

Je ne saurais mieux terminer le dernier discours de cette session parlementaire qu'en disant à l'Assemblée législative de Québec ;

Des idées aussi élevées, aussi énergiquement exprimées nous vengent de tout ce que nos ennemis peuvent dire sur le compte de la race canadienne française.

La proposition est retirée.

LA TRADUCTION DE L'OUVRAGE DE M. BOURINOT SUR LA PROCÉDURE PARLEMENTAIRE.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—
M. le président, il est question de faire faire une traduction du remarquable ouvrage de M. Bourinot sur la procédure parlementaire.

Je désire savoir si le gouvernement serait disposé à favoriser ce travail. On sait que beaucoup de nos collègues ne sont pas assez versés dans la langue anglaise pour bien se rendre compte, à la simple lecture, des principes qui sont posés dans les règles inscrites dans les traités de droit parlementaire. Une telle traduction leur rendrait donc de grands ser-

vices en leur permettant d'étudier avec succès la procédure que nous suivons.

M. Demers—*député d'Iberville*.—M. le président, il n'y a pas de doute qu'un tel travail me serait très utile. J'avoue ne pas connaître la langue anglaise et je suis par là-même incapable d'étudier la procédure parlementaire dans les auteurs qui traitent de ce sujet.

Je verrais donc avec beaucoup de plaisir une traduction de l'ouvrage de M. Bourinot.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—Il serait peut-être préférable d'attendre la réimpression des règles de la Chambre telles que modifiées par vous, M. le président, avant d'entreprendre aucun autre travail sur ce sujet.

M. Nantel—*député de Terrebonne*.—Et bientôt nous allons avoir une compilation extrêmement bien faite par mon honorable ami le représentant de Bellechasse, des décisions des présidents des deux Chambres provinciales depuis l'établissement du régime de la confédération.

L'honorable **M. Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—M. le président, traduire un ouvrage de droit parlementaire comme May et Bourinot, ce n'est pas une mince besogne, ni un travail bien facile d'exécution. Il faut un traducteur de premier ordre, un homme possédant à fond les deux langues, et de plus, ayant une idée juste des principes généraux sur lesquels repose le droit parlementaire. Tout cela n'est pas facile à trouver. Je crois donc que nous ferions bien de ne pas nous hâter, car nous nous exposerions, comme cela est déjà arrivé, à payer pour une traduction qui serait inutile.

Au reste, on m'apprend, à l'instant même, que le rédacteur de nos *Débats*, M. Desjardins, a l'intention de publier un ouvrage sur la procédure parlementaire, en collaboration avec un homme qui, de l'aveu de tous, possède de grandes connaissances sur ce sujet, je veux parler de notre ancien président, l'honorable M. Blanchet.

Ce monsieur a successivement présidé cette Chambre pendant huit années et la Chambre des communes à Ottawa, pendant quatre ans. Tous ceux qui l'ont vu à l'œuvre s'accordent à reconnaître ses connaissances approfondies sur la procédure parlementaire.

Un ouvrage fait sous la direction éclairée d'un homme aussi compé-

tent que l'honorable M. Blanchet serait très utile et serait un guide sûr dans des études sur ce sujet.

Ce travail serait de beaucoup supérieur à une traduction plus ou moins intelligente, d'un ouvrage parlementaire anglais, et offrirait aux députés qui ne savent pas suffisamment cette langue des avantages réels, que ne pourrait donner même la meilleure des traductions. Je serais d'avis qu'il vaut mieux attendre l'ouvrage qu'on nous annonce et qui offre, vu les conditions dans lesquelles il sera exécuté, des garanties sérieuses d'exactitude et de savoir.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur-général.*—M. le président, je me permettrai d'offrir un conseil à M. Desjardins au sujet de l'exécution du travail qu'il veut entreprendre. Il serait, par exemple, de la plus haute importance de bien définir les principes des règles que nous appliquons. Souvent dans les traités que nous avons, on se contente de poser la règle sans nous donner les motifs qui la rendent préférable à une autre, et sans nous indiquer l'esprit qui a présidé à son adoption et à son application dans les nombreux précédents que l'on cite à la suite de la règle elle-même.

Je sais que c'est un travail d'autant plus difficile qu'il est relativement plus nouveau, mais pour cette raison là même, il n'en serait que plus précieux pour ceux qui se livrent à ce genre d'études. J'avoue que ça été là, pendant que j'avais l'honneur de présider cette Chambre, l'une des lacunes que j'ai le plus regrettée et qui a été pour moi la source des plus grandes difficultés dans l'exécution de mes devoirs, quand il me fallait rendre une décision sur une question de procédure.

L'incident est clos.

LES TRAVAUX DE LA SESSION.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska.*—Au moment où nous allons nous séparer, j'avoue que j'éprouve un double sentiment : celui du regret de laisser mes collègues, et celui du plaisir de retourner dans ma famille. Avant de partir, je suis heureux de dire, M. le président, que vous avez rendu justice à la gauche. Vous avez peut-être introduit du nouveau dans la pratique suivie jusqu'ici, mais en général vous avez su maintenir intactes les belles traditions parlementaires que nous avons hérité de la mère-patrie.

La Chambre s'est empressée, sur l'invitation du gouvernement, de vous voter un salaire un peu plus en rapport avec vos mérites. J'ai

vote cette augmentation avec plaisir, mais je regrette qu'on n'ait pas fait la même chose pour messieurs les greffiers.

Je crois pouvoir, au nom de tous mes collègues de l'opposition, vous féliciter, M. le président, pour votre travail sur le règlement de la Chambre. C'est très bien fait, et nul doute que cette codification intelligente et heureusement élaborée rendra les plus grands services à tous les députés.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général.*—M. le président, je ne puis m'empêcher d'admirer ce bel esprit de camaraderie que la vie politique fait naître, aussi je souhaite qu'il se maintienne et se développe d'avantage, car il est la source de beaucoup de plaisir pour ceux que la session réunit à la capitale.

M. le président a fait son devoir ; toute la Chambre le proclame. Il a étudié la procédure parlementaire avec une sollicitude que je ne saurais mieux comparer à celle qu'apporte une jeune fille à la lecture d'un roman. Les éloges qu'on vous décerne sont bien mérités.

Je dois dire de plus que si les travaux de la session prennent fin aujourd'hui, on le doit en bonne partie à la bonne volonté et à l'active intervention de l'honorable député de Kamouraska. Il a contribué pour beaucoup au résultat dont nous avons tous raison de nous féliciter.

Je remercie mes amis de la droite pour la confiance généreuse et l'appui constant qu'ils ont accordés au gouvernement, ce qui lui a permis de remplir son programme.

M. **Gauthier**—*député de Charlevoix.*—Je voudrais avoir une bouche d'or, pour faire l'éloge de notre honorable président.

Tout le monde est unanime à en faire la louange et certes nous en sommes d'autant plus fiers qu'il est un des nôtres.

La séance est levée.

CLOTURE

DE LA

SESSION LÉGISLATIVE

DE 1885.

Palais législatif. samedi le 9 mai 1885.

A quatre heures de l'après-midi, Son Honneur Louis Rodrigue Masson, lieutenant gouverneur de la province de Québec, entre dans la salle du Conseil législatif, accompagné de quelques-uns des membres du cabinet et d'un brillant état-major d'officiers de la milice de la capitale et des environs.

M. le Président du Conseil législatif.—Gentilhomme huissier de la Verge Noire, rendez-vous à la Chambre de l'Assemblée législative, et informez cette Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur qu'elle se rende immédiatement auprès de lui dans la salle du Conseil législatif.

L'Assemblée législative s'étant rendue à cette invitation, le greffier de la couronne en chancellerie lit séparément en français et en anglais les titres des lois à être sanctionnées, comme suit

Acte pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la communauté des sœurs de la congrégation de Notre-Dame de Montréal.

Acte pour amender la loi constituant la communauté des sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, et pour confirmer le titre de la dite communauté à la propriété sur laquelle est construite son couvent, à Hochelaga.

Acte pour amender les lois concernant le département de l'agriculture et des travaux publics.

Acte pour amender la loi des jurés et jurys.

Acte pour amender le chapitre 75 des statuts refondus pour le Bas-Canada relativement aux divisions Ouest et Centre de la cité de Montréal, pour les fins de la représentation dans l'Assemblée législative.

Acte relatif aux dépenses de la commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Acte pour faciliter la formation en cette province, de clubs pour la protection du poisson et du gibier.

Acte relatif aux asiles d'aliénés dans la province de Québec.

Acte pour amender l'acte 47 Vict., chap. 14, intitulé : " Acte relatif aux notifications, protêts et significations."

Acte pour amender l'acte 47 Vict., chap. 13, intitulé : " Acte pour valider certains enregistrements et pour amender certains articles du code civil."

Acte pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

Acte pour étendre certaines dispositions de l'acte 38 Vict., chap. 15, concernant le cadastre.

Acte relatif aux biens en déshérence et aux biens confisqués au profit de la couronne.

Acte constituant la congrégation du Très Saint Rédempteur.

Acte constituant la " New England Paper Company."

Acte définissant les pouvoirs des exécuteurs du testament de feu Georges H. Frothingham, écuyer, et pour autres fins en rapport avec ce testament.

Acte constituant la " Société des marchands détailliers de nouveautés de la province de Québec."

Acte constituant la ville de Lachute.

Acte autorisant le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Henri Arsène Germain au nombre de ses membres.

Acte constituant " L'Orphelinat de Farnham."

Acte constituant l'Hôtel-Dieu Saint-Valier à Chicoutimi.

Acte constituant " le Chapitre de la Cathédrale des Trois-Rivières."

Acte constituant l' " Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec."

Acte amendant les divers actes qui pourvoient à la constitution de la ville de Sorel.

Acte amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly.

Acte constituant l'association connue sous le nom de " Le club de raquettes Le Canadien de Montréal."

Acte constituant " la Société Saint-Jean-Baptiste de Farnham."

Acte autorisant la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu Léon Robert.

Acte amendant l'acte 34 Victoria, chapitre 59, intitulé : Acte pour constituer " The Montréal Young Men's Christian Association."

Acte autorisant " The Magog Textile and Print Company," à emprunter de l'argent et à émettre des obligations.

Acte fusionnant la compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hochelaga, et la compagnie de filature Sainte Anne, Hochelaga, sous le nom de " La compagnie de filature de coton d'Hochelaga."

Acte constituant " L'union Saint-Joseph de Saint-Charles Borromée-de-Charlesbourg."

Acte amendant l'acte 42-43 Victoria, chapitre 43, accordant de nouveaux pouvoirs à la corporation du village de la " Côte Sainte-Antoine."

Acte érigeant civilement la paroisse de Saint-Grégoire-de-Naziance-de-Buckingham.

Acte constituant le synode de l'Eglise d'Angleterre du diocèse de Québec, et pour autres fins en rapport avec les revenus temporels de cette église.

Acte autorisant le club Victoria des patineurs de Montréal à augmenter son capital-actions.

Acte pour amender les divers statuts relatifs à la ville de Lachine et pour mieux définir et étendre les pouvoirs de la corporation de cette ville.

Acte conférant certains pouvoirs à la compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix.

Acte autorisant Tancred Rodolphe Barbeau à vendre un certain immeuble substitué.

Acte constituant l'association agricole des cantons de l'Est.

Acte constituant la compagnie du chemin de fer du parc et de l'Ile de Montréal.

Acte constituant la compagnie de l'union des abattoirs de Montréal.

Acte constituant la compagnie des mines d'or de Léry.

Acte pour amender l'article 494 du code de procédure civile du Bas-Canada.

Acte pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Damase, dans le comté de Saint-Hyacinthe, à la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.

Acte autorisant le recteur de l'église de Saint-Etienne, dans la paroisse de Saint-Etienne et le diocèse de Montréal, à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé ainsi que la bâtisse du presbytère et les dépendances.

Acte constituant " La société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Césaire."

Acte constituant les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville.

Acte concernant la substitution créée par le testament de feu Jean Baptiste Bruyère.

Acte amendant les statuts relatifs à l'église de Saint-Jean l'Evangeliste, Montréal.

Acte pour amender l'acte concernant la construction du palais de justice, 45 Vict., ch. 26.

Acte à l'effet de substituer la licitation volontaire à la licitation forcée quant à certains biens dépendant des successions de feu Damase Masson et son épouse.

Acte autorisant la résiliation et la mise à néant de la substitution créée par un acte de donation de demoiselle Catherine Poitras en faveur des enfants de Ludger Plessis Bélair et autres.

Acte amendant la charte de la cité de Montréal.

Acte amendant le statut 40 Victoria, chapitre 34, intitulé : “ Acte pour constituer la compagnie du chemin de fer urbain St-Jean.

Acte pour amender la section 96 de “ La loi des licences de Québec de 1878. ”

Acte pour amender l'acte 38 Victoria, chapitre 7, intitulé : Acte concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec. ”

Acte pour amender et refondre les lois relatives à l'association pharmaceutique de la province de Québec et la vente des drogues et des poisons.

Acte pour amender l'acte concernant les magistrats de district dans cette province.

Acte amendant les statuts relatifs à la constitution de la cité de Sherbrooke.

Acte amendant les statuts concernant la compagnie du chemin de fer de la Vallée de Missisquoi.

Acte amendant les statuts concernant la constitution de la compagnie du chemin de fer de Saint-Jean et Sorel.

Acte constituant la ligue de tempérance du comté d'Arthabaska.

Acte amendant l'acte pour constituer la cité de Hull, 38 Victoria, chapitre 79.

Acte pour amender l'article 38 Victoria, chapitre 34, pour mieux régulariser les inhumations.

Acte concernant le statut 40 Victoria, chapitre 29, intitulé : “ Acte des clauses générales des corporations de ville. ”

Acte pour amender les lois concernant l'instruction publique en cette province.

Acte pour amender l'article 1323 du code de procédure civile.

Acte pour amender l'article 116 du code du notariat, (46 Vict., chap. 32.)

Acte constituant l'association du jardin botanique de Montréal.

Acte pour amender le statut 33 Vict., chap. 4, et le statut qui l'amende.

Acte pour amender l'acte 47 Victoria, chap. 8, concernant la tenue des cours supérieures et de circuit, et le code de procédure civile.

Acte pour amender l'article 1054 du code de procédure civile, tel qu'amendé par l'article 9 de l'acte 34 Victoria, chapitre 4, et l'article 3, de l'acte 35 Victoria, chapitre 6, et l'article 9 de l'acte 47 Victoria, chapitre 8, ainsi que l'article 68 du code de procédure civile.

Acte pour ajouter certaines dispositions à l'acte concernant les sociétés, étant le chapitre 65 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Acte pour autoriser les protonotaires des cours supérieures à délivrer des copies certifiées des registres de l'état civil en leur possession quand l'autre double a été détruit par un incendie ou autrement.

Acte pour amender certains articles du code municipal.

Acte pour amender le code civil et le code de procédure civile.

Acte pour amender les lois concernant la tenue de la cour supérieure.

Acte pour amender l'acte 32 Vict., chap. 3, concernant l'indépendance de la Législature, et étendre au Conseil législatif les dispositions de l'acte 47 Vict. chap. 2.

Acte concernant les officiers en loi de la couronne.

Acte pour constituer le cercle national français de Montréal.

Acte pour amender l'acte de cette province 43-44 Vict., chap. 22, intitulé : " Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire."

Acte pour venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la couronne.

Acte amendant la loi des licences de Québec de 1878, quant à ce qui concerne l'emmagasinage de la poudre et des autres matières explosibles.

Acte pour amender le code de procédure civile en ce qui concerne la cession de biens.

La sanction royale est prononcée sur ces lois par le greffier du Conseil législatif comme suit :

" Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant gouverneur sanctionne ces lois.

M. le Président de l'Assemblée législative.—Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente une loi intitulée : Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour

les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1885, et le 30 juin 1886, et pour d'autres fins du service public.

A cette loi la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté le lieutenant gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne cette loi.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant gouverneur de clore la quatrième session du cinquième parlement de la province de Québec par le discours suivant :

Honorables messieurs du Conseil législatif ;

Messieurs de l'Assemblée législative ;

Je vous félicite, au nom de Notre Gracieuse Souveraine, de l'assiduité, du dévouement et de l'habileté dont vous avez fait preuve dans l'accomplissement de vos importants travaux de cette session.

Messieurs de l'Assemblée législative ;

Je vous remercie, au nom de Sa Majesté, des subsides que vous avez si généreusement votés pour le fonctionnement des différentes branches du service public. Je verrai à ce que les sommes ainsi mises à la disposition de mon gouvernement soient employées selon les intentions de la Législature et le plus efficacement possible.

Honorables messieurs du Conseil législatif ;

Messieurs de l'Assemblée législative ;

J'ai confiance que le résultat de vos labeurs de cette session sera tout à l'avantage de notre province. Au moment de vous relever de vos devoirs pour vous permettre de retourner dans vos foyers, je fais des vœux pour votre bonheur et pour celui de vos familles.

M. le Président du Conseil législatif.—Honorables messieurs du Conseil législatif ; messieurs de l'Assemblée législative, c'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant gouverneur, que cette Législature soit prorogée à lundi, le sixième jour de juillet prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée au sixième jour de juillet prochain.

INDEX.

CONSEIL LÉGISLATIF.

A

Admission de l'honorable M. Larue, page 7.

Adresse en réponse au discours du trône :—Les honorables MM. LaRue, p. 11 ; Wood, 15 ; Starnes, 17, 23 ; Champagne, 18 ; Méthot, 20 ; Rémillard, 20 ; Ross, 20.

Accusation de M. Stephens :—L'honorable M. de LaBruère, p. 124.

Aliénés—projet de loi concernant les asiles :—Les honorables MM. Ross, p. 147, 154, 158, 160 ; Archambeault, 149, 158 ; Hearn, 150 ; Champagne, 151, 163.

B

Bruyère J. B. projet de loi concernant la substitution créée par le testament de feu :—Les honorables MM. Champagne, p. 127 ; Ross, 127 ; Rémillard, 127 ; Archambeault, 127 ; Gérin, 127.

C

Comptes publics, observations sur la distribution des :—Les honorables MM. Starnes, 37 ; Ross, 38.

Chemin de fer du Nord, adresse relative au subside de \$6,000 par mille, avis de proposition :—L'honorable M. Archambeault, p. 39.

Discussion :—Les honorables MM. Archambeault, 40 ; Méthot, 42 ; Bryson, 45 ; Rémillard, 45 ; LaRue, 46 ; Ross, 47.

Interpellation :—Les honorables MM. LaRue, p. 131 ; Ross, 131, 134 ; Starnes, 132 ; Rémillard, 133.

Communauté des Sœurs des saints noms de Jésus et de Marie, projet de loi pour constituer la :—Les honorables MM. Starnes, 73 ; Rémillard, 73.

Clubs pour la protection du poisson et du gibier, projet de loi pour faciliter la formation de :—L'honorable M. Ross, p. 75.

Compagnie de filature de coton, Hochelaga, projet de loi, relatif à la :—L'honorable M. Archambeault, p. 111.

Compagnie des abattoirs de Montréal, projet de loi relatif à la :—L'honorable M. Champagne, p. 111.

D

De Lery, la compagnie des mines d'or, projet de loi concernant cette compagnie ; Les honorables MM. LaRue, p. 137, Ross, 137.

E

Enquête, projet de loi pour autoriser le paiement des frais d'une enquête sur les affaires du chemin de fer Q. M. O. & O.—Les honorables MM. Ross, p. 108, 120 ; Starnes, 104 ; LaRue, 115 ; Champagne, 116 ; Méthot, 118 ; Rémillard, 119.

F

Frenette, M., en service au Nord-Ouest :—Les honorables M. de LaBruère, p. 61 ; Starnes, 61 ; Champagne, 62 ; Ross, 62.

G

Germain, Henri Arsène, projet de loi pour permettre au barreau d'admettre au nombre de ses membres :—Les honorables MM. Starnes, p. 66, 67 ; Ross, 66, 67 ; Archambeault, 66 ; Rémillard, 66 ; Gérin, 66 ; Champagne, 66.

L

Lachine — projet de loi concernant la ville de : — L'honorable M. Prudhomme, p. 126.

M

Montréal-ouest et centre—projet de loi concernant les divisions de :
Les honorables MM. Ross, p. 55 ; Beaudry, 56 ; Starnes, 56.

Marchands détailliers de nouveautés, société des—Les honorables MM. Lavolette, p. 64, 65, 70 ; Champagne, 64, 70 ; Ross, 65 ; Archambeault, 65 ; Rémillard, 70, 71 ; Méthot, 71.

Magistrats de districts projet de loi concernant les :—Les honorables MM. Champagne, p. 144 ; Ross, 145.

Ministère de l'agriculture et des travaux publics, projet de loi concernant le :—Les honorables MM. Ross, p. 78, 85, 94, 96, 101 ; Archambeault, 82, 84 ; Rémillard, 85 ; Champagne, 87 ; LaRue, 89 ; Méthot, 91, 96 ; de LaBruère, 98.

Montréal, projet de loi pour modifier la charte de :—Les honorables MM. Champagne, p. 128, 140, 143 ; Beaudry, 128 ; Archambeault, 129, 141 ; Starnes, 140, 142 ; Laviolette, 141 ; Ross, 142 ; Gérin, 142.

N

New-England Company, projet de loi pour constituer la :—Les honorables MM. Starnes, p. 75 ; LaRue, 75.

O

Officiers en lois de la couronne.—Projet de loi concernant les :—Les honorables MM. Ross, p. 167, 168 ; Starnes, 168.

P

Patineurs, le club Victoria des—projet de loi concernant ce club :—Les honorables MM. Starnes, p. 77 ; Beaudry, 77.

R

Rapport du commissaire des travaux publics et de l'agriculture, dépôt du —pages 55, 104.

Robert Léon, projet de loi concernant la substitution créée par le testament de :—Les honorables MM. Champagne, p. 126 ; Ross, 126.

S

Session.—Observations sur les travaux de la :—L'honorable M. Ross, p. 169.

U

Union St-Joseph, projet de loi pour constituer l'union St-Joseph de St-Jean-Baptiste de Québec :—L'honorable M. Rémillard, page 69.

INDEX.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A

Adresse, en réponse au discours d'ouverture :—MM. Joly, p. 176, 192 ; Taillon, p. 176, 199, 208 ; Nantel, 176 ; Sawyer, 190 ; Stephens, 205 ; Blanchet, 210.

Affaires de l'ancienne province du Canada, proposition relative au règlement final des :—MM. Marchand, p. 251 ; Robertson, 251 ; Stephens, 251.

Archives canadiennes, proposition relative aux :—MM. Faucher de Saint-Maurice, p. 372 ; Marchand, 374 ; Blanchet, 374.

Asiles d'aliénés de Beauport, proposition relative à :—MM. Mercier, p. 493, 533 ; Blanchet, 496 ; Poulin, 501 ; Gauthier, 501 ; Martel, 502, 537 ; Joly, 504 ; Stephens, 504 ; Faucher de Saint-Maurice, 537.

Projet de loi relatif aux asiles :—MM. Blanchet, 1162, 1492 ; Stephens, 1170, 1180 ; Martin, 1181 ; McShane, 1183 ; Martel, 1185 ; Rinfret, dit Malouin, 1185 ; Beaubien, 1188 ; Robidoux, 1191 ; Marchand, 1193 ; Mercier, 1491.

Proposition de M. Gagnon, p. 1338.

Ameublement des Chambres, proposition relative à :—MM. Gagnon, p. 989 ; Taillon, 990 ; Mercier, 990 ; Desjardins, 996 ; Shehyn, 996.

Alain, Jacques, proposition relative à la réclamation de :—MM. Garneau, p. 1209 ; Duhamel, 1210 ; Flynn, 1210.

Asile d'aliénés pour les protestants, proposition pour autoriser un prêt à : p. 1355 :—MM. Robertson, 1356 ; Mercier, 1356, 1358 ; Beaubien, 1357 ; Lynch, 1357 ; Duhamel, 1357 ; Stephens, 1357.

B

Budget, exposé budgétaire :—M. Robertson, p. 377 ; observations de MM : Demers, 424, Lynch, 424, et Joly, 425.

Critique de l'exposé budgétaire, MM : Stephens, 467, Robertson, 473, Mercier, 474, Blanchet, 478, McShane, 486.

Sur les articles : MM : Mercier, p. 543, 548, 549, 556, 577, 675, 679, 701, 703, 711, 718 ; Taillon, 546, 549, 551, 571, 585, 675, 689, 698, 703, 718, 720, 1212, 1273, 1478, 1499 ; Stephens, p. 560, 676, 678, 698, 710 ; Robidoux, 561 ; Picard, 562 ; Cameron, 564, 566 ; Bergevin, 566, Poulin, 570, 684, Demers, 585, 1214, 1273, Boyer, 676 ; Beaubien, 561, 676, 691, 695, 709 ; Blanchet, 684, 707, 828, Gagnon, 567, 687, 690, 699, 828, 829, 1212, 1214, 1476, 1499 ; Marchand, 690, 693, Whyte, 695, 711, Nantel, 696, 716, 717, Marion, 707, Duhamel, 709, 716, Beauchamp, 714, Asselin, 716, 1476 ; Deschênes, 717, Martin, 717, Flynn, 719, Joly, 829, Gauthier, 1213 ; Lapointe, 1476 ; Faucher de Saint-Maurice, 1476 ; Robertson, 1450.

Amendement de M. Shehyn sur la situation financière de la province : MM. Shehyn, p. 761 ; Carbray, 791 ; Stephens, 795 ; Mercier, 797 ; Taillon, 806 ; Joly, 814 ; Desjardins, 822.

Amendement de M. Mercier, sur l'état financier de la province : MM. Mercier, p. 1055, 1110 ; Desjardins, 1060, 1107, 1108, 1113 ; Gagnon, 1093 ; Poulin, 1102 ; Robertson, 1104 ; Stephens, 1106 ; McShane, 1109 ; Turcotte, 1113 ; Gauthier, 1117.

Amendement de M. Stephens sur la violation de la loi sur l'indépendance de la Législature :—MM. Stephens, 1220 ; Whyte, 1222 ; Robertson, 1227 ; Poupore, 1229 ; Mercier, 1232, 1247 ; Taillon, 1254 ; Beaubien, 1264 ; Deschênes, 1266 ; Gagnon, 1268 ; Martel, 1271.

Amendement de M. McShane, sur la dette de Sherbrooke au fonds d'emprunt municipal :—MM. McShane, p. 1402 ; Robertson, 1404 ; Stephens, 1405 ; Mercier, 1407.

Amendement de M. Gagnon sur le crédit pour l'immigration et le repatriement :—MM. Gagnon, p. 1492 ; Lynch, 1492 ; Mercier, 1493 ; Picard, 1493 ; Taillon, 1493 ; Désaulniers, 1495.

Amendement de M. Mercier sur l'établissement d'une féculerie et d'une glucoserie à Carleton, comté de Bonaventure : MM. Mercier, p. 1496 ; Martin, 1496.

Commissions d'enquête : Observations sur les dépenses des :—MM. Gagnon, p. 1497, 1498, 1499 ; Robertson, 1497 ; McShane, 1498 ; Taillon, 1498, 1499 ; Lemieux, 1498 ; Robidoux, 1499.

Balance de crédits, proposition relative aux :—MM. Gagnon, p. 650 ; Lynch 651 ; Flynn, 651.

Biens en déshérence, projet de loi concernant les :—MM. Blanchet, p. 663, 671 ; Mercier, 666, 671.

Baby, proposition relative à la réclamation de M. Baby contre la compagnie du chemin de fer de Québec au lac St. Jean :—MM. Stephens, p. 1001 ; Flynn, 1002 ; St. Hilaire, 1002 ; Robertson, 1002 ; Gagnon, 1003 ; Watts, 1004 ; Blanchet, 1005. Proposition de M. Whyte, p. 1006 ; Stephens, 1006 ; Robertson, 1006 ; Taillon, 1006 ; Flynn, 1211.

Beaubien, l'honorable M.—Explications de : MM. Beaubien, p. 1359 ; Mercier, 1360 ; Stephens, 1360.

Bourinot, traduction de l'ouvrage de M. Bourinot sur la procédure parlementaire :—MM. Faucher de Saint-Maurice, p. 1514 ; Deners, 1515 ; Gagnon, 1515 ; Nantel, 1515 ; Beaubien, 1515 ; Taillon, 1516.

C

Chemin de fer de St-Jérôme à Notre-Dame du désert, proposition relative à la compagnie du :—MM. Nantel, p. 1129, 1153 ; Faucher de Saint-Maurice, 1138 ; Richard, 1138 ; Asselin, 1138 ; Duhamel, 1140 ; Flynn, 1140 ; Martel, 1141 ; Beaubien, 1142 ; Garneau, 1144 ; Deschênes, 1145 ; Gagnon, 1146 ; Casavant, 1146 ; St-Hilaire, 1148 ; McShane, 1149 ; Gauthier, 1149 ; Carbray, 1150 ; Poulin, 1150 ; Marcotte, 1151 ; Lavallée, 1156.

Chemin de fer du Nord, mémoire relatif au subside fédéral à ce chemin de fer :—p. 238.

Proposition de M. Asselin, relative à ce subside :—MM. Asselin, p. 297 ; Owens, 302 ; Rinfret dit Malouin, 305 ; Picard, 305 ; Flynn, 305 ; M. le président, 310.

Proposition relatif à l'achat de la section est : MM. Joly, 246, 247 ; Flynn, 247 ; McShane, 248 ; Stephens, 248 ; Blanchet, 249 ; Taillon, 250.

Enquête sur les affaires du chemin de fer du Nord :—MM. Taillon, p. 291, 319 ; Mercier, 317 ; Joly, 324 ; Deschênes, 326 ; Flynn, 327, 340 ; Gagnon, 329, 330, 341 ; Watts, 339 ; Poupore, 340 ; Marchand, 341 ; Whyte, 341 ; Robidoux, 343 ; Asselin, 345.

Projet de loi relatif à l'enquête :—MM. Gagnon, p. 920 ; Taillon, 920.

Amendement de M. Bernard, sur les embranchements de Joliette et Berthier, p. 921 ; Gagnon, 921 ; Taillon, 921 ; LeBlanc, 922 ; Gauthier, 922 ; Mercier, 928 ; Flynn, 926 ; Beaubien, 927 ; Joly, 931 ; Martel, 936. Amendement de M. Nantel, p. 939, M. Mercier, 941. Amendement de M. Boyer, sur l'administration de M. Sénécal, MM. Boyer, p. 943 ; LeBlanc, 945 ; Taillon, 946 ; Mercier, 947 ; Gauthier, 953 ; Bergevin, 954 ; Martin, 954 ; Blanchet, 955 ; Robidoux, 959 ; Trudel, 962 ; Martel, 962.

Amendement de M. Watts, sur le salaire de M. Sénécal, M. Watts, p. 965.

Amendement de M. Marchand, sur l'achat par le Pabifque des embranchements de St. Lin et de St. Eustache, p. 967.

Amendement de M. Joly, sur le refus de vendre au Pacifique, p. 968.

Amendement de M. Bernatchez sur l'offre de Sir Hugh Allan, p. 969.

Amendement de M. Whyte sur la souscription de \$100,000 de M. Sénécal, pour les élections fédérales de 1882, p. 970.

Amendement de M. Shebyn, sur le sacrifice fait par la province en vendant la voie ferrée, p. 972.

Amendement de M. Cameron, sur l'accusation que vingt députés ont été élus avec l'argent de M. Sénécal, p. 973.

Amendement de M. Demers, sur la souscription de M. Sénécal pour les élections de 1881, p. 973.

Amendement de M. McShane, sur le règlement avec Québec, p. 975

Amendement de M. Stephens, sur les sommes payées depuis la vente, p. 975.

Amendement de M. Robidoux, sur la nomination d'une personne chargée de soutenir les accusations devant la commission, p. 976.

Amendement de M. Rinfret dit Malouin, sur l'avis qui devra être donné aux députés actuels et anciens, incriminés dans le cours de l'enquête, p. 977.

Amendement de M. Gagnon, sur la légalité de la commission, p. 978 ; M. Taillon, 980 ; M. Stephens, 981 ; M. Mercier, 982.

Amendement de M. Mercier, sur l'inutilité de l'enquête après le refus de préciser les travaux du commissaire, p. 983 ; M. Duhamel, 984 ; M. Picard, 984 ; M. Taillon, 984.

- Proposition relative aux rapports entre la compagnie du chemin de fer du Nord et le Pacifique :—MM. Beaubien, p. 352, 371 ; Carbray, 361 ; Rinfret dit Malouin, 363 ; Flynn, 363 ; Richard, 369 ; Owens, 370.
- Chemin de fer du Nord, proposition relative au subside de \$6,000 par mille :—MM. Nantel, p. 1176, 1180 ; Beaubien, 1177 ; Désaulniers, 1178 ; Stephens, 1179 ; Deschênes, 1179 ; Marcotte, 1179 ; Duhamel, 1179.
- Chicoutimi et Saguenay, le revenu public dans ces comtés :—MM. St. Hilaire, p. 277 ; Robertson, 278.
- Chemin de fer de Québec au lac St. Jean, proposition relative à la compagnie du :—MM. Stephens, p. 429, 436 ; Robertson, 429 ; Gagnon, 430 ; St. Hilaire, 430 ; Gauthier, 434 ; Joly, 435 ; Blanchet, 437.
- Chemins de fer, proposition touchant le contrôle des :—MM. Cameron, p. 438, 454 ; Flynn, 439, 449 ; Joly, 440 ; Stephens, 441 ; Poupore, 441 ; Marchand, 442 ; Robidoux, 442 ; Boyer, 442 ; Gagnon, 444 ; Nantel, 455.
- Code municipal, proposition à propos de la distribution du :—MM. Faucher de Saint-Maurice, p. 461.
- Cautionnements hypothécaires, proposition relative aux :—MM. Gagnon, p. 538 ; Taillon, 539.
- Chasse, proposition relative aux permis de :—MM. Watts, p. 599 ; Faucher de Saint-Maurice, 599.
- Chemin de fer d'Ottawa et de la Gatineau, proposition de M. Duhamel :—MM. Duhamel, p. 861 ; Lynch, 863 ; Poupore, 863 ; Martel, 863 ; Nantel, 864 ; Richard, 865.
- Cours d'eau barré par le chemin de fer Q. M. O. & O. à St. François de Salles, comté de Laval, proposition relative à un :—M. LeBlanc, p. 1160.
- Coupe de bois, proposition relative à la :—MM. Owens, p. 1275 ; Saint-Hilaire, 1279 ; Lynch, 1279 ; Nantel, 1281 ; Poupore, 1282 ; Duhamel, 1283 ; Picard, 1286 ; Beaubien, 1287 ; Deschênes, 1289.
- Cornellier et LeBlanc vs. la Reine, proposition relative à la cause de :—MM. Mercier, p. 1299 ; LeBlanc, 1306 ; Taillon, 1311 ; Watts, 1316 ; Lynch, 1318.
- Cessions de biens, projet de loi concernant les :—MM. Taillon, p. 1340, 1454, 1457, 1461 ; Mercier, 1340, 1455, 1458, 1462 ; Turcotte, 1458 ; Garneau, 1458, 1467 ; Gauthier, 1464 ; Duhamel, 1465 ; Robidoux, 1466 ; Faucher de Saint-Maurice, 1468 ; Picard, 1468 ; Gagnon, 1340, 1459 ; Asselin, 1340, 1459, 1467 ; Nantel, 1340 ; Stephens, 1341 ; Flynn, 1341.

Compagnie de sucre de betteraves de la province de Québec, à Farnham, proposition relative à la :—M, Casavant, p. 1552.

Cours des commissaires, projet de loi concernant les :—MM. Gagnon, p. 1505 ; Deschênes, 1506 ; Marion, 1506.

Clôture de la session, p. 1519.

D

Drummond et Arthabaska, projet de loi concernant la division des comtés unis de :—MM : Watts, p. 756 ; Taillon, 756 ; Mercier, 757 ; Stephens, 758 ; Duhamel, 759 ; Desjardins, 759.

Dunn, Oscar, décès de :—MM : Faucher de Saint-Maurice, p. 851 ; Taillon, 852 ; Marchand, 852.

Dette de l'ancienne province du Canada, proposition relative à la :—MM : Gagnon, 1323 ; Deschênes, 1324 ; Robertson, 1324.

E

Ecoles normales, proposition relative aux :—MM : Trudel, p. 726 ; LeBlanc, 726 ; Mercier, 727, 729 ; Faucher de Saint-Maurice, 727 ; Duhamel, 727 ; le président, 728 ; Gagnon, 728, 729 ; Blanchet, 729 ; Décision de M. le président, 1197.

Ecoles de reforme, proposition relative aux :—MM : Poulin, p. 907, Blanchet, 909 ; Mercier, 909 ; Beaubien, 910 ; Martel, 911, McShane, 911, Marchand, 912.

Explosion au palais législatif, proposition relative à :—MM : Mercier, p. 740, 741 ; Taillon, 740, le président, 741.

Employés de l'Assemblée législative, proposition relative aux :—MM : Faucher de Saint-Maurice, p. 906, McShane, 906, 907 ; Taillon, 906, 907 ; Stephens, 906 ; Gauthier, 907.

Écoles de réformes, résolutions concernant les :—M. Beaubien, p. 1450.

F

Fonds de bâtisses et de jurés, proposition relative aux réductions faites sur les sommes dues au : MM. Watts, p. 840, 859 ; Robertson, 841, 842 ; Cameron, 841 ; McShane, 841 ; Stephens, 842 ; Picard, 843 ; Boyer, 843 ; Poulin, 844 ; Whyte, 844 ; Poupore, 844 ; Robidoux, 845 ; Paradis, 845 ; Gagnon, 845 ; Duckett, 848 ; Mercier, 848 ; Trudel, 853 ; Gauthier, 853 ; Flynn, 853 ; Caron, 856 ; Dorais, 856 ; Gagnon, 857 ; Taillon, 857 ; Owens, 859.

Farnham, proposition relative à la ligne de division entre le canton de Farnham et la seigneurie de St. Hyacinthe :—M. Poulin, p. 1158.

Fonds d'emprunt municipal—observations de M. Lemieux sur le dépôt de certains renseignements, p. 1482.

G

St. George, la fête de :—MM. Owens, p. 1172 ; Robertson, 1172 ; McShane, 1172 ; Taillon, 1172.

H

Ste. Hélène de Kamouraska, proposition relative au règlement de la dette de cette municipalité au fonds d'emprunt municipal :—M. Gagnon p. 641.

Harland, la cause de George Harland pour parjure :—MM. Mercier, p. 642 ; Taillon, 645 ; Gagnon, 646 ; Faucher de Saint-Maurice, 647.

Hochelaga, demande de remboursement de l'honoraire de \$100, sur un projet de loi concernant les commissaires d'école de :—MM. Beaubien, p. 1000 ; Taillon, 1000 ; Robertson, 1000 ; le Président, 1001.

I

Instituteurs, proposition relative au fonds de pension des :—MM. Stephens, p. 462 ; Lynch, 463 ; Robertson, 463.

Instruction publique, projet de loi concernant l' :—MM. Robidoux, p. 1214, 1471 ; Gagnon, 1215.

Irlande—proposition concernant le No. 17 du 1er rang du canton d' :—M. Picard, p. 1442.

Indépendance de la Législature, projet de loi concernant l' :—MM. Taillon p. 1490 ; Mercier, 1490 ; Stephens, 1490 ; Poupore, 1490 ; McShane, 1491,

J

Jésuites, le terrain des casernes des :—MM. Garneau, p. 492 ; Stephens. 493 ; Rinfret dit Malouin, 493.

Jardin botanique, proposition relative à l'établissement d'un :—MM. Beaubien, p. 745, 755 ; Faucher de Saint Maurice, 750 ; Joly 750 ; Lynch, 750 ; Stephens, 752, Taillon, 753 ; Gauthier, 754.

Juges de paix de St-Germain de Grantham, proposition de M. Watts, relative à la nomination de :—p. 1180.

Jurés et jurys, projet de loi concernant les :—MM. Blanchet, 1274 ; Gagnon, 1274.

Instituteurs à la retraite, projet de loi concernant le fonds de pension, pour les :—MM. Robertson, p. 1375 ; Blanchet, 1375 ; Gagnon, 1376.

K

Kamouraska, cour de circuit à :—MM. Taillon, p. 627 ; Gagnon, 627.

Les débetures de Kamouraska :—MM. Gagnon. p. 1175 ; Taillon, 1176 ; Robertson, 1176.

L

Licences.—Observations incidentes sur les lois des :—MM. Taillon, 231, 232, 235 ; Mercier, 231, 233 ; Marchand, 232 ; Picard, 233.

Vente de boissons sans licence :—MM. Mercier, p. 258, 273 ; Taillon, 263, 272, 273 ; Watts, 271 ; Joly, 272.

Projet de loi concernant les licences :—M. Gagnon, 647.

Projet de loi, p. 1376.—MM. Mercier, 1440 ; Demers, 1440 ; Taillon, 1441 ; Marchand, 1441.

Limites nord de la province de Québec, proposition relative aux :—MM. Duhamel, p. 295, 297, 609 ; Gagnon, 297 ; Mercier, 610 ; Faucher de Saint-Maurice, 612 ; Lynch, 612 ; Beaubien, 614 ; Blanchet, 614 ; Gagnon, 615.

LeMay, proposition relative aux pertes éprouvées par M. LeMay, lors de l'incendie du palais législatif en 1883 :—MM. Lemieux, p. 598 ; Taillon, 598 ; Marchand 598.

Lachine, proposition relative aux maisons d'écoles de :—M. Boyer, p. 905.

Labrador canadien, proposition relative au rapport du comte de Puyjalon sur le :—MM. Faucher de Saint-Maurice, p. 1390 ; Gagnon, 1397 ; Desjardins, 1898.

Larocque, Monseigneur Joseph, télégramme de félicitations et réponse, p. 465, 466.

M

Montreal, la division-centre de, projet de loi :—MM. Stephens, 293, 312
Taillon, 293, 294 ; Watts, 294 ; McShane, 313.

Manufactures, projet de loi concernant la protection des personnes
employées dans les :—MM. Taillon, p. 314, 316 ; Joly, 315.

Mercier l'honorable M.—élu bâtonnier : M. Marchand, p. 1355.

Montpetit, A. N., proposition relative à l'ouvrage de M. Montpetit, intitulé : " Nos poissons et les pêcheries du Canada " :—M. Faucher de Saint-Maurice, p. 1452.

N

Navigation, proposition relative à l'école de :—MM. Faucher de Saint-Maurice, p. 458, 829 ; Blanchet, 460.

Nord-Ouest, proposition touchant les troubles dans le : MM. Turcotte, p. 865, 1047 ; Gauthier, 883 ; Owens, 886 ; McShane, 888 ; Poupore, 890 ; 1050 ; Sawyer, 893 ; Beaubien, 1008 ; Mercier, 894 ; White, 1013 ; Blanchet, 912 ; Lynch, 1014 ; Desjardins, 1017 ; Robidoux, 1026 ; LeBlanc, 1027 ; McShane, 1032, 1050 ; Taillon, 1033 ; Marchand, 1041 ; Faucher de Saint-Maurice, 1044 ; Boyer, 1045 ; Joly, 1047 ; Stephens, 1049 ; Cameron, 1051 ; Duhamel, 1051.

Notariat, projet de loi concernant le :—MM. Poulin, p. 1237, 1399 ; LeBlanc, 1239 ; Gagnon, 1240, 1400 ; Trudel, 1243 ; Marcotte, 1244 ; Marion, 1245 ; Picard, 1246 ; Lapointe, 1363 ; Boyer, 1364 ; Casavant, 1365 ; Beauchamp, 1365 ; Paradis, 1366 ; Demers, 1366 ; Gauthier, 1367 ; Taillon, 1367, 1399 ; Bergevin, 1367, 1398.

Le Nouvelliste, comparaison du propriétaire de ce journal à la barre de la Chambre, à propos d'un article contre M. Faucher de Saint-Maurice :—MM. Nantel, p. 1290 ; Faucher de Saint-Maurice, 1291 ; Gagnon, 1296 ; Beaubien, 1296 ; Mercier, 1297 ; Désaulniers, 1297.

Article contre M. Mercier, p. 1289.

Décision de M. le président, p. 1322. Comparation de M. Gingras, p. 1342 ; Nantel, 1345 ; Mercier, 1345 ; Taillon, 1345 ; Gagnon, 1346 ; Lynch, 1348 ; Marcotte, 1348 ; St. Hilaire, 1349 ; Marchand, 1350 ; Beaubien, 1350 ; Robertson, 1351 ; Flynn 1351 ; Stephens, 1352 ; Turcotte, 1352 ; Deschênes, 1353 ; Garneau, 1353 ; Gauthier, 1354.

Article contre l'honorable M. Mercier :—MM. Lemieux, p. 1368 ; Marchand, 1371 ; Gagnon, 1371 ; Picard, 1372 ; Flynn, 1373.

Examen de M. Gingras, p. 1377 :—MM. Nantel, p. 1379, 1384, 1385, Duhamel, 1380, 1384 ; Gagnon, 1380, 1386 ; Taillon, 1381, 1385 ; Mercier, 1382, 1385 ; Lynch, 1382 ; Marchand, 1382 ; le Président, 1383 ; Desjardins, 1386.

News de Toronto ;—Proposition relative aux sommes payées à la province de Québec, constituant une réponse à un article de ce journal : —M. Faucher de Saint Maurice, p. 1507.



Ouvrages canadiens, proposition concernant les achats de :—MM. Faucher de Saint Maurice, p. 730 ; Mercier, 733 ; Blanchet, 735 ; Gagnon, 738.

Officiers en loi de la couronne, projet de loi concernant les :—MM. Taillon, p. 1275 ; Mercier, 1275 ; Demers, 1488 ;



M. le Président, décision sur la nature du projet de loi concernant l'association pharmaceutique de la province de Québec, p. 491 ; M. Lynch, 492. Sur la rédaction d'une interpellation, p. 1123. Sur la substitution du nom de M. LeBlanc à celui de M. Cameron, sur le projet concernant la paroisse de Ste. Barbe, p. 1160. Décision sur le même projet de loi, p. 1173. Décision sur le projet de loi concernant le canton de Tring, p. 1215.

Prix, proposition relative aux achats de livres pour prix :—MM. Gagnon, p. 1007 ; Mercier, 1007 ; Taillon, 1007.

St. Patrice, la fête de la :—MM. Taillon, p. 281 ; Mercier, 282 ; Lynch, 232.

Pétition de droit, projet de loi concernant la :—MM. Deschênes, p. 1324 et 1335 ; Taillon, 1325, 1330, 1334 ; Blanchet, 1326, 1331 ; Gagnon, 1327, 1329, 1333 ; Mercier, 1327, 1333 ; Marion, 1328 ; Desjardins, 1328, 1329, 1337 ; Turcotte, 1332 ; Flynn, 1332. Décision de M. le président, 1335.

Palais de justice de Québec, projet de loi concernant la construction du : —MM. Mercier, p. 1483, 1488 ; Blanchet, 1483 ; Rinfret dit Malouin, 1484, 1488 ; Stephens, 1484 ; Garneau, 1485, 1488 ; McShane, 1486 ; Picard, 1487 ; Taillon, 1487.

Pêcheries, observations sur le développement des pêcheries de l'intérieur :—MM. Martin, p. 1506 ; Lynch, 1507.

R

Rapport des commissions d'enquête, p. 215, 589, 591.

Robitaille, M. L. A., proposition relative à sa pension :—MM. Mercier, p. 616, 626 ; Flynn, 624 ; Taillon, 624 ; Marchand, 625.

Rapports des départements :—MM. Gagnon, p. 649 ; Lynch, 650.

"Rabouteurs," projet de loi concernant les :—M. Casavant, p. 1376.

S

Santé publique, observations de MM. Duhamel, p. 1120 ; Rinfret dit Malouin, 1121 ; Blanchet, 1121 ; Garneau, 1122 ; Mercier, 1122 ; Asselin, 1122 ; Martel, 1122 ; Boyer, 1122.

"Saturday Review," observations de M. Faucher de Saint-Maurice, p. 1205 ; sur un article de cette revue.

Sun, d'Ottawa, incident à propos d'un article de ce journal sur l'administration du ministère des terres de la couronne :—MM. Poupore, p. 285 ; Stephens, 287 ; Lynch, 287.

Sociétés de colonisation, proposition touchant la distribution des \$5,000 votées aux :—M. Gagnon, p. 628.

Sherbrooke, proposition relative à la dette de cette cité au fonds d'emprunt municipal :—MM. Mercier, p. 629, 631, 639 ; Taillon, 631, 634 ; Poulin, 633 ; Casavant, 636 ; Gauthier, 637 ; Saint-Hilaire, 638 ; Frégeau, 638 ; Faucher de Saint-Maurice, 640 ; Desjardins, 640.

Shérif, proposition concernant les ventes par le :—MM. Poulin, p. 1441, Gagnon, 1442 ; Robertson, 1442 ; Taillon, 1442 ; Marchand, 1442.

Session, observations sur les travaux de la : MM. Gagnon, p. 1516 ; Taillon, 1517 ; Gauthier, 1517.

T

Tassé Joseph, la cause de Régina vs. Joseph Tassé :—M. Marchand, p. 258.

Timbres d'assurance, proposition relative à la taxe des :—M. Gagnon, p. 627.

Transmission des projets de lois d'ordre public aux fonctionnaires judiciaires, proposition concernant la :—MM. Mercier, p. 741, 744 ; Taillon, 743, 745 ; Marchand, 743 ; Flynn, 745.

Trudel l'honorable M.— télégramme de :—M. Mercier, 1337.

Trois-Rivières, proposition relative à la dette de cette ville au fonds d'emprunt municipal :—M. Turcotte, p. 1389.



Volontaires au Nord-Ouest, les :—MM. Faucher de Saint-Maurice, p. 587, 605 ; le président, 588 ; Taillon, 593 ; Mercier, 588 ; Robidoux, 606 ; Lynch, 606 ; Blanchet, 606 ; Stephens, 607 ; Demers, 607 ; Taillon, 607.

Voitures pour chemins d'hiver, projet de loi relatif aux :—MM. LeBlanc, 651, 654 ; Nantel, 652 ; Demers, 653, 661 ; Beaubien, 653 ; Poupore, 655 ; Stephens, 656 ; Gagnon, 657 ; Marion, 658 ; Robidoux, 658 ; Flynn, 659 ; Mercier, 660 ; Boyer, 661. Décision de M. le président, p. 1400.

